Cortones waterier - - - -THE PROPERTY OF THE PROPERTY OF gapes are a linguist that bearing physicism is a favorier of a laterature of and the second of the second of the second Supposed for the contract of the property of "Windshigelite let, 1" year to. 100 to 155 I byparthy in an in mark in the or and STOREST OFF for an project onest to be been a mark Section. in Italian mart atte meer der in bereite mat professional property of the control of the second ment had to the more telefor to the first of the party 2.25. I see the second that he is the second hard promoter des productions de la characte 245 THE PERSON AND PERSONS AND PER personalize more division of anything 1-14 printer promote not tree of the state of the 1 100 and production of the property

general and a second of the second termination graphities and a material content AND A MINISTER WATER TO Report and Francisco Comment Text Married de 105-12. Empression was the second to the own property to the contract of the SPANE AND The second of the second of the second 和内部 424 The second of th -in land - The . Maria Street Street Street Street **₹== 49994¥\$#**€ which the design of the state o

POR TO 李琳 19.5% MEE 21 4 23

A ...

. معود مني اور

20 5350

THE STREET STREE 5436 S 24 of 25

Special of State S MORE IN A 7th

or a fifting a figure and the second

# LE MONDE: diplomatique

Le journalisme au défi d'Internet

(Page 26 ct 27)

## La mutation du monde

Par IGNACIO RAMONET

tionnelles de l'Etat-

nation et minent une

certaine conception de

la représentation poli-

tique et du ponvoir. Celui-ci, naguère hié-

rarchique, vertical et autoritaire, apparaît de

plus en plus structuré

en réseaux, borizontal

et - grâce à la manipulation des

esprits que permettent les grands

désespérément en quête de sens et de

modèles, car ces trois grands change-ments se produisent simultanément,

En même temps, deux des piliers sur lesquels reposaient les démocra-

ties modernes - le progrès et la cohé-

sion sociale - sont remplacés par

deux autres - la communication et le

marché - qui en changent la nature.

tout régler, en particulier les confiits au sein de la famille, de l'école, de

l'entreprise ou de l'Etar. Elle serait la

grande pacificatrice. Pourtant, oo

commence à soupconner que soo

abondance même cause une nouvelle

forme d'alienation et que, au lieu de

libérer, ses excès incarcèrent l'esprit.

inonder toutes les activités humaines,

à les réglementer. Naguère, certains

domaines - culture, sport, religion -

demeuraient hors de sa portée ; main-

tenant, ils soot absorbés par sa

sphère. Les gouvernements s'eo remettent de plus en plus à lui (aban-don des secteurs d'Etat, privatisa-tions). Or le marché est l'adversaire

majeur de la cohésion sociale (et de

la cohésion mondiale), car sa logique vent qu'une société se divise en deux

groupes: les solvables et les non-solvables. Ces derniers ne l'inté-

Le marché a désormais tendance à

A communication, première

superstition do temps

présent, cous est proposée comme étant susceptible de

Déboussolées, les sociétés sont

médias de masse - consensuel.

ce qui accentue l'effet de choc.

N octobre 1917, dix jours suffirent à la révolution bolchevique pour « ébranler le monde ». Pour la première fois, le rouleau compresseur du capitalisme était durablement stoppé.

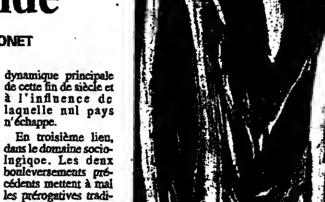
L'essor du capitalisme avait été stimulé par les travaux de grands théoriciens (Adam Smith, David Ricardo), par de décisives avancées technologiques (machine à vapeur, chemin de fer) et par des bouleversements géopolitiques (Empire britan-nique, renaissance de l'Allemagne, puissance des Etats-Unis). Tout cela conjugué avait produit la première révolution capitaliste; laquelle favo-rise une considérable expansion mais risa une considérable expansion mais écrasait les hommes, comme en témoignèrent Charles Dickens, Emile

Comment tirer collectivement profit de la formidable richesse produite par l'industrialisation, tout en évitant que les citoyens ne soient broyés? C'est à cette question que répondra Karl Marx, dans son œuvre majeure, Le Capital (1867). Il faudra attendre cinquante ans pour qu'un stratège de génie, Lénine, parvienne à conquérir le pouvoir en Russie dans l'espoir messianique de libérer les « prolétaires de tous les pays ».

Quatre-vingts ans après, l'Union soviétique a fait naufrage, et le monde connaît une nouvelle grande mutation, que nous pourrious appeler la seconde révolution capitaliste. Elle résulte, comme la première, de la convergence d'un faiscean de transformations survennes dans trois champs.

En premier lieu, dans le domaine technologique. L'informatisation de tons les secteurs d'activités ainsi que le passage an numérique (son, texte et images désormais transmis, à la vitesse de la lumière, au moyen d'un code unique) bouleversent le travail, l'éducation, les loisirs, etc.

En deuxième lien, dans le domaine économique. Les nouvelles technologies favorisent l'expansion de la sphère financière. Elles stimulent les activités possédant quatre qualités: planétaire, permanente, immédiate et immatérielle. Le « big bang » des Bourses et la déréglementation, encouragées dans les années 80 per M= Margaret Thatcher et M. Ronald Reagan, ont favorisé la mondialisation de l'économie, qui constitue la



BRAM VAN VELDE. - « Edster

ressent guère: ils sont hors jeu. Le marché est, intrinsèquement, producteur d'inégalités.

Tous ces changements structurels et conceptuels, à l'œuvre depuis une dizaine d'années, ont produit un authentique éclatement du monde. Des concepts géopolitiques - comme Etat, pouvoir, démocratie, frontière o'ont plus la même signification. Ao point que, si l'on observe le fonctionnement réel de la vie internationale, on constate que ses acteurs ont

A l'échelle de la planète, les trois principaux protagonistes (qui étaient, sous l'Ancien Régime, la noblesse, le clergé et le tiers-état) sont désormais: les associations d'Etats (Union européenne, Alena, Mercosur, Ascan, etc.); les entreprises globales et les grands groupes médiatiques ou financiers; et les organisations oon gonvernementales (ONG) d'envergore moodiale (Greenpeace, Amnesty International, World Wild Life, etc.). Ces trois acteurs agissent dans un cadre planétaire moins fixé par l'Organisation des Nations unies que, signe des temps, par l'Organisa-tion mondiale du commerce (OMC),

nouvel arbitre global. Le vote démocratique n'a aucune influence sur le fonctionnement interne des trois nouveaux acteurs. Cette mutation du monde s'est mise en place sans qu'on y prenne garde et sans que les responsables politiques eux-mêmes en soient conscients. Les citoyens peuvent-ils rester sans réagir, alors que cela vide la démocratie de sens ?

## RUMEURS DE COUP D'ÉTAT

## L'Algérie sous la terreur

En Algérie, les contours de la guerre civile commencée en 1992, et dont certains annoucent la fin imminente, paraissent de plus en plus flous. A l'affronte-ment central entre islamistes d'un côté et forces de l'ordre de l'autre, ont succédé de nouveaux conflits, non moins virulents, à l'intérieur des deux camps. Les islade nouveaux conflits, non moins virulents, à l'intérieur des deux camps. Les isla-mistes armés sont divisés entre partisans du Front Islamique du salut (FIS) regroupés au sein de l'Armée islamique du salut (AIS), favorables à une solution politique du conflit (qui ont annoncé un cessez-le-feu pour le 1º octobre), et Groupes islamiques armés (GIA), partisans de la guerre populaire prolongée. Au sein du pouvoir, la lutte entre les officiers favorables à un accord politique avec les islamistes et ceux qui veulent leur éradication définitive s'est exacerbée. Ces ten-sions, qui opposeraient frontalement le président Liamine Zéroual au général Mohamed Lamari, chef d'état-major de l'armée, relancent les rumeurs de coup d'Etat. Entre-temps, aux portes d'Alper et dans le voisinace même de casernes d'Etat. Entre-temps, aux portes d'Alger et dans le voisinage même de casernés étrangement passères, les terrifiunts massacres de civils innocents se poursuivent...

## Par BRUNO CALLIES DE SALIES \*

'ALGÉRIE, et plus précisément le ceotre du pays - au sud et à la périphérie de la capitale - est balayée, depuis l'été dernier, par une vague de tueries nocturnes à l'arme blanche d'une exceptionnelle cruanté, attriboées à des « commandos islamistes » doot l'ideotité précise demeure floue. Les massacres et les égorgements se succèdent dans une atmosphère de barbarie paroxystique. Devant l'impuissance et la surprenante passivité des autorités, les populations paniquées ont fui les hameaux et les villages isolés. L'effroi règue dans les quartiers de la banlieue d'Alger où les scènes de panique se multiplient tandis que s'improvisent, dans le désordre et le désespoir, des groupes d'autodé-

Quelle signification attribuer à ces folies sanguinaires dans un pays qui, en matière d'horreur, croyait avoir tout vu

\* Directeur de recherches au Centre de recherche des Écoles de Coëtquidan (CREC).

en six ans de guerre civile? Tous les observateurs ootent que le déchaînement de violence a fait immédiatement suite à la libération du chef historique dn Front islamique du salut (FIS), M. Abassi Madani, le 18 millet dernier après six ans d'incarcération. Dès le lendemain. 56 personnes étaient égorgées et mutilées dans plusieors hameaux de la régioo de Hadjout (ex-Marengo), à 50 kilomères au sud-onest d'Alger

Ainsi commençait l'effrayante sarabande meurtrière : elle allait se pour-suivre durant des semaines et atteindre son hallucinant point d'orgue la nuit du 28 août lorsqoe, à Sidi Raïs, près d'Alger, quelque 300 personnes (femmes, enfants, vieillards, nouveaunés) furent égorgées, éventrées, dépe-cées à la hache et brûlées vives au cours du plus horrible massacre que l'Algérie ait conno depuis 1991.

(Lire la suite page 12.)

En vente dans les kiosques :

OFFENSIVES DU MOUVEMENT SOCIAL

Manière da voir, nº 35



## **CENTRE D'ETUDES DIPLOMATIQUES ET STRATEGIQUES**

CYCLE D'ENSEIGNEMENT DIPLOMATIQUE SUPÉRIEUR

Réservé aux diplomates, aux fonctionnaires internationaux, aux membres du corps consulaire et aux cadres supérieurs.

Cycla da conférences, de séminaires et da voyages d'études sanctionné par un Diplôme d'Etudes Diplomatiques Supérieures de 3º cycle

3 CYCLES SPECIALISES EN ETUDES STRATEGIQUES ET POLITIQUES DE DEFENSE ET EN AFFAIRES INTERNATIONALES

Renseignements: à l'ECOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES Etablissement libre d'enseignement supérieur fondé en 1899 54, avenue Marcesu, 75008 PARIS Tél.: (1) 47-20-57-47

#### DANS CE NUMÉRO : Tenir

«Le marché est, intrinsèquement, producteur d'inégalites », estime (gnacio Ramonet, dans son éditoriel, évoquent la « seconde révolution capitaliste ».

## MONDIALISATION

On le voit bien dans l'egriculture : avec la libéralisation des échanges, celle, moderne, de l'Occident bloque le développement de celle, sous-équipée, du tiars-monde (page 19). Da même, après avoir payé deux fois et demie le valeur de sa detta de 1980, l'Afrique est trois fois plus endettée qu'alors, et, n'en déplaise aux statistiques truquées de la Banque mondiele, le majorité de ses populations vivent plus mel (pages 16 et 17). En Chine, eussi, l'accélération de la « réforme » par le XV° congrès du Parti communiste ne pourra que creuser l'écart entre provinces riches et Pauvres - comme le Guizhou (page 20). Paradoxalement, Pékin

semble suivre un « modèle » dont le crise financière M 2136 - 523 - 22,00 F asiatique, déclencháe cet été. démontre la fragi-

## RÉSISTANCES

A défaut da pouvoir inverser la tendance, les victimes saurontelles au moins faire valoir leurs intérêts ? La victoire remportée par les grévistes américains d'UPS est de bon augure (pages 4 et 5), Le mouvement syndical français s'efforce, lui, da tirer les leçona des grèves da 1995 (pages 4 et 5). Mais, en Lorraine, il ne s'est pas remis de sa défaite dans la bataille de la sidérurgie (pages 6 et 7).

## ROUGE, BLANC, NOIR

D'eutres crises persistent. Rouge sang, celle de l'Algérie où les massacres se multiplient, comme pour empêcher tout accord entre pouvoir et Front islamique du salut (pages 1, 12 et 13) - mâme si certaines villes, comma Annaba, resterit à l'écart. Les femmes. elles, tiennent, malgré les désillusions (pages 14 et 15). Blencha, couleur de la marche d'il y a un an, la crise beige, maigré une forte mobilisation, n'aura pas changé grand-chose (pages 8 et 9). Noire, enfin, comme l'or qu'est le pétrole, la crise rampante entre mer Noire et mer Caspianne où, eur fond de tracés d'oléoducs, les Etats-Unis entendent refouler la Russie (pages 22 et 23).

De passage à Paris, Mª Najat Bechara nous a fait parvenir la lettre

Je suis venue à Paris pour alerter l'opinion et les pouvoirs publics sur le son de ma fille. Souha Bechara, détenue dans le camp de prisonniers de Khiam dans la zone occupée par Israèl au Liban sud. Elle a été arrètée le 7 novembre 1988 après avoir tiré, sans le tuer, sur Antoine Lahad, le chef de l'Armée du Liban sud.

Le 7 novembre prochain, Souha aura passé neuf ans en détention sans avoir jamais été jugée. Son avocate n'a jamais été autorisée à la rencontrer. Son père et mni ignorions tout de son sort pendant les sept premières années de sa détention. Depuis deux ans, je ne suis autorisée à la vnir que quelques minutes tous les trois mois. Pour des raisons que nous ne nous expliquons pas, son père, âgé de soixante-six ans, n'est pas autorisé à lui rendre

visite. Depuis son arrestation, Souha est privée de tous les droits : droit à un procès, à des soins médicaux, aux visites, droit à l'éducation.

hors de tout cadre juridique et de toutes les conventions internationales.

Je suis venue à Paris vous demander d'agir pour la libération de ma fille et de tous ses codétenus. Souha Bechara et cent cinquante autres hommes et femmes sont séquestrés dans une prison abscure. Je suis venue vous demander d'agir pour le démantèlement de cette prison. Une campagne internationale d'information et de sensibilisation, la mobilisation de l'opinion et des organisations de défense des droits de l'homme sont la seule forme de protection pour les détenus de Khiam. La solidarité est leur seul espoir de revenir un

## « L'honneur de désobéir »

M. Didier Charlemagne, rappelans l'article de Philippe Videlier – « L'hanneur de désobéir » – publié dans notre numéro de mai 1997.

Philippe Videlier signale que la commune de Rieux, en banlieue lyonnaise, peut figurer au livre des records de l'ostracisme. Il n'en est rien, car j'ai le triste privilège d'habiter une commune (Marquette-lez-Lille, banlieue lilloise) qui va aussi loin dans le nombre de pièces à fournir pour l'accueil d'un étranget.

Cela commence par le livret de famille, la carte d'identité, le titre de propriété ou le bail de location, la surface habitable, la carte de Sécurité sociale, les fiches de salaire des deux époux et le timbre fiscal de 100 F délivré par la recette buraliste dont l'adresse est fournie avec nbligeance par la mairie.

Pour l'hébergée, en l'occurrence ma belle-mère, de nationalité haîtienne, le certificat de revenus annuels, l'état de son compte en banque fourni par son agence et, bien sûr, le billet d'avion aller-retour.

l'ai en le droit également, à la demande expresse du maire, à la visite d'un fonc-tionnaire de l'Organisation des migrations Internationales (OMI), qui, mêtre en main, a mesuré soigneusement toutes les pièces de mon domicile tenviron 200 mètres carrés). Entre le dépôt de la demande et sa

delivrance, quarante-cinq jours. Je suis français, et ma femme est naturalisée depuis sept ans. Nous avons deux enfants, et ma belle-mère désirait nous rendre visite et voir sa petite-fille de dixneuf mois qu'elle ne connaît pas encore, C'est donc une hamillation profonde que tout Français ayant des liens familiaux

## Précisions

- Oans l'article consacré à « L'étrange influence des francs-maçons en Afrique fran-cophone » (Le Monde diplomarique, septembre 1997), il fallait lire, dans la seconde phrase du premier paragraphe, « Grands Orients et Loges associées du Congo (Golac) », et non « Grands Orients et Loges unies du Cameroun ».
- Dans « Grandes manœuvres autour du Soudan », publié le mois dernier, le titre du général Abderahmane Said était ancien chef d'état-major adjoint de l'armée soudanaise.

Ma fille est détenue dans une prison

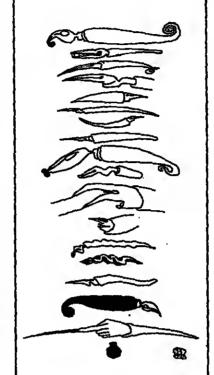
jour à la liberté et à la vie.

avec des pays hors CEE doit s'attendre à subir. Et nous sommes dans l'Hexagone!

Pour ceux dont les parents étrangers sont de condition modeste et ne peuvent justifier de revenus suffisants à l'ambassade de France de leur pays, le déplacement est donc interdit. Même si les enfants, pratique courante, offrent le billet d'avion. C'est là une entrave insupportable aux libertés familiales et citoyennes. Autre détail glacial : sur le passeport étranget ne figurent plus les marques de la souveraineté française, mais un autocollant verdatre prenant pleine page avec ces simples mots lourds de sens : Etats Schengen.

- MONOPOLE, CONCURRENCE, PRI-VATISATION: QUEL SERVICE PUBLIC POUR DEMAIN ? Colloque organisé. le 2 octobre à Paris, par le syndicat SUD-PTT avec la participation de nombreux économistes et intellectuels. (69 let, rue de la Chapelle. 75018 Paris. Tel.: 01-44-62-12-00.)
- ◆ LA PLANTE NOMAOE ». LES MOBILITÉS GÉOGRAPHIQUES O'AUJOURD'HUL C'est le thème du 8 Festival international de géographie de la ville de Saint-Dié-des-Vosges. Ou 2 au 4 octobre. (Tel.: 01-45-65-08-36.)
- LA SOCIÉTÉ OE L'INFORMATION: QUEL AVENIR? Une journée d'étude, tuverte au public, de l'Office parkmentains d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. Le jeudi 9 octobre, au Sénat. (784 : 01-42-34-27-73 ou 01-42-34-25-58.)
- JAURÈS ET L'ÉTAT. A Tarbes, les 9 et 10 octobre, organise par le Centre national et Musée Jean-Jaurès et la Société d'études jau-
- MADAGASCAR 1947. Colloque international de l'Association française d'amité et de sofidarité avec les peuples d'Afrique (Afaspa), avec le soutien du couseil général de Seine-Saint-Denis. Du 9 au 11 octobre, univer-sité Paris-VIII · Saint-Denis. (Tèl.: 01-34-14-
- · OEUX JOURS POUR UNE DYNA-MIQUE SOCIALE ET CITOYENNE. Initiative du réseau (care, les 18 et 19 octobre à l'Agora d'Evry (Essonne), (Tél. : 01-43-79-09-

## COURRIER DES **LECTEURS**



## Collogues et rencontres

- UKRAINE. Séminaire organisé par le Centre français du commerce extérieur (CFCE). Le 22 octobre, au palais du Loxem-bourg. (Tél.: 01-40-73-30-00.)
- LES OÉFIS OE L'ÂGE, Comment transformer le vieillissement en atout de développe-ment? A l'initiative de l'université Paris-XIII (IUP Ville & Santé), le 23 octobre, au Conseil sique et social (Tel.: 01-47-04-25-60.)
- VERS OES VILLES SANS VOITURES. Sous l'égide du réseau European Youth for Action et du Regroupement pour une ville sans, voitures à Lyon, ces assises réuniront des représentants associatifs de toute l'Europe. A Lyon, du 26 octobre au 1° novembre. (741: 04-72-
- CULTURE ET OÉVELOPPEMENT LOCAL EN MILIEU RURAL. Organisé par le Crefad (Clemont-Ferrand) et les Foyers ruraux d'Auvergne, un séminaire national sur l'action culturelle, son aniculation avec le développement local et le rôle des animateurs et agents de ment A Louchy-Montfand (Allier), les 27 et 28 octobre. (Tel.: 04-73-31-50-45 ou
- LES RENCONTRES OF THESSALO-NIQUE. Organisé par « Les Rencontres », association des villes et régions de la Grande Europe pour la culture, à Thessalonique, capi-tale culturelle européenne pour 1997. Du 31 octobre au 1º novembre, (Tel.: 01-45-38-

Avec Le Monde diplomatique. CHE GUEVARA. Dans le cadre du Festi-val international de Biarritz consacré aux ciné-

> Édité par la SA Le Monde diplo Société attonyme avec directoire et conseil de surveillance Actionnaires : SA Le Monde,

Association Gunter Ho

Directoire: Igoaco RAMONET, président,

directeur de la publication : Bernard CASSEN, directeur général

21 his me Claude-Remard, 75242 Paris Codes 05 : 01-42-17-20-00 - Telesopeur : 01-42-17-21-00 Courrier electronique :

Secretariste Akande-Diplomatique fr

Directeur de la rédaction : Ignacio RAMONET (2916)

## « Le choc de la révolution congolaise »

Réagissant aux articles de Colette Braeckman et Philippe Leymarie sur la « libération du Zaire » et le « choc de la révolution congolaise » (Le Monde diplomatique de juillet), M. Bernard Gainot, maître de conférences à l'uni-versité Paris-l, remarque:

Ce qui s'est passé au Rwanda en 1994 était épouvantable et doit être qualifié de « génocide » ; mais minimiser ce qui se passe aujourd'hui - les massacres de réfugiés dans l'est de l'ex-Zaire, qualifiés de e crime cantre l'humanité » par M. Roberto Garreton, le rapporteur des Nations unies pour les droits de l'homme, ou les exactions de ces derniers mois au Rwanda et au Burundi -, c'est jeter une humière trouble sur les motivations qui poussaient à dénoncer hier, à se taire anjourd'hui. Et c'est peut-être demain saper les bases d'un tribunal international qui jugerait tous les crimes contre l'huma-nité dans cette partie du monde, ceux de 1994 comme ceux de 1996-1997. Et donc laisser s'enclencher le cycle infernal de la vengeance qui s'étendra à d'autres régions d'Afrique (et pourquoi pas la Tanzanie, l'Angola, le Congo-Brazzaville, le Kenya, l'Ouganda?).

(...) On feint de ne pas voir que ce qui

est à l'œuvre anjourd'hui est l'application d'un véritable modèle imposé : un composé de tyrannie et d'économie de marché, diffusé « cié en main » dans le . sillage de la mondialisation, et résolument antagonique avec le modèle universel des droits de l'homme proné par l'ONU. Il faudrait tout de même cesser de chanter les louanges de M. Yoweri Museveni, le tyran « new age » de l'Ouganda!

-Trans.

The state of the

7. = 3E

5-252 20 10 14 A.

TE E .....

Commence of the first of the second

Francisco Company

The sale with

Cart and a second stand

STATE AND IN THE STATE OF

State of the Party of the Party

The same of the same

William at 1 4 miles Protect

THE ROLL OF SHIP WHILE AND

THE THE PERSON NAMED IN COLUMN

British the state of the state of

The state of the same and

200 10 m to 12 m to 12 m to 12 m

grafia til a sim a menin

CONTRACT CONTRACT OF THE PARTY

MEDICAL PROPERTY OF THE PARTY AND ADDRESS.

THE STATE OF THE PROPERTY OF

AT THE WAY I SHARE IN SEC.

manufes and the first of the same and

material and a contract of some a

TALL .

MEMORPH IN THE RESIDENCE

TELEPHONE COMPANIES

THE TOWNS ALL THE PERSON

Time San a same in

THE PARTY OF A PARTY AND ADDRESS OF

SECTION AND ADDRESS.

PERMITTED TO THE RESIDENCE OF

PERSONAL PROPERTY OF THE PARTY OF

State have be over a non-

3

CHEMINA THE RESERVE

CONTRACTOR ASSESSMENT

M. David Keppel, d'Essex, dans le Connecticut (Etats-Unis), se dit à ce propos « déçu pour la première fois par Le Monde diplomatique »:

Je crains que vous ne vous trompiez à propos du Congo et du rôle des Etats-Unis dans le triomphe de M. Laurent-Désiré Kabila. Je comprends ce qui a été votre mépris pour l'ex-maréchai Mobutu Sese Seko, ainsi que pour les colonialistes français. Mais cela ne résout ni la question des intentions américaines ni celle de notre soutien à M. Kabila et à son entourage d'adeptes du libre marché, bardés de diplômes commerciaux américains. Il a été très utile à certains qu'une certaine gauche ait dénoncé comme « ingérence impérialiste » toute enquête rigoureuse

## « Le Monde diplomatique » moins cher en Afrique

A l'annonce de la diminution du prix de vente du Monde diplomatique en Afrique (voir notre numéro de sep-tembre), M. Ibrahim Cissé, d'Abidjan, nous écrit :

Je viens d'apprendre, avec beaucoup de plaisir, votre décision de réduire le paix de vente de votre grand journal en Afrique

mas et cultures de l'Amérique latine, table ronde animée par Le Monde diplomatique, avec la participation de MM, Ahmed Ben Bella, Pierre Kalfon, Paco Ignacio Taibo II et

Raul Roa Kuri, ambassadeur de Cuba en France (sous réserve). Le vendredi 3 octobre.

• NÉGATIONNISTES, LES CHIFFON-

NIERS DE L'HISTOIRE. A l'occasion de l'ouverture du procès de Maurice Papon, avec

Christian Terras et Valérie Igounes, auteurs de

Touvrage Négationnistes, les chiffonniers de Thisioire (Goliair et Syllepse), Marc, Weitz-mann pour Chaos (Grasset) et Dominique Vidal, Le vendress 17 octobre, (Func Saint-

Lazure, place du Havre, Ravie - Tel. :01-55-31-20-00.)

· SORTIR DE L'IMPOSTURE ÉCONO-

MIQUE. Hommage à François Partant. Col-loque organisé par La Ligne d'horizon et le Centre Wahas avec le soutien du Monde diplo-matique. Samedi 18 et dimanche 19 octobre,

université Lumière - Lyon-II, 18 qual Claude-

ternard, 69007 Lyon, (Tel.: 04-78-27-29-82

AFRIQUE, LE CAUCHEMAR OU

(TAL: 05-59-22-37-00.)

Fax: 04-78-28-57-78.)

subsaharienne. Votre belle initiative, motivée par le souci de permettre à l'ensemble OF THE REAL PROPERTY OF THE PARTY OF THE PAR des élites de notre continent de ne pas être « privées » d'une indispensable information internationale, est hautement louable. Elle ne manquera pas d'être saluée par des voix plus autorisées que la mienne.

Pour ma part, je vondrais vous remercier mes eincèrement et vous exprimer toute ma gratimde. Avec la réduction envisagée, à partir de septembre 1997, le contrat de fidé-lité qui me lie à votre organe, depuis dix ans, pourra ainsi continuer, après quelques mois d'interruption.

Pour sa part, M. Doudou Faye, du Sénégal, précise:

Votre analyse est d'autaut plus juste et votre décision plus noble que, si vous pre-nez certains pays francophones comme le mien, depuis la dévaluation du franc CFA, non senlement les salaires n'ont pas angmenté, mais au contraire les impôts et autres taxes s'accroissent. Il faut donc être un lecteur incognitionnel comme moi pour se payer notre Monde diplomatique bon an

dans certains Etats africains. Le demier exemple est cebui du Congo, où un ancien président, fort de sa « police » - on milice > privée ? - attente à l'ordre public travestissant même l'essentiel de la République et du contrat social.

Comme pour dire qu'en Afrique démociane est synonyme de « dolécratie »: dole signifiant force, ce mot franco-wolof souligne qu'il s'agit d'une démocratie fondée sur la force, donc contraire à la volonté 🗶

L'ESPOIR? Du 11 au 14 décembre, les Curre-fours de la pensée, organisés au Mans, notara-ment avec Le Monde diplomatique et la Ligue de l'enseignement, (Renseignements: Les Car-refours de la pensée, 78, rue de Chanzy, 72000 Le Mans. Télécopie: 02-43-24-32-76.) du people.

## INFORMATION ET SOLIDARITÉ

lecture collection (for t.22 latine, 93 on Europe de l'Es

Dans les pays du liersmonde, comme en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique, les difficultés économiques et, souvent, la non-conventibilité des mannaies interdisent l'accès à l'information et aux journaux étrangers. La circulation des idées, la réflexion sur la démocratie et la justice sociale sont ainsi freinées. L'absence de moyens est porticulièrement criante dans les centres de lecture collective : bibliothèques, universités, instituts de recherche, groupements associatis et organisations humanitaires.

Nom: AL Quasi Adresse: Jardanie - Karok. Police-

Rédacteur en chef : Alain GRESH (2914) Rédaction : Florence BEAUGE (3721). Christian DE BRIE (2019), and CASSEN (2013), Serge HALIMI (286), Maurice LEMOINE (2018), Dominique ViDAL (2911) at de rédaction et conception : Solange BRAND (2915) Maria TERARDI (2917)

Secrétariat (2916) : Joseline CAPRON, Monique SALOMÉ Fondateur : Hubert BELVE-MERY Anciens directeurs: François HONTI (1954-1972) Claude JULIEN (1973-1990)

Conseil de sur eillance : Jean-Marie COLOMBANI, près Alain GRESHL vice-président

Responsable de la diffusion : Patrick MANCHEZ Tel.: 01-42-17-33-78 Relations chemèle.

ms : nel : 01-42-17-32-90

**Publicité** Remonsible - Natacha HERCEGOA'A Tel : 01-42-17-28-54 - Fax : 01-42-17-21-83

Le Monde diplomanati est imprimé sur papier recyclé Grace & yout, most united that TO THE

Pour aider ces organismes à recevoir Le Monde diplomatique, participez au fonds « Lecteurs solidaires »

A refourcer of the Minister of 21 bis, not Grante Be Prénous: Johnshown

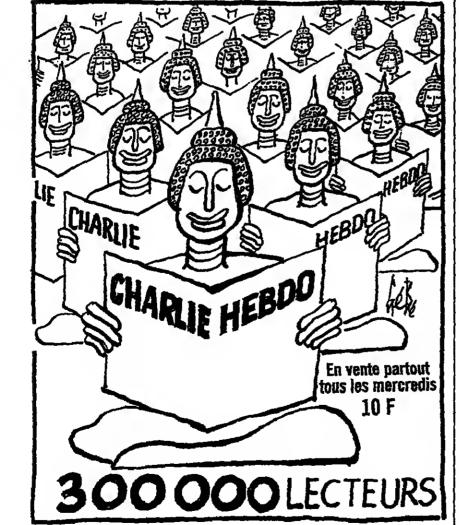
Code postal: D1230 Ville: Karak Je verse por : A chèque bancaire A chèque postal

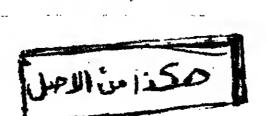
□ 350 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient. ☐ 395 F pour un abonnement en Amérique latine ou en Asie. ou de 🖸 50 F

□200 F

Pays: Jadame







LE MONDE DIPLOMATIQUE - OCTOBRE 1997 - 3

Ainsi

était le « Che »

Par AHMED BEN BELLA \*

EPUIS trente ans, Che Guevara interpelle nos consciences. Pardelà le temps et l'espace, nous entendons l'appel du « Che » qui nous somme de répondre : oui, seule la révolution peut parfois faire de l'homme un être de lumière. Cette lumière, nous l'avons vue irradier son corps nu, étendu quelque part au fond du Nancahuszu, sur ces photos parties dans les journaux des quatre coins du monde, alors que le message de son dernier regard continue de nous arreindre jusqu'au tréfonds de l'âme.

Le « Che » érait un preux, mais un preux conscient, au corps affaibli par l'asthme. Je l'accompagnais parfois sur les hauteurs de Chréa, andessus de la ville de Blida, lorsque je voysis la crise arriver et qu'elle donnait à son visage un teint verdâtre. Qui a lu son Journal de Bolivie (1) sait avec quelle santé délabrée il a dû faire face aux terribles épreuves physiques et morales qui ont parsemé son chemin.

Il est impossible de parler du « Che » sans parler de Cuba et des relations particulières qui nous unissaient tant son histoire, sa vie, sont liées à ce pays qui fut sa seconde parrie avant qu'il ne se tourne vers là où l'appe-

Je fis la connaissance d'Ernesto Che Guevara à la veille de la crise incernationale de l'automne 1962 liée à l'affaire des fusées et au blocus de Cuba décrété par les Etats-Unis. L'Algérie venait d'accéder à l'indépendance, son premier gouvernement vensit d'être constitué et, en tant que chef de ce gouvernement, je devais assister, en ce mois de septembre 1962, à New York, à la session de l'ONU pour la levée symbolique du drapeau algérien au-dessus du siège des Nations unies ; cérémonie qui consacrait la victoire de notre lutte de libération nationale et l'entrée de l'Algérie dans le concert des nations libres.

Le bureau politique du FLN avait décidé que ce voyage aux Nations unies devair être suivi d'une visite à Cuba. Plus que d'une visite, il s'agissait surtout d'un acte de foi marquant nos engagements politiques. L'Algérie souhaitait souligner publiquement sa totale solidarité avec la révolution cubaine, particulièrement en ces moments difficiles de son

Invité le 15 octobre 1962 au marin à la Maison Blanche, j'ens de franches et chandes discussions avec le président John Fitzgerald Kennedy à propos de Cuba, A la question directe que je lui posai : « Allezvous vers une confrontation avec Cuba? >, il ne laissa planer ancun doute sur ses intentions réelles et me répondit : « Non, s'il n'existe pas de fusées soviétiques ; out, dans le cas contraire. » Kennedy tenta de me dissuader avec insistance de me rendre à Cuba par un vol direct à partir de New York ; allant même jusqu'à évoquer l'évenqualité d'une attaque de l'avion des forces aériennes de Caba qui devait me transporter par l'opposition cubeine installée à Miami. A ces menaces à peine voilées, je lui rétorquai que j'étais un fellaga et que les menaces des harkis algériens ou cubains ne m'intimidaient pas.

Notre arrivée à Cuba, le 16 octobre, se déroula dans une liesse populaire indescriptible. Le programme prévoyait des discussions politiques au siège du parri à La Havane des l'arrivée de notre délégation. Mais les choses se découlèrent tout autrement. A peine nos valises déposées dans le lieu où nous devions séjourner, bousculant le protocole, nous nous mîmes à discuter à bâtons rompus avec Fidel, Che Guevara, Raul Castro et les autres dirigeams qui nous accompa-

Nons restâmes là à parler des heures et des heures durant. Bien entendu, je rapportai aux dirigeants cubains l'impression que m'avait laissée mon correvue

avec le président Kennedy. A la fin de ces débats passionnés, menés antour de tables que nous avions poussées bour à bour, nous nous aperçûmes que nous avions praciquement épuisé le programme des questions que nous devions étudier et que notre rencontre au siège du parti n'avait plus d'objet. Et, d'un commun accord, nous décidames de passer directement au programme des visites que nous devions faire à travers le pays.

Cette anecdore donne une idée des rapports totalement dénués de protocole qui devaieut ainsi, et dès le début, être la caractéristique essenrielle, la norme des liens unissant la révolution cubeine et la révolution algérienne, et des liens personnels qui m'ont lié à Fidel Castro et à Che

Cette solidarité se confirmera d'une manière spectaculaire lors de la première alerte grave qui menaça la révolution algérienne avec l'affaire de Tindonf en octobre 1963. Notre jeune armée, tout juste sortie d'une lutte de libération, qui ne possédait encore ni couverture aérienne - puisque nous n'avions pas un seul avion - ni forces mécanisées, fut attaquée par les forces armées marocaines sur le terrain qui lui écait le plus défavorable. Elle ne pouvait y utiliser les seules méthodes qu'elle connaissait et qu'elle avair éprouvées lors de notre lutte de libération : c'est-à-dire la guerre de guérilla.

Le désert et ses vastes étendues dénudées étaient loin des montagnes des Aurès, du Djurdjura, de la presqu'île de Collo ou de Tlemcen qui avaient été son milieu naturel et dont elle connaissait toutes les ressources et tous les secrets. Nos ennemis avaient décidé qu'il fallait briser l'élan de la révolution algérienne avant qu'elle devienne trop forte et entraîne tout

Le président égyptien Nasser nous dépêcha très rapidement la couverture aérienne qui nous faisair défaut, et Fidel Castro, Che Guevara, Raul Castro et les dirigeants cubains nous envoyèrent un baraillon de vingr-deux blindés et plusieurs centaines de soldats (2) qui furent dirigés vers Bedeau, au sud de Sidi Bel Abbès où je leur rendis visite, et qui énsient prêts à entrer en lice si cette guerre des sables s'était poursuivie.

Ces chars possédaient un dispositif infratouge leur permettant d'intervenir de nuit ; ils avaient été livrés à Cuba par les Soviétiques à la condition expresse de n'êrre mis en ancun cas entre les mains de pays riers, y compris les Erars communistes, comme la Bulgarie. Malgré ces restrictions de Moscou, et passant par-dessus les tabous, les Cubains n'hésitèrent pas à envoyer leurs chars au secours de la révolution algérienne en danger.

La main des Erats-Unis érait bien évidente derrière les événements de Tindouf; nous savions que les hélicoptères qui transportaient les troupes marocaines étaient pilotés par des Américains. Ce sont essentiellement les mêmes raisons de solidariré internationale qui conduiront plus tard les dirigeants cubains à intervenir su-delà de l'océan Arlantique, en Angola

Les circonstances qui présidèrent à l'arrivée de ce baraillon blindé méritent d'être rapportées, cer elles illustrent plus que tout autre commentaire la nature de nos rapports privilégiés avec Cuba.

En octobre 1962, lors de ma visite à Cuba, Fidel Castro avait tenu à

\* Chef historique du Front de libération nationale (FLN) algérien ; premier président de l'Algérie indépendante (1962) ; renversé par la colonel Houari Bommediène en join 1965. Président du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA).

Le 9 octobre 1967, dans une petite salle de l'école de La Higuera (Bolivie), Ernesto Che Guevara, fait prisonnier la veille, étatt assassiné. Celui que Jean-Paul Sartre qualifia d'« être humain le plus complet de notre époque » achevait ainsi une vie de révolutionnaire qui l'avait conduit, dans l'espoir

généreux de soulager les souffrances des pauvres, de l'Argentine au Guatemala, de Cuba au Congo, et finalement à la Bolivie. Le président Abmed Ben Bella l'a souvent rencontré, entre 1962 et 1965, à Alger, qui était alors une terre d'asile pour tous les anti-impérialistes du monde.



PAUL REBEYROLLE - «Le Saug du Che» (1968)

honorer la promesse que son pays nous avait faite de fournir une aide de 2 milliards d'anciens francs (3). Compre renu de la situation économique de Cuba, elle devait nous être envoyée, non pas en devises, mais en sucre. Malgré mon refus, car je considérais qu'à ce moment Cuba avait encore plus besoin de son sucre que nous, il ne voulut rien entendre.

Environ un an après cette discussion, un navire battant pavillon cubain accosta au port d'Oran. Avec la cargaison de sucre promis, nous cûmes la surprise de trouver deux dizaines de chars et des centaines de soldats cubains accourus à notre secours. C'est sur une feuille arrachée d'un cahier d'évolier que Raul Castro m'envoyair un bref message pour annoncer ce geste de solidarité.

Bien sfir, nous ne pouvions laisser ce bateau repartir vide, aussi nous le remplîmes de produits algériens et, sur le conseil de l'ambassadeur Jorge Serguera, nous y ajoutâmes quelques chevaux barbes. Ainsi commença entre nos deux pays un troc à caractère non commercial, placé sous le sceau de la solidarité et qui, au gré des circonstances (et des contraintes), fur un élément original de nos relations.

HE GUEVARA érait particulièrement conscient des restrictions innombrables qui entravent et affaiblissent une véritable action révolutionnaire, de même que des limites qui affectent toute expérience, fûr-elle la plus révolutionnaire, des l'instant où elle est confroncée directement ou indirectement avec les règles implacables de la loi du marché et de la racionalité mercantile. Il les dénonça publiquement lors de la Conférence afro-assatique qui se tint à Alger en février 1965. En outre, les conditions affligeantes de la conclusion de l'affaire des fusées installées à Cuba et l'accord passé entre l'Union soviétique et les Brars-Unis avaient laissé un goût d'amertume. J'eus d'ailleurs un échange de propos très duts à ce sujet avec l'ambassadeur soviétique à Alger. Tout cela conjugué avec la situation qui prévalait en Afrique laissait espérer d'immenses potentialités révolutionnaires, et avait conduit le « Che » à considérer que le maillon faible de l'impérialisme se trouvait sur notre continent et qu'il devait désorméis y consacrer ses forces.

J'essayais de lui faire remarquer que ce n'était peut-être pas la meilleure façon d'aider à la maturacion révolutionnaire qui se développait sur notre continent. Si une révolution armée peut et doit trouver des soutiens érrangers, elle doit cependant créer ses propres ressorts internes sur les-

quels s'appuyer. N'empêche, Che Guevara tenait à ce que son engagement für toral et physique. Il se rendit à Cabinda (Angola) et au Congo-Brazzaville à plusieurs reprises.

Il refusa l'avion particulier que je voulais mertre à sa disposition pour assurer une plus grande discrétion à ses déplacements. J'alertai alors les ambassadeurs d'Algérie dans toute la région pour qu'ils se mettent à sa disposition. Je le revis à chacun de ses retours d'Afrique noire et nous passions de longues heures à échanger nos idées. A chaque fois, il revenair impressionné par la fabuleuse richesse culturelle du continent, mais peu satisfait de ses rapports avec les partis macristes des pays qu'il avait visités et dont les conceptions l'irritaient. Cette expérience de Cabinda, conjuguée avec celle qu'il fera par la l'ex-Stanleyville (4), l'avait beaucoup déçu. Parallèlement à l'action du « Che », nous menions une surre action pour le sauverage de la révolution armée de l'ouest du Zaîre. En accord avec Nyerere, Nasser, Modibo Keita, N'Krumah, Kenyama et Sekou Touré, l'Algérie apportait sa contribution en envoyant des armes via l'Egypte à travers un véritable pont aérien, tan-dis que l'Ouganda et le Mali étaient chargés de fournir des cadres militaires. C'est au Caire, où nous étions réunis sur mon initiative, que nous avions conçu ce plan de sauverage et nous commencions à l'appliquer lorsqu'un appel désespéré nous fut adressé par les dirigeants de la lutte armée. Malheureusement, malgré nos efforts, notre action intervint trop tard et cette révolution fut noyée dans le sang par les assassins de Patrice

Durant l'un de ses séjours à Alger, Che Guevara me fit part d'une demande de Fidel. Cuba étant sous étroite surveillance, rien ne pouvait être sérieusement organisé en direction de l'Amérique larine pour acheminer des armes et des cadres militaires qui avaient été entraînés à Cuba. L'Algérie pouvait-elle prendre le relais ? La distance n'était pas un handicap majeur, bien au contraire, elle pouvait jouer en faveur du secret qui conditionnait le succès même d'une opération de cette importance.

Ma réponse fut bien sûr un « oui » spontané. Et aussitôt commença la mise en place des structures d'accueil pour les mouvements révolutionnaires d'Amérique latine, placées sous le contrôle direct de Che Guevara. Rapidement, les représentants de tous ces mouvements révolutionnaires se transportèrent à Alger, où je les rencontrai à maintes reprises en compagnie du « Che ».

Un état-major regroupant les mouvements s'établit sur les hauts d'Alger dans une grande villa entourée de jardins que nous avions, symboliquement, décidé de leur attribuer. Cette villa Susini avait été un lieu célèbre, dont le nom est passé à la postérité. Durant la lutte de libération nationale, elle avait été un centre de torture où de nombreux résistants et résistantes trouvèrent la mort.

Un jour, Che Guevata me dic: « Abmed, nous venous d'avoir un coup dur, des bommes entraînés à la villa Susini se sont fait prendre à la frontière entre tel et tel pays (je n'ai plus souvenance des noms) et je trains qu'ils ne parlent sous la tor-

ture. Il s'inquiétait beauconp et craignait que le secret du lieu où se préparaient les actions armées ne soit éventé et que nos ennemis ne s'aperçoivent de la véritable nature des sociétés d'import-export que nous avions implantées en Amérique du Sud. Che Guevaca était parti d'Alger lotsque eut lieu

le coup d'Etat militaire du 19 juin 1965 contre lequel, d'ailleurs, il m'avair mis en garde. Son départ d'Alger, puis sa mort en Bolivie et ma propre disparition pendant quinze années doivent être étudiés dans le contexte historique qui marqua le reflux ayant suivi la se des lucres de libération victorieuses. qui sonna le glas, après l'assassinat de Lumumba, des régimes progressistes du tiers-monde et entre autres de ceux de N'Krumah, de Modibo Keira, Soekarno,

ETTE date du 9 octobre 1967 inscrite en lettres de feu dans nos mémoires évoque une journée incommensurablement sombre pour le prisonnier solitaire que j'étais, alors que les radios annonçaient la mort de mon frère et que les ennemis que nous avions combattus ensemble entonnaient leur sinistre chant de victoire. Mais plus nous nous éloignons de cette date, quand s'estompent dans les mémoires les circonspances de la guérilla qui prit fin ce jour-là dans le Nancahuazu, plus le souvenir du

« Che » est présent dans l'espeit de ceux qui luttent et qui espèrent. Plus que jamais, il s'insère dans la trame de leur vie quotidienne. Quelque chose du « Che » reste artaché à leur cœur, à leur âme, enfoui tel un trésor dans la partie la plus profonde, la plus secrète et la plus riche de leur être, réchauffant leur courage, artisant leur énergie.

Un jour de mai 1972, le silence opaque de ma prison jalousement gardée par des centaines de soldars fut brisé par un grand brouhaha. Ainsi appris-je que, à quelques centaines de mètres seulement, Fidel était là. visitant une ferme modèle route proche et ignorant sans doute que je me trouvais dans certe maison mauresque isolée sur la colline dont il pouvait apercevoir les toits au-dessus de la cime des arbres. C'est certainement pour les mêmes raisons de discrétion que cette même maison avait été naguère choisie par l'armée colonialiste comme centre de torture.

A ce moment, une foule de souvenirs remonts à mon esprit, une cohorte de visages, tel un film patiné par le temps, défila dans ma tête, et, jamais depuis que nous nous érions quitrés, Che Guevara ne fut aussi vivant dans ma mémoire.

En vérité, son souvenir ne nous a jamais quittés, mon épouse et moi. Une grande photo du Che a toujours été épinglée sur les murs de notre prison et son regard a été le témoin de notre vie quotidienne, de nos joies et de nos peines. Mais une autre photo, une petite photo découpée dans un magazine et que j'avais collée sur un curton et procégée d'un plastique nous a toujours accompagnés dans nos pérégrinations. C'est la plus chère à nos yeux. Elle se trouve aujourd'hui à Maghnia, mon village natal, dans la maison de mes vieux parents qui ne sont plus et où onus avions déposé nos plus précieux souvenirs avant de partir en exil. C'est la photo d'Ernesto Che Guevara étendu, torse nu et dont le corps irradie tant de lumière. Tant de lumière et tant d'espoir.

Bruesto Guevara, Le Journal de Bolivie (préface de François Maspero), La Découverte, Paris, 1995.

(2) NDLR: ces soldats étaient placés sous les ordres du commandant Efigenio Amei-jeiras, un vétéran du Granma, compognon de la première heure de Fidel et du « Che », et socien chef de la police révolutionnaire cubaine.

(3) NDLR: correspondant à 20 millions de francs français.

(4) NDLR: actuelle Kisangani, en République démocratique du Congo (ex-Zaïre).



a révolution congolais

Comment of Property A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH The state of the state of the second of the second Board of the Williams of the  $|\Gamma_{ij}(r)| = \frac{1}{-r} \epsilon_{ijk_{ij}}$  $\frac{1}{2} \log (1 + \delta \log n) = \frac{1}{2} \log n$ 

the state of the s

The second section of the second

Commence of the state of

1 11 1/100

A STATE MARK

A Mary 1

A ACCEPTAGE

and the second second

والأما فهدما العراب الراج المحرم

100

and the second second

 $(x,y) = (x-y)^{-1} \cdot \left( \frac{(x-y)^{\frac{1}{2}}}{2} \right)^{\frac{1}{2}}$ 

A CONTRACTO

100 100 100 20

A CALL THE PLANE

er er er er er er er er er er

W. Burns

A. ... Proud Z.

grammer and the second

moins thereas with the first term of the first the same of the sa

i is the second of the spices or addition on or Millionian is entities in historial charges

project was do now Company of the second of the name on Mortende alichii photographic and the sign than A SAME . The A gradient de La Mariana de la Mariana

ا الماضية الرائم المسرمانيسية و

Man Addition of the Printer Print, 18th

manne in Sun are the factories from Law Mr. Mr. advistigen.

suite avec la guérilla qui se déroulait dans la région de

## RÉSISTANCES OUVRIÈRES

La logique des « contraintes économiques » se heurte de plus eu plus à la résistance organisée des mouvements sociaux. En France, les privatisations rampantes décidées par le gouvernement de gauche (France Télécom) et la volonté ouvrière de défendre le secteur public (SNCF) mobilisent les syndicats. Le sort vécu par la Lorraine, cœur de la sidérurgie, à présent livrée aux chasseurs de primes industrielles, indique assez la nature des enjeux sociaux et politiques (lire pages 6 et 7).

Aux Etats-Unis, une grève des 185 000 salariés d'United Parcel Service (UPS) contre la généralisation de l'emploi précaire a remis en cause le modèle de flexibilité chanté par toutes les instances économiques internationales et par tous les porte-voix du patronat. Et, cette fois, ce ne sont pas les syndicats qui ont dû céder. Dans une entreprise de service, hautement informatisée, croulant sous les profits, la victoire des grévistes - et le soutien massif que l'oninion leur a manifesté - annonce peut-être un changement d'époque dans la superpuissance américaine.



# Spectaculaire victoire des

FANTASIA \* U moment où les hommes politiques, les journalistes et les universitaires s'affairaient à la rédaction de son épitable, le mouvement ouvrier américain s'est redressé. Après deux décennies d'échecs retentissants, mar-

quées en particulier par l'écrasement du syndicat des cootrôleurs du ciel en 1981 (1], après une succession de grèves perdues - Caterpillar, Staley, Bridgestone, The Detroit News, pour ne citer que les plus récentes (2) -, les travailleurs de United Parcel Service (UPS) ont remporté un succès spectaculaire, dont l'impact pourra être apprécié dans Lancée par le syndicat des camion

neurs (Teamsters) et conduite par un dirigeant offensif, M. Ron Carey, la grève a duré deux semaines. Face à ses salariés. l'entreprise combinait des méthodes de gestion très « modernes » et le coottôle de 80 % du marché des livraisons de colis. On voyait en elle nn modèle d'efficience et de productivité dans le secteur des services. Mais la victoire du syndicat des camionneurs vient d'onvrir une brèche dans une stratégie industrielle d'ensemble qui consistait à réduire le cofit du travail en remettant en question les avantages des salariés, qu'ils soient le résultat de la reconduction

\* Professeur de sociologie à Smith Collège (Northampton, Massachusetts) auteor de Cultures of solidarity, univer-sity of California Press, 1988,

de la négociation de

conventions collectives.

UPS avait été l'un des

auteurs de cette stratégie.

Et l'un des priocipaux

Depuis quelques années. UPS acenmolait en effet des profits de I milliard de dollars environ par an. Ce résultat n'était pas sans rapport nvec l'ascension régulière de lo part des travailleurs à temps partiel dans les effectifs de l'entreprise. En dix ans, elle était passée de 42 % à 60 %. Or, même si l'ensemble de l'économie américaine fait, elle aussi, toujours plus appel à des salariés à mi-temps ils oe représentent encore que 19,4 % des effectifs nationanx. Chez UPS, les mi-temps étaient payés à un salaire horaire inférieur à la moitié de celui de leurs camarades recrutés à temps complet (9,65 dollars dans le premier cas, 19,95 dans le second) et pouvaient travailler à plein temps, parfois jusqn'à 50 heures par semaine!

Pour ne rien arranger. l'entreprise décida – alors que le taux d'accidents du travail était deux fois et demi celui de l'industrie - de doubler le poids maximal que les livreurs devraient porter, le faisant passer de 32 kilos à 68 kilos. La décision patronale fut à la fois soudaine et unilatérale. Enfin, UPS voolait retirer au syndicat des camionneurs la gestion des retraites des salariés et s'en occuper elle-

La somme de ces provocations déboucha sur l'une des grèves les plus unanimes que le mouvement ouvrier américain ait jamais connnes. Plus de 95 % des 185 000 salariés d'UPS (chaoffeurs, trieurs, chargeurs) entrèrent dans l'action et rencontrèrent presque aussitôt le soutien de l'opinion (3). Rompant avec sa passivité presque légendaire, la confédération syndicale nationale AFL-CIO, elle aussi transformée par l'élection d'une direction beaucoup plus militante que la précédente, décida de mobiliser toutes les professions et de mettre l'ensemble des ressources du mouvement au service de l'action des

La solidarité fut exceptionnelle: près de 10 millions de dollars par semaine de dons et de prêts affluèrent au siège des Teamsters, et chaque syndicat fot invité à mobiliser ses

membres et à assister les piquets de grève des travailleurs d'UPS. Pendant des décennies, la direction de l'AFL-CIO s'était contectée de laisser chaque syndicat de métier se débrouiller, quelles que soient les armes déployées contre lui. Cette fois, le dirigeant de la confédération, M. John Sweeney, participa personnellement aux piquets de grève des Teamsters. expliquant au pays : « Cette grève est notre grève! »

Le résultat ? Une victoire presque totale. Au terme de la oégociation, UPS a accepté de transformer aussitôt 10 000 emplois à temps partiel en emplois à temps plein et de réserver plus de 80 % des 10 000 emplois à temps plein qui, dans le cadre de l'expansion prévue de l'entreprise, seront créés à l'avenir à ceux de ses salariés qui travaillent à temps partiel contre leur gré. UPS vonlait cesser ses paiements à la caisse de retraite gérée par les syndicats; l'entreprise devra an contraire augmenter sa contribution. Et ce n'est pas tout : les salaires de tous les employés vont progresser ; l'écart entre la rémunération horaire des travailleurs à temps plein et celle des salariés à temps partiel sera rédoit. Enfin, UPS devra négocier avec le syndicat le poids maximal des colis. En définitive, la seule concession obtenue par la direction de l'entreprise tient au fait que la convention collective aura une échéance de cinq ans, au

(1) En août 1981, le président Rengan révoque 12 000 grévistes engagés dans une grève qui paralyse le transport aérien. Ils sont aussitôt remplacés et, le mouvement terminé ans qu'aucune des revendications syndicales n'air

(2) Lire Thomas Frank et David Mulcahey, « Ces dures grèves des ouvriers américains », Le Monde diplomatique, octobre 1996.

(3) En 1981, su moment de la grève des contrôleurs aériens, 51 % des Américains soutennient, le position du président Reagan, Et, jusqu'à l'année dernière, l'opinion soutenair, plus ou moins spoutanément (les médies jouant ieur rôle...). la position du patronat dans un conflit du travail. Désormais, la situation s'est renversée : les deux-liers des Américains soutiennent les revendications des syndicats. Cette proportion s'est renverse de la faction des syndicats.

UNE NOUVELLE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

## Offensives du mouvement social

PRESQUE deux ans après la grève de novembre-décembre 1995, la derpière livraison de Manière de voir iotitulée « Offensives du mouvement social », livre quelques elefs indispensables pour la réflexion et pour la construction des mobilisations (11. Les grandes questions posées par des événe-ments qualifiés par les articles de l'époque de « première grève cootre la mondialisa tion » restent totalement d'actualité. Ce qui était en jeu à travers ces grèves, ces manifestations, cette solidarité, c'était bien la question de notre avenir, de la société que nous laisserons aux généra-

Aotrefois. oo parlait de luttes de classes, mais il paraît que ce n'est plus dans l'air du temps : les richesses au niveau national comme au niveau international sont de plus en plus accaparées par une minorité, ce o est pas le hasard, mais le résultat de choix imposés par ceux qui concentrent entre leurs mains les movens économiques et le pouvoir.

C'est finalement une sorte d'état des lieux qui est dresse ici. Une analyse des muloples facettes des politiques économiques à l'œuvre d'un bout à l'autre de la planete, de la Belgique à la Corée du Sud. de l'inde aux Etats-Unis : les plans de licenciement, les logiques de dumping social entre les pays du Nord et ceux de Sud, mais aussi au sein meme des pays

CENTRE DE FORMATION PRESSE & MULTIMEDIA **METAMEDIA EDUCATION** 

" Les stages intensifs "

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION Photojournalisme Droits du multimedia Techniques éditoriales Journalisme sur Internet & Intranet Art & techniques de la photographie TECHNOLOGIES MULTIMEDIA

Direction production Responsable multimedia Concepteur EAO multimédia Ingénierie multimedia

Tel: 01 43 55 54 00 Fax: 01 43 55 72 25 18 rue Guillaume Bertrand 75011 Paris plans de licenciement, le démantèlement des services publics...

Les révoltes des « gueux ». d'ici et d'ailleurs, sont mises en regard de ces évolutions. L'occasion de comprendre qu'un vent de résistance commence à souffler face à cet ultralibéralisme galopant qui tente de s'imposer partout (lire pages 4 à 7). Ces révoltes sont confuses. peu coordonnées, rarement victorieuses souvent réprimées. Leur existence même oblige ceux qu'oo appelle les intellectuels à sortir de la pensée unique dans lequel bon nombre se sont réfugiés, aidés en cela par les médias, qui présèrent souvent « l'homme à terre plutôt que le rebelle ».

L'intérêt de ce numéro est aussi de mootrer que, malgré l'effondrement de modèles qui ont pu inspirer le combat social dans beaucoup de pays, il existe une place pour refonder un projet qui permette à chaque être humain de vivre dignement. et cela au regard des richesses produites.

DENDANT des années, le discours dominant disait l'ardente obligation de s'adapter coûte que coûte à la mondialisation, au libre-échange, aux diktats des marchés financiers et de l'argent-roi. Pendant des années, on a expliqué qu'il o'y avair pas d'autres choix que cenx qui étuent faits, qu'il n'y avair pas de solution de rechange. Aujourd hus, les offensives du mouvement social rouvrent le déhat politique dans le bou sens du terme : de nouveaux choix som posés clairement à l'ensemble des citoyens, qui ont ainsi plus de moyens pour comprendre et agir. Dans notre pays, les forces polioques de gauche avaient été pour le moias surprises, voire déroutées par le mouvement social de la fin 1995. Leur victoire, lors des élections législatives anticipées de juin dernier, est une conséquence différée de ce mouvement : il ne fandrait pas que, des leur retour aux affaires, ces partis politiques oublient ce qui s'exprimait haut et fort d'un bout à l'autre de l'Hexagone ! Recrédibiliser le débat politique exige qu'il n'y ait pas deux discours : un avant l'election et un anrès... Faute de quoi, les discours populistes et leurs chantres en seraient les premiers bénéticiaires.

> ANNICK COUPÉ. secrétaire nationale de SUD-PTT.

(1) « Offensives du mouvement social ». Manuère de vrir,  $\pi^*55$ , septembre 1997, 45 F, en vente dans tous les kiosques.

Les interrogations du

**DEPAQUIT \*** ÉCEMBRE 1995 fnt-il l'expressioo d'un « mouvement social » on simplement un événement révélateur d'un désarroi ? Le débat à ce sujet fut vif et, au-delà d'une possible imcompréhension sur le sens des mots. c'est bien un elivage de fond qui est ainsi apparu (1). De fait, l'analyse en termes de mouvement social découle de deux évolutions historiques qui se sont concrétisées au cours de ce siècle : la généralisation de la forme syndicale et associative, d'une part ; l'affirmation du sujet, autrement dit la construction de l'individu comme acteur social, d'autre

En France, le mouvement social prend des formes très diverses et qui se sont longtemps ignorées: les diffé-rences restent grandes entre le travail en profondeur des mouvements d'éducation populaire, le militantisme des associations de défense de l'environnement, la radicalité des « sans-papiers ». l'action des grandes confédérations syndicales, voire celle des nonveaux syndicats du type SUD. Mais, désormais, les lieux de rencontre se multiplient et les

tienneot plus les associations pour quantité négligeable et, à l'inverse, celles-ci ne considérent plus les premiers comme des forteresses simplement soucieuses de leurs prérogatives. Des synergies certes encore modestes - apparaissent, permettant, au-delà des fortes divergences qui subsistent, de tenter de dégager des valeurs communes dans les ana-

Pour appréhender le mouvement social dans une conception large, il faut prendre en considération toutes les formes d'existence d'un acteur qui entend peser dans le débat civique. Uoe telle démarche s'oppose-t-elle à la traditionnelle analyse marxiste en termes de classes, comme le soutient Alain Touraine? On peut, sur cette question, avoir un point de vue beaucoop moins péremptoire : les elasses et groupes sociaux existent bel et bien. Et ils constituent le socie de nombre de mouvements socianx, même si beaucoup de ces derniers relèvent de définitions plus ouvertes. L'accent mis sur l'acteur, donc sur l'individu, introduit cependant une dimension fondamentale, que le discours d'autrefois ignorait presque

Renaissance du militantisme

A crise des représentations qui Laffecte nombre de sociétés développées appelle un renouvellement de la citoyenneté et de la démocratie. A cet égard, on constate que, insensiblement, une page a été tournée, en France, au cours de ce demier quart de siècle. Ou croyait le militantisme passé aux oubliettes, et voici qu'il renaît dans des modes et des pratiques souvent originales. Pourtant, le taux de syndicalisation demeure extrêmement bas (environ 8 %), et nombre de grandes associations ont perdu une partie de leurs militants en privilégiant les missions de service public au détriment de démarches plus significatives de leur identité. Comm comprendre ces déplacements de frontières? Où se situent les lignes de force d'un renouveau possible de la passion civique et sociale?

\* Secrétaire de l'association pour l'Autoges-tion. l'initiative locale et l'économie sociale (Ailes) et animateur des Initiatives de citoyennete active en reseatt (leare).

lyses de la réalité sociale.

La lutte des « Lip » (2) est souvent présentée comme l'un des derniers grands conflits à fort contenu « productiviste », marquant la fin des « trente glorieuses ». Cette lutte fut effectivement emblématique de la fin d'une époque, elle-même souvenir déjà obscurci d'une période d'expansion et de plein-emploi. Mais son conteno même révélait, dans le même temps, la recherche d'une approche nouvelle de la conduite des conflits socianx, en raison de l'essouffiement des formes traditionnelles, et de l'émergence, dans les années 60 et 70, de démarches d'inspiration anti-autoritaire et d'esprit autogestionnaire. Au lendemain de Mai 1968, la naissance des « nouveaux mouvements sociaux » (3) - écologie, refus du productivisme, féminisme, régionalisme, manifestations

Leur relatif isolement et leur incapacité à peser sur les choix politiques

antimucléaires, radios libres, etc. - allait

traduire cette aspiration à une mutation

des thèmes et des façons d'agir.

actions communes se développent de allaient cependant progressivement de l'importance de certaines mobilisations (par exemple contre le surgénérateur de Creys-Malville). La victoire de la gaoche en 1981, ses promesses, les espoirs mis en elle emportèrent l'essentiel de cette nouvelle génération. Des groupements de terrain subsistèrent, d'autres se créèrent, généralement reconvertis dans des missions de service public soutenues par les gouvernements de ganche au pouvoir. La lutte contre l'exclusion et pour l'insertion des laissés-pour-compte prit ainsi le pas sur les actions de protestation, nombre d'associations tronvant d'ailleurs ainsi les moyens financiers de leur survie. Dans le même temps, de grands mouvements, soutenus soit par des fonds publics, soit par des campagnes d'appel à la généro-sité populaire (ou les deux à la fois), devaient contribuer à la création d'un tissn associatif relativement neuf: actions humanitaires, lutte contre le sida, antiracisme (« Touche pas à mon pote w), etc.

> Ainsi, pendant les années 80, nombre d'acteurs sociaux se tournèrent vers des mouvements associatifs souvent proches du caritatif, luttant pour des causes plutôt que pour des projets politiques plus vastes. Beaucoup d'anciens militants trouvèrent des lieux d'expression plus proches de leurs nouvelles convictions et d'un contexte social qui, déjà, annonçait la dégradation des années 90. Leur évolution politique illustre d'ailleurs de manière saisissante l'épuisement pro-

(1) Lire - Les braises de décembre », Le Monde ne. jain 1996

C) An début des années 70, l'industrie horlogère du Doubs est frappée de plein fouer par la concurrence étamgère et les délocalisations vers l'Asie. En 1973, face anx il cenciements et à la perspective de fenneure de leur mine, les ouvriers et employés des montres Lip prement le pouvoir dans l'entreprése et décident d'amogèrer le maintien de son activité. Le combat des Lip devient rapidement ou point d'attraction pour mote la ganche nouvelle, qui, cioq ans après Mai 68, réussira — pour un amos — à transformer une idée « culturelle » en véritable mouvement social.

(3) La formule « les nouveaux mouvements sociaux » est lancée par Alain Touraine dans le débat des années 70. Qu'il s'agisse de conflis du travail (grèves actives de Casepillar, de loint feangais d'Evian et sactout de Ligi que de mouvements comme le féminisme ou l'écologie, un paysage social s'esquisse, très différent de l'avant-Mail Comment de l'avant-Mail Comment de l'avant-Mail Comment de l'avant-Mail Comment de l'avant-Mail L'expression d'Alain Touraine sera reprise par beaucoup d'observancus et de militants qui ne partagent pas pour autent l'analyse qu'il en donne, essentiellement en rupture avec l'analyse de classe

مكذا من الاصل

T2:22 : . . . . . . the state 45.75°.50°.00° The second A ... M. Tolking **\*\*\*** 

125

12.2 · ... with the 阿勒里 电线电流 of the last the said · -No. 2 of Charles Tarte data substitute . . . . . . . . 1 -- . . . Paragraphy and the second 16 . B. 640 \$\$ #\$ 大龙 3 m g = 1 The Name of Street, Street, or other 7.7 an Tries \$125 may -11 1 1 The second 2000 12. K. H. - - -

The Malante golf The American Spirit ----The state of the s Statement Comment Section 1 No. of Parling Parling BEN . . . . The same and 1820 m Carried Street

Sec. A .... 12 m Sec. Visit 100 4 = ----Marin Later 7773 TOTAL M. SPAN

· 1000 . 100 . 1000

THALYS

TRAIN-ECLAIR

infos et réservations : 08.36.35.35.36 (2,23 FF/mn)

Informations sur Internet: http://www.thalys.com

Thalys est un service offert conjointement par les chemins de fer beiges, français, néerlandais et allemands.

Gares et agences de voyages accréditées.

**Paris-**

1h58.

retour.

zip

par la vieille garde. L'année dernière, M. Ron Carey avait été rééin de jus-

tesse contre un représentant de cette fraction souvent sonpçonnée de

connivences mafienses. Son adver-

saire, M. James P. Hoffa, n'était autre que le fils du légendaire dirigeant des

Teamsters (6), Jimmy Hoffa, disparu

en 1975, probablemeot assassiné pour

des raisons qui demeurent obscures. Une nouvelle élection aura lien en novembre prochain, celle de l'année

dernière ayant été annulée par déci-

sion judiciaire pen après la victoire des salariés d'UPS. L'issue de la

grève ne garantit pas la position de celui qui fut la figure de proue du

Pendant très longtemps, les entre-

prises américaines ont développé

leurs stratégies en toute « liberté ». Cette période est-elle en train de se terminer? A l'intérieur de l'AFL-CIO

et du syndicat des camionneurs, les

changements d'orientation idéolo-

gique et de capacité organisationnelle sont manifestes. Ils peuvent remettre

en question, voire transformer, l'équation sociale. La grève à UPS a,

en quelque sorte, offert un apereu, à la

fois très bref et très frappant, de ce qui

devient possible quand les syndicats

se ressaisissent et font mentir ceux qui

(4) Liro Bruno Lelebvre, « Espaces professionnels et flux tendus», Actes de la recherche en sciences sociales, nº 114, septembre 1996.

(5) La corruption qui a longtemps régot chez les Teamsters (rackers, salaires mirobolants des dirigeants, congrès fasmeux organisés dans des cités balnéaires) n'a cessé d'être utilisée par le patronas et par les médias pour discréditar l'ensemble des syndicats américains. Le situation était d'autant plus paradoxale que, longtemps, les Teamsters, non seulement no falssient pas partie do l'AFL-CIO, mais encore ne cessient de soutenir les campagnes des candidats républicains (dont celles de MM, Reugan et Bush en 1980, 1984 et 1988). En 1982, pen avant

Bush en 1980, 1984 et 1988). En 1982, peu avant d'attarrit dans un péalteucier fédéral, M. Roy Williams, alors président des Teamsters, avait

e payer ses salariés à temps partiel S dollars de

(6) Dans le film de Norman Jewison, FIST (1978), le personnage de Hoffa était interprésé par Sylvester Stallone.

bien oublié (4). Les mouvements d'édu-

cation populaire, traditionnellement bien

structurés et implantés, s'interrogent et

cherchent à renforcer le contact avec une

nouvelle réalité sociale qui leur a quel-

que peu échappé (5). Le mouvement de décembre 1995 traduira, sur une échelle

beaucoup plus large, cette mutation des

mentalités. Loin de se réduire à un simple conglomérat de conservatismes, cette mobilisation a révélé la force de

l'attente populaire face au traumatisme

social engendré par une douzaine d'années de néolibéralisme. Ce sont

« ceux d'en bas » qui ont pris l'initiative

du mouvement, même si des forces syn-

dicales, et en premier lieu la CGT, ont ensuite assuré le relais. Ils ont affirmé

leur volonté d'exister comme acteurs

collectifs, dans une logique de trans-

formation radicale de la société, dosc en

rupture avec certains des théoriciens et

praticiens des « nouveaux mouvements

en avril 1997, ainsi que les mobilisations

contre l'extrême droite (Ras le Front,

Reconquérir la parole, refuser en actes

l'inacceptable, en premier lien la

famense « fracture sociale », traiter les

conflits par davantage de délibération et moins de hiérarchie, tel est l'esprit qui

anime aujourd'hui les acteurs du chan-

gement. La gauche plurielle saura-t-elle

non senlement les écouter, mais aussi les

entendre? Les premiers pas du gouver-nement de M. Lionel Jospin ont créé une

attente et, sans doute, entriné un pessi-

misme initial largement partagé. Mais le doute, voire la méliance, subsistent, pro-

duits des années passées. Dans un tel

contexte, les atermoiements penvent

avoir des effets politiques dévastateurs,

alors que s'exprime avec vigueur la

(4) Lire Christophe Dabitch, « Une autre manière de faire de la politique », Le Monde diplo-

(5) Lire Bernard Cassen, « La nécessire rafordation de l'échesion populaire », Le Monde diplomatique, juin 1997.

(6) La coordination Initiatives de citoyenneté active en réseau (leure) organise, les 18 et 19 octo-bre, à l'Agora d'Evry (Essene), « Deux jours pour une dynamique sociale et citoyenne » (lire page 2).

SERGE DEPAQUIT.

nécessité d'agir.

matique, frin 1997.

socianx » des années 70.

Atermoiements, danger!

signé la convention collective per

RICK FANTASIA.

prophétisent leur déclin.

conflit.

Bruxelles.

Zip aller-

# ALISME N'EST PLU

**UNE FATALITÉ** 

lien de trois comme le souhaitait le

Si elle fut importante pour les tra-vailleurs d'UPS, la grève l'a été tout antant pour l'ensemble du monvement ouvrier américain, à la fois en raison

des questions qu'elle a soulevées et

des acteurs qui y ont participé. Tout

d'abord, il est assez remarquable

qu'un syndicat américain soit parvenu

à organiser un monvement national

contre un géant du secteur des services comme UPS, alors que le nombre

écrasant des salariés à temps partiel et

la nature inégalitaire des rémunéra-

tions semblaient de nature à empêcher

Mais, depuis près d'un an, la direc-

tion des Teamsters s'était préparée à la

E N effet, le secteur de la livraison des colis est très dépendant des rapports personnels noués entre les

conducteurs-livreurs et leurs elients.

Après tout, pour la plupart des Américains, l'entreprise UPS, e'est d'abord

et avant tout leur « sympathique

chauffeur » (« friendly UPS driver »),

celui qu'ils connaissent bien, qui fait

ses tournées quotidiennes, qui porte

son célèbre uniforme marron et qui

conduit son camion de la même con-

leur. Si l'entreprise avait pris le risque de recruter des briseurs de grève,

ceux-ci auraient sans donte été très

mal accueillis par les clients habi-

tuels, voire harcelés par certains d'entre eux. Le talon d'Achille d'une

« modernisation » de type patronal dans le secteur des services tient peut-

être aux rapports interpersonnels qui se nouent entre salariés et clients.

Déjà, la nonvelle organisation du travail, qui privilégle les « flux tendrs »

et le « zéro stock », read l'industrie

des transports - et, par extension,

l'ensemble de l'économie - très vulnérable à un conflit social pro-

longé (4). Selon la plapart des estima-

tions, une poursuite de la grève aurait

pu rédaire d'un cinquième le taux de

gressif des espoirs mis initialement dans l'expérience de gauche. C'est également pendant cette décennie que le syndica-

lisme allait se trouver confronté à une

sérieuse perte de substance. Ne trouvant

pas ses marques entre une institutionna-lisation profitable, mais paralysante, et

le délitement grandissant du tissu social,

il vit décroître à la fois ses effectifs et

Depuis le début des années 90, les

objectifs et les formes d'action et

d'organisation des composantes du

mouvement social se sont modifiés en

profondeur. Face à la croissance inexo-

la montée du Front national, une énergie

militante a cherché à prendre corps. Elle a tiré la leçon de l'affaiblissement, pour

ne pas dire plus, du sens de l'action poli-tique confirmée sous les deux septennais

de François Mitterrand. D'où le senti-

ment de la nécessaire distance à garder

avec l'espace politique des partis, et la forte aspiration à l'autonomie qui consti-

tue l'un des ressorts de la mobilisation.

La prise de conscience de la profon-

deur de la crise sociale est un antre de

ces ressorts. L'exclusion n'apparaît plus comme un phénomène quasiment exté-tieur à une société relativement bien por-

tante. Puisque les politiques ne semblent

pas capables de s'attaquer sérieusement

à la montée du chômage de masse, les

chômeurs eux-mêmes vont se mobiliser

avec le soutien de tout ceux qui refusent

la fatalité. Ainsi unit, entre autres, un

motivement comme le mouvement AC!

contre le chômage. Et, puisque l'enjeu

Commission paritaire des journaux et publications: nº 57 438 ISSN: 0026-9395 PRINTED IN FRANCE

A la disposizion des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts: Paris et sa banlieue : 0 800-03-11-36 Province : 0 800-36-11-11.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

© ADAGP, Paris 1997, pour les œuvres de ses adhérents

Imprimerio du Monde 12, r. M. Gansbourg

rable du chômage et de la précarité et à

son prestige dans l'opinion.

croissance des Etats-Unis.

toute solidarité dans l'entreprise.

camionneurs américains

grève. Faisant un effort systématique

d'éducation auprès de chacun des syn-

diqués, leur expliquant le sort parti-culier des employés à temps partiel,

elle a réussi à retirer aux patrons

d'UPS leur carte la plus prometteuse, celle de la division. Des salariés payés

20 dollars de l'heure se sont mobilisés

au service de ceux qui n'en gagnaient

pas la moitié. Il est vrai que, à la dif-férence des autres entreprises, UPS ne ponvait pas obliger les salariés à reprendre le travail en menaçant de

délocaliser ses activités. Et qu'il surait

été très risqué pour elle de recourir à la

stratégie de lutte antisyndicale

employée ailleurs avec succès: le

lock-out des grévistes et leur rem-

placement permanent par des

En plaçant la question des salariés à

temps partiel an centre de son agenda,

M. Ron Carey et la direction du syndi-

cat des camionneurs ont choisi de

consacrer les ressources de la princi-

pale organisation onvrière américaine

(1 400 000 membres) à une bataille

que le dirigeant des Teamsters

connaissait d'expérience pnisque

M. Ron Carey l'avait menée en per-

sonne, d'abord comme chauffeur

d'UPS à New York, puis, pendant près

de trente ans, comme permanent syn-

dical chargé de représenter les travail-

leurs de l'entreprise. C'est en 1991

que M. Ron Carey était devenu pré-

sident du syndicat national, à l'issue

de la première élection honnête que

les Teamsters aient organisée depuis plusieurs dizaines d'années. Pendant

l'essentiel de sa vie militante, l'actuel

président du syndieat des camion-

neurs s'était battu sur deux fronts :

contre UPS et contre une direction

syndicale nationale notoirement cor-

rompue, réactionnaire et largement associée à la création du système

régissant les conditions de travail

Depuis 1991, il s'est battu pour

réformer une bureaucratie syndicale

qui reste entore en partie contrôlée

est européen, les « marches contre le

chômage et la précarité » le seront égale-

ment. Des propositions sont avancées

(notamment la réduction du temps de

travail), mais l'essentiel réside dans

l'appel au réveil de l'opinion. La dyna-

mique est dans l'action immédiate : on

occupe telle entreprise contre des licen-

ciements, Droit au logement (DAL) et

Droits devant! envahissent des locaux

inoccupés depuis des années afin d'y

Le « do it yourself » a pris une dimen-

sion revendicative et politique, parve-

nant parfois à des succès inattendus.

notamment pour les relogements. Des

mouvements originaux s'affirment et

trouvent souvent le chemin des médias.

Adoptant un champ d'action que l'on

pourrait définir comme sub-institution-

nel, ils conjuguent l'action illégale, le

maintien d'une stricte non-violence et

une capacité de négociation remarquable. Bref, le gauchisme d'antan est

D'E son côté, la vie syndicale, s'appnyant sur l'ampleur des

attentes populaires, counaît, à partir de

1995, une indiscutable reprise, doublée

de remises en cause parfois sévères. Mais, dans le même temps, s'exacerbent

des conflits stratégiques et de pouvoir, se traduisant notamment par la création de

nouveaux syndicats (SUD, FSU). Tout

comme le syndicalisme, à la fois rajeuni

et éciaté, le reste du mouvement social

s'ouvre davantage aux nouvelles réalités, mais pâtit simultanément de sa fragmen-

tation, la revitalisation de la démocratie

Partant souvent d'expériences de ter-

rain, des groupes de citoyenneté active se

sont constitués un per partout en France.

A la fois lieux de réflexion et lieux
d'intervention dans la vic politique,
notamment municipale, ils ont contribué,

en liaison avec les associations à buts

plus spécifiques, à la création d'un espace autonome de débat collectif. Des associa-tions présentes au plan national ont mul-tiplié les initiatives visant à redonner du

sens an debat politique. Une coordination

en réseau s'esquisse entre elles (6). Apparaissent les bases d'une nouvelle

citoyenneté, plus exigeante et moins confiante à l'égard du monde politique

que par le passé. En témoigne la véritable révolte civique contre la loi Debré

constimant un dénominateur commun.

loger des sans-abri, etc.

dans l'entreprise (5).

syndicalisme français

« iaunes ».

Le talon d'Achille de la « modernisation »

# ictoire des

 $V^{(i)} = \{(A_i)_{i=1}^{n}, A_i \in \mathcal{A}_{\frac{n}{2}}\}$ 

1-07 (24)

1

AND COLORS OF A COLOR OF STATE

20 mm + 1 mm - 1 mm -

And the second s Charles and the former to the second And the second s And the second s Make the state of The street of th A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

the spirit of the second American and our property at the Maring Control of Cont And the second s grave the second W Anter-Control of the Control of the Contro --I Salta a to the second se . Quertes MANAGE WARRY 

\* +4- #3.22 Service : Service | a war in 4 4 3 Programme (1971) 954. **(8) 1964** egal or the Sign Trees 2071 MIN

The second of

1.0 mg 10 mg 1949

A Property of the Park mount agents of the Same of the Property The second second second a talent to be والأراب والمراجع والمراجع والمناج A Section 1 and the state of

Carrier St. Carrier The right of the last of the

Springer on

1 . W. A. 10 to 10 miles

in -, on - 44 kil de 42.

-1-2ng Philipperson Company and

rrogations de The state of the s 

1.5

11.5

paper - \_ militar The Property of the Contract of Market Barrell interaction of the second men the state · Belight - property at

emiliani, in Property  $j=\sqrt{\sqrt{2}\exp(\pi x^2)}=2\pi^2\pi^2$ 

yearsa i ta

State Spring School Maria Maria

Be a market of the second gradult and the second a market and

dates المناح والأنب يسوي

i galantin Sayaran in in garage land

C. Sales Sales Care

Market J. T. party midd a man and

The register of the last

المراجع وينطبوه بين in leading the second second - 10--

\* \*\*\*

# Amère normalisation en Lorraine

Vingt ans après la crise de la sidérurgie, la Lorraine représente un ca d'école : frappée par la disparition de son industrie emblématique, c française était promise à la « modernité ». Les réveils sont doutours Comme d'autres régions européennes, elle est victime de la « chasse aids primés. Attirées pour quelques années, les entreprises se délocalisent ailleurs dès que les conditions financières y sont plus favorables.

On importe alors les chômeurs, les angoisses, les vies brisées.

Pourtant, la région fut le lieu d'une des plus dures batailles du monvement ouvrier français, et, malgré la défaite, son souvenir reste toujours vivace. Quand des fermetures de sites sont annoncées, il pousse, une fois encore,

U loin, deux hauts fourneaux crachent pour qualques mois encora leurs panaches de fornée. Au premier plan, une immense halle vide, perdua dans un terrain vaque d'où émerga un embrouillamini de poutrelles. Quelques rares chalumeurs achèvent de découpar un vieux leminoir. A Rombas comme dens le reste de la vallée de l'Ome lorraine, les usines ont été désossées pour être refondues comma des carcasses de voiture afin de produire de l'acier neuf. Ou bien remontées dens des pays étrangers, comme la Chine.

En pénétrant dans les vallées lorraines, on en vient à douter des glorieuses images du passé sidérurgique, de ces lieux fuments où les flammes des acié nes rougissalent la nuit ; da cette activité Industrialla qui structurait les villes et battait le rythma de la vie au rythme des 3 x 8; des cohortes d'ouvriers attendant au portier l'ouverture des usines. Le drame de cette région, passée en un siècle de l'état de pâturaga à celul d'aldorado Industriel puis à nouveau à l'état de pâture, ast inscrit dens le peysage. Les 74 000 sidérurgistes disparus en trente ens étaient là, disseminés sur ces non-lieux épars, autour de Thionville, Hagondange ou Longwy, legs d'une époque révolue. Un graffiti de 1994 ponctue : « Les corbeaux voleront sur le dos pour ne plus voir la misère des tra-

« Berceau du fer » français, la Lorraine est, au début du siècle, une région riche avec ses nombreuses mines. Le fer local chauffé par du charbon local permet alors la fabrication de la majorité de l'acier français. En quelques années, les vallées agricoles de la Fensch, de l'Ome et da la Chiers sont transformées an pays de cocagne industrial. Les hauts fourneaux et les faminoirs peuplent le cœur des villes, définissant un urbanisme voué à l'industrie. Les « barons da l'acier » attirent le main-d'œuvre étrangère qui, par vagues successives, vient s'installer pour travailler dans les usines. Ainsi naît l'adage populaire: « Le Lorrain, il vient d'où 7 Le Lorrain, il descend du train. » C'est l'époque du paternalisma industriel at des maîtres da forges, véritables proprié taires de tout : villes, commerces, écoles. Les conditions de travail sont pénibles, les salaires médiocres, mais le souvenir idéalisé du plein emploi a gommé de certaines mémoires les traits de ce passé

#### Le démantèlement de l'outil industriel

A la fin des années 60, l'expansion s'errète. La production d'acier en Europe devient excédentaire. et la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) est chargée de diminuer les capacités de production des pays membres. Le défaut d'investissements des maîtres de forges, qui ont géré leur patrimoine comme des rentiers, commence à se faire sentir. Les crises sociales se succèdent au rythme des fermetures de sites. Dans les années 70, la récession aggrave la situation, tout comme l'arrivée sur le marché de l'acier de nouveaux concurrents d'Asie du Sud-Est et du Brésil. Sous l'égide de l'Etat - qui, nationalisant progressivement les dettes, prend de fait le contrôle de la sidérurgia – débute una politique de rationalisation de la production, qui ne s'achève qu'en 1987 avec la fusion d'Usinor et de Sacilor.

La Lorraina est une région mono-industrielle, enclavée, et qui possède un minerai de fer pauvre. La solution choisie limponation de minerei et de charbon étranger) sera onéreuse sur le plan social. La région va par eilleurs payer le pari industriel de la sidérurgie sur l'eau : création des gigantesques unités de Fos-sur-Mer et de Dunkerque, ravitaillées par des matières premières étrangères directement acheminées sur le site de production. Seules les installations lorraines les plus modernes sont sauvegardées. On s'oriente vers la production d'acier d'élite.

La région subit alors les restructurations de plein fouet. En 1981, l'arrivée de la gauche au pouvoir fait brièvement renaître l'espoir, mais les reculs de 1983 et la mise en place du cinquième « plan acier ». l'année suivante, provoquant le colère. Le démantèlement de l'outil industriel donne lieu à de graves conflits. Ils permettront eux ouvriers d'arrachar quelques plans sociaux et d'éviter nombre de licenciemants secs (lire, page suivante, l'ançadré sur Longwy). Ces damiers toucheront en priorità les tra-

prix... La Lorraine a perdu 200 000 emplois liés à le sidérurgie, dont ceux de 50 000 mineurs. Si la nationelisation de 1981 e assuré le sauvegarde d'una activité sidérurgique rentable, elle a coûté 100 milliards da francs à l'Etat, qui a financé les 40 000 départs en préretraite. Malgré cela, M. Jacquas Charèque, sncien dirigeant national de le Confédération démocratique du travail (CFDT), d'abord préfet délégué chargé du redéploiemant industriel, puis ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, défend le bilan des gouvernements socialistes : « Par l'utilisation des régimes de préremer des postes et à la question de la rémunération des ouvriers. Cette mesure fut un investissement social offensif extraordinaire, qui a emélioré la cohé-

Délégué de la Confédération générale du travail (CGT), M. Bernard Campanova développe une analyse assez différente : « La France produit aujourd'hui 17 à 18 millions de tonnes d'acier et en consomme 23 millions. Cet acier importé aurait pu être produit en France. Il y avait des perspectives de développement de la sidérurgie. » Et de citer l'exemple des palplanches, ces poutrelles d'acier désormais produites au Luxembourg par une filiala d'Usinor. Privilégiant la production nationale, il met en cause la clairvoyance des pouvoirs publics de l'époque, admettant néanmoins: «La préretraite correspondait à une aspiration des salariés, qui tenait compte de la pénibilité du travail, de leur entrée précoce à l'usine (douze-treiza ans) et de la durée hebdomadaire du travail à l'époque (cinquante-six à cinquante-sept

Aujourd'hui, Usinor, soucieux da répandre l'image d'un groupe produisant des aciers d'élite avec des ouvriars d'élite, emploie 13 000 sidérurgistes en Lorreine et sous-traite le travail non qualifié. Privatisé en 1995, le groupe se porta bien. La règle libérale da la socialisation des pertes et de la privatisation des gains a été respectée. L'année demière, chaque employé a rapporté 25 000 francs de profits aux Traverser les trois anciennes vallées sidérurgiques, celles de la Fensch, de l'Ome et de la Mosella, c'est être frappé par l'organisation urbaine. Aux villes coupées en deux par des hectares de parcelles boueuses succèdent celles disposées en cercle autour d'un inutila « espace paysagar » ou d'un centre commercial. supermarchés, sumuméraires, ont pris la place de l'usine au cœur de la cité. On s'y rend comme chez l'épicier, pour y acheter une baguette ou un pack de tait. Les installations titanesques qui structuraient la région ont sombré corps et biens.

DE LA SIDÉRURGIE À LA « MODERNITÉ

Inauguré an 1986, la traitement des friches industrielles a été boutal et la « requalification » manifestement hâtive: 95 % des anciennes structures ont été liquidées en moins da dix ans. Cédés par Usinor à un établissement public spécialisé, terrains et bâtiments sont évalués, « traités » (rasés, parfois dépollués en surface), puis sommalremant boisés. Ils sont finalement revendus eux collectivités locales et, plus rarement, à des entraprises (1), « Equipements de loisir », « retour à la nature », « activités artisanales et commerciales », « réserve foncière » (2) : la future fin des travaux.

Pourpuoi alors un tel empressement à écaliser le paysage? M. Jean-Pierre Masseret, alors sénateur de la Moselle et maire d'Hayanga (et actuel secrétaire d'Etat eux anciens combattants), expliquait : « Si, tous les matins, les gens voient leurs usines arrêtées, vides, délabrées, ça fout un coup au moral, ça n'offre pas de perspectives. Il était donc d'utilité psychologique d'en faira disparaître un certain nombre devant les yeux de ceux qui y avaient travaillé depuis des générations. Aujourd'hui, on se demande si les démolitions n'ant pas été trop massives. Na pas s'être posé la question d'une conservation du patrimoine industriel, c'est objectivement une erreur. »

Côté allemand, on a su conserver la trace d'un siècle de labeur : le complexe sidérurgique de Vôlklingen, fermé an 1986, figure sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco et a ouvert ses portes au public. Mais, à Hagondenge, la divertissement l'a emporté sur la culture ouvrière : l'usine liquidée a été remplacée en 1989 par le parc Big Bang Schtroumpfs, inauguré en grande pompe par Laurent Fabius et Jacques Delors, et salué par ce dernier comme « un des signaux de la renaissance de la Lorraine ». Un formidable « signal » : après avoir englouti des millions de francs d'aides publiques, il a été cédé à une entre-

En dépit d'un paysage assaini (3), le moral des Lorrains reste sombre. Le taux de chômage (11,5 %) est pourtant inférieur de plus d'un point à la moyenne

nationale. Mais ce résultat ne tient pas compte des 20 000 préretraités de la sidérurgie et des 52 000 trars transfrontaliers (4) ne trouvant pas d'emploi dans la région. Una population toujours décroissa achève da fausser cet indice (5). « Non seulement la Lorraine n'est plus du tout attractive au plan national. mais les Lorrains eux-mêmes quittent massivement leur région vers celles qui leur paraissent offrir de amplois », reconnaît un responsable du conseil régional, présidé par M. Gérard Longuet.

En l'absence de perspectives, on se raccroche au passé. Dans les cafés, les regards s'animent à l'évocation du « temps de la grandeur ». Le machine industrielle semblait indestructible. Les sidérurgistes constituaient, avec les mineurs, les figures embléma-tiques du monde ouvrier. Ainsi, à l'aube des restructurations, personna ne veut croire au déclin. Certains syndicats, bien qu'alermés, n'osent pas parler : « C'est un traître, celui qui ose dire que ça va fermer », admet M. Jean-Louis Malys, délégué CFDT. En moins de deux décennies, l'outil de production est liquidé. Malgré les révoltes, les luttes, les marches sur Paris, une partie de la « noblesse ouvrière » est réduite à l'assistanat. Ce basculement laisse un goût amar et une grande lassitude. En novembredécembre 1995, à l'exception du centre de tri SNCF de Woippy, la mobilisation fut faible en Moselle.

#### Partir de l'autre côté de la frontière

ACE à la pénurie d'emplois, bon nombre de Lorrains se tournent vers le Nord et ses trois frontières. Partant chaque matin des bassins déshérités de Longwy, Thionville, Forbach ou Sarreguernines, les transfrontaliers font la navette vers le Luxembourg, l'Alternagne ou la Belgique. Ouvriers déclessés, femmes et enfants d'anciens sidérurgistes, ils occupent dans des banques ou de grandes entreprises des postes souvent subalternes, mais mieux rémunérés (de 30 % en moyenne) qu'an France. A l'aube, ils se donnent rendez-vous dans des parkings improvisés en pleine nature, tentant de pallier les insuffisances des transports collectifs en organisant des systèmes da covoiturage. Maia la manne commence à se tarir, et un sentiment de rejet vis-à-vis de ces « immigrés » lorrains apparaît de l'autre côté de la frontière. « On est devenus les Arabes des Luxembourgeois », déplore Mª Brandstaadt. ancienne femme de ménage dans une banque.

En Lorraine, ce genre d'analogia ne laisse pas insensible. Après la fin de la seconde guerre mondiale, la cohabitation entre une population elle-même issue de vagues successives d'immigration et les derniers arrivants se passait sans encombres. Le mécanisme d'intégration était bien rodé: d'abord logés dans de grends ensembles inhospitaliers, les travailleurs immigrés acquéraient en quelques années les moyens de s'installer, laissant en quelque sorte la place aux suivants. Mais le cycle se bloque ; la communauté ouvrière se fissure. La demière vague d'immigration nord-africaine, première victime des suppressions d'emplois, demeurera dans des cités « provisoires ». Et ces zones deviennent assez vite l'objet de fantasmes xénophobes; « Il paraît qu'ils font pousser de l'herbe dans leur chambre pour nourrir les chèvres... »

Les services administratifs sont accusés de favoriser les étrangers. Chacun y va de son anecdote, alimentant un racisme ordinaire dont les conséquences se font sentir : tel café n'accepte pas les Arabes, tel patron de pizzeria refuse d'embaucher un Maghré-

(1) L'entreprise « citoyenne » n'a que faire de ce patrimoine qui lui coûte des impôts et ne lui exporte rieu.

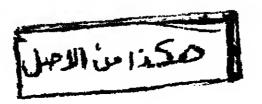
(2) Elstoire d'une mutation. Traitement des frichet industrielles, document Bablissement public de la inétropole loraine (EPML), Pous à-Monason, 1995.

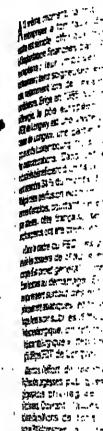
(3) Sur les 3 500 hocrares de friches industrielles (terrains et béd-nenes), 3 000 out 66 « trainés ».

(4) Sur moins d'un million d'actifs, soit 5,5 %. (5) La Lorraine a perda 21 400 inhistants entre 1990 et 1995, soit 1 % de la population, alors que la moyenne mulcuale augmentait de 2,6 % dans la même période.



SAINTE-AGATHE, USINE DU GROUPE USINOR ENCORE EN ACTIVITÉ Antrefois, le royaume des maîtres de forges





properties control in the st.

the second control of the second of the seco

Comment of the section of the sectio

Big market - 'es ac

AMERICAN ST. TO THE PORT OF

Bid Bid Strong Die ber . " Eingene d

Andrew to 1 miles

intermed a service of the service of

The state of the state of the state of

Company of the fact of the second

Andrew to the same we see

ACT OF THE PARTY O

THE PARTY OF THE P

topic a conte 2:31 14

Sales bridges in the sales of t

DECEMBE : no le trocte de la companya de la co in the Longory
Them pen difference of the second par appeare de rethe way, is recorded to Service Services Free Control of 17 persons of R. S. and and on compact and comments of the comments o marine a large state of the larg The Property of the Party of th The second of th

Secretary Secret THE SECOND STREET, STR The same of the same of COMPANY OF THE PROPERTY OF THE State Balling to the same of the sam Control of the State of State The second is a second of the second of the



THE THE PROPERTY WAS A TO SEE THE PROPERTY OF

A THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE PROPERTY OF THE space to several - the state of the state

personal and the residence of the second

Company Copper on the Control of the Copper of the

Area Segre of the termination of the complete feet

gangarage a firm of the contract of table 1.20

The exposure of the language of the temperature

property of the second of the second of the second

Comment the Secretary of the party of the

AND THE PROPERTY OF THE PROPER

And the same of th

the state of the s

Springs of the state of the sta

appropriate team. I want to the state of the

The same of the same of the same of the same

AND A STREET TO STREET STREET

CONTROL OF MICH. 1997. THE CONTROL OF THE CONTROL O

Heresal the Miller and the state of the state of

HER THE HOLDEN CONTRACTORS

magnetic report of the state of

And the second s

Age were the freeze at the second of the sec

· 新疆中央 28 11.25 15年

the second

Age of the taken to the control of t

E visit of the contract of the

The second secon

The second of th

Agency of the second of the se

The second secon

A property of the second secon

A CONTRACTOR OF THE STATE OF TH

A company of the comp

The second secon

September 1985 and September 198

A STATE OF THE STA

Comment of the commen

The server with the server win the server with the server with the server with the server with

A part of the control of the control

in the second

de e

100

, and

management (Andrews Cont. of the Cont. of the Cont.

The second of the second of the second of the second

bin. La deuxième génération est particulièrement visée, soupçonnée de « prendre la travail » des Jeunes Français. A Hayange, le municipelité socialiste admet son impuissence. « lci, le mélange de populations est très fort: Italiens, Portugais, Espagnols, l'Italiana Balanale tautes fort de la language de la langu Ukrainiens, Polonais, tout ça fait de bons Français. Et. aujourd'hui, ceux-ci qui viennent d'ailleura trouvent étrange que d'autres viennent aussi d'allieurs », déplore M. Jean-Pierre Masseret, précisent que lors de la dernière élection présidentielle ses edministrés ont accordé eutant de suffrages eu Front national qu'au Parti socialists.

Les reconversions et la réindustrialisation ont vraiment commencé au milieu des années 80. Le tâche est elors lourde, d'autant que les infrastructures locales sont dédiées à le mono-industrie sidérurgique. Mais aucun projet global ne sera échafaudé. Un seul objectif : créer des emplois à n'importe quel prix. Ce sera le gabegie.

Usinor encourage les ouvriers fraichement licenciés à créer de petites entraprises. Beaucoup s'y risquant, sans formation prealable, investissant toute leur prime de départ. La Sodie, une filiale du groupe chargée des reconversions, aide au bouclage des dossiers et accorde des prêts à des taux intéressents. Cafés, salons de coiffura, vidéoclubs, garages se multiplient dens un climat économique délétère: les entreprises de services seront touchées de plein fouet par les fermetures d'usines. La plupart disparaissent peu après avoir vu le jour.

#### Beaucoup d'aides, peu d'emplois

A U même moment, la région tente d'attirer les entreprises à fort taux de main-d'œuvre. La recette est eimple : offrir aux investisseurs des aides à l'implantation financées par l'Etat et par les fonds européens; leur imposar un minimum de contraintes ; tenir soigneusement à l'écart les syndicats, notamment lors de l'examen des dossiers de candidatura. Erigé an 1985 sur les décombres de la sidérurgia, le pôle européen de dáveloppement (PEDI de Longwy est une vaste zone qui regroupe le bassin de Longwy, une partie frontalière de la Belgique et du Luxembourg, trois réglons décimées par les restructurations. Dans cet espace, les projets Industriels bénéficient d'un taux d'aide publique pouvant atteindre 34 % du montent de l'investissement. Maigrá cette perfusion économique, les objectifs en termes d'emplois, pourtant déjà très faibles, na sont pas attaints; côté français, seuls 40 % des 5 500 emplois prévus ont été créés en dix ans.

« Dans le cadre du PED, les pouvoirs publics ont étudié les dossiers de chaque entreprise sans tenir fines bouches au démarrage. Ensuite, on e très vite vu que venaient surtout des entreprises étrangères, principalement asiatiques, et tournées vers la métallurgie. Après avoir subi les difficultés liés à la mono-Industrie sidérurgique, on retombaît dans la monoindustrie métallurgique », déplora M= Marityn Qua-glia, déléguéé CFDT de Longwy.

Néanmoins, l'affort de reconversion s'accentue. Profitant des largeses publiques et d'une situation géographique privilégiée, les entreprises e'implentent. Ouvrant l'accès à un marché de soixante-dix millions de consommateurs sur un rayon de 300 kilomètres, la Lorraine devient le première région française pour l'accueil des entreprises étrangères (6). Trois poles industriels finissent par émerger : l'automobile, l'électronique et, à moindre échelle, la plasturgie. Inexistants eu début das années 60, ils comptent près de 40 000 salariés et continuent de se développer. Mais nombre de ces emplois acquis eu prix fort restent fragiles : « Ayant accueilli de nombreuses unités de production mais peu de centres de décision, la Lorraine est plus exposée à des délocalisations ou à des stratégies sensibles au contexte de la mondialisation et décidées alliaurs », reconnaît le conseil régionel, pourtant farouchement Ilbéral. Par ailleura, la concurrence entre différentes régions européennes minimise les garanties demandées aux Investisseurs en contra-

partie des primes A Villiers-la-Montagne, les 243 saleriés.de l'usine JVC en ont fait l'emère expérience. Installé en 1988 dans des bâtiments de Thomson rachetés au franc symbolique, le groupe avait perçu 30 millions de france d'eldes publiques (pour un investissement

total de 80 millions). Huit ens plus tard, il décide de déloceliser le production vers l'Ecosse, où l'attendent... une prime à l'implantation, des coûts ealerieux Inférieurs de 30 % at une flexibilité incomparable. Entre deux « verres de l'amitié » offerts eux employés, la direction se répend en propos « rassurants » : « Vous verrez, ça ira mal eussi en Ecosse, puisque de toute feçon le groupe veut partir en Malaisie (7) ... L'usine atterrire finelement en

#### « Sí le travail est trop cher, on ne l'achète pas »

A chasse eux subventions exige une mobilité dont certaines multinetionales ont trouvé la secret : un investissement par emploi créé faible, des usines « tournevis » démontables rapidement. Arrivés en fin de vie, les produits – généralement bas de gamma et éphémàres – na sont pas remplacés, faute de centres de développement capables de prévoir les évolutione du marchá. Et l'unité ferme. Una situation que connaissent désormeis les ouvriers de l'usina de magnétoscopas Panasonic, filiale, comme JVC, du groupe Matsushita. Prétextant l'edoption d'une nouveile technologia, la direction e délocalisé la produc-

Lorsqu'elles respectent leurs engagements, les entreprises banelisent une mesure temporaira et exceptionnelle : le transfert de fonds publics vers le secteur privé en échange de créations d'emplois. Non contants de profiter du travall salerié, les potentats de l'Industrie exigent desormais de l'Etat qu'il les y eide. « Le rapport de forces est très favorable eux investisseurs, car nous sommes demendeurs. Nous avons absolument besoin des systèmes de subventions pour les faire venir », explique M. Gérard Longuet, admettent einsi les désagréments d'una politique ultralibérale dont il est pourtant l'artisan et le partisan. Du falt de leur généralisation en Europe, les primes à l'Implantation ne suffisent plus à séduire les entreprises. Ét, pour M. Longuet, il incombe aux sala-riés de faira la différence : « La mondialisation est inévitable at il faut s'y adapter. Nos coûts seleriaux sont beaucoup trop élavés par rapport à nos voisins, notamment angleis. Le travail est una marchandise comme une autre: si elle est trop chère, on ne

l'achète pas. Ce qu'on perd en saleires, il faut le regagner en flexibilité. » Président d'une essociation de développement

industriel des bassins de Pompey et de Pontà-Mousson, M. Jacques Chérèque minimise l'importance des « quelques brebis galeuses, les chasseura de primes », préférant évoquer le tissu formé par les PME-PMI et les investissements à long terme réelisés en Lorraine par les entreprises étrangères. Certains groupes ont en effet opté pour l'implantation de filières plus complètes et plus stables, sens pour autant négliger le course aux eides finencières.

Ainsi la firma sud-coréenne Daewoo dispose en Lorraine d'une usine d'assemblage de téléviseurs alimentée par une unité de production de tubes cethodiques, qui elle-même sera bientôt epprovisionnée per une usine de fabrication de verre (8). Ces investissements lourds (1,2 million de francs per emploi pour cette dernière usine), dont certains tardent à se matériellsar, suggerant une certaine longévité. L'ensemble, complété par un centre de recherche et de développement, devrait employer 3 000 salariés d'ici à l'en 2000.

Sur le terrain, et bien que les promesses d'emplois eient été jusque-là respectées, le groupe ne jouit pas d'une réputation flatteuse. Ses pratiques sociales ses rapports tendus avec les orgenisations syndicales, les conditions de travail sur des machines longtemps non conformes eux normes de sécurité sont montrés du doigt. La 7º mei 1997, la direction de l'usine de Mont-Saint-Martin s'est einsi vue condamnée pour « homicide involontaire par manquement délibéré à une obligation de sécurité » et placée sous surveillance judiciaire eprès la mort d'un salarié (9). Dans le même unité, à la suite d'incidents survenus quelques années plus tôt, on n'embeuche plus les « jounes issus des quartiers difficiles » ; en dépit des avertissements syndicaux, la direction y avait alors puisé l'assantiel de son personnel, encadrant de jeunes ouvriers peu enclins à le discipline per une maîtrise à peine plus âgés, peu nombrause et non

Là où ils parviennant à s'implenter, les syndicats affrontent une conception très particulière des relations petron-ouvriers. Ainsi cette interprete refuse de traduire au directeur una pertia des négociations sur les salaires, par crainte de la froisser. « On lui avait juste demendé de dire que l'usine ne serait pas eussi

performante sans ouvriers motivés », se souvient Mª Marilyn Quadia. Car. chez Daewoo, le culte du patron est de rigueur. L'an dernier, les salariés lorrains du groupe se sont ainsi vu offrir pour Noël l'auto-hagiographie du PDG fondateur, Kim Woo-Choong, sobrement intitulée L'Entrepreneur d'élite. Ils ont einsi pu epprécier toute l'estime que leur porte la direction à la lecture d'une parabole mettant en scène le propriétaire egricole et l'ouvrier. L'un « est créatif, releve les défis et déborde de volonté »; l'eutre « ne cherche pas toujours à travailler et se demande pourquoi li doit faira ce à quoi les autres ne

sont pas obligés ». Après dix ens de réindustrielisation, l'objectif majeur reste la reconstitution du stock des emplois Industrieis disparus. a Aujourd'hui, je veux croire que la sidérurgie est devenue une industria normale », confie M. Jean-Louis Melys. La stabilisation des affectifs et même l'annonce triompheliste de l'embeuche per Sollac, filiale d'Usinor, de 370 jeunes samblent lui donner raison. Pourtant, « on continue à dégreisser en équivalent temps plein », explique M. Bernard Campanova. Et, de toute façon, précise M. Chérèque, « c'est le génération d'après les sidérurgistes qui souffre. Dans cette réglon, on progresse en emplois, on progresse en nouveaux métiers, on progresse en RMistes ».

#### Les dangers du tout-automobile

E bilan économique et social de la région est donc contrasté. D'un côté, l'implantation du technopôle de Nancy, avec ses formations universitaires et ses d'écoles d'ingénieurs de qualité, a parmia da créer un environnement propice eux investisseurs : la Lorraine est le région française le plue dynamique, sur le plan aussi bien des emplois créés, du nombre de projets, qua des sommes investies. Mais le tissu industriel reste fragile, comme l'illustre la récente annonce de la farmeture des usines JVC et Panasonic et du train de larninage de Longwy. Handicapée par le falblesse de son réseau de PME-PMI, le région demeure tributeire de le stretégie des grands groupes industriels, notamment eutomobiles. Ainsi, 'Investissement la plus ambitiaux de ces deux derniàres ennées (2,5 milliards de francs, 2 000 emplois directs et Indirects) a été réalisé par Mercedes et Swatch pour la production d'una mini-voiture, la Smart. Meis, d'ores et déjà, des Inquiétudes apparaissent concernent les débouchés commarciaux d'un tel véhicule. Vingt milla amplois sont directement concernés per un secteur qui constitue un débouché important pour la sidérurgle. « Les restructurations à venir dens le secteur de l'eutomobile vont fragiliser Usinor-Section par les pressions qu'elles vont exercer sur les tarifs des fournisseurs », r M. Cempanova.

Dene le dernier bestlon sidérurgique de la « Fensch Vallee », M. Masseret e'inquiète : « Il reste sur Hayange un ensemble melheureusemant homogène, constitué d'une cokerie, d'une aciérie et de hauts fourneaux. Quand un des éléments cessera de fonctionner, les eutres suivront. Et notre cokerie a douze ans ; le jour où elle s'arrêtera, ils ne la reconstitueront pas. Il faudra en finir avec le sidérurgie et l'effacer des mémoires. »

Pour le baron Emest-Antoine Seillière de Laborde, héritier des maîtres de forges et actuel vice-président. du Conseil national du patronat français (CNPF), c'est chose faite. Ses investissements n'ont plus rien è voir avec l'acier. Et, au vu du résultat net dégagé - 1,3 millierd de francs - l'en demier par le holding qu'il préeide, Il ne compte pas au nombre des victimes des restructurations.



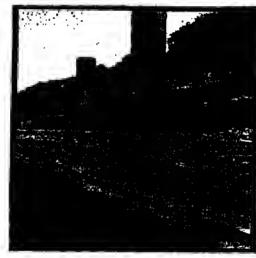
(6) Il y a 341 emerprises étrangères en Lorraine, dont 44 % allemandes, employant 46 000 personnes.

(7) Turbulences, Longwy, n° 24, novembre-décembre 1996.

(8) L'usine, sinuée à Moot-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle), devrait emper en service ûn 1997 et générer six cents emplois avant la fin de l'année saivante.

(9) La direction fait appel du jugement, précisans qu'il était diplomatiquement critiquable » dans la mesure où « la sociélé fait partie des plus gros inventsseurs étrangers en Prance, ce qui nécessite la confiance ».

LES DOUZE FABRIQUES AUX CARRÉS de Jocelyn Farreire. — Ces quatre photographies sont extraites d'un tra-vail réalisé dans le bessin de Longwy entre 1988 et 1992. L'intégralité de cette recherche comprend 144 images, entrées dans les collections de la Bibliothèque nationale de France.







## La Commune de Longwy

ÉCEMBRE 1978, coup de tonnerre sur le haut pays lor-rain : le troisième « plan acier » mévoir le 22 000 emplois dans le sidérurgie, dont 6 500 dans le bassin de Longwy. « A la direction parisienne, on estimait qu'il n'était pas difficile de régler le problème dans un bassin d'emploi constitué de populations immigrées : il suffisait d'arrêter les contrats »; estime M. Robert Giovanardi, délégué CFDT de

Très vite, la résistance s'organise; les Lorrains, réputés pour lenr calme, se révoltent. Au sommet du crassier de Longwy, symbole d'un siècle de labeur, un signal lumineux s'allume : SOS. Signal d'un combat pour l'emploi mené par une intersyndicale à laquelle se joindra toute la population. A la traditionnelle « lutte dans l'entreprise » vont s'ajouter – pendant plus de six mois – des actions de rue, spectaculaires et mobilisatrices.

Elaborée avec des moyens de fortune, une radio pirate cédétiste commence à émettre, avertissant les Longoviciens des actions qui se succèdent à un rythme effréné de janvier à juillet 1979. Après les manifestations unitaires (80 000 personnes à Metz le 13 janvier) et sans résultats, vient le temps de l'exaspération.

Les premières violences ont lieu dans la mrit du 29 au 30 janvier : restée neutre jusque-là, la police intervient pour délivrer le directeur d'une usine séquestré par des militants. La riposte est immédiate : les sidérurgistes attaquent le commissariat de la ville. La CFDT, evec une vigueur qu'on ne lui connaît plus, assume la « violence légisime des travailleurs ». Le 6 février, à l'issue d'une entrevue avec l'intersyndicale, le ministre du travail refuse de revenir sur le plan de restructuration ; il tente néanmoins de parer au plus pressé : l'âge de le retraite est abaissé et des négociations avec les syndicats sont ouvertes. Mais ces derniers réclament le réexamen du dossier.

Dix jours plus tard, Longwy et l'ensemble du haut pays se réveillent paralysés par la grève générale, isolés par des barrages routiers. Les actions « coups de poing » se multiplient, associant

la population. « Tout le monde se rendait compte que quelque chose d'inédit et de puissant s'était mis en œuvre. L'événement était dans la ville. Ce n'était pas forcément une conception politique qui se dessinait : c'était un mode de vie », se souvient M. Robert Giovanardi. Le 21 février, la CFDT investit le réémetteur de télévision et diffuse à l'aide de diapositives les revendications des sidérurgistes.

Trois nuits plus tard, les forces de l'ordre évacuent le relais. A 2 heures 30 du matin, les sirènes des usines retentissent dans la ville endormie ; des voitures équipées de haut-parleurs sillonnent les rues, appelant la population au rassemblement. Le face-à-face avec les forces de l'ordre est extrêmement tendu. L'affrontement direct sera pourtant évité in extremis. A 5 h 30 commence la seconde attaque du commissariat, dont les assiégeants tentent de défoncer les grilles à l'aide d'un bulldozer. An terme de ces affrontements d'une grande violence (« Ce soir-là, il aurait pu y avoir un mort pour la classe ouvrière »), les policiers relèveront une dizaine d'impacts de balles sur les murs de l'édifice.

A Paris, certains s'inquiètent déjà de le « Commune de Longwy ». Dans la précipitation, les annonces du pouvoir pleuvent : Pierre Messmer, président de la région Lorraine, parle de 20 000 nouveaux emplois : André Girand, ministre de l'industrie, précise que l'objectif du gouvernement de M. Barre est de « ne pas créer de nouvelles situations de chômage d'ici à la fin de 1980 ». Le 8 mars, les licenciements sont gelés pendant la durée des négociations, mais leur principe n'est pas remis en cause.

Ces mesures sont amplement commentées sur les ondes de la oonvelle radio libre mise en place à grands frais par la CGT: Radio Lonzine Cœur d'acter (LCA). Avec le concours de la CFDT, dont LCA respecte scrupuleusement les horaires de programmes, cette radio agit comme un puissant liant social. Aux sudios installés à l'hôtel de ville, habitants, militants, responsables défilent et parlent, en direct. Le droit de réponse est une règle. Mais la radio sait aussi mobiliser plusieurs milliers de personnes

en une demi-heure : dans les usines, les ouvriers, qui ont installé des haut-parleurs, l'écoutent en permanence. Le gouvernement tentera à deux reprises de brouiller ses programmes.

Le 23 mars, la « marche sur Paris » organisée par la seule CGT remporte un franc succès. Mais l'unité syndicale s'est fissurée. D'un côté le discours nationaliste et productiviste de le CGT, de l'autre le « réalisme » cédétiste. En face, un patronat inflexible et un Etat « actionnaire mais pas gestionnaire », dont le plan de restructuration anticipe les concessions à faire aux syndicats.

Elles sont annoncées le 6 evril : 2 300 emplois seront maintenus un an de plus, aux frais de l'Etat, bien entendu. La nouvelle est accueillie par une intensification de la lutte, à l'usine comme dans la tue : la grève est déclarée à Usinor Longwy. La direction réplique en mettant 1 200 salariés an chômage technique, sans indemnisations. A l'intransigeance gouvernementale marquée par l'envoi de nouvelles forces de l'ordre répond une nouvelle attaque du commissariat le la mai, la séquestration du patron d'Usinor le 7, une « descente de vitres » des banques eyant participé eux restructurations et une muit d'émentes le 17. Puis une certaine lassitude gagne une population essouffiée par cinq mois de combats.

ES résultats de la mobilisation ne sont pas négligeables : préretraite à cinquante ans avec de 84 % à 90 % du salaire, réduction d'une heure de travail pour les non-cootinus, embauche de 60 jeunes dans une cokerie, maintien provisoire de l'activité dans une autre, remise en cause de le suppression d'équipes à l'aciérie, préservation partielle de la ligne des hauts fourneaux, maintien jusqu'en 1981 de plusieurs trains.

24 juillet 1997. A l'annonce de la fermeture des usines IVC et Panasonic, et du train à fil d'Usinor, 2 000 personnes sont à nonveau descendues dans la me. A l'entrée de le ville, une pancarte : « Chômeur, c'est quoi ? Je lutte! »

P.R. et R. T.

L y a un an, le 20 octobre 1996, trois cent mille personnes participaient à la Marche blanche sur Bruxelles « pour les enfants [assassinés], la vérité et la justice ». L'affaire Dutroux-Nihoul encourageait d'autres enquêtes sur l'assassinat du dirigeant socialiste André Cools ou les crimes des « tueurs du Brabant ». Et le « mouvement blanc » galvanisait les luttes sociales, de Renault-Vilvorde aux Forges de Clabecq. Au temps des espoirs succédera celui des désillusions. Euquêtes entravées, défaites ouvrières. Sur fond de crise nationale, la Belgique s'interroge.

Par JEAN-MARIE CHAUVIER \*

« Bruxelles, ma belle, je te reviens », dit la chanson de Dick Annegaru, qui a trahi « Paris nevrose » pour « Bruxelles abruie ». Qu'il se rassure : la névrose a pris le train, la « belle » n'est plus au bois dormant. L'« année blanche » a sonné le réveil, les têtes se relèvent même les antruches les plus ensablées s'inquiètent. Que s'est-il passé?

La « choc Dutroux », dit-on, l'effroi, l'émotion. Et les questions (1). La prise de parole. Répotés o articuler que « rouspétances », on ne résister que par la fuite et les ruses à la Schweik (2), les petits » Belges ont repris le chemin de Till Euleospiegel: l'insoomissioo. L'exemple leur vieot des pareots d'enfants més, qui osent demander des comptes à l'Etat et aux médias.

La perception, enfin, de la matérialité de réseaux crimiocis aux racines anciennes, aux ramifications politiques diverses. Uo Michel Nihoul par exemple, affairiste complice de Dutroux, ouvre la (petite) porte d'un univers occulte auquel d'autres accès sont dévoilés. Le fil blanc de la saison 1996-1997 se noue donc au fil noir à remonter le temps : la trame d'une certaine Belgique en train de s'effilocher.

Le voyageur débarquant à Bruxelles peut, de visu, constater la déchirure bétonnée, de la gare centrale au quartier Nord et à son « Manhattan » en chantier depuis trente ans. C'est ce que des urbanistes ont appelé la « bruxellisation » d'une ville. Cette sanvagerie immobilière, un homme politique la symbolise : M. Paul Vanden Boeynants, dit VDB, qui fut bourgmestre de Bruxelles, ministre de la défense et chef du gouvernement, mais aussi dirigeant de la droite musclée do Parti social-cbrétien (PSC) - le Centre politique des indépendants et cadres (Cepic), pépinière de futurs cadres où l'ami baron Benoît de Bonvoisin arrosait l'extrême droite (3), au sein de laquelle sévissaient le fascisant Froot de la jeunesse (ancêtre du Front national), la revue et les clubs du très raciste Nouvelle Europe Magazine, le néo-nazi Westland New Post (WNP). leurs artificiers et champs de tir.

L'épisode ne serait que péripétie tragique - avec menttres et « suicides » - si des agents des polices du royaume (Sûreté de l'Etat, brigade spéciale de recherche [BSR] de la gendarmerie, renseignements militaires) et même quelques hauts gradés de la gcodarmerie ne s'étaient inscrits dans cette mouvance. Laquelle, en outre, croise les milieux de trafiquants d'armes et, bieutot, les « tueurs du Brabant ». En ce temps-là, M. Nihoul, qui deviendra plus tard · informateur codé de la gendarmerie (4) », est déjà réputé organisateur de » parties fines » qui, selon des spécia-listes, « ont une fonction précise (...). Des personnes "que l'on connaît" orga-nisent, à l'occasion de ces diners bien

\* Journalisse, Barnelles (avec la collaboration d'Annick Louviaux).

Collection "L'espace entique"

15 x 24, 160 pages, 145 7

arrosés et diversement "agrémentés" de chair fraîche, leurs contrats d'affaires, et plus particulièrement d'armements. Grace aux situations scabreuses où sont placés les participants, on met en place des réseaux de chantage. Ils sont à l'anovre aujourd'hui, très efficaces dans l'étouffement des enquêtes en cours. »

Le contexte des années 70 et 80 est propice a cette mouvance. Le comman-dement de l'OTAN en Europe, le Shape, ayant élu domicile en Belgique, la Central lotelligence Ageocy (CIA) s'inquiète d'un dispositif sécuritaire beige où sévissent des Dupood et Dupont anachroniques. Elle le fait savoir au patron de la Sûreté belge, M. Albert Raes. Les autorités, mais aussi le réseau anticommoniste Gladio (5) doiveot plancher sur cette faiblesse du « flanc belge », réputé plaque tournante de l'espionnage soviétique. Par ailleurs. l'après-mai 68 est jalonné de manifèsta-tions de masse d'étudiants et de lycéens. de marches pour le Vietnam, d'émeutes de métallos wallons et des plus vastes mobilisations « antimissiles » d'Europe occidentale. C'est l'époque où un autre ami de VDB, le général Robert Close, voit les Russes • en quarante-huit heures sur le Rhin •.

La deuxième vague d'« affaires » est très violente. De 1983 à 1985, des tueries dites aveugles, en partie avec des armes de guerre, à la sortie de grands magasins de la périphérie bruxelloise (Brabant), font vingt-huit morts. La commission parlementaire de 1988-1990 retiendra, entre autres, l'hypothèse d'une déstabilisation à l'italienne. Celle de 1997, qui a de réels pouvoirs d'enquête, confirme l'implication de milieux policiers. Mais elle piétine face à plusieurs énigntes.

A la même période, des affaires de trafics d'armes, d'œuvres d'art et de drogues, en partie avec les mêmes protabre 1984 à décembre 1985, un groupe ulragauche, les Cellules communistes combattantes (CCC), commet vingt-cinq attentats à l'explosif courre des objectifs de l'OTAN et assimilés. Longtemps impunis, feurs meneurs sont finalement jogés et jetés en prison: leur libération cooditionnelle vient d'être refusée, et leur affaire est (curieusement) dite classée. L'épisode a servi de prétexte à un renforcement sensible de la

La troisième série coire survient au tournant des années 90 : financements occultes des partis via des contrats d'armement (Agusta-Dassault) et autres scandales politico-financiers, avec en point d'orgue l'assassinat, le 18 juillet 1991, d'André Cools, ancien vice-premier ministre et président du Parti socialiste (PS). Les soupçons s'orientent vers des dirigeants de ce dernier. Mais on ne peut plus exclure une oébuleuse polinco-mafieuse plus large.

C'est alors qu'émerge Marc Dutroux. « monstre » d'exception et pion ordinaire d'un système où il preud place et fonction, au moins dans les réseaux de vol de voinnes et de prostitution, le commerce d'enfants o'étant encore qu'une hypothèse plausible...

La Belgique de l'été 1996 est comme circonscrite dans un triangle de la mort. Au nord, la région liégeoise, fief de la mafia qui a abattu André Cools et foyer des petites Julie et Melissa, disparues en juin 1995. A l'ouest, le Brabant et ses meurs, le bas Ixelles, une des dix-neuf communes de Bruxelles, d'où a disparo, eo sofit 1992. la petite Marocaine Loubna Benaïssa. Au sud, le pays de Charleroi, les fosses de Dutroux, où l'on retrouve, en août-septembre, les cadavres des deux Liégeoises et de deux adolescentes du Limbourg flamand, Ann et Eefje. Liège-Charleroi : le silloo noir de la sidérurgie wallonne, pays des fers corrodés et des aciers refroidis, des trafics de clandestins du tiers-monde, où les frères Dardenne tournent alors leur Pro-

C'est le 20 octobre 1996 qu'a lieu le jaillissement de vie, subit et puissant, incompris et dérangeaut: la Marche blanche. Trois cent mille, e pour les enfants », sons slogans ni encadrement, sans un cri et sans incident, foule immense qui piétine et rêve, surprise d'elle-même. D'où vient tent de ferveur? Les parents des victimes out dit « non » aux aboyeurs d'échafauds, et même à la pétition pour le retour aux peines incompressibles que plus de deux

que l'effet Durroux est déjà perceptible dans l'arrêt des libérations conditionnelles, le surpeuplement aggravé de prisons où les conditions de détention empirent d'année en année.

La Marche, c'est anssi la vraie fin des « vacances » du pouvoir, du roi et du premier ministre Jean-Luc Dehaene, du quartier libre - aux rebelles et à leurs fervents appuis médiatiques. Il y a de quoi inquiéter en hant lieu. D'abord, le charisme de ces pareots-dirigeants improvisés qui ne s'en laissent pas conter: loin de se confiner dans l'émotion, les Russo (Melissa), Lejeune (Inlie), Marchal (Ann), Nabela Benaïssa (la sour ainée de Loubna) se mêlent de la raison d'Erat. Ensuite, noo moins redoutables, ces magistrats de Neufchatean et leurs gendarmes, « sauveurs d'enfants » et enquêteurs musclés. Le procureur du roi Michel Bourlet a glacé ses pairs d'une petite phrase assassine :

« Si on me laisse faire... » Le juge Jean-Marc Connerotte, a écrit au roi pour dénoncer la pénétration de l'Etat par le crime organisé.

Son dessaisissement, le 14 octobre. par la Cour de cassation à la suite d'un diner avec des victimes, preuve évidente de « partialité » (6), servira de détonateur. Dès le lendemain, des dizaines de

milliers d'ouvriers en grève et de jeune déferient dans les rues, en Flandre comme en Wallonie. Les ouvriers de Volkswagen occupent les escaliers du palais de justice de Bruxelles: « Que comprennent-ils à la justice? ... osent demander, lors d'un micro-trottoir, des émdiants en droit de l'Université libre de Bruxelles (ULB). « C'est la justice des riches qui a frappé, dit un délégué de Volkswagen. Ça ne peut plus durer. »

L'inruption du mouvement ouvrier sur ce terrain inhabituel a surpris les diri-geants syndicaux, plusôt réticents. L'un des leurs, M. Albert Faust (7), était aux reodez-vous blancs et ronger: « C'étaient de vraies grèves spontanées, pas sauvages. Des réactions civiques : des ouvriers ont versé une heure de salaire. J'ai pris part à la Marche, après avoir hésité. Dans les syndicats, les sentiments étaient divers, plutôt sympathiques. Certains voulaient y aller avec des drapeaux rouges et même fournir un service d'ordre. »

Les parents, eux. refusaient toute récapération. Ainsi avaient-ils écanté les partisans, au rouge trop déclaré, du Parti du travail (marxiste-léniniste). Une « prophylaxie » souhaitée par la gendarmerie. L'extrême droite, annoncée ne s'est pas montrée.

#### Fantasme ou réalité?

'INSOUMISSION des parents fait école. Les ouvriers des Forges de Clabecq et de Renault-Vilvorde, en grève contre les menaces de fermeture et de licenciement, vont se sentir des ailes. Le 2 février 1997, cinquante mille personnes (doot les pareots Russo-Lejeune) marchent pour l'emploi à Clabecq. « Après la justice, l'emploi », titre La Libre Belgique. Et le quotidien conservateur d'évoquer « le chœur rougeoyant d'une révolution sociale espérée ». D'antant que ceux de Vilvorde se transforment en « laboratoire des euro-

Présidés par le libéral flamand (VLP) Marc Verwilghen, les travaux de la commission parlementaire d'enquête Dutroux-Nihoul (CPE) sont retransmis en direct à la télévision beige francophone, une des deux chaînes publiques. Ecologistes et socialistes y jouent un rôle moteur. Leurs révélations, d'octobre 1996 à avril 1997, « stupéfient » : enquêtes bâciées ou sabotées, témoignages négligés, suspects non inquiétés ance ou indicateurs de police, ret d'informations dans le cadre des enquêtes parallèles de la gendanmerie, guerre des polices et des juges, panvieté des moyens mis en œuvre, incroyable désinvolture avec les parents.

Eloquence du cas Dutroux : condamné pour viols « atroces » et séquestrations en 1989, bbéré en 1992 par M. Melchior Wathelet, ministre social-chrétien de la justice, il se livre à d'antres agressions, recrute les ravisseurs d'enfants, creuse des caches souterraines - des capports policiers qui en faisaient état dès 1993 et 1995 restent sans suite.

Eloquence de l'enquête initiale (1992) sur la disparition de Loubna Benaïssa : pour la déclarer, le père « fait la file comme pour la perte d'un portefeuille », le procès-verbal de la police est glissé dans le courrier du parquet deux jours après les faits, l'affaire est suivie par une sistante de police communale, la police judiciaire n'intervient que dans des relations « fonctionnelles » avec la famille, dissuadée de prendre un avocat. Des chiens pisteurs de sont pas utilisés, « ils sont en vacances ». Pas d'enquêtes de voisinage systématiques. Pas de désignanon d'un juge d'instruction qui amait pu mener perquisitions et confrontations. Pas de vérification des alibis des suspects. L'un d'eux, Patrick Derochette, se révélera être l'assassin. L'enquête dore effectivement six semaines, avec trois magistrats successifs. Elle sera reprise quatre ans plus tard. à Neufchâteau.

Simultanément, deux autres commissions parlementaires d'enquête sont à l'œuvre : sur les tueurs du Brabant, et sur le Rwanda, où le massacre, aux premiers jours du génocide, le 7 avril 1994, de dix paras belges de la mission des Nations unies, la Minuar, amène à poser des questions e et à ne pas y répondre. observe Pierre Galand, président du Centre national de coopération au développement, sur les liens de la démocratie chrétienne flamande (CVP) et internationale ainsi que du Vatican avec l'ancien régime génocidaire ». Coîncidence : en 1997 aussi, des parachutistes belges, accusés d'avoir torturé des enfants en Somalie, sont acquittés : leur compagnie a pris part au défilé de la fête nationale, le 21 juillet dernier.

D'une commission et d'une enquête à la suivante, on observe des constantes. Une piste chasse l'autre. Les accusés et suspects se succèdent au gré des luttes que se livrent clans policiers, judiciaires

et parfois politiques. L'absence de preuves concluantes est aussi récurrente que les constats d'entrave et de détoumement d'enquêtes, de pistes ne menant à rien (les nuncls de Jumet et les milieux stes dans l'enquête Dutroux, par exemple), d'implications de policiers et de magistrats dans des affaires criminelles, de destructions de documentscles, d'intimidations, de menaces, d'agressions, parfois mortelles, cuvers protagonistes, témoins et investigateurs Accablantes pour tous les services policiers et judiciaires concernés, votées à l'unanimité, les conclusions de la commission Duroux Nihoul paraissent annoncer, à la mi-avril 1997, un seisme politique. Il n'auta pas hen

C'est que la « vague, blanche » se heure à de solides, buse-lames. Magis-trats, juristes, intellectuels d'institutions assurent haut et fort que la démocratie est en péril. Maître à penser du droit à l'Université libre de Bruxelles (ULB), le professeur Marc Uyttendacle est la figure de prove de la résistance au « totalitarisme Louvain (UCL), on remarque les positions très différentes du constitutionnaliste Francis Delperée (8) et de la juriste Françoise Tulkens.

Les parents? On les admire « pour leur courage et leur modération », mais « un certain nombre de choses leur échappent », affinne M. Jean Defraigne, ancien ministre libéral et juriste, pour qui « il faut faire en sorte que certains qui ont un rôle, mais aucune responsabilité, cessent de faire des déclarations à tort et à muvers ». Les transmissions publiques de la CPE sont mises en cause.

En décembre 1996, un Appel de cent mente-cinq intellectuels de renom s'inquiète du « lynchage politique ». Le vice-premier ministre socialiste francophone, M. Elio Di Rupo, qui ne fait pas mystère de son homosexnalité, est alors en passe, n'était la ferme réaction du goavemement, de tomber sous l'accusation de pédophilie. Chasse aux sorcières ? Il s'agit d'un dossier monté sur de fanx témoignages, à l'instigation de milieux policiers et judiciaires. L'opération est relayée par la presse de droite flamande et les libéraux - flamands comme francophones -, sans doute pour déstabiliser le gouvernement.

Sous convert de dénoncer le « règne de la rumeto », certains contestent la notion même de « réseaux » et « protecnions ». Aux dires d'un connais M. Paul Vanden Boeynants: « C'est de la founaise! Il n'y en a pas (9)! » L'heb-domadaire satirique Pan, qu'il dirige, s'achame contre les « jugements outran-

() Lire Jose-Marie Charvier, « En Belgique "affaires" et crise de régime ». Le Monde diploma-ique, octobre 1996. (2) Cf. Pierre Amssy, L'Homme résistant, EVO, introdies, 1995.

Amportes, 1995.

(3) Les déduce malencommunes de ce parcous insactier et l'abandon de ses anciens aents out, en 1997, meué le « baron noir » sux coobjettes de la péacon, dans l'indifférence générale.

(4) Rapport de la commission d'enquêre parlementaire « Durcaux, Nifhoul et consons », 14 avril 1997, p. 187.

(5) Live François Vinnei, «L'halle, un Bus de "rouvernineté himitée" », Le Monde diploma-nque, décembre 1990. (6) Lire Dominique Monesu et Michel Petit. Le liege Comercuse, Editions Luc Pire, Bruxelles,

(7) Président du Syndicat des employés, tech-nicieus et cadres (Senca) et ancieu président de la Fédération générale du travail de Belgique (FOTB)

(8) Line l'ouvrage collectif instalé L'Affaire (9) La Da ière Heure-Les Sports, Beweilles,

Médias : la règle et l'exception

ES médies sont constitutifs de l'« ennée blenche ». Les parents, l'opinion y ont trouvé un appui tardif, meis décisif. Les critiques n'ont pas manqué, souvent justifiées: surenchère dans l'émotion, voyeurisme morbide, course à l'Audimet. Y e-t-il eutre chose à signaler ? Absolument. Cette fois, 'analyse de Pierre Bourdieu est démentie : les faits divers n'ont pas fait diver-

Les télévisions ont été le lieu de vrais débats. Des quotidiens comme De Morgen (à gauche) et La Libre Belgique (à droite), des magazines populaires comme Télé Moustique et Le Soir illustré ont pont l'investigation et l'exigence démocratique. Perticulièrement engagé, le rédacteur en chef edjoint de Télé Moustique, Michel Bouffloubt, assume ce « journalisme civique », qui engege son « intégrité personnelle », ne peut s'incliner face eux « abus du pouvoir ». Il

n'e pas attendu « la surmédiatisation des parents » pour les soutenir, alors Des critiques disent le danger de ce journelisme en phase avec l'opinion, « consensuel » et « conformiste ». Pourquoi ne pes remarquer que les médies habituellement en phese... avec le pouvoir ne l'étaient précisément pas, en Bei-gique, pendant les premiers mois de l'année blanche ? Il faudrait savoir ce qu'i

range le plus : le regie ou l'exception ?

1) t Preme Bourdieu. Sur la telestrom. Editions Liber - Raisons d'agir, Paris, 1996.

Quels États, quelles forces, quelles idées émergent dans ce contexte ? Quel est le système

GÉOPOLITIQUE DU CHAOS Ignacio Ramonet Le directeur du Monde diplomatique propose une grille de lecture originale, judicieuse et Géopolitique du chaos claire pour bien comprendre l'actnel désordre du monde. Ignacio Ramonet Mondialisation, cyberculture et chaos politique Dans ce monde interdépendant, la protection de l'environnement relève desormais de la haute politique. Il faut des réponses globales à des questions cruciales sur la démographie, la techno-science. l'effet de serre, le sous developpement, le système de sécurité, etc. Mais l'envergure des défis fait douter du futur. Le rythme précipité et la profondeur des transformations geopolitiques, en cette fin de millénaire, changent le seus et la perception de notre état. Annoncent-elles une ére de grandes turbulences? Beaucoup le craignent qui constatent à quel point la chute des Calific régimes d'Europe de l'Est, l'unification allemande, la guerre du Golte, l'éclatement de ITRSS, la mondialization de l'économie. la renaissance de la Chine, la nouvelle hégémonie des Etats Unis et la double faillite du communisme et de l'ultralibéralisme bouleversent la donne strategique dessinant un nouveau paysage planetaire. A quoi ressemble celui-ci?

de pensée dominant? Quelles chances, quels risques pour le citoyen?

حكذا من الاصل

المراجعة المستنان

The Park of the Pa The State of the S The state of the s STATE OF THE STATE OF :22 S 2011 2578 Teat . 7 6" - 6" grant manage COME IT IN ETER . The same time as the part 22.14 . . .

Little :

. --

والمحارة إلى ا

1.00

Harmite.

theset i

" M

. S \*\*\* F

. .. ....

1 41 60

· ifran

1.11

. . .

Sales a

~---

: Michaell

Maria Bereit man falls of the con-The same of the same anna de la companya d Cirrie and a second Company of the Company The second second 22 Martin 1999 Handy of the same of the same THE COMMENT OF STREET Confliction and the Service of the service of **T** 

Tr Zde . T.

Emrey ... SE STATE OF THE SE - - Silver the state of the s In arenal begreines er

The same of the sa of the W. G. 3 The second ---The Reserve Mark The Committee of t 12.7 the same of Hear . A R P. Je i zwy 1490 1

Same and the same THE PERSON --All the second second 'alestina -· setudios HALL A STAN Park Life

150

\* \$50 MER 1 --512 Mg LANS.

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

-Mark 9 7 A.M. S

Ananga gangt: See Ignetel tegermit fill des sens, M. street faces of their tender and matter of longer the stanger of their trees designing were manuscript; the resignation to the the same state of the state of the state of mediante, d'ant en part de la Variete and the man stage of a line that I give may be the resemble of states, desper finish tongs agentified a to the state of market the a long time. The Justine in a second while I while and the same of

न्तर्थ ।द्वाराज्य २०१० । हेर्ना १० १ वर्गा है के स्वयाद्वात the try as on a steartabelt. 12 the right of the state of the statement ged it the war two streets.

commende de la la la langua et les mares sameren is our in hupder blacks w A CONTRACT OF CONTRACT OF A TRACTOR And the property of the property of manager than the given the set of substitute The second secon Application of the commentaries and the commentaries of Note that the second to the second to the promise the state of the state of anger and any one of the second the first of the second the second

Market Park Company of the Company o and the same of a supple supple of Service of the second service of the NAME OF THE PARTY مقائدها فيالي وورسها والمايوم المواليوي was and the state of the party the engine of the control of the latest and the second The same of the sa The same of the sa A STATE OF THE STA The first of the second of the second American Tuesday

and the second second second second Company of the compan and the state of t 

أخاره بنوي E Tropic E 1 gareter 🍇 La Carrier Berger fereie Carried Contract : -- "gr ------

1,470,714 Section 11 yes 1 per 1 فأفير بجري 人名英格兰斯 ∴ 5 ×47 \*\*\* 12 (14 - 14 )

أواحض ومداة all and a second

a references **4** इन्द्रबाक्ष्यः 🔭 المال في المالي المالي

'2 4ga 3 **m²**541

ر در مودنا ہو ب بع 12 بيون Server at 1

--And the Person 2-41-44

. 4

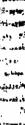
Sugar

Mary market











76.

tracasseries envers bomosexuels et autres « déviants », comme le constate M= Griet Proost, animatrice d'un centre SOS-Enfants à Anvers, qui n'en est pas moins adepte du mouvement blanc et d'une répréssion des violences sexuelles. Des centres médico-socianx bruxellois s'inquièrent de la « judiciarisation » de situations de maltraitance, qui relèvent d'une approche psychothérapeutique et sociale » complexe. « Au lieu d'amé-liorer le système d'aide publique, constate la pédopsychiatre Catherine Marneffe, on encourage suspicion et

Dutroux-Derochette ont, avec les ravi-

veurs de flammes de l'ordre moral,

ranimé l'épouvantail du « sexe sale ».

La hantise d'une régression a dominé fin avril 1997, le colloque d'un des centres pionniers de l'éducation sexuelle et du planning familial, Aimer à l'ULB. Pour son fondateur-directeur, M. Marc Abramowicz, la pédophilie sadique est, après le sida, « le deuxième choc associant le sexe et la mort », désermant pour une démarche émancipatrice qui doit pourtant être poursuivie. « Nous sommes pris dans une contradiction, ajoute le psychologue, entre notre option de libération sexuelle et sa perversion par le libéralisme marchand » Or le prétendu

blanche » vire au gris

DE L'ÉTAT, SOCIÉTÉ TROUBLÉE



JAMES ENSOR. - « Peste dessons, peste dessus, peste parinot » (1994) ciers » des parents. A un autre pôle, démocrate et libéral, le célèbre chroniqueur judiciaire Philippe Tousseint parle de « fantasmes ». On veut la vérité « avec tant de force qu'on devrait presque finir par l'inventer (10) ».

Et les nombreux témoignages ? « On cherche à [les] étouffer, assure Me Lament Arnauts, avocat des Benaïssa et d'antres victimes. Pourquoi décider à l'avance qu'il n'y a rien à découvrir ? Les vérités que l'on traque, que l'on devine, sont difficiles à faire éclater, et pas seulement par manque de preuves (...). Vous save: qu'il y a des magistrats, des témoins menacés, agressés, des "accidents" étranges. Les bonnes volontés de gens bien placés pour aider les enquêtes sont parfois très entravées, on exerce des pressions de toutes sortes, on tente de déstabiliser les gens, voire de les "psychiatriser" comme dans les régimes

totalitaires. » Un spectre hante les élites : le « populisme ». Philippe Toussaint dit redouter, thème récurrent de l'extrême droite, le « coup de balai » à la Degrelle (11) - le chef rexiste et futur Gauleiter nazi Léon Degrelle entendait « balayer les pourris », comme le Vlaams Blok aujourd bui. Le professeur Claude Javean impute aux contestataires, y compris d'exuême ganche, l'opposition chère à Charles Mauras entre « pays réel » et « pays légal », tout en concédant que le mouvement ne comporte pas d'antisémitisme, « du moins pas pour l'instant (12) ». Elégante insimuation, qui rejoint le propos d'Alain Finkielkrant sur la mobilisation en France contre les pédophiles: selon lui, « la marche blanche qui déferle » pourrait bientôt viser « à tour de bras les hommes poli-

Sion (13) ». Des intellectuels classés à gauche ne sont pas moins énervés: « Du blanc jusqu'à la nausée », titre l'éditorial d'une de leurs publications. Les clivages entre

tiques, les financiers et les Sages de

intellectuels épousent partiellement ceux de la société : le monde laïque et francmacon est nimôt réservé face au phénomène blanc, le monde chrétien plus ouvert (14). Ils tiennent aussi à l'évolution d'une certaine intelligentsia postsoixante-huitarde, assagie et rangée. Le sociologue Felice Dasserto observe la méfiance de ces « élites cooptées » envers les expressions populaires autonomes, leur incapacité de penser « les événements collectifs. A savoir les moments où la question pour les individus n'est plus (seulement) de trouver du sens pour soi, mais de trouver et de faire du seus pour sous ». Parenté de l'année

blanche et du décembre 1995 français... Parmi les grandes voix laïques à contre-courant, il y a celle d'Isabelle Stengers, écrivant en préface à La Crise blanche (15): « Les victimes, lorsqu'elles sont reconnues, demandent des comptes, compliquent les situations, contrecarrent les routines; il faut les "psychologiser", les plaindre, mais les amener à penser qu'elles sont d'abord victimes d'elles mêmes. » Les parents que l'on a poussés dans cette voie, et « qui savaient que ce qui se passait n'était pas normal », n'ont pas voulu « se calmer. Ils ont résisté. » Et la célèbre philosophe des sciences (16) de ponetuez, lyrique et physicienne: « Le blanc résulte de l'addition de toutes les cou-

leurs de la humière (17). » Le 8 mars 1997, au parc du Cinquantenaire à Bruxelles, entre les actres déchar-nés, vingt mille têtes, blondes et brunes, on blanches - les foulards - sont tournées vers la Grande Mosquée. C'est l'hommage à la petite Loubna Benaïssa. retrouvée au fond d'un garage, à Ixelles, à deux pas de chez elle. Avant l'inhumation à Tanger, la prière musulmane prend ici les allures d'un meeting laïque pour la justice. Le lendemain, le débat public est relancé, avec le concours du premier ministre M. Jean-Luc Dehaene, sur le

droit de vote aux immigrés.

Un arsenal législatif et policier C'EST le dernier flux de la vague citoyenne. Vient le temps des défaites... Elles s'inscrivent sur fond de ordre moral peut aller de pair avec un surcroît e de machisme et de brutalité envers les femmes et les enfants, tels que débat sociétal chaotique et convulsif. Le bilan « affectif » et sexuel de cette année les cultive le marché de la pornograéprouvante est rien moins que positif. Dans la foulée de la réaction puritaine. Les enfants sont agressés, moins par les des psychianes dénoncent tantôt le projet pédophiles que par le défilé des images macabres sur les petits écrans. Les d'une loi abaissant la majorité sexuelle de seize à quatorze ans (« invitation au viol », assurent-ils), tantôt les relations

La chasse aux pédophiles se mue en n'empêchent que l'on décourage puéricultrices et enseignant(e)s à coups de res-trictions budgétaires. L'argent-roi, l'ordre marchand « qui massacre les emplois et les enfants », les maltraitances « des petits et des grands » ont été globalisés par les ouvriers des tions d'octobre, les parents ralliés à la Marche pour Clabecq, les com-tés blancs. Le rapport de la CPE relève le traitement de faveur dont bénéficient, en cas d'enlèvement, les enfants de milieux « à hance visibilité sociale ». Qui donc parlait de « justice de classe » ?

intergénérationnelles (18). Les discours

lénifiants sur la protection de l'enfance

Mais, de ces perceptions diffuses à un projet de société cohérent, il y a de la marge. Certains militants des comités blancs tensent de la comblex Pour l'un de leurs coordinateurs, M. Frédéric Lavachery, le mouvement se dresse contre e toutes les formes de sujétion » et met en œuvre une « pédagogie de la résis-tance individuelle et collective ». Il est donc moins question d'« adéquation des institutions à l'image que la démocratie se fait d'elle-même que de la nature même de la démocratie ». Travail à long terme, révolution culturelle manée par des gens très motivés : les traces de

l'année blanche ne penyent être effacées. Elles se projettent déjà dans l'avenir. Mais, à plus brève échéance, les parents avaient espéré un « relais citoyen ». Il n'est pas venu. Que faire sans les syndicats, le monde associatif, les intellecruels? Ne se heurte-t-on pas, une fois encore, au système belge de compromis et de clientélisme paralysant l'initiative

sociale? « Les syndicats ne se sont pas sentis interpellés, pense M. Albert Faust. Mais les retombées existent : l'idée d'un projet de société est à nouveau dans l'air. » Les enseignements des défaites sociales? « C'est la fin du mythe de la résistance locale. Elle doit être européenne. Quant à nous, syndicalistes, la question est: notre job est-il celui de

secouristes? Sommes-nous condamnés à l'accompagnement de la mort

Le pouvoir d'Etat, lui, ne peut se permettre d'« accompagner la mort ». D'urgence, il doit se réformer. « La crise, dit M. Xavier Mabille, atteint le cour de l'Etat, la justice et l'appareil policier, autrement dit l'exercice de la force publique » Délabrée, la justice sera donc financièrement réoxygénée. On la sou-haite « de proximité» envers les victimes, encore que des magistrats redoutent la « promiscriné » (19): c'est

le projet Franchimont (20). Le gouvernement fourbit un double arsenal, policier et législatif. C'est d'abord le projet de « police unique » ou intégrée, très controversé, soutenu par le ministre de l'intérieur Johann Vande Lanotte, proche de l'état-major de la geodamerie. Quant au ministre de la justice Stefaan De Clercq (CVP), pour « démanteler les structures crimi-nelles », il a fait voter discrètement, le 2 juin 1997, à la Chambre, une modification des articles 132 et suivants du code pénal. Il s'agit de s'attaquer aux groupes agisssant « pour obtenir des avantages patrimoniaux ou influencer le fonctionnement d'autorités publiques ou d'entreprises publiques ou privées », que leur objectif soit la « réalisation de profus » ou la « déstabilisation de l'Etat ». Sont visés au même titre les « groupes extrémistes » et les terroristes « à finalité politique », y compris « internationaux ». Peuvent être incriminées les personnes qui « participent » aux agissements du groupe criminel, filt-ce dans le cadre

d'activités ou de structures « licites ». Mais qu'est-ce qu'un « groupe extré-miste » ? Des syndicalistes comme ceux de Clabecq ou Vilvorde, des partis de gauche, des comités blanes trop remnants, des réfugiés politiques pourraient-ils être inenlpés ? L'avocat Georges-Henri Beanthier s'insurge : « Cet habillage juridique va servir à ficher et surtout à faire pression sur qui-conque afin qu'il abandonne ses vellettés de contestation. La loi veut punir jusqu'à l'intention. »

Paradoxalement, la gendarmerie, l'une des institutions les plus critiquées par la CPE, sort renforcée des affaires, alors que ses « violations caractérisées de la loi et du code pénal » appelleraient « une procédure pénale, un procès public plutôt que des poursuites disciplinaires à huis clos ». Et l'avocat, administrateur de la Ligue des droits de l'homme, d'ajouter: « La commission a été créée our calmer l'opinion. Le pouvoir est loin du compte, d'autant que les vraies questions restent sans réponse. Quelles priorités donner à la politique criminelle : s'acharner en traquant les détenteurs de drogues douces jusqu'à quadriller une société d'informateurs, de provocateurs, ou réprimer ceux qui mettent la dignité, la vie des gens et donc des enfants en péril? Quel accès à la justice, quand on sait que (...) la plupart des parents des enfants violés, tués dans des conditions effarantes, n'ont pas pu assurer leur défense, connaître le dossier, faute de moyens financiers? Quel contrôle démocratique exercer sur des forces de police [qui] (...) s'aidem d'indi-

cateurs jouissant, comme dans l'affaire

Dutroux, d'une redoutable impunité? Faut-il rappeler que tous les protago-nistes dans cette affaire étaient, à tout le moins, des indicateurs? > Y compris

حكذا من الاصل

« L'attitude qu'adopte M. Dehaene à l'égard de la Commission [parlementaire] le rend complice des protections » déclare M. Marc Verwilghen, son président, (21). De fait, à la un-septembre 1997, les enquêtes judiciaire et parlementaire sont brusquement déstabilisées : la première par la gendarmerie qui lui retire sept enquêteurs, et par des médias qui jettent le doute sur des témoins « mythomanes »; la seconde, par la haute magistrature et l'avocat Marc Vyttendaele, qui lui reproche d'être « le camion-balai de Neufchâteau ». L'opinion n'en est que plus déboussolée. D'ouvertures en crispations, de promesses en menaces, d'espoirs en désillusions, l'année blanche vire an gris. Les forces de réaction n'ont pas pour autant les moyens d'une « pormalisation ».

## JEAN-MARIE CHAUVIER

(10) Journal des procès, Bruxelles, 7 mars 1997. (11) Journal des procès, 1º povembre 1996. (12) Journal des procès, 27 juin 1997.

(13) Le Monde, 25 juin 1997, (15) Le Marine, Li juin 1997.

(14) A titre d'exemples d'analyses mancées: l'ouvrage collectif leuvaniste La Société indicible, deut un texte de Félice Dessetto, Editions Luc Pire, Brunelles, 1997, et les articles de La Revue nouvelle.

(15) Abin Tondenr, La Crise blanche, Editions Luc Pire-Léon Lesoil, Brunelles, 1997.

(16) Anteur (avec llya Prigogine) de La Nouvelle Alliance, Callimard, Paris, 1979, et de la série d'ouvrages influide Cosmopolitiques, La Découverte, 1997,

(18) Lire Irène Kanfer, « L'enfant de Bobème et le petit navire » dans le bimestriel *Politique*, avril-tua 1997, Editions Luc Pire, Bruxelles.

(19) Line l'empreien avec le juge Christian Panier, de l'Association syndicale de la magistrature, dans Les Cohiers morristes, juin-juillet 1997. (20) Il accorde aux victimes, « parties civiles » les mêmes droits (accès au dessier) qu'aux inculpés, mais à l'exception des « mini-instructions » que pourront mener les procureurs du rol, dont les pou-voirs dans l'instruction sant renforcés. La nomination et la promotion de magistrats devraient échapper aux lois de la partinoratie d'usage dans l'Eint et les ser-vices publics.

(21) Telé Moustique, Bruxelles, 13 août 1997.



l'actualité sont dans **Afrique contemporaine**. Vous, qui cherchez la source pour comprendre le fond, abonnez-vous à

Afrique contemporaine

les hommes et les événements qui en font

(n° 182)

 $(n^{\circ} 180)$ .

Cirioint mon règlement :

L'Afrique

face aux conflits

Offre d'abonnement (valable jusqu'au 31/12/1997)

Je m'abonne à Afrique Contemporaine pour 1 an (4 numéros) au prix de :

☐ France 275 FF (TTC) ☐ Europe 295 FF (TTC) ☐ DOM-TOM, pays francophones africains (hors Maghreb) et de l'océan Indien 300 FF (HT, evion économique)

☐ Autres pays 310 FF (HT, av	ion économique)	☐ Supplément evion rapide 40 FF					
Nom	1	Prénom					
Adresse							
Code poetal	l ocalité						

☐ Par chèque bançaire ou postal à l'ordre de M.l'Agent comptable de La Documentation française. ☐ Par carte bancaire. Date d'expiration \_\_\_\_\_\_ Signature 

Bon de commande à découper ou à photocopier et à retourner à : Afrique Contemporaine -Service Promotion - La Documentation française: 29,31 Quai Voltaire 75344 PARIS cedex 07 FRANCE

## CES INONDATIONS, BOUC ÉMISSAIRE DE LA CRISE

## Le « miracle tchèque » sauvé par les eaux

'ITÉ en exemple il y a encore quelques mois pour avoir su associer stabilisation économique et consensus social, le gouvernement tchèque a dû faire face, cette année, à une double crise, économique et politique. La chute de la couronne a failli entraîner celle du gouvernement. Paradoxalement, c'est aux inondations catastrophiques de l'été dernier que le premier ministre, M. Vaclav Klaus, doit de s'être relativement bien tiré de ce mauvais pas. Mais le malaise demeure.

- Par MARIE LAVIGNE \*

La Tchéquie a fait longtemps figure d'eofant modèle de la transitioo en Enrope de l'Est (1). L'année 1997 s'était ouverte sous les meilleurs auspices. Le gouvernement de Prague pouvait se tar-guer d'une remarquable stabilité de la couronne depuis 1991, d'un déficit bud-gétaire quasi oul (0,1 % du PNB en 1996), d'une inflation passée sous la barre des 10 %, d'une croissance honorable (4,4 %) quoique inférieure à celle de la Pologne (6 %). Seul point noir : le déficit de la balance des paiements conrants (8.6 % du PIB).

A ces acquis économiques s'ajoutait le maintien de la « paix sociale » : si la coa-lition au pouvoir semblait de plus en plus fragile et si sa popularité dans les sondages ne cessait de décroître, les conflits sociaux o'en restaient pas moins localisés - cheminots, médecins et, à un moindre degré, enseignants. Sans doute le faible taux de chomage (3,5 % en 1996) et la hausse continue des salaires réels (dans le public, 8 % par an depuis trois ans) expliquaient-ils ce consensus sans enthousiasme, mais sans explosions. Le premier ministre, M. Vaclav Klaus, pouvait dooc à bon droit considérer son pays comme le mieux préparé à entrer dans l'Union européenne, et en même temps se donner le luxe du scepticisme quant aux avantages que la Tchéquie en retirerait (2).

Mais deux crises ont secoué le pays en six mois. La première, économique et politique, a conduit à une dévaluation de la couronne et à l'ébranlement de la coalition, qui ne s'est maintenue, le 10 juin 1997, que par une voix de majorité au Parlement. La seconde, climatique, a été l'inondation du siècle en Moravie et Bohême orientale. Paradoxalement, cette catastrophe aura sauvé le gouvernement, au moins pour quelque temps, en lm per-mettant de resserrer les rangs de sa majorité et en lui fournissant un excellent rité à venir. Mais le feu couve toujours.

Ministre des finances de la Tchécosiovaquie depuis 1990, premier ministre de la Tchéquie depuis 1992, M. Vaclav Klaus a modelé l'économie. Il s'est toujours recommandé du conservatisme oéolibéral, fustigeant l'ioterveotioonisme étatique et vantant les vertus du marché. Il a pratiqué une politique monétaire et budgétaire plus rigoureuse encore que ne le recommandait le Fonds monétaire international (FMI), au point de rembourser à celui-ci en 1994, par anticipation, une partie de l'argent prêté. La privatisation, ici, a été la plus massive de tous les pays d'Europe centrale et orien-

Et. pourtant, la Tchéquie ressemble moins à la Grande-Bretagne de Mª Margaret Thatcher qo'à la France des

Directeur de recherches à l'Institut de sciences mathématiques et économiques appliannées 90. L'Etat - comme régulateur propriétaire et protecteur - y conserve ut rôle important quoique minimisé. Et conservateurs et sociaux-démocrates se combattent sans qu'émerge une claire opposition dans leurs programmes.

La crise tchèque illustre-t-elle la faillite du libéralisme officiel qui a su stabiliser l'économie, mais non impulser sa res-tructuration, parce que le marché devait s'en charger ? Ou s'agit-il d'une crise de marché émergent à la mexicaine ou à la thailandaise? Cette seconde hypothèse pourrait sembler crédible si l'on ne s'arrêtait qu'aux causes immédiates de la crise et à ses répercussions à très court

Tout débuta, fin mai 1997, lorsque la couronne fut la cible d'attaques spéculatives venues de l'extérieur (fuite des investissements de portefeuille, déclenchée par les investisseurs américains et les banques européennes, notamment allemandes) et de l'intérieur (conversion en devises d'avoirs d'entreprises et, à un moindre degré, de ménages). La Banque centrale tenta d'enrayer la chute de la monnaie - apparue sur le marché de la couronne de Londres, plus important que celui de Prague! - en augmentant ses taux d'intérêt et en dépensant en quelques jours 3 milliards de dollars afin de sontenir son cours (ce qui réduisit d'un quart ses réserves, tombées ainsi à 9 milliards de dollars). Après une semaine de résistance à la dévaluation, le 26 mai 1997, le gouvernement décida de laisser complètement flotter la couronne, qui baissa immédiatement de 10 %. Les Bourses d'Europe centrale reculèrent, et le zloty polonais faiblit.

Mais ces réactions ont été de courte durée. Après le vote de confiance du 10 juin dernier, la couronne s'est stabilisée; l'indice boursier s'est redressé le 12 join de 0,1 % (après avoir perdu 24 % depuis début mars). Entre mi-juin et fin demeuré stable vis-à-vis du mark; il s'est déprécié de moins de 7 % vis-à-vis du dollar. Il tr'y a pas en non plus d'effet durable de contagion. Bref, la Tchéquie n'aura pas été un Mexique est-européen.

Il faut donc en revenir à la première hypothèse. Devant les menaces sur l'équilibre économique, M. Klaus a donné la priorité à la stabilisation, c'est-à-dire à l'austérité. En témoignent les deux « paquets » de réformes engagées. A la mi-avril 1997, le gouvernement adoptait un programme d'urgence comportant une réduction des dépenses budgétaires, notamment une limitation à 7,3 % de la hausse des salaires dans le secteur public (soit moins que les 8 % d'inflation prévus) et une baisse des dépenses publiques d'investissement. Il prévoyait également des restrictions à l'importation de biens de consonmation. jugée responsable de l'accroissement du déficit de la balance commerciale, par l'improduction d'un dépot obligatoire de

ces importations dans m compte bloqué pour six mois, sans intérêt - une mesure levée en août 1997, devant les protestations de la Commission européenne. Le gouvernement « invitait » la Banque centrale à réduire ses taux d'intérêt pour stimuler la croissance. Enfin, il s'engageait à accélérer les privatisations, notamment dans le secteur bancaire, et à réguler le marché financier.

Voilà bien les contradic-tions de la méthode de M. Vaclay Klans, Le cabinet prône et pratique la rigueur. Cependant, il est préoccupé par la chute du tanx de croissance: on tablait sur une progression du produit intérieur brut de 4,5 % en 1997 (sur la lancée de 1996), mais l'estimation était ramenée en avril à 2 %. D'où la demande d'un effort de relance faite à la

Banque centrale, qui, quelques semaines plus tard, doit faire l'inverse pour soutenir la conronne. S'engager à accélérer les privarisations, c'est reconnaître que le jeu du marché o'y parvient pas spontanément. En acceptant l'idée que le marché financier doit être contrôlé, M. Vaciav Klans abandonne une de ses convictions maîtresses : la nocivité de toute intervention correctnice à l'égard des mouvements et des opérateurs boursiers.

Après l'échec de ce premier « paquet » et l'annonce de la dévaluation, le premier ministre rend publiques, le 30 mai dernier, en même temps qu'un petit remaniement ministériel, des mesures d'austérité. Le soutien à la croissance o'est plus à l'ordre du jour. Et la cote de popularité du gouvernement dans les sondages passe de 35 % en mai à 22 % fin juin.

C'est alors que la nature offre un répit soudain an pouvoir. Les terribles inonda-tions de juillet-août, qui frappent une bonne partie de l'Europe centrale. touchent l'est du pays. Les dommages sont estimés à 12 milliards de francs, que le gouvernement souhaite couvrir par un effort de solidarité nationale, avec un recours minimal à l'assistance internationale (sanf la réallocation de fonds. jusqu'ici non utilisés, du programme phare de la Commission européenne). Et cait difficile, est partiellement désar-

L'« impôt inondation » ou la hausse de la TVA, envisagés début septembre,



UN MALAISE SOCIAL DIFFUS, MAIS BIEN RÉEL

conjointement avec un gel des traite-ments dans le secteur public, seront plus facilement acceptés au nom de la solidarité. Le déséquilibre du budget, apparu pour la première fois depuis des années, sera mis au compte des circonstances exceptionnelles. Déjà, les socianx-démocrates accusent les autorités de se servir dn désastre naturel pour masquer son échec. A quoi le gouvernement, comme la présidence, répond que la réparation des dommages donnera un coup de fonet à l'économie et contribuera à la modernisation des campagnes.

D'ailleurs, l'appel à la solidarité natio-nale s'est soldé par un grand succès. L'« obligation inondation » — d'une durée de cinq ans et d'un taux d'intérêt garanti à 2,5 % au-dessus de l'inflation émise en août devrait rapporter l'milliard de francs. A la suite du président Vaclav Havel et de sa oouvelle éponse, Dagmar, premiers souscripteurs, les petits porteurs ont été si nombreux que les banques o ont pu offic assez de titres - il a fallo, pour satisfaire la demande, une émission sopplémentaire débût sep-

Le « miracle tchèque » est-il pour autant sauvé ? An-delà des péripéties persiste une profonde faiblesse microéconomique à laquelle le gouvernement de M. Vaclav Klans n'a jamais voulu relève du seul marché. Mais les défaillances structurelles de l'économie pourraient-elles être surmontées par une autre

divisé, la gauche o'est pas davantage

ooie. Les sociaux-démocrates ont

besoin de l'apport de l'ex-Parti commu-

niste, mais ils souhaiteraient plutôt conclure, le moment venu, une alliance avec les chrétiens-démocrates. Non seu-

lement M. Milos Zeman, le chef du

Parti social-démocrate (CSSD), manque

de charisme, mais il est aussi autoritaire

que sno homologue cooservateur,

M. Vaclav Klaus – et tous deux évo-luaient, sous l'ancien régime, dans les mêmes cercles économiques.

Que feraient les sociaux-démocrates

en cas d'alternance ? Ils s'attaqueraient

sans doute à la criminalité économique,

une démarche populaire, mais pas nécessairement efficace, car il s'agit

d'arrêter une fuite des capitaux de

grande ampieur. Il leur faudrait proposer un programme de reprise à consé-quences inflationnistes. Quant aux pri-vatisations, on leur prête l'intention d'y

mettre un terme, en tout cas s'agissant

des grandes banques - les trois princi-poles devraient prochainement passer au

privé (3). Ils envisageraient même de

la transparence : un grand nombre, on

l'a vu, sont de facto sous le contrôle de

l'Etat, via les banques. Reste à savoir si les sociaux-démocrates auraient les

mains libres. M. Vaclav Klaus, très effi-

cace chef de parti, a placé les hommes de son mouvement, le Parti démocra-tique civique (ODS), à tous les posses décisifs, y compris dans les entreprises privatisées. Cette nomenklatura « réno-

vée » résistera sans nul donte de toutes

Ni le gouvernement ni l'opposition ne

s'expriment sur le malaise social de la société tchèque. Plus diffus que dans d'autres pays en transition, celui-ci o est

pas moins reel. Ainsi, depuis 1989. le

nombre des naissances a-t-il baissé de près d'un tiers. Le taux d'accroissement

naturel de la population est négatif depuis 1994. C'est là le signe de

l'inquiétude d'une partie de la société

pauvres s'accroissent. L'augmentation,

De fait, les inégalités entre riches et

vis-à-vis de l'avenir.

paliser des entreprises au nom de

## Accroissement des inégalités

L A privatisation par coupons a été réalisée sans transparence ni restructuration. Les principaux actioonaires des entreprises privatisées sont des investisseurs institutionnels, fonds d'investissement et banques. Derrière les holdings et les sociétés-écrans, il est impossible de savoir exactement qui en est propriétaire - même les journaux ne penvent percer ce « secret ». La criminalité en col blanc reste très courante et peu contrôlée, comme l'ont montré les spectaculaires scandales bancaires de 1996. Dite asset-stripping, la vente des actifs de sociétés et le transfert des fonds à l'étranger se pratique à grande échelle. Et pourtant, jusqo'eo avril 1997, M. Vaciav Klaus ne voulait pas entendre parler de régulation. Alors que. par exemple, pour les entreprises à par-ticipation étrangère, la pratique de prix de transfert élevés dans les achats au partenaire étranger réduit les profits déclarés à zéro...

Les entreprises privatisées soot forte-ment endettées - et. pour cette raison, sous le contrôle effectif des banques, dont la majorité du capital est encore détenue par l'Etat. L'absence de restructuration et le démantèlement physique de leurs ovoirs entraînent une faible productivité de l'industrie. La dévaluation est donc peu susceptible de se traduire par une poussée des exportations. Mais elle a toutes chances d'alimenter la

hausse des prix. Rares sont toutefois les entreprises privatisées à faire faillite. La loi o'est pas appliquée. Les banques, principaux créanciers, ne déclenchent pas les dépôts de bilan. Et les procédures en cours s'enlisent souvent rapidement, car les curateurs sont très mal rémunérés. Voilà une illustration du « paternalisme honteux » pratiqué par le gouverne-ment. Par leur attitude conciliante vis-àvis des entreprises, les banques - et donc l'Etat, qui, en dernière analyse, en fait les frais - permettent la survie des entreprises endettées, et par là même le maintien de l'emploi.

Y a-t-il un programme de rechange crédible ? Si le parti gouvernemental est

les ménages à bas revenus, une hansse de 25 % de leurs dépenses. Parallèlement, la dégradation des services de santé et d'éducation se poursuivra, sous l'effet des conpes budgéraires. Pour autant, une flambée de grèves est peu vraisemblable, étant donné la faibless économique croissante des professions concernées. En juillet, à la suite d'un conflit entre les assurances sociales et les médecins, ceux-ci ont commencé, pour la première fois, à faire payer leurs patients — ils ont finalement dû rendre cet argent sur injonction de l'Ordre, après la signature d'une convention plus acceptable pour eux avec le système de sécurité sociale. Les enseignants quittent l'enseignement public pour des activités plus rémunératrices. Certes, les syndicats de cheminots ont assuré que, si la privatisation annoncée se doublait de 17 000 licenciements, ils se lancereient à nouveau dans la grève, mais l'échec de celle de l'hiver dernier a émoussé le militantisme...

an 1º juillet 1997, des prix de l'électri-

cité, du gaz, du chauffage, de la rede vance telé et des loyers représente, pour

La dégradation des conditions de vie et de travail des catégories modestes entretient les tendances xénophobes. Les premières victimes en sont les Tsi-ganes, dont l'intégration (très relative) sons l'ancien régime relevait de pro-grammes sociaux désormais disparus. Souvent exclus de la nationalité schèque (4), réduits au chômage pour 70 % d'entre eux, accusés de tous les actes de criminalité, les Gitans sont souvent la cible d'agressions inspirées par l'idéologie raciste du Parti républi-cain (SPR, extrême droite) de M. Miroslav Sladek. Rien d'étonnant, dès lors, si la diffusion, à la mi-août, par la télévision privée Nova d'une émission idyllique sur la vie de Gitans immigrés au Canada a provoqué une vétitable ruée de familles prêtes à vendre leur peu de biens pour gagner cette « terre promise ». Et des municipalités o'ont pas hésité à offrir les billets d'avion permettant de se débarrasser de ces geneurs. Pour sa part, le maire du plus grand arrondissement de Prague, M. Zdenek Klausner, envisageait de « déporter hors des villes les populations asociales (5) ».

Que la Tchéquie - avec la Pologne, la Hongrie, la Slovénie et l'Estonie - ait été choisie, à la mi-juillet, pour faire partie du premier cercle de pays est-européens admis à négocier leur adhé-sion à l'Union européenne o'a représenté, somme toute, qu'un événement mineur. Le gouvernement tchèque s'en tient, depuis longtemps, à la position selon laquelle le pays est prêt à entrer dans l'Union, mais que celle-ci o'est pas vraiment prête pour l'élargissement. Bruxelles l'a invité à améliorer la transparence de ses marchés financiers ainsi qu'à assurer plus de clarté dans la ges-tion des sociétés privées.

Surgary Surg

Sec. 12. 12. 12.10

Après la « catastrophe-miracle », d'où pourrait venir le péril pour le gouvernement? Certes, la population o'a pas le moral, et les coûts de la transition s'avèrent de plus en plus lourds. Nombreux sont, pourtant, ceux qui profitent encore du cours néolibéral. Quant aux antres, ils sont habitués, an pays du brave soldat Schweik, à encaisser les coups durs avec une ironie triste.

(1) Lite feen-Yves Potel, « Epreuve sociale pour le miracle tohèque », Le Monde diplomatique, (2) Lire Karel Bartak, « Querelles de procédure et eujeux stratégiques », Le Monde diplomatique, octobre 1996.

(3) Il s'agit de la Caisse d'épargne, de la Banque oumerciale et de la Banque de commerce trisé

(4) Un grand nombre de Triganes som d'origine slovaque. Nombre d'autres, bien que Tchèques, se voient refuser la civoyement sur la base de leur (5) Le Monde, 16 nour 1997.

## Les conférences du Collège de France en cassettes audio

Pierre BOULEZ Jacques BOUVERESSE Jean DELUMEAU Georges DUBY Umberto ECO Marc FUMAROLI Jerzy GROTOWSKI

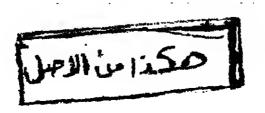
Claude HAGEGE Pierre-Gilles DE GENNES Emmanuel LE ROY-LADURIE Picne TOUBERT Jean-Pierre VERNANT Jean YOYOTTE Haraid WEINRICH Michel ZINK

Plus de 700 titres, Littérature, Poésie, Théâtre, Histoire, etc...

Le Livre Qui Parle

BP n°1 - 24550 Villefranche du Pgd Fax :33 (0)5 53 29 99 54-Minitel:3615 LOP (1.01 fla minute) e mail-lelivrequinarle wanadoo fr

Cillati-telias edaibas se managonis
Veuillez me faire pervenir votre catalogue gratuitement à l'adresse suivante
Nom:Prènom:
Adressa '
Localité:
Code Postal:
MDM



dans des actentats avengles. De jeunes vies, brutalement arrênées,

finissent ainsi dans une tombe, couverte de fleurs, sur laquelle proches et

amis viennent pleurer. La politique du gouvernement excite les

terroristes. Ces derniers sont comme des microbes ou des moustiques.

Pourquoi devrais-je me révolter contre eux? Etre faché contre un

microbe ou un moustique n'a aucun sens. Il faut plutôt s'en prendre à

celui qui aurait dû vous vacciner contre le microbe ou assécher le manais

la mentalité d'un terroriste. Toute sa pensée se concentre dans la

confrontacion. Pour lui, la paix est un mirage, voire un piège. Il n'a que

le mot « terrorisme » à la bouche. A chaque conversation, dans chaque

discours, lors de chaque conférence de presse, il l'utilise. Pour lui, le terrorisme est partout. Mais il ne comprend rien à la nature du

phénomène. Aujourd'hui, il a la certitude d'être plus fort que son

adversaire palestinien, en qui il voit un ennemi qu'il s'agit d'écraser.

D'où cerre politique - catastrophique -, comme l'a fort bien qualifiée le

ministre français des affaires étrangères, M. Hubert Védrine : car elle

risque, hélas ! de conduire dans l'avenir à la destruction de notre pays...

est un extrémiste parmi les extrémistes. C'est un homme du passé.

Lorsqu'il entend les mots « paix » et « réconciliation » avec les Arabes, il

sort son pistoler. Il accusait mon père, partisan de la paix avec les

Palestiniens, d'être un agent de l'OLP. Il ajourait parfois : du KGB... En

fair, « Bibi » est incapable de comprendre comment un homme peut

USQU'À son décès, il y a deux ans, mon père éprouvait pour

Smadar up amour sans limite. Peu avant sa disparition, très

malade, il lui confisit devant la famille ressemblée : « Smader, tu es

notre joie, notre espoir. Quel bonbeur de l'avoir parmi nons ! » S'il avait

nore jou, noure apout. Ques vousces au petite-fille, il aurait poussé un cri

de révolte à bouleverser le monde. Ses mises en garde contre certe

politique nationaliste qui nie les droits des autres peuples se sont révélées

justes. Si on l'avait écouté, Smadar seruit toujours parmi nous, les

mari, Rami, graphiste de profession, avait préparée pour les élections

législatives de 1988. On y voit la photo d'un beau bébé de trois ans, aux

yeux en amande -- notre Smadar. Le texte dit : « Smadar mérite d'avoir plus

que le Likoud ne peut donner. » Pais : « La domination des territoires arabes

acrupés est dangereuse pour la sécurité de nos enfants. » A l'époque, cette affiche

a été publiée en bonne place dans les journaux. Presque dix ans plus tard,

la photo de Smadar, déjà adolescente, réapparaît dans les journaux, cette

fois ocnée d'un cadre noir. Ma fille méricait une vie paisible, mais le

provocations, de haine, de sang et de destructions, il faut mettre un

terme à ce pouvoir dangereux et irresponsable qui joue avec noure vie,

avec le sort de nos enfants, avec l'avenir de notre pays. Si l'on n'atrête pas

(I) Lire Mannyahou Peled, « Israélieus et Palestinions côto à côte, sur un chemin piégé » et « Cette guerre qui n'aurait pas dû avoir lieu », Le Monde diplomatique, respectivement juillet 1984 et juin 1991.

BON DE COMMANDE

à retourner accompagné de votre

règlement à : Le Monde diplomatique -

Boutique - 21 bis. rue Claude-Bernard.

Je souhaite recevoir:

Numéros encore disponibles:

75242 Paris Cedex 05, FRANCE.

exemplaires de Manière de voir

DU MOUVEMENT SOCIAL

Le bouleversement du monde

Le nouveau modèle américain

Scénarios de la mondialisation

Proche-Orient, la paix introuvable

Internet, l'extase et l'effroi. Hors-série

Culture, idéologie et société. Hors-série

Prix Prance métropolitaine : 51 F (port inclus)

Hors-série, 56 F (port inclus)

Hors-série 61 F (port inclus)

DOM-TOM et étranger : 56 F (port inclus)

OFFENSIVES

Leçons d'histoire

Le sport, c'est la guerre

Géopolitique du chaos

Reportez le montant total

Code postal: \_\_\_\_\_\_

de votre commande :

cette folie, les flammes de la guerre consumeront tout.

Mon cœur saigne. Pour arrêter cet abominable cycle de

(Propos recueillis par Amnon Kapeliouk.)

26

30

32

33

Sur l'un des murs de notre pecit salon trône une affiche que mon

être guidé par des idéaux de paix, et donc de compromis.

vivants, et non auprès de lui, au cimetière...

Likoud est aux affaires...

Nous qui l'avons connu personnellement, nous savons que « Bibi »

Ce sont nos acres qui engendrent le terrorisme. D'ailleurs, « Bibi » a

où vivent les moustiques. Telle est la vérité.

ISRAËL FACE AU TERRORISME

« Bibi,

qu'as-tu fait?»

Par NOURIT PELED-ELHANAN,

professeur à l'université de Jérusalem (département éducation)

L'attentat du 4 septembre, rue Ben-Yéhouda,

à Jérusalem, a fait huit victimes. Parmi celles-ci,

Smadar Elhanan, une adolescente de quatorze ans.

Cruel paradoxe : son grand-père, le général

Mattityahou Peled, un des artisans de la victoire-éclair

d'Israël en 1967, devenu pacifiste, comptait parmi

les pionniers du dialogue israélo-palestinien. Plongée

dans le devil de sa fille, Ma Nourit Peled-Elhanan,

fidèle à l'engagement de son père, accuse :

non les Palestiniens, mais la politique du gouvernement

de M. Benyamin Nétanyahou.

dir sa décision d'adhérer su mouvement de jeunesse de La paix

maintenant. Une semaine plus tard, ce jeune homme est venu chez pous

réagir à une injustice. Ainsi s'opposait-elle à l'une des enseignantes de

son lycée, qui tensit des propos racistes contre les Ambes. Elle parlait

toujours avec calme et détermination, comme son grand-père. Elle

voulait connaître vouiment ce peuple voisin, et, depuis deux sus déjà, elle

détérioration du processus de paix étaient fréquentes. Smadar y prenait

part aussi. Le dialogue est une clé pour l'ensente et la réconciliation.

Mais pas le dialogue comme « Bibi » l'entend : son dialogue avec les

forces du mai n'est que provocation à des ripostes sanguinaires, lesquelles

servent en retour les extrémistes au pouvoir chez nous. D'ailleurs, les

A voi dire, l'actuel gouvernement israélien n'a cessé de provoques

les Palestiniens: il a violé les accords d'Oslo, ouvert le tunnel de la

Vicille Ville de Jérusalem -- dont personne n'avait besoin, mais que

« Bibi » appelait « le recher de notre existence » : résultat, une ceptaine de

morts -, lancé la construction de la colonie de Har Homa dans la partie

orientale de Jérusalem, et maintenant démarré une petite implantation

sarvage à Ras El Amoud, su milieu de la population arabe de

Jérusalem-Est. C'est la raison pour laquelle tant d'innocents sont morts

Manière de voir

LE BIMESTRIEL ÉDITÉ PAR

diplomatique

A la recherche

l'autre voie

LE MONDE

de

No soumaire

Elle retour du politique, par ignatois Ramonet. El Carand la société dit « non », par Bernard Cassen. El Pérense des services publics, par Paul-Marie Codtescu. El Refuser l'Insécurité sociels, par Caratien de Bris. El Les médies contre les gueux, par Serge Hainni. El Chovres, où... nécestiteux?, per Caratien Bernère. El Vers l'explocion des mots piégés, par Casade Julian. El Le monde du travell imment de télévision, par Gilles Balbastre si Joélé Stachel. El Reiux d'espois, par John Berger. El Des Intellectuels sonnants et trébuchants, par Philippe Videlier. El Le vent s'est levé, per Commitque Videl. El Gréve historique de l'enseignement beige, par Nisce Pitt. El La modèle s'element contresté, par Matthias Greifrath. El Les travellieurs coréens à l'esseut du « dragon », par Leurent Carroué. El natemant l'Europe sociale, per Hubert Bouchet. El Vers la fin de l'acception salariele, par Jean Copens. El la régression su cœur des négociations collectives, par Adelina Toulise. El Emploi riscible du travellieur étranger, per Alain Mories. El Firs Stréell, un modèle d'entretrise providence, par Robert Cabernes. El Les chiffres trompeurs du chômage, par Francisco Vergara. El ternel retour du « miracle américain », par Serge Halimi. El Les patrons doutent, per Serge Halimi. El Doût du travell minimum pour investisseurs étrangers, per Guillaume Robin. El Bons indices économiques pour un pays en vois de disfocation, per Richard Fartnett. El Mythes et réalités de la concurrence asistique, par Calimin Fahra. El Refocalisation Sud-Nord, per Serge Halimi. El Bengalore, Silicon Velley à l'indianne, par Michel Raffoul. El Un régime libéral à prôgne de fer, par Bertrand Chang. El Déroclisation... chinoles en Beigique, par Denis Horman. El L'enege termè de Renault, per Sophie Seutiliée. Blace mirroir de l'extrême drieures américains, par Thomas Frank et David Mulcahey, El Les fouriers de l'extrême drécembre, la part de l'utopia, par Edger Rossis. El Pour une rédestribution des emplois, par Jacques Le Goff. El Ressaurer l'euronomie

Chez votre marchand de journaux.

45 F ou par correspondance

A la maison, les discussions sur la situation politique et la

apprenait l'arabe : elle érait fière de ses excellentes notes - nous aussi.

Smader n'aimair pas la polémique, mais elle ne pouvait pas ne pas

avec des camarades de sa classe. Il a pleuré longuement.

Analar, mais ses adversaires.

Manière de voir 35



THE P SHE HARD MADE IN WHAT

PT METERS No . Hereny ----

PAR. Mar. in address The sandy the sand ALL THE THE · professor was in the same of phone to

-Marie de appropri - All Carries CHARL SHEET, SANS. -----F . MEL

4 4716 2 -FT 1841 . - 417A1. والمراجز والمعمود ind the said said بدا المهد بها A CHARLES of mile of there Brown and Comment الحأ المعطور الو year Walled and

amount (may) · 文 / "姚" Sing Sampanger. ma de la company SANA MALL A grand and the first Mary - Mary Mary Control girale Tuerden perpet appendict to er negite er

you did refrance to Service and the service of the servi  $_{\rm ph_{\rm ph}}$  , frages, with  $_{\rm ph} H^{2}$ See Town State 15 Mar There are garine policy of a Fr. Services me in many

to the end of the profit of the party

matrice with

Care 14 by Patrice and

# r les eaux

TÉMOIGNAGE

A fille, Smadar, quatorze ans, a été rnée, à la fleur de l'âge, dans

l'attentat de la rue piétonne Ben-Yéhouda à Jérusalem, le

4 septembre, à 15 heures. Elle érait sortie, avec son amie

Sivane, pour acheter un livre. Je lui avais suggéré d'éviter le

centre-ville, pour ne pas risquer un artentar. Elle m'a répondu -- et ce

furent les derniers mots que j'ai entendus d'elle : « Ne te fais pas de souci,

maman, il n'y aura run. » Un silence, et quelques secondes plus card :

« Quelle chance d'avoir des parents comme vous ! Le père de ma copine, Loulon, ne lui laisse pas du tout la liberté de se balader dans le contre. La passere. Vous, vous

the chounter. Autrement, je serais embêtée. » Smadar n'est plus, ni son amie

côcé de son visage était complètement brûlé. De l'autre côté, j'ai vu sa

bouche ouverre à l'extrême, figée comme dans un cri atroce,

insupportable, effrayant. Je garderai certe image-là en mémoire cent que

je vivrai. Smadar, le fleuron de norre famille, norre joie permanente, n'est

forme de défi, à moi, la fille de Marri Peled, le combarrant pour la paix,

qui est passé outre frontières et tabous pour contribuer à une

réconciliation historique entre les peuples palestinien et israélien (1) :
« Ou'est-ce que vous diriez ti voire fille ou voire fils était tué dans une opération terroriste palestiniame? » J'avais l'habitude de récorquer : « Je continuerais

d'affirmer que la politique désastreuse qui réduit les Palestiniens au désespoir est

la source de cette catastrophe. Un tel malheter, s'il devait tomber sur moi, me

renforcerait dans ma commission que seule la coexistence entre les deux peuples

imaginer a frappé notre foyer. Je répète donc anjourd'hui ce que j'ai dit,

et avec encore plus de détermination, alors même que mes yeux

ruissellent de latmes et que le visage murilé de Smadat, notre petite et si

belle princesse, est toujours là devant moi. Et j'ajoure : c'est la politique

du premier ministre, « Bibi » Nétanyahou, qui a amené le malheur dans

Pendant des années, nous avons gardé des liens d'amitié, même après son

départ pour les Etars-Unis avec ses parents. Lorsqu'il m'a réléphoné, au

soir du jeudi fatidique, pour me présenter ses condoléances, je lui ai dit :

« Bibi, qu'as-tu fait ? » Il a essayé de se défendre, mais en vain. Car je

considère son gouvernement comme coupable, indirectement, de la mort

de ma fille et de tous ceux qui ont perdu la vie dans des circonstances

similaires. Sa politique est une provocation permanente contre le peuple

palestinien. Elle a poussé les kamikazes à commettre ces actes terrocistes

opération-suicide pulestinienne, de ceux qui, chez nous, ont contribué

per leur comportement à ces accennats. Ils disent : « Vous voyez, ils [les

Palesciniens] ne sont qu'une bande d'assassins. On ne peut pus leur faire

confiance. La paix ever enx n'est qu'un mirage. > « Les actords d'Osle.

ajourent-ils, ne sent qu'un malbeur dont il faut se débarratier. » Voilà leur

bestialité à de ces terrocistes. S'il savait analyser les événements, su lieu

de répéter sans cesse comme un perroquet, le mot « tarreur », il

mesurerait le rôle majeur que joue sa politique dans ces drames où

périssent des adolescents comme Smadar et Sivane - dont les parents,

français, avaient immigré en Israël un an avant sa naissance... Mais il est

tellement prisonnier de ses propres slogans qu'il ne parvient pas à

comprendre sa responsabilité dans cet engrenage tragique. Pis : non

seulement l'action du gouvernement à incité les extrémistes à commettre

ces actentars visant des civils, mais il ne protège pas les citoyens contre

eux. Quiconque joue avec le feu devrait d'abord assurer la sécurité de ses

la riposte est arrivée. On ne peut pas tuer, affamer, « bouclet » dans des enclaves et abaisser tout un peuple sans qu'un jour il explose. C'est la leçon de l'histoire, Mais « Bibi » n'a pes la moindre notion d'histoire.

a tué ma fille et le soldat ismélien qui, en plein bouclage des territoires,

n'a pas laissé une Palestinienne enceinte franchir un barrage pour se

rendre à l'hôpital, si bien qu'elle a finalement perdu son enfant. Je suis

persuadée que si les Palestiniens nous avaient traités comme « nous » les

maitons, « nous » anzions semé chez eux une rerreur cent fois pure.

N'oublions pas que chaque famille palestinienne, ou presque, a sacrifié

l'un des siens - rué ou blessé - su cours du demi-siècle de conflit qui

dynamitée par les forces d'occupation? Des milliers de maisons ont été

détruites arbitrairement depuis trente ans dans les territoires occupés,

sans parler des villages effacés an lendemain de la guerre de 1967. Et que

devrait faire un agriculteur dont les oliviers sont atrachés pour faire place

à une colonie juive? Cercains de ces oliviers atrachés ont même été

emportés à Jérusalem et replantés - quelle honte! - sur le termin qui

jeune sœur dont la maison est vide et qui a faim à cause du blocus?

« Mon » gouvernement est responsable du désespoir qui l'a poussé à cet

nous, moi et mes amies, mères de soldars, nous gardions le silence devant

la mort presque quotidienne de soldars isméliens qui tombent au Liben.

. On tire sur ves fils comme sur des meimours, et vous vous taises. Comme si cela

ne vous concernait pas. Descende: dans la rue, et faites trembler le monde pour

arrêter cette merie! », gvait-t-elle dir. Quelques jours avant la mort de

Smadar, j'ai décidé, avec des amies, d'adhérer au mouvement de

protestation des mères de soldats contre cette folie nationaliste qui

- le troisième n'a que cinq ans. Comme chaque mère en Israël, je tremble depuis que l'armée les a enrôlés. J'ai toujours pensé avec effroi qu'ils pouvaient tomber -- pour rien -- au Liban sud ou dans les territoires

occupés. Mais, même dans le pire de mes canchemars, je n'avais pas imaginé que ce sort affreux, terribant et sordide serait réservé à Smadar, cette adolescente qui commençait à peine à fleurir et avait toute la vie

Peu avant sa mort, je m'en souviens, elle s'est approchée de moi et,

très humblement, m'a dit : « Maman, je suis déjà grande, mais je n'ai pas encore d'ami. Pourtant il y a un garçon qui me platt. J'ai appris qu'il nageais à la piscine de l'université. Viens avec moi là-bas, s'il ne platt. » Nous y sommes

allées, et Smadar a montré comme elle nageait bien. Puis - quel bonheur ! - elle a bavardé avec le premier choix de son cœur. Elle lui a

Deux de mes fils sont mobilisés, l'un a vingt ans et l'autre dix-buit

Qui sait ? Peut-être que le kamikaze qui a mé ma fille pensait à sa

Une semaine avant le drame, ma mère m'avait demandé pourquoi

Comment devisit résgir un Palestinien dont la maison a été

oppose nos deux peuples.

acte terrible, injustifiable.

sacrifie nos enfants pour tien.

devant elle.

porte le nom de Martin Luther King...

Pour moi, en tout cas, il n'y a pas de différence entre le recroriste qui

EPUIS trente ans, Israël a mené une politique désastreuse pour

nous comme pour nos voisins. « Nous » avons occupé de vastes

recritoires, humilié et spolié des hommes et des femmes,

décruir des maisons et des cultures. Et, par la force des choses,

compatriotes. Je me sens complètement trahie par ce gouvernement.

« Bibi » s'est attardé, lors de sa convensation avec moi, sur la

Raison de plus pour trouver révoltante la réaction, après chaque

odieux qui ont coûté la vie à des innocents, dont ma fille Smadar.

« Bibi » était, pour moi, un camarade d'école et un ami de jeunesse.

Et voilà : la plus monstrueuse parmi les monstruosités qu'on puisse

mottra fin au cycle de la violence et de la mort d'innocents. »

A plusieurs reprises, dans le passé, on m'a posé une question en

Quelques heures après l'actentat, j'ai vu ma fille à la morgue. Un

Sivane. Loulou vient souvent chez nous et pleure sans arrêt.

plus panni nous.

notre famille.



and the second of the second

A VINCE WARREN

7.55.

Martin and a first and a first

the 27 th to the contract being

water the second of the same of the

sauto a finite in the epistering

and the market of the confidence of

settane use to use in removing

transfer water that it we make

The second section of the second section of the second section of the second section of the second section sec

் அருக்கு நடிக்க கொண்டு 🧸 🕰

**後受性される かいさんさい いっぱい はい 英語英語** owners of the state of the state

appeared to the continue to the second

ஆரு உரிக்க மற்றிக்காம் அரும் மு

فقاع والمراجع والمراجع والمحسوم

The first of the same of the same of ACCC

and the contract of the

A CONTRACTOR OF THE SECOND

Take the control of the second of the second

Carry and mar 28 and the second of the second o

The training of the second

Residence

.....5

100 mg

The state of the second

on for higher a tip

term of the same

144 - A

Afternation of the

\_\_\_\_ Per | Pro St. Effe Po

Charaching of an an ger ger der der Time wer they

المشوعاتهم بمويد يم

The second of the second of the

grant to a second second second 10 Marin (1997) MARKET PERSONS of the first of the second of the All M

(1, 34) en seed of the see The second secon n unit 🕰

The second second

The second secon LAN .

The second secon 1000 · 1

made as -



\* \*A. dette aufter un THE PERSON NAMED IN

# Les luttes de clan exacerbent

(Suite de la première page.)

La libération de M. Abassi Madani semble s'être effectuée à la suite de tractations secrètes entre des proches du président Liamine Zéroual et des dirigeants du FIS, dont M. Abdelkader Hachani, tête pensante du parti islamiste.

Celui-ci estime que l'heure de la négociation et de la réintégration dans la vic politique a sonné. En effet, le rapport de forces ne cesse de s'infléchir à son détriment : les dissensions internes le minent, ses principaux cadres restent en prison ou sont en exil, des milliers de ses partisans ont été tués, sa place dans la société est de plus en plus occupée par le parti islamiste modéré Mouvement de la société pour la paix (MSP), ex-Hamas, de M. Mahfoud Nahnah, allié du pouvoir et doot plusieurs membres siègent an gonvernement; enfin, sa branche militaire - l'Armée islamique du salut (AIS), active surtout à l'est et à l'ouest do pays, et qui ne s'attaque pas à des civils – accumule les revers et est menacée de désintégration. Cette situation e conduit, ces derniers mois, le FIS à dénoncer toutes les violences perpétrées contre la population civile, aussi bien celles du pouvoir que, surtout, celles des commandos qui se réclament des Groupes islamiques armés (GIA).

Dans les négociations avec le pouvoir, le FIS aurait réclamé l'élargissement de ses trois chefs historiques ; MM. Abassi Madani, Abdelkader Hachani et Ali Belhadi. Les autorités o'ont pas libéré ce dernier, dant le lieu de détention reste secret et dont on demeure sans oouvelles depuis plus d'un an. Considéré comme le « Savonarole d'Alger » en raison de son intransigeance, M. Ali Belhadj est le seul chef du FIS que les islamistes les plus radicaux et les plus extremistes, même au sein de la constellation des GIA, respectent encore ; le seul qui n'ait jamais été dénoncé ou accusé de trahison par eux ; le seul, par conséquent, qui serait eo mesure de les coovaincre d'abandonner, à leur tour, la voie des armes et de la terreur. A-t-il refusé de participer à ces oégociations ? A-t-il été délibérément écarté par les autorités qui se méfient de sa popularité toujours intacte? Est-il toujours en vie?

Quoi qu'il en soit, dans l'espoir de réintégrer progressivement la vie poli-tique, le FIS aurait accepté la plupart des

conditions imposées par le pouvoir et, en tout premier lieu, de changer de nom. M. Abassi Madani, avant d'être replacé en résidence survoillée le le septembre 1997, s'était engagé, en particulier, à faire une déclaration solennelle radiotélévisée pour rendre public le recentrage de son mouvement. Dans cette allocution, il devait réitérer son opposition à toute forme de violence politique et annoncer la dissolution de l'AIS et la fin de la lutte armée.

Cet accord avec le FIS o bouleversé. pour un temps, la stratégie des deux camps qui s'affrontent depuis janvier 1991. Ao sein du poovoir - l'un des plus opaques du monde -, les divers clans qui coexistent out trouvé matière à raviver leurs affrontements (1). Ces négociations avec le FIS auraient été conduites par le général Mohamed Betchine, ministre-conseiller (et ami personnel) du président Liamine Zéroual et ancico chef de la Sécurité militaire. Celui-ci aurait reocootté, co mai dernier. l'« émir » Madani Merzak, chef de l'AIS, un homme qui a annoncé un ces-sez-le-feu unilatéral de ses troupes le le octobre. Cette position e reçu le sou-tien du général Tayeb Derradji, proche lui aussi du président Zéroual, et récemment nomme à la tête de la gendarmerie.

un corps très important qui sapporte une grande partie du poids de la lutte contre la guérilla islamiste.

Le général Betchine est accusé d'être « l'homme des Américains » par le clan des « éradicateurs », dont le chef de file est le général Mohamed Lamani, chef d'état-major de l'armée et numéro deux du régime. Celui-ci reste partisan de l'instantation d'un Etat autoritaire.

Uo troisième clan s'est constitué au-tour du général Tewfik Médiène, chef des services secrets, et du général Smalo Lamari, numéro deux de la sécurité militaire et chef des redoutés « commandos de la mort » qui traqueot les terroristes islamistes sur le terrain. Ce clan accepte que les combattants islamistes de l'AIS soient intégrés au sein de l'armée, et s'est dernièrement rapproché de celui de la présidence, faisant pencher la balance du côté des partisans du dialogue avec le

Alors que, au sein du pouvoir, le rap-port des forces demeure incertain, Alger bruit de rumeurs de coap d'Etat. Les tensions entre les clans en présence sont si vives que le général Khaled Nezzar. l'instigateur du coup d'Etat contre le président Chadli Benjedid et « autorité morale » du noyau dirigeant de l'armée, a dil rentrer précipitamment à Alger en

septembre depuis Washington où il se soignait d'une tumeur an cerveau. Cet épisode a rappelé que, malgré son élection en novembre 1995, le président algérien doit d'abord son ponvoir à ses pairs au sein de l'armée. L'édifice politique savamment construit, la nouvelle Constitution, les élections du 5 juin 1997, ne sont que des façades derrière lesquelles se dissimule - si peu - la réalité du pouvoir, la hiérarchie militaire.

Dans le camp islamiste, l'accord du FIS avec le pouvoir honni semble evoir radicalisé la position de certains groupes autonomes appartenant à la galaxie des GIA. Rendus fucieux par ce qu'ils qualifient de trahison, ces demiers se vengeraient en massacrant les villageois comus pour leur sympathie à l'égard du FIS et considérés, jusqu'à une date réceute, comme des alliés passifs. D'autres groupes, coovaincus désormais de la défaite finale de la cause islamiste, auraient constitué une sorte de « mouvance satanique », remiant Dieu, et se livrant aux actes les plus contraires à l'enseignement de l'islam.

Ce déferiement de violence barbare a fait le jeu de ceux qui, au sein du pouvoir et de l'armée, souhaitent voir tous les islamistes rejetés par une population terrorisée. Cela pourrait expliquer, en partie, l'étrange passivité (voire la complicité) des forces de l'ordre. Mais en partie sculement, car tous les experts savent qu'il est fort difficile de monter une intervention de nuit sans un repérage préalable des lieux, et sans disposer d'un minimum d'informations sur l'adversaire - dispositif et nombre de combattants - pour ne pas courir au

Beaucoup d'observateurs considèrent cette flambée meurtrière comme une sorte d'infernal bouquet final d'une guerre que le pouvoir aurait largement remportée. On peut aussi l'interpréter désormais comme un des éléments de la guerre de clans qui divise les maîtres du pays. Quoi qu'il en soit, à la veille de la libération de M. Abassi Madani, on constatuit une diminution très sensible de la violence dans l'ensemble du pays à l'exception de la région d'Alger -. signe de la victoire remportée sur le terrain par les militaires.

On se souvient qu'en accédant à la demande de ceux qui réclamaient la création de milices, à l'automne 1994, le général Liamine Zéroual était passé outre l'opposition d'une partie des chefs de l'armée. Il ne faisait cependant qu'autoriser une pratique qui se répan-dait dans tout le pays. Cette légalisation permettait de remédier en partie à 'insuffisance des effectifs militaires et des forces de sécurité pour protéger l'ensemble de la population des commandos islamiques. Ces demiers prensient dans les villages des vivres et des armes, et commettaient parfois des

Pendant l'année 1995, les unités de l'armée avaient lancé de grandes opérations de ratissage pour détruire les groupes d'opposition les plus importants. Si les unités régulières étaient contraintes de se retirer pour être engagées ailleurs, les milices occupaient le terrain, et pouvaient intervenir efficacement contre un esmerni à leur taille. Gardes communales et groupes d'autodéfense - antres milices seulement tolérées par les autorités - détruissient les combattants islamiques rescapés, isolés on en pesits grompes, qui tentaient de se rassembler. Cette tactique s'est révélée esticace pour rédoire sensiblement la

(1) Qf. Le Monde, 5 septembre 1997.



## Jours ordinaires maba

Au fil des massacres, on pourrait croire que l'Algérie entière est plongée dans un bain de sang. Il n'en est rien. Certaines villes et régions du pays échappent jusqu'ici au pire. A preuve Annaba, où pourtant le président Mohamed Boudiaf a été assassiné en 1992.

notre envoyée spéciale NADJIA BOUZEGHRANE \* quelques encablures de le côte tunisienne, Annaba a la réputation d'être une ville accueillante ouverte et tolerante. Annaba ~ ou encore Hippone, Bouna et Bone - a connu la présence des Numides et l'occupation des Phéniciens, des Carthaginois, des Romains (saint Augustin en fut l'évêque de 395 e 4301, des Vandeles, des Fatimides, des Zirides, des Hemadites, dont témoignem quelques vestiges tant bien que mel conserves.

Fuyant la violence terroriste, le peur des bombes et des assassinats, de nombreuses familles d'Alger et da la région de le Mitidia (dans l'Algérois) y ont trouvé refuge. Lorsqu'on errive de l'Algérois, Annaba semble un havre de paix : les demiers ettentats remontent à 1994. Ici, les gens pareissem moins engoisses, moins stressés : leurs problèmes ne som pourtant pas negligeables : cherté de la vie, chômage, crise du logement, vide culturel... . Le terrorisme en moins, ejoutent volontiers les Annabis. La violence nous concerne et nous affecte, bien sur, meis elle ne nous touche pas directement. »

A l'ombre d'un ficus centenaire, se trouve le Table bônoise, fréquentée par des ex-sportifs, enciens champions d'Afrique du Nord et de Frence, qui ont connu leur heure de gloire. Autour de le table, cinq hommes d'age mur sirotent leur premier café matinal. Ils commentent, à l'instar de toute la ville, la défaita récemment infligée par l'équipe de football de Sétif à celle d'Annaba, privée sinsi de remontée en première division.

Kamel est l'un des gérents de l'établissement situé sur le cours de le Révolution, ex-cours Bertagna (du nom d'un maire françaie de la ville, prooriétaire foncier de le région). l'avenue le plus célèbre. Agé d'une quarantaine d'années, chaleureux, il présente en détail sa ville, telle qu'il l'aime à travers son histoira. La ville antique, fondée par les Phéniciens sur la Beijina, une rivière naquère navigable et aujourd'hui détournée, avec la basilique Seint-Augustin, à 2 kilomètres du cours de le Révolution, le forum et le musée romaine. La ville arabe fondée par les Sanhedias au XI siècle et dont le

. . . . --

\* Journaliste.

cœur est le place d'Armes, derrière le cours de la Révolution. Mais aussi la ville française, avec ce cours Bertagna dont les allées étaient la promenade favorite des familles européennes, le samedi - il y avait l'ellée des jeunes, celle des moins jeunes et. enfin, celle des vieux.

Quand ils se retrouvent eutour de leur table, les anciens (qui, par habitude, nommem toujours leur ville Bône) aiment parier de soort et reconter des blaques. . Nous, les Bônois, on nous appelait les Marseillais da l'Afrique du Nord. Car nous parions en faisant des gestes et avec humour », explique M. Hadj Kati, six fois chempion d'athlètisme d'Afrique du Nord entre 1950 et 1961. Cette sonée-là, M. Hadi Kati, condamné è mort par l'Organisation armée secrète (GAS) après avoir été délà blessé à la jembe, e arrêté le sport. Il n'en préside pas moins le

section basket de Hamra Anneba. Autre convive de la table bonoise, M. Said Brahimi trouve que « la ville a changé en bien. Elle a acquis une certaine aisance. Du temps de la colonisation, les Algériens s'entassaient le plus souvent, avec toute leur famille, dans une seule pièce. L'écrasante majorité d'entre nous vivait dans des pourbis : on regardait les Européens vivre mieux. Et, à huit ans, on allait travailler à la Tobacop ». Cet encien footballeur ejoute que « seul le Front de libération nationale (FLN) a permis la création d'universités. Je suis un membre du FLN qui n'a jamais bénéficié de rien ». M. Brahimi aime rappeler qu'avec Mostefa Zitouni, Abdelaziz Bentifour, Rachid Mekhloufi d'autres, il fut l'un des fondateurs de l'équipe de football du FLN - il se souviern encore de son premier match, en Tunisie le 13 avril 1958, lors du tournoi maghrébin de solidarité avec Diamila Bouhired.

alors emprisonnée (1). Pour M. Abdelaziz Sedradi, ancien président du club des supporteurs d'Hamre Annaba, « les gens d'ici vivent comme dans le reste du pays, avec les mêmes problèmes : chômage, crise de logement, absence d'activités culturelles et sportives... La solution est entre les mains des décideurs, les moyens de règler les problèmes existent. » Il ejoute Annaba, ce n'est pas seulement le cours de la Révolution ou la Corniche. C'est la place d'Armes, le Laurier rose, l'usine à gaz, Sidi Salem, Bou Hemra Iquartiers populaires de la ville). On aureit pu y faire bien des choses. Au lieu de ça, les clubs sportifs sont fermés, faute de moyens. Il n'y a pas eu d'investissement destinés à l'élévation du niveau culturel par le biais de maisons de jeunes, d'associations. » « Une ville qui e été championne d'Afrique du Nord de water polo et qui n'a même pas de piscine, c'est inconcevable ! », lache un autre. Bref, ces anciens sportifs se plaignent d'être mis à l'écert, frustrés qu'on ne tire pas profit de laur expérience et de leur

disponibilité. « C'est comme si on dérangeait.» Aux élections législatives du 5 juin 1997, Ennahda, un des deux partis islemistes en lice, e remporté, à la surprise générale, trois des sept sièges de la wilaya (département), devançant le Rassemblement national démocratique (RND, proche du président L'amine Zeroual, deux sièges), le FLN et la Mouvement de la société pour la paix (MSP, ex-Hamas, islamique), lesquels ont obtanu chacun un siège. Encore surpris per ce résultat, nombre d'Annabis expliquent le succès d'Ennahde par le mécontentement de la population.

M. Abderrahmane Boutamine nuance. Cet avocat de renom insiste sur les « arnaques, l'affairisme, les relations matieuses ». « A Alger, poursuit-il, les gens sont habitués depuis longtemps à voir les riche s'étaler. kci, c'était plus discret. Alors, des jeunes conduisant des voitures coûtant 2,5 millions de dinars (2), c'est une agression pour ceux qui vivent le châmage et l'attente d'un logement décent. » « La spéculation et la corruption, qui sa sont général dans les années 80 et se sont amplifiées à partir de 1990, ont aggravé, précise notre interlocuteur, le sentiment de hogra - d'injustice - que ressentaient deix les plus démunes. D'où la victoire électorala d'Ennahda, il est vrai préparée par le travail de proximité accompli par les militants de ce parti. »

Pour M. Boubakeur Achaichia, ancien magistrat. « Annaba n'est pas une ville où l'intégrisme e droit de cité. La victoire d'Ennehda représente un vote sanction. Les responsables ne se sont pes occupés des problèmes réels. Les gens n'ignorent pas qu'il y e de nouveaux riches, les trabendistes - ceux qu pratiquent le contrebande - alors que des pères de familles n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Les quartiers résidentiels ne sont pas habités par des gens d'ici. L'accumulation de fortunes e commencé au temps du monopole du parti unique. Les maga-sins sont pleins de produits, mais la plupert des gens n'ant pas l'argent pour les acheter. »

#### Suppressions d'emplois dans la sidérurgie

DANS l'histoire contemporaine d'Annaba, et donc dans ses problèmes actuels, la gigan-tesque complexe sidérurgique d'El Hadjar, sumommée « l'Emur » et situé en périphèrie, occupe une place centrale. Le sociologue Ali El Kenz, qui lui e consecré une riche étude (3), le souligne : « El Hadjar a contribué à la naissance et à l'expansion d'une couche de commerçants et d'entrepreneurs privés qui allait devenir rapidement le noyau d'une classe capitaliste locale. El Hadjar a été un puissant instrument de l'accumulation privée du capital, par le bisis des chantiers de construction tout d'abord, celui de l'exploitation de l'usine ensuite. Les fortunes s'accumulaient rapidement, il suffisait d'avoir un capital de départ et des relations. D'où des stratégies d'alliances compliquées où se combineient l'ergent, le pouvoir local, la fonction à l'usine. Ces relations " triangulaires " étaient absolument nécasseires ; sans elles, aucune affaire ne pouvait se faire. D'où aussi la corruption, le népotisme, le trafic

Spécialisé dans les affaires administratives, l'avocat Abderrahmane Boutamine dispose, de par ses fonctions d'un bon observatoire « J'ei ou mesurer combien le fonctionnement des institutions e été dévoyé. Les gens croyaient en le justice, surtout après octobre 1988, et maintenant ils sont décus. V y a trop d'intouchables, surtout dans les institutions d'Etat. Or les gens croient encore - ou voudraient encore croire - .an l'Etat. Les règles de droit ne devraient pas créer des dysfonctionnements, meis les éliminer. La loi est faite pour l'intérêt général, pas pour celui des particuliers. » Et revoile la hogra...

En toile de fond ressurgit le spectre du chômage, un sujet d'inquiétude relativement récent ici. Grâce è son important tissu industriel - et particulièrement à son complexe sidérurgique -, Annaba avait, dans les années 70 et au début des années 80, un des taux d'activité de la population les plus élevés. Les compressions de personnel auxquelles sont contraintes de nombreuses entreprises, y compris El Hadjar, toucheront de plein fouet l'agglomération.

« En 1980, rappelle le sociologue Ali El Kenz, le complexe et les autres entreprises de la Société nationale de sidérurgie (SNS) de réalisation représentalent 20 000 emplois du secteur secondaire de la wilaya (département). Et, si l'on considère evec les responsables de le planification de l'entreprise que " chaque emploi sidérurgique induit la création de deux emplois indirects et que chaque emploi fait vivre en mayanne 5 habitants", le poids du complexe dans l'économie générale de la région est écrasant. » Or, face eux difficultés qu'elle rencontre, l'entreprise Sider, issue de la restructuration d'El Hadjar, doit actuellement supprimer 30 % de ses effectifs -soit 7 650 emplois - par le biais de licenciements et de départs "volontaires".

Face à ce drame, la villa dispose d'un atout de talle: sa situation sur la côte. Elle bénéficie de la proximité avec l'Europe, mais aussi d'une frontière terrestre avec la Tunisie, d'un port, d'un aéroport et d'une infrastructure routière dense. De fait, le libéralisation de l'économie aidant, Annaba s'est ouverte, et continue de s'ouvrir, aux capitaux privés, y compris étrangers. Signe de reprise économique, la cité e connu ces demiers temps un intense chassécroisé de prospecteurs et d'investisseurs étrangers

(1) Militante du FLN, condemnée à most en juillet 1957 pour avoir pris part à des attenues à la bombe à Alger. La peine capitale sera finalement commuée, en mars 1958, en traveux forcés à per-

(2) I dinar algérien = environ 0,1 P. (3) Le complexe pidérargique d'El Hadjar: une ex dustrielle en Algérie, Editions du CNRS, Paris, 1987.

A Comment production of

fler majur affande

manufacture and a 3 12 : min . . . CONTRACTOR OF territorio de la compansión de la compan MOREOUS AND INC. INC. # J 45 mail 4 78 m 16 a falle of the

#1 11 hours

2 72 ......

edate . . . is . SERVICE PROPERTY

Door for it is not a specific marina la ajar 💢 😽 🦦 Paragram in the sales of the Mind of the Control o Rampingson on an Delicition THE PARTY OF THE PARTY. AND ACTION ASSESSMENT OF THE PERSON OF THE P Carager of the to The transfer of the transfer of the Same winds a print

Biochemica in elementary weeks The value of the second Charles of the contract of the year. Company to a series of Man to the state of the Committee of the boar of Street with the service Trop | 250 | 1 500 | 2016 段號 等性的 W ALL AN AME The second second

Spirite Military

200

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

STATE OF THE PARTY Same with the state of the state STATE OF THE PARTY A STATE OF THE PROPERTY. A STATE OF THE PARTY OF THE PAR Me and other and other bearings 1000年 A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

----Editoria de Referencias the standard was from the same of the same The state of the state of

The same of the sa -The same same ribe and some \* E3 1-175 The last The same - 44 's the statement T. Total Control THE NAME OF The state of the s Tari ranta y + + 

---

garage and the state of the sta president to the strategy of the terminal de la casa de la constitue appe The second the state of the s With Art . The second New Contract of the Art Warner Martine to the state of the Design

THE SHOULD BE THE THE SE era en la companya en entre la estada en

Company of the control of the state of Mariana Maria de la Argenta. Antonio de la Compania de Maria A STATE OF THE STA Marie Committee Committee

ars ordinaire

water to the control of security Aggregate land of the last of and the second 

The second secon

 $\omega \approx \gamma + 2\pi \pi \omega - 2^{m}$ 

Market State of the Control of the C

part 2 minutes

A 1444 T 1

grand School

They will represent the first of the first state of the The Market of the Property of Migrandor 4 M portrained to the second secon entropy of the second s The first of the second 1 Sec. 19 10 10 10 10 General Control of the Control of th graph of the control Same of the second

The second secon Tay search of the Country of the Cou The second secon

t'at

entered of the second control of the second ingen and the same of the same Remarks To the party to press the land

seems were the transfer and the factor gamenga ( ) same and same same same where the state of which is the stage the water that is a president to the The state of the s The second of the second 200 10 200 vienne a stantage di 😅

employées sur le terrain, plutôt sous les province of the commence A CONTRACT OF THE PART OF THE - -President and the man and the second second of the at the et de la compte del compte de la compte de la compte de la compte de la compte de l ponyant varier entre 150 000 et 180 000 hommes. Lors des consulta-- wer auser in ihr nie mit good to the contract contract

tions electorales, ces effectifs sont augmentés temporairement - par l'allongement momentané de la durée du service aussi dar la modilis d'une partie des réservistes - afin d'améliorer la sécurité. Les opérations sur le terrain semblent toujours mobiliser de 40 000 à 60 000 hommes. Le reste des forces est chargé d'assurer la sécurité des infrastructures militaires, des exploitations pétrolières, et de surveiller les frontières. Il est aussi nécessaire d'entretenir les véhicules et les

violence armée dans l'ensemble du

pays, et permettre l'organisation de l'élection présidentielle de novembre

1995 dans des conditions de sécurité

La montée en puissance des gardes

communales et des groupes de légitime défense (appellation actuelle des

groupes d'autodéfense) e permis depuis

cette date de poursuivre l'élimination

des « terroristes » sur l'ensemble du ter-

ritoire, à l'exception de la région

d'Alger. Les différentes milices conti-

nuent d'autant mieux à empêcher les

islamistes armés de se regrouper

qu'elles connaissent bien le terrain et la

population. Les unités de l'armée sont

maintenant surtont utilisées pour affron-

ter un ennemi important, ou lancer de

vastes opérations. Les autorités ont pu

obtenir des résultats, qu'elles présentent comme appréciables, en adaptant leurs

moyens et plus particulièrement les

effectifs des forces de sécurité. A la fin

de juillet dernier, les autorités ont ainsi

pu annoncer que Mustapha Akkal, chef

du GIA de l'Ouest algérien, avait été

Les effectifs des gardes communales sont passés de 15 000 au début de

l'année 1995 à environ 100 000 hommes

actuellement. Si ces mílices semblent

toujours instruites et équipées par

l'armée, elles sont en revanche

'ARMÉE nationale popolaire

(ANP) a maintenant des effectifs

abattu avec trois de ses lieutenants.

acceptables.

minimum de repos aux soldats après une période de combat.

Des maquis affaiblis

ordres de la gendarmerie. Un décret d'août 1996 détermine leurs attributions.

L'augmentation des recettes tirées des

hydrocarbures a permis à l'Etat de sub-

Il rémunère substantiellement le person-

nel, livre des véhicules tout terrain ache-

tés à l'étranger, fournit des armes

légères et des pièces de rechange. Une

usine de munitions, dans la région

d'Alger, permet d'approvisionner abon-

damment en cartouches les forces de

sécurité, et de façon plus limitée, les

Par ailleurs, les groupes d'autodé-fense ont augmenté de la même manière

pour atteiodre également

100 000 hommes. Ils sont constitués de

« patriotes ». S'ils étaient au départ sen-

lement tolérés par le régime, ils ont été

regroupés pour la plupart, à la fin de l'année 1996, sous l'appellation de

Groupes de légitime défense (GLD). Uo

décret pris au début de 1997 précise que

l'autorisation de créer des GLD est déli-

vrée par le préfet, sur demande des habi-

tants et après avis des services de sécurité. Ces groupes disposent d'une

direction générale, au ministère de

l'intérieur, depuis le mois d'avril 1997.

Ils participent à la lutte contre les

commandos islamistes armés, auprès

des gardes communales. Ils sont le plus

souvent équipés uniquement de leurs

armes de chasse et d'armes d'auto-

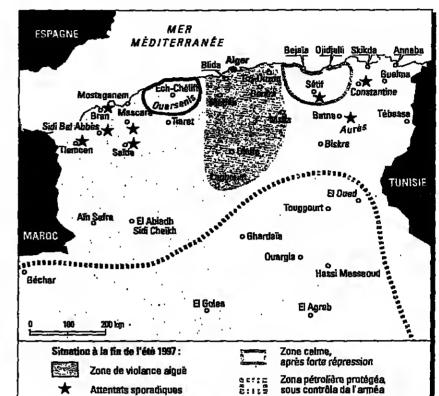
renir au coût de ces forces supplétives.

Les unités de l'armée engagées sur le terrain sont réparties dans les régions militaires, elles-mêmes subdivisées en secteurs et sous-secteurs. Elles assurent surtout la sécurité des principaux axes de circulation, et interviennent en faveur des différentes milices. Des unités sont placées en réserve à l'échelon de la région. Elles soot destinées à prêter main forte aux forces de sécurité engagées contre des groupes armés islamiques nombreux et mobiles. Il est eussi possible de faire intervenir d'autres unités, aux ordres de l'étatmajor à Alger, lorsque les effectifs de l'adversaire sont importants. Des opérations de grande ampleur sont enfin organisées afin de détruire les principales concentrations de « terroristes ». Les forces de police, environ 60 000 hommes, ont la responsabilité de la sécurité dans les zones urbaines. Elles bénéficient du renfort des unités de choc spéciales, les ninjas, pour les interventions les plus difficiles.

Depuis le début de l'année dernière les commandos des GIA ont subi des pertes sévères, et ils tentent de survivre dans des conditions de plus eo plus difficiles. Les ralliements des jeunes chômeurs des banlieues sont plus rares, et certains combattants, eo nombre certes limité, déposent les armes pour bénéficier de la loi sur la rahma (clémence) en vigueur depuis 1995. Les anciens moudjahidines de la guerre d'Afghanistan, engagés très tôt dans le combat, ont vraisemblablement presque tous été tués. Les maquis semblent cependant bénéficier de quelques renforts étrangers, mais très limités.

A l'occasion d'accrochages dans la partie ouest du pays pendant l'année 1996, certaines informations faisaient valoir que des prisonniers faits par les forces de sécurité oc parlaient pas l'arabe dialectal d'Algérie. Des musulmans, combattants venus de l'ex-Yougoslavie, auraient rejoint des maquis algériens. Aucun renseignement suffisamment fiable ne permet de vérifier la véracité de ces assertions. Des combattants et de l'armement parviennent peut-être à entrer dans le pays malgré le bouclage des frontières terrestres par l'armée (2) et la surveillance des côtes

par la marine nationale. Les groupes armés islamiques disposent d'un armement très limité et sonveot sommaire. Ils ont obtenu auprès des villageois, bon gré mal gré, fusils et couteaux de chasse dès le début des hostilités. Les autorités eyant établi ioo sur compris de chasse, l'approvisionnement des maquis est donc difficile. Ils ne penvent qu'exceptionnellement récupérer des armes de guerre, car ils oc sont plus en mesure d'attaquer des casernes ni de tendre des embuscades aux forces de sécurité comme par le passé. Ils parviennent tout aussi difficilement à obtenir des composants pour fabriquer des bombes, car ces maté-



LE MONDE DIPLOMATIQUE - OCTOBRE 1997 - 13

L'AIRE DES MASSACRES

riaux font l'objet d'une grande surveillance. Ils s'efforcent, à partir de divers produits, de réaliser des explosifs de fortune. Aussi le nombre d'attentats à la

nuer. Les groupes armés ont dû s'adapter pour pouvoir se déplacer à travers le pays et porter des coups. Il leur fant être d'une taille suffisante pour affronter les troupes supplétives lorsqu'ils veulent pénétrer dans les villages pour pouvoir, notamment, s'approvisionner en vivres. Mais, en même temps, ils ne doiveot pas arriver en masse, afin d'éviter d'être

voiture piégée a-t-il tendance à dimi-

repérés et anéantis par l'armée. L'Armée islamique do salut (AIS), qui agissait surtout dans l'est et l'ouest du pays, n'evait plus une grande capacité d'action. Elle n'était guère en mesure de s'attaquer aux représentants de l'Etat et aux édifices publics qui ont toujours été ses cibles. La libération de deux des chefs historiques du FIS -MM. Abdelkader Hachani et Abassi Madani - avait pour objectif, nous l'avons vu, de oégocier la fin des combats avec ces maquis.

Grisée par ses succès, l'armée a donc finalement pensé que les victoires remportées sur le terrain la dispensaient d'un compromis avec les islamistes et que les risques de sécurité représentés par l'Année islamique du salut et les Groupes islamiques armés étaient désormais minimes.

CÉCILE MARIA

Pourrant ce calcul pourrait se révéler faux. Malgré les communiqués triomphants, l'armée n'a pu totalemeot réduire le terrorisme et oo peut se demander si elle y réussira. En outre, l'échec des négociations retarde encore plus le retour à l'ordre dans l'ensemble du pays, heurte les aspirations à la paix d'une majorité d'Algériens et accroît leur désespérance. Enfin, la guerre de clans au sein du régime, sans mettre en cause la solidarité fondamentale qui lie la caste des officiers, risque d'ébranler

## **BRUNO CALLIES de SALIES.**

(2) Le Maroc et la Tunisie ont aussi déployé sur leurs frontières un dispositif militaire. La surveil-lance est moins importante dans les immenses régions du Sahara. Il est possible de les traverser pour des convois d'hommes et de matériels, mais une telle expédition réclame d'importantes capaci-tés logistiques. Il est aussi nècessaire de contour-ner les quelques postes de surveillance de l'armée sur les rares axes routiers traversant le désert.

## à Annaba

armements. Il faut enfin accorder un

parmi lesquels des Italians, des Canadians, des Espagnols, des Français - une délégation da la chambre de commerce et d'industria da Merseilla a été, an juin 1997, l'invitée de son homologua

Après una période de repli « pour cause de situation sécuritaire », la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) juga désormais que la risque, an Algérie, est minime. Si bien qua les Français y reviennent, et tentent de regagner les parts de marché perdues au profit d'autres partenaires. Ainsi Annaba a-t-elle accuailli, en juin 1997, le Salon des technologies et du savoirfaire canadien, avec la participation d'una quarentaîne de sociétés d'outre-Atlantique travaillant dans le domaine de l'agro-alimentaire, de la pêche, de l'électroniqua, de la santé, du bâtiment, da l'emballage et du papier-carton, et de plus de 350 chefs d'entreprises algériennes, publiques et privées. Les Espagnois ne sont pas an reste : également an juin derniar, la acciété Fartibaria, apécieliséa dans l'ammoniac, a signé avec l'entreprise Asmidal des contrats prévoyant la réfection d'une unité de production à Annaba et la réalisation d'una autre à

Skikda, à 50 kilomètres. Un secteur privé investissant dans le développemant local commance a emargar, temoigna M. Mourad Hamami - dont le familla, dit-il fièrement, « a été une des rares à avoir pu résister à la ession de ses terres pandant l'occupation française ». Ce propriétaire fonciar vient da monter en partenariat avec une antreprise ellemandeune verrene à Sidi Salem, une des troia zones d'activité commerciala (ZAC). L'usine compta 120 employés, dont deux ingénieurs et quatre techniciens supérieurs. M. Hamami a, par a/llaurs, ouvert à El Hadjar un complexe hôtelier qu'il appelle El Mounges - du nom da la ferme famillale, dans le région d'Annaba: il héberga les étrangers de pas-

sage et les cadres an mission. Equivalant d'un quatre-étoilea, El Moungaa emploie 30 personnes et offre toute una gamme d'installations correspondant eu profil de sa cliantèla: fax, lignes téléphoniques, salla de conférences, restaurant, libre service, cafétéria, discothèque. Le prix des chambres ou des suites oscille entre 2 500 et 1 800 dinars. Une navette est mise gracieusemant à la disposition des clients pour leurs déplacements entre l'hôte/ et le centre-ville, l'aéroport ou las plages. Avisé, le propriétaire ajoute qu'une clientèle familiele y trouvera aussi toutes les commodités utiles è son séjour. Cette réalisation, dont le mise en ceuvre a duré neuf ans, a coûté 15 milliards de dinars. Un « plan bleu » e d'aillaurs été lancé, en 1995, pour promouvoir le tourisme balnéaire. Ainsi, cet été, des dizaines de milliars d'estivants y ont séjourné, an provenance des régions voisines, du reste du pays et de l'émigration. Car la wilsya d'Annaba - 600 000 habitants, dont 87 % dens la

grande agglomération - ne compte que 155 hôtels classés disposant de 9 355 chambres, et 15 autres hôtels non classés: c'est peu, beeucoup trop peu pour accueillir des estivants en nombre croissant. aurtout depuis 1992, avec la déchaînement da la violence dans una partia da l'Algéria. Nombre da familles habitant la bord de mer - qui commance au centre-ville - an tirent profit an prenant des loca-

taires à domicile pour l'été. Dèe la tombée da la nuit, des familles déballent leur pique-nique et dinant eur la plage, dans una embiance détendue. Les amouraux an quête d'un coin discret se donnent piutôt rendaz-voue à Ras El Hamra (cap de Gerda), la pointe de la Corniche. La côte est parsemée de complexes touris-tiques: Chems El Hamre (Soleil rouge), un hôtel avec reataurant, cabaret at discothèqua; Rym El Djamil (le Balle Gazella), que les jaunes mariés choisissent souvent pour leur nuit de noces ; El Moua, surplombant la plaine Ouest, avec ses suites nuptiales et ses salles de fêtes. Sans oubliar la restaurant La Potinière, la club fermé du cours de la Révolution, dont la clientèle est triée sur la volet. A una cinquantaine de kilomètres du centre, sur la route da Skikda, a'étend la baie Chetaïbi (ex-Herbilion), la « plus belle du monde ».

Ces attraits contribuent au succès, en juillet, des troisièmes Joumées cinématographiques méditerranéennes (les dauxièmes remontaiant à 1988). Quelqua 300 invitations avaient été anvoyées à des ertistes, cinéastes, producteurs du monde entier.

Tourisma et sidérurgia na résument cependant pas l'activité de la région d'Annaba. L'agriculture domina dans l'arrière-pays, intégré depuis 1984 à une autre wilaya : cella da Tarf. Longtemps délaissée, elle connaît un certain regain. « Des paysans, particulièrement des jeunes sortis des écoles agncoles, commencent à s'y intéresser. L'Etat a compris qu'il faut les aider, il existe une volonté politiqua pour en feire des véritables producteurs », affirme M. Brahim Mérad, wali (préfet) d'Annaba. Ce représentant de l'Etat, nomme ulteneurement dans un autre département, reconnaît les « conséquences fâcheuses qu'ont eues, pour la région, en matière d'environnement, le construction du complexe sidérurgiqua et de l'entreprise Asmidal. Le gigantisme d'El Hadjar a entraîné un urbanisma anarchiqua, avec à la fois l'émergence de bidonvilles et un fort exode rural. On a autorisé des entreprises et des spéculateurs à construire n'importe où, n'importe comment. Toute la plaine Ouest e été consommée, le béton a colonisé les terres agricoles. L'Etat n'a pas



suivi : il n'a pas viabilisé l'habitat, ni construit les routes nécessaires. D'où des situations difficiles à gérer. »

Ces propos du wali sont étayes par l'étude, dejà citée, d'Ali El Kenz sur le complexa d'El Hadjar. Le sociologua y considérait qu'« en même temps qu'il prenait forme, cet ensemble industriel bouleversait tout la région, attirant à lui des milliers de travailleurs qui désertaient leur campagne et le travail agri-cole. Il en faisait des prolétaires déracines, rejetés par le système urbain dans l'enfer des bidonvilles, profondément traumatisés par leurs nouvelles conditions sociales d'existance».

D'où l'objectif numéro un da l'Etat : supprimer les bidonvillas. Mais plua da 30 000 peraonnes y habitant. Pour résorber cet hebitat précaire, la gouvernement a donc décidé, en 1994, un programma da 6 200 logaments, plua les réseaux d'assainissement et les routes indispansables. Pourtant, la moitié seulemant a été réalisée. La seconde tranche attend la dotation budgétaire. Par ailleurs, la wilaya a lance l'opération « 1000 studioa » pour caux qui n'ont pas d'ergent. Le prix des studios de 60 m². dont l'aménagement intériaur est à la charge des

acquéreurs, est abordable, selon la préfet. C'est à Annaba que la présidant Mohamad Boudiaf fut assassine, le 29 juin 1992, à peine revenu de vingt-huit ans d'exil pour prendre la tête du Heut comité d'Etat (HCE). M. Boubakeur Achaïchia avait été un des premier à collectar ici des signatures pour la Rassemblament populaire national (RPN) qua la dirigeant disparu voulait crèer, « Je ne la connaissais pas personnellement, reconte-t-il. Mais, à mes yeux, il symbolisait le petriotisme, l'intégrité, l'espoir pour la jaunesse. C'est la seul qui evait su s'adresser aux jeunes dans une langue qu'ils

comprenaient parfaitement. Il était désintéres Pour « pérenniser la mémoire » da Mohamed Boudiaf, M. Achaichia a monté un comité an 1993, puis rejoint en 1996, lors de sa création, le fondation Boudiaf présidéa par la veuve du dirigeant assaseiné. Il est aussi da ceux qui ont contribué à érigar una stele, surmontée du buste du défunt, à l'entrée da la maison de la culture d'Anneba, là où il a étà tué. « Quand Boudief a voulu s'attaquer aux racines du mal, il a été assassiné. Je souhaite que le préeidant Zeroual et toutes les institutions en place suivent la voie tracée par Mohamed Boudief pour construire une Algérie républicaine et démocratique », souligna M. Boubakeur Achaīchia. Et d'ajouter: « Avec cet assassinat, Annaba est entrée dans l'histoire et les Annabis ont un devoir particulier, celui de perpétuar le testament de Boudiaf. Son dernier message au peupla algérien a été délivré à Annaba. Il parlait alors de l'Algérie evant tout. Sa devise était qu'il fallait servir l'Algéria et non se

NADJIA BOUZEGHRANE.

## L'ALGÉRIE SOUS LA TERREUR

## Illusions perdues et espoirs des femmes

Entre l'Algérie et ses femmes, le malentendu n'a jamais cessé. Elles avaient pourtant été, dans les années 50 et 60, aux avant-postes de la lutte de libération. Mais la relative liberté des « sœurs », célébrées pour avoir « combattu comme des hommes », ne dura guère. En 1972, le couvercle retombait déjà : le Code de la famille menaçait d'officialiser la tutelle masculine. Il fallut une ample mobilisation féminine pour faire reculer provisoirement le Conseil de la révolution. Depuis le début des années 80, les tenants de la société patriarcale ont reçu le renfort massif des mouvements islamistes. L'affrontement est devenu sangiant. Malika raconte.

BAYA

mère. Après, il y aura mes filles. Moi, je ne suis qu'une transition vite passée. Les femmes de ma génération croyaient avoir ouvert la voie à celles qui allaient suivre. Nous nous sommes trompées. En trois générations, trois visions du monde se sont succédé. »

Malika n'est ni blasée ni déçue. Elle se dit seulement. « un peu prise de court », surrout depuis que sa fille aînée s'est plongée, voici trois ans, dans la prière. « Je sais que je ne peux pas mettre cela uniquement sur le compte d'une crise mystique par laquelle passent souvent les adolescents, avouet-elle. Je sais qu'll y a autre chose. » Un jour, sa fille lui a lancé : « Tu crois être une authentique Algérienne alors que tu n'es que la mauvaise copie d'une Européenne. Depuis, elle essaie de comprendre. Pour elle, les femmes devaient suivre son propre parcours, e est-à-dire les études, puis le travail. préalable à une émancipation totale. Il n'était surtout pas question de porter le voile, ce « symbole de la répression patriarcale », comme elle le qualifie. Personne n'y pensait d'ailleurs.

\* Journaliste, Alger.

En voyant ses filles évoluer, Malika se rend compte que la réalité ne correspond pas à ses rèves. « J'avais sous-estimé les pesanteurs culturelles », admet-elle, avant de souligner l'un des effets pervers de la crise économique sur la société et surtout sur les fermmes : « N'ayant plus rien à obtenir de l'Etat, la population se retourne contre lui et, lui reprochant ses choix, elle se referme sur le seul bien qu'elle est sure de posséder encore: ses valeurs ances-

Cheveux courts, vive et l'allure sportive, Malika travaille dans une entreprise publique. Elle affirme n'avoir pes en règle générale, souffert de discrimination sexiste dans sa vie professionnelle, mais reconnaît que son statut de cadre, son apparence energique et son absence de timidité l'out bien aidée... Née quelques années avant l'indépendance dans un milieu défavorisé, elle estime, à quarante-quatre ans, avoir eu platôt de la chance et avoir bien rempli sa vie. De son père, ouvrier dans une usine, ne sachant ni lire ni écrire, ce qui ne l'empêchait pas d'être un syndicaliste actif, elle a gardé des convictions

Divorcée, mère de deux filles âgées de dix-sept et quatorze ans, intelligente et à l'écoute des aurres, elle se fait cependant un reproche majeur: de n'avoir pas anticipé une évolution qui s'est opérée sous ses yeux. « Ma mère, analphabète, avolt tout misé sur l'école. Pour elle, le salut des femmes devait venir de l'éducation et... de Boumediène. » Pas de doute à l'époque sur le sens de l'histoire, qui allait vers une

libération totale des femmes. A l'indépendance, Malika avait dix ans. Dans sa petite ville côtière de l'Est algérien. Skikda, ses parents lui disaient, en regardant pertir les bateaux remplis de pieds-noirs: « C'est vous, nos enfants, qui les remplacerez. Notre pays nous appartient maintenant. Et nos filles travailleront avec leurs frères pour le construire. »

Les choses n'ont bien sûr pas tou-jours été aussi faciles, mais Malika ne garde pas, dans l'ensemble, de manvais souvenirs de toutes ces années-là, bien au contraire. Ingénieur en informatique, elle a bénéficié d'une bourse, comme tous les bacheliers de l'époque. La révolution agraire a été pour elle une surre école de volontariat et de dévouement. Les universitaires devaient aider les paysans analphabètes. On était sincère... Oui, le volontariat dans les campagnes permettait aux étudiants, filles et garçons, résais autour de la même cause, de connaître une fra-ternité qu'ils ne pouvaient connaître ailleurs. » Et les parents ne trouvaient rien à redire à cette promisculté entre filles et garçons. « Le plus étonnant a ésé l'attitude de nos mères. Très traditionnelles, elles ont procédé sans le savoir, et très vite, à un bouleversement total de leurs mentalités. Elles ont

accepté pour leurs filles des choses qu'elles ne se seraient pas permises pour elles-mêmes. Même si, à la maison, certains tabous demeuraient très

La mère de Malika avait une idée bien précise de ce que devait être la femme du futur : sans voile, instruite et travailleuse. L'enseignement généralisé permettrait d'arrimer l'Algérie au vais-seau Europe. Cette école allait aider les filles à sortir du carcan familial, à se débarrasser du poids de traditions, à s'émanciper pour devenir des adultes responsables et maîtresses de leur sort. « Aujourd'hui, lorsque j'entends certains affirmer que c'est l'école qui a engendré l'intégrisme, j'avoue que je suis un peu perplexe. »

Pourtant, des signes inquiétants émient déjà là. Les batailles - nom-breuses et âpres - autour de l'élaboration d'un code de la famille en étaient les plus visibles. Mais qui, en ces années d'après l'indépendance, aurait pensé à s'alarmer, alors que l'on conti-nuait de proclamer de grands idéaux révolutionnaires et des principes d'égalité et de progrès ? Malika, comme la plupart de ses amies, suivait les débats épisodiques autour du statut de la femme d'une oreille distraite. Pour elle, les pressions des traditionalistes n'étaient rien d'autre que a des incursions sans importance dans une histoire qui suivait imperturbablement

La première alerte sérieuse est venue en 1972. Cette année-là, un code de la famille a été présenté au Conseil de la révolution, la seule instance dirigeante à cette époque. Il renforçait et codifiait les counmes d'une société profondément patriarcale, officialisait la tutelle de l'homme sur la femme, considérée comme mineure du berceau au tombeau. Le contrat de mariage, par exemple, ne ponvait être conclu qu'entre l'époux et le tuteur de l'éponse, c'est-à-dire le père de la jeune fille, ou bien l'un de ses oncles, ou son frère (peu importe qu'il soit plus jeune qu'elle), on encore, en l'absence d'un parent masculin, un juge. En cas de divorce, la femme se voyait dépossédée de tont, de son domicile d'abord, de la unelle parentale ensuite, même dans le cas où les enfants lui étaient confiés... Il s'en est falla de peu que ce texte, très rétrograde, soit adopté. Une levée de boucliers réussit à faire avorter ce projet qui menaçait d'entériner légalement la situation tragique dans laquelle beaucoup de femmes se trouvaient déjà

STATE !

2 1 44 mm - 44

-ar -- -- -

rti:

a indo-ler

数量はかかい

377

this for a

ban This Process

Cample of 178

alim Yer.

225 200 25 July 15 Same of

1 mile - 1 The second 200 2 4 

September 1992

N. .. . . . .

A Section of the Control of the Cont

Sec. 1.

- Tan

2

A . Things

 $m_{\rm coll} \leq m_{\rm coll}$ 

14 to 10. Branch Store of

20 To 100

With the Toron

Farm ....

WITH THE

Regroupées autour des moudialisites (combattantes de la guerre de libération, dont l'aura était encore intacte) et de l'Union nationale des femmes alléctiennes (UNPA, liée au FLN mais largement infinencée à l'époque par des infitantes communistes), universitaires, salariées et syndicalistes se mobilisèrent en effet éner-

## « LE MONDE DIPLOMATIQUE » SUR CÉDÉROM (1987-1997)

Le Monde diplomatique, en collaboration avec la société canadienne CEDROM-SNI, propose dès la mi-octobre son nonveau cédérom. Avec plus de 3 400 documents supplémentaires (dossiers, articles, recensions, cartes...), cette nouvelle édition comporte désormais tous les textes du mensuel de janvier 1987 jusqu'à août 1997.

Durant ces onze années, le monde a profondément change. Le Monde diplomatique a suivi, mois après mois:

- les bouleversements stratégiques intervenus dans le monde depuis la fin de l'Union soviétique et la disparition du « camp socialiste » ;
- I. l'ensemble des conflits régionaux, du Proche-Orient à l'ex-Yougoslavie, de l'Afrique des Grands Lacs à l'Afghanistan, du Cambodge à l'Afrique australe;
- les nouveaux affrontements économiques, de la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) aux divisions entre le Nord et le Sud;



- les mutations sociales, politiques et culturelles et le mouvement des idées qui les accompagne ;
- l'avènement des technologies nouvelles et leurs répercussions, à commencer par les nouveaux réseaux de la communication, tel Internet.

Avec l'intégrale de ses numéros depuis onze ans, Le Monde diplomatique offre à ses lecteurs, à un prix exceptionnellement bas, un moyen de mieux comprendre le siècle qui s'achève, comme celui qui commencera bientot.

Un puissant logiciel de recherche permet de retrouver, à l'aide de 15 clés de recherche différentes (texte intégral, mot-clé, auteur, etc.), l'information désirée. La présence de plus de 200 cartes et de nombreux tableaux et chronologies en fait un instrument indispensable, notamment pour les enseignants et les étudiants. Possibilité de copier, de coller, d'annoter, d'exporter ou d'imprimer les textes d'origine. Utilisation conviviale. Configuration minimale requise: PC (Windows 3.1), Mac (Système 7). 4 Mo de mémoire vive. Ce cédérom fonctionne indifféremment sur PC et Mac.

B	30	M	DF	CO	MI	MA	MID	F

Nom:	Prénom :
Adresse:	nga dya dya tagi 19 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18
Code postal:	Ville :
Pays:	دوني والمعارض والمعار
Règlement à libeller à l'	ordre du Monde :
☐ Cheque bancaire	☐ Eurochèque
Carta hancaire no 1 i	Date d'expiration

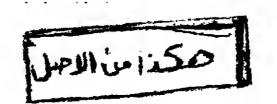
## Tarifs (frais de port inclus)

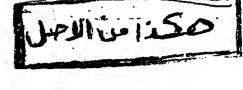
Particuliers	· .	Institution
261 FF		861 FF
270 FF		870 FF
275 FF.		875 FF
280 FF		880 FF
286 FF		886 FF
oce réseaux, nous co	osulter	
	261 FF 270 FF 275 FF 280 FF 286 FF	261 FF 270 FF 275 FF 280 FF

(Bulletin et règlement - chèque bancaire ou eurochèque libellé en francs français - à retourner à : Le Monde diplomatique - boutique , 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05)

Amérique du Sud. 56 \$ US 155 \$ US 72 \$ can. 225 \$ can.

(Bulletin et réglement - carte bancaire - à retourner à CEDROM-SNI 825, avenue Querbes, Outremont, Québec H2V 3X1, Canada) - Télécopie : (1) \$14 278 54 15







and the state better or of the Laminia a fir maintain to land: Francisco Commission Por a sing treated the treatment to AND THE PARTY OF THE PARTY THE The man and the second of the sacrifiées, comme eux. Mais la plupart Ames of the or burges des moudjahidins répondirent que les femmes seraient aussi bien à la maison, FRATOCO - TO A A A BAR 元 and the second second avec une pension, pour élever les Mindle . 1. W enfants, maintenant que le pays était रहेक अला । र े ४ देश व स्थापक क्षेत्र tackers. 1 with the state of the state of And the state of t There is a recommendation of the ALTER OF THE PERSON

market and the series and

Line and Thomas of the same

Applications of the street of a street

gramma gramma a modern breed

Carlo Control of the Tracts (Ma

Commence and a first property

range granter and whent can sta

Basa Breiter in all artist mark

A A TO THE STATE OF LABOUR

نفتلا تلدان ساوا العديد والقا

Back of the second of the part of the part

Remark the same with a

The state of the s

garings of all so

to an in the project of

. Angeleit wagel beften .. Mr. - Wigates street. e 🚜 e e e e e e e e e e e

a spirit year is

EROM (1987-1997)

poundamentes des les boxes de la company de

fortegeness & events

The service of the second of t

AND THE PROPERTY OF THE PARTY O

land the second executive the second executive

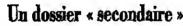
the district countrisients The Estate of the State of the Special Control of the Control of th CARPTON IN THE STATE OF THE STA Section 25 To gring the Table of the Control of

AT THE REAL PROPERTY AND THE PROPERTY AN Market Co. L. MA. C. M. Care Service Co.

giquement. Elles organisèrent de nombreuses manifestations, en particulier devant le palais du gouvernement, avec un slogan: « Pour une citoyenneté entière » et un argument : le rappel à leurs anciens compagnons de combat qu'elles avaient porté les armes comme eux, qu'elles s'étaient

« scenrs » qui avaient combattu « comme des hommes », les armes à la main (ce qui ne l'empêchait pas de n'avoir intégré ancune femme en son sein...). S'il résista un certain temps aux coups de boutoir des traditionalistes, le Conseil de la révolution se montra moins ferme an fil des ans, surtout quand il eut besoin d'eux pour faire passer certains projets (en particulier la réforme agraire en 1974).

Lorsque les premières manifestations d'islamistes ont éclaté, en 1975. Malika était étudiante et elle n'y a pas prêté En l'absence de Parlement, il ne fut attention. « Ils ne pouvaient pas nous cependant pas trop difficile de faire faire peur, ils allaient à contre-sens de reculer le Conseil de la révolution. l'histoire. » Sa mère, une femme piense Celui-ci puisait sa légitimité dans la pourtant, était, pour sa part, plus inquiète et plus sévère. Elle, qui ne guerre de libération et n'avait pas intésavait même pas lire et avait toujours été confinée à la maison, voyait d'un ret à s'aliéner les représentantes d'une partie de la population féminine, ses héroines surtout. Il continua douc, madvais ceil ces jeunes gens agressifs qu'elle accusait de vonloir « nous comme par le passé, à rendre régulièrement hommage an courage de ses ramener à l'âge de pierre ».



E n'est qu'au début des années 80 U que la pression est devenue vraiment très forte et qu'il a bien falla ouvrir les yeux. En mars 1980, Malika s'en souvient, les islamistes out organisé la première marche de leur histoire, et réussi à rassembler 5 000 partisans devant l'université d'Alger. Presque aussitôt après sont nées dans les universités les premières associations féministes, profitant de l'ouverture politique amorcée par le président Chadli Bendjedid. Mais ces mouvements n'ont pas réussi à s'implanter en dehors des grandes villes, en dépit de leurs efforts. L'analphabétisme qui fait un retour en force dans le pays depuis une dizzine d'années et touche plus de 40 % de la population - y est assurément pour quelque chose.

Le véritable choc allait venir quatre ans plus tard, en 1984, avec l'adoption du code de la famille. « Toutes les clauses les plus injustes, celles qu'on avait réussi à repousser en 1972 comme la polygamie, la question du demi-héritage pour les femmes, et surtout la soumission totale de la femme à son tuteur... tout cela se voyait légalisé. Et ça l'était en contradiction totale avec la Constitution, qui, elle, est très égalitaire. » De ce qu'elle a vécu comme un tranmatisme, Malika s'efforce cependant de tirer un aspect positif: « Ça nous a obligées à perdre nos illusions et à reprendre nos esprits. On a compris que la lutte devrait se faire en profon-deur et qu'il ne faudrait plus compter sur le pouvoir, quel qu'il soit, pour

apporter des changements. C'était de la base, et des femmes elles-mêmes, qu'il fallait espérer quelque chose. »

Malika s'était promis que ses filles, Lamia et Nadia, seraient plus libres qu'elle ne l'avait été et qu'elles auraient seraient reconnaissantes.

tous les droits dont elle-même - pourtant privilégiée - avait été frustrée. Le droit d'avoir une vie privée, surtont. Que ses filles n'aient plus à lutter contre la famille à la maison, et contre la société à l'extérieur, c'était son voru le plus profond, et il lui paraissait évident que ses enfants non seulement partageraient cette aspiration, mais lui en

déstabilisée. La mère et la fille ont l'impression de ne pas parler le même langage. « Maman croit que, pour être moderne, il faut lui ressembler, s'irrite de son côté la jenne fille. Se demandet-elle seulement pourquoi elle refuse, elle, de ressembler à sa propre mère? S'est-elle seulement demandé ce qu'est la modernité? »

Sans trop y croire, Malika suit les quelques initiatives prises de temps à antre, ici et là, en faveur des femmes. A l'initiative d'une journaliste, Mina Zerrouk, et de son association « Femmes en communication », a été lancée, en sévrier dernier une pétition prudem-ment intitulée : « Un million de signatures pour le droit des femmes dans la famille. » En dépit de l'appel poblié avec insistance, tous les jours dans dif-férents journaux, on est loin du million espéré...

Cette initiative n'a pas manqué de déclencher une surenchère immédiate de la section femmes du Mouvement de la société pour la paix (MSP) de M. Mahfoud Nahnah... Ce parti, qui se définit comme islamiste modéré et qui compte 17 % de femmes au sein de son conseil de direction, a menacé de lancer une pétition destinée à recueillir trois millions de signatures, « pour que les femmes algériennes retrouvent leur dignité de musulmanes ... Maintenant que le MSP participe au gouvernement. qu'il est présent en nombre important au Parlement et que les différents élus islamistes forment presque le tiers de l'Assemblée, il est clair qu'il ne faut pas s'attendre à de grands bouleverse-

Nos précédents articles :

· Eclaircia écontinique pour le provoir, par Akram Ellyas (mei 1997).

 Dossier « L'Algérie et les droits humeins » (mars 1996). Avoir vingt ans en Algèrie, par Meriem Vergès (novembre 1995).

 Persistante impasse militaire en Algérie, par Brunn Caillies de Salies (mars 1995). e Document : La plate-forme de Rome (mers 1995).

 Pacts pour l'Algérie, par Ignacio Remonet (février 1995). e Voyage au bout des peurs eigérfannes, par Lyes Si Zoubir (mai 1994).

e Batna dans le vertige des peurs et des frustrations, par Flurence Beaugé (mars

e Economie de guerre en Algérie, par Larbi Talha (août 1992). L'Algérie eu risque des impatiences, per Maurice Lemoine (juillet 1991).

 Le gardien, per Rachid Mimouni (juin 1990). · De la démocratie en Algérie, par Lahoueri Addi (notobre 1989).

L'Algèrie sous le choc, par ignacin flamonet (novembre 1988).

 Les défis de la crise, par Abdelkader Djeghlouf (novembre 1986). Vent de réforme en Aigérie, par ignacio Ramonet (octobre 1986).

Alors, quand Lamia, sa fille ainée ments dans le code de la famille. La balance penchant nettement en faveur qui vent devenir architecte - Ini rendes conservateurs - parmi lesquels il voie à la figure ses idées « décadentes faut compter des courants qui ne se et anti-musulmanes », Malika n'en réclament pas forcément de l'islarevient pas et elle se sent profondément misme-, aucun gouvernement ne se risquerait à ouvrir un front supplémentaire, avec la crise violente qui secoue dejà le pays. Il s'y risquerait d'autant moins sur la question des droits des femmes que ce dossier reste, malgré tout, perçu comme secondaire.

Depuis que la violence a fait irruption dans le paysage politique algérien, toute autre préoccupation se voit reléguée à l'arrière-plan. D'ailleurs, parmi la dizaine de partis politiques présents au Parlement, seul le Front des forces socialistes (FFS) et le Rassemblement ponr la culture et la démocratie (RCD) demandent l'abrogation totale do code de la famille.

Si tout reste à faire sur le plan juridique pour les femmes, certaines avancées ont lieu sur le terrain, même si elles passent inaperçues à l'extérieur du pays. Des espaces de liberté sont conquis, de façon probablement irré-

Si l'Algérie, malgré tout, tient bon depuis plus de cinq ans, au milieu de l'horreur de la guerre civile, c'est d'abord grâce à ses femmes. Qui continuent à travailler. Dui veillent sur leur famille. Oui maintiennent le dialogue entre les générations. Oui se battent à leur manière. Depuis 1992, la photographe Nadia Benchallal témoigne de cette résistance. Titulaire du Visa d'Or du

Festival de Perpignan 1994, elle fait partie de l'agence internationale Contact Press Images.

versible. C'est ainsi que le travail des femmes, à l'extérieur ou à domicile, est entré dans les mœurs et qu'il n'est plus perçu comme exceptionnel ou marginal Détail significatif : les cafés et les commerces tenus par des femmes (jeunes et moins jeunes) se multiplient - un phénomène impensable il y a encore cinq ans.

## Entre « hidjab » et « modernité »

A détérioration grandissante de la A deterioration granusse de situation économique pousse de plus en plus de femmes sur le marché de l'emploi. La proportion de travailleuses est ainsi passée d'environ 8 % en 1987 à près de 14 % à présent. Plutôt que de se plaindre de la dureté de leurs journées, la quasi-totalité d'entre elles souliguent le poids grandissant acquis au sein de leurs familles, qu'elles soient mariées on non. « On a notre mot à dire maintenant, pour toutes les décisions importantes, puisque bien souvent c'est nous qui rapportons de l'argent à nos frères, à nos pères, ou à nos maris. Eux traînent dans les rues à discuter, nous, un s'active. On se sent beaucoup moins vulnérables. » Il convient donc, plus que jamais, de ne pas se fier anx apparences. Contrairement à il y a vingt ans, beaucoup de celles qui travaillent n'ont plus bonte de porter le voile. La plupart le font parce que le hidjab cache leur misère, et parce qu'il leur permet de passer inaperçues dans les rues, donc d'être mains importanées. Elles ne s'en déclarent pas moins « modernes » pour

« Il faudrait savolr une bonne fois pour toutes ce qu'est la modernité. lance Lamia, qui a, pour l'instant, renoncé à porter le voile, au grand sou-lagement de sa mère. • Si j'ai fair ce choix, il ne faut surtout pas croire que

j'ni nbnndonné mn recherche d'authenticité, précise la jeune fille, s'interrogeant tout haut sur les multiples contradictions qui la tenaillent, comme toutes les adolescentes de son âge. C'est tout simplement que je ne suis pas sure que le voile soit la bonne réponse. En fait, je n'ai pas envie qu'il manque une dimension à ma personna-

Si elle avait eu l'âge requis le 5 juin dernier, Lamia aurait voté aux élections législatives. Elle ne sait pas très bien pour qui, mais en tout cas, souligne-t-elle, e je n'aurais voté ni pour le MSP ni pour Ennahdha, les deux partis islamistes .. Pourquoi? Tout simplement parce qu'elle se méfie de tous les bommes politiques, « même s'ils se réclament de l'islam », dit-elle. « L'islam, c'est une culture, ce n'est pas une politique, ajoute-t-elle avec véhémence. Si être moderne, c'est avoir une place dans la suciésé, rien ne m'en empêche. Je suis convaincue, contrairement à ma mère, que ma personnalité reste à trouver. Elle croit que je cherche à la contredire à tout prix, mais ce n'est pas vrai. Je cherche ma voie, et je sais que je la trouverai, quelque part entre la sienne et celle de ces femmes qui appliquent à la lettre ce que disent les dirigeants islamistes. Eux ne font que de la politique. »

BAYA GACEMI.





# DE L'ART DE FAIRE PARLES STATISTIQUES L'Afrique à l'aune du éveloppement la recherche, ils toumels et aune de l'aune de l'aun

EPUIS plusieurs mois, les institutions financières internationales s'efforcent d'accréditer l'idée que le continent noir est sur la voie de la prospérité. Une rafale de rapports parus ces dernières semaines s'appuient sur de douteuses statistiques pour conforter cette thèse. A confondre taux de croissance et développement, à occulter le poids de la dette, la manipulation permet de masquer le fait que les peuples d'Afrique sont les victimes emblématiques du creusement des inégalités.

Par CHRISTIAN DE BRIE

«L'Afrique est en marche (1). » La croissance mondiale inspirant une « exubérance rationnelle (2) », « pour la première fois en une génération des signes encourageants de progrès se font jour (3) ». « L'espoir et de réels succès sont en train de transformer le continent (...) Les changements dont nous sommes les témoins, en bâtissant les fondations de la prospérité et du bien-être, donnent un sens nouveau à l'espoir en l'ave-

Serait-ce la bonne nouvelle tant attendue ou un de ces moments de lyrisme grisé de fin de banquet? Propos d'orfèvres, tenus par le directeur et le directeur Afrique du Fonds monétaire international (FMI), MM. Michel Camdessus et Evangelos A. Calamitsis, et deux vice-présidents de la Banque mon-diale, MM. Callisto Madavo et Jean-Louis Sarbib. Confirmés par les récents rapports élaborés par les experts réputés des plus grands organismes internatio-naux. Tandis que celui du FMI affirme, preuves à l'appui, que « les résultats de l'Afrique en 1996 sont particulièrement encourageants (5) », le rapport 1997 de la Banque mondiale propose d'« agir ensemble, par-delà les frontières, pour le bien commun », afin que « la moitié environ de la population du monde en développement [en particulier celle d'Afrique subsaharienne] qui n'a pas encore profité de la mondialisation puisse bénéficier de cette augmentation - dont il est tant question - du commerce international et des flux de capitaux » et que la région connaisse à son tour le « miracle » économique de

l'Asie (6). En attendant, si l'on s'en donne les moyens, comme le propose le rapport mondial 1997 sur le développement humain, « d'éradiquer la pauvrete extrême de la surface du globe d'ici au débra du siècle prochain (...), il importe désormais de la reléguer dans les oubliettes de l'Histoire (7) ». On n'avait rien entendu de tel depuis l'époque des « lendemains qui chantent ».

D'aucuns croyaient l'Afrique subsaharienne ravagée depuis des années par d'interminables guerres civiles – Ethiopie, Somalie, Mozambique, Angola, Liberia, Ouganda, Rwanda, Burundi, Zaïre... - avec leurs centaines de milliers de victimes, les cortèges de réfugiés parqués dans les camps, les villages dévastés, les zones abandonnées aux seigneurs de la guerre; atteinte par la désertification et la malnutrition qui l'accompagne, les déforestations et one pollution accélérées; déstabilisée par 'exode rural, l'insécurité et l'insalubrité urbaines ; écrasée par le poids de la dette, la paupérisation des populations et des Etats, de moins en moins en mesure d'assurer le fonctionnement régulier des services publics, de finan-cer les infrastructures, de garantir à tous et à toutes l'accès à l'éducation et à des ennditions sanitaires décentes. Une Afrique s'éloignant inexorablement du modèle de développement façonné après la seconde guerre mondiale et la décolonisation.

Economistes, statisticiens et experts de quelque deux douzaines d'instances internationales se font fort d'apporter la prenve du contraire. Rien qu'à la Banque mondiale, qui dépense 100 millions de dollars dans la recherche, ils sont cinq cents professionnels et autant de consultants extérieurs à coilecter l'information correcte et à diffuser la bonne nouvelle (8). Il suffit d'aller y

En ce qui concerne l'Afrique subsa harienne, la visite vant le détour et réserve quelques surprises. Dans le huxueux volume de statistiques sur le développement publié par la Banque mondiale, les centaines de tableaux aux mesures puisées aux meilleures sources ont toute l'apparence d'une somme du savoir chiffré. Mais à y regarder de plus près, on constate tout d'abord que, su un grand nombre d'items, les données sont partielles ou tout simplement inexistantes. Quand elles existent, elles sont souvent sujettes à caution. Quand elles ne le sont pas, elles ont plutôt tendance à dire le contraire de ce que l'on voudrait leur faire dire.

Pour commencer, aucun des 48 pays de la zone ne dispose de statistiques de base complètes et fiables. Certaines parmi les plus importantes, relatives par exemple à l'activité industrielle, font fréquemment défaut (Angola, Tchad, Erythree, Guinée, Mozambique, Namibie, Zaīre, Zambie, Zimbabwe...) ou datent de dix ans et plus (Nigeria, Rwanda, Gabon...). De même pour le

Manipulation des chiffres

U-DELÀ commence la manipula-A U-DELA commence la mampula-tion plus ou moins subtile. Les procédés classiques consistent, pour masquer la réalité, à remplacer les anciens items par de nouveaux, rendant impossibles les comparaisons dans le temps qui pourraient se révéler non conformes au discours officiel, on à choisir des périodes de référence les plus favorables à la démonstration. Sachant que, an cours des années 60 à 80, nombre de pays out connu des progrès sensibles en matière de développement économique et social et que, depuis, ces progrès se sont ralentis ou ont fait place à une régression avec les plans d'ajustement structurel, on sera tenté, pour dissimoler l'effet négatif, de prendre pour

référence, l'année 1970 plutôr que l'année 1980, où les résultats étaient les meilleurs, qu'il s'agisse de mortalité infantile on d'espérance de vie. Ainsi par exemple le taux de mortalité infantile au Mali a baissé de 23 % entre 1960 et 1980, puis augmenté de 26,5 % de 1980 à 1985, pour revenir en 1994 à un niveau proche de celui de 1980. En comparant les années 1970 et 1994, on escamote la hausse de la mortalité et l'on donne l'illusion d'une baisse conti-

On peut faire mieux, et on ne s'en prive guère. Autre signe encourageant. les statistiques faisant apparaître une baisse sensible du taux de mortalité infantile dans les pays de la région. Ces

qu'elles interdisent de mesurer les variations dans le temps, qu'il s'agisse de l'accès de la population aux soins médicaux, à l'eau potable ou an tout-à-

Ensuite, les données fournies, éven-tuellement par d'autres organismes internationaux, sont souvent dépourvues de signification ou peu crédibles. Ainsi par exemple, bien que figurant au titre des statistiques 1997, « l'âge moyen des dernières données disponibles au niveau international pour trois indicateurs clés – le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, le taux net de scolarisation (pourcentage d'enfants scolarisés parmi les enfants en âge de fréquenter l'école pri-maire) et le pourcentage des enfants de moins de cinq ans dont le poids est insuffisant » — varie de un an pour le Sépégal à cinq ans pour le Nigeria, dix ans pour le Gabon, quinze ans pour l'Angola (elle atteint ou dépasse les trois ans dans 32 pays). « Un petit nombre de pays n'ont pas de statisnombre de pays nom pas de stats-tiques connues pour certains indica-teurs. Les données publiées pour ces pays représentent habituellement des estimations fondées sur des nations voisines ayant des niveaux similaires de PNB par habitant (9).



MIQUED BARCELO.

statistiques sont établies à partir des acconchements pratiqués en inatemnte Or, les plans d'ajustement structurel préor, les plans d'ajestement sincules par conisant la priseren charge des soins de santé par les bénéficialités eux mêmes, les consultations et acconchements en materniné, devenus trop mércuo, dimiprintenent. Pour les terrement ..... nant les moyens d'être sus ors minigrossesse et d'accuacher en intempratier, les risques de carrer à moneffectivement en dittattatt or. mis or temps, on the comprishabilities a knowbee emissant is accounted

Towns of the same

an diet generale

at proper si

电影 (中) 等

----

THE PERSON NAMED IN

gggade 🖝 🛎 pette de aprile w winds.

garage Marie 🎉 Tittl Affailige

er visit register)

A Abar A

and the set 3

me i. . Phylippide

- ::r -: 1991 -: 1869

L'HART ... MAR

A wifffinger

5 . 1 PE . 1 BO

Tough Sto Eng.

tres a bull build

IN THE PROPERTY.

ALTERIAL .

\*\* # \*\* \*\* \*\* \*\*

Che " See Walkers

A TE MANAGEMENT

The Property of the last

September 7

THE RES BROOMS

T-12-7-1-1

MITTAL AND A

PAR SAME

🧬 arr i daga 🚵

PAR ANN

. P. . France

# Sortir du cycle infernal de lette

ÉRIC **TOUSSAINT \*** JEN qu'elle ait déjà remboursé deux fois le montant de sa dette extérieure entre 1980 et 1996, l'Afrique subsaharienne se retrouve trois fois plus endenée qu'il y a seize ans. Elle devait à ses créanciers 235,4 milliards de dollars fin 1996, contre 84.3 milliards en 1980. Entre-temps, le sous-continent aura déboursé 170 milliards de dollars pour le service de la dette (intérêts et capital); un service qui lui coûte chaque année quatre fois le montant des budgets de santé et d'éducation (1).

Malgré cela, les 48 pays de la région unt aecumulé d'énormes arriérés : 48 milliards de dnllars en 1994 (2); 31 d'entre eux sont classés en 1996 par la Banque mondiale dans la catégorie des pays à bas revenus sévèrement endettés, soit 6 de plus qu'en 1994. Pour rembourser une dette extérieure entièrement libellée en devises fortes, ils doivent prélever une part considérable de leurs revenus d'exportation. Pour se libérer de la totalité, ils devraient reverser l'intégralité de ces revenus d'exportation pendant plus de trois ans.

Depuis le début des années 80, les termes dans lesquels les produits

Président du Connié pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM, Bruxelles), auteur de La Bourse ou la Vie, à paraître en novembre 1997 aux Editions Luc Pire (Bruxelles) / Syllepse (Paris) / Cétim (Genève).

d'exportation de l'Afrique subsaharienne s'échangent, sur le marché mondial, contre les produits qu'elle importe dégrader. Malgré la hausse passagère du prix de quelques matières premières en 1995-1996 (café, cacao), la tendance au déclin est évidente. Le panier des pro-duits exportés a perdu la moitié de sa valeur face aux produits importés du Nord. L'Afrique réagit en tentant d'augmenter le volume de ses exportations sur le marché mondial, mais sans résoudre le problème, car les prix de celles-ci baissent plus vite que les prix des produits importés. En réalité, dans le système actuel du commerce mondial, les pays du Sud sont désayantagés et en particulier ceux d'Afrique subsahariennne, qui exportent beaucoup moins de produits manufacturés que ceux d'Amérique latine ou d'Asie de l'Est : toute augmentation du volume de leurs exportations tend à faire baisser la valeur de celles-ci. En conséquence, leur balance commerciale connaît un déficit croissant. Après plus de dix années de politiques d'ajustement struc-turel dictées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), l'échec est cuisant.

L'Afrique subsaharienne ne représente, en 1995, que 1 % des investissements directs étrangers dans les pays en vnie de développement : 2,2 milliards de dollars sur 240,3 milliards (3). La situation est encore plus critique si l'on tient compte du fait qu'un tout petit nombre d'Etars reçoivent plus de 90 %

de ces crédits (Afrique du Sud et quelques pays producteurs de pétrole et de minéraux, Nigeria, Angola, Gabon, mères des sociétés multinationales implantées dans la région ne se privent pas de rapatrier les bénéfices dont le montant est deux fois plus élevé que celui des investissements (voir tableau

Endettement croissant malgré le rem-boursement de montants importants; échange inégal creusant le déficit commercial; faibles apports de capitaux extérieurs, mais rapatriement vers les multinationales du Nord de bénéfices relativement considérables : les bulletins de santé satisfaits des médias et des institutions financières internationales ont peu à voir avec la réalité.

« Savez-vous au'en dénit des sommes considérables affectées aux aides bila-térales et multilatérales le flux des capitaux qui viennent d'Afrique vers les pays industriels est plus important que le flux des capitaux qui vont des pays industriels vers ce continent », constatait déjà le président François Mitterrand lors de la réunion du Groupe des sept pays les plus industrialisés (G 7) en juillet 1994 (4). Demi-vérité, car il n'est pas vrai que les sommes affectées aux aides bilatérales et multilatérales soient considérables. L'aide publique au développement est à son myean le plus bas depuis quarante-cinq ans (5), inférieure à 0,33 % du produit national brut (PNB) des pays développés, alors que l'objec-tif fixé par l'Organisation des Nations unies à la fin des années 60 était d'atteindre 0,7 % et que les chefs d'Etat réunis au sommet de Rio en 1992 s'étaient engagés à tripler son volume.

En définitive, le processus de l'endettement africain est similaire à celui qui affecte les autres régions du Sud. A partir de la seconde moitié des années 60, les banquiers du Nord out cherché des acquéreurs pour leurs surplus de liquidités. Le phénomène s'est amplifié avec le recyclage des petro-dollars. Sous la pré-sidence de M. Rubert McNamara (ancien secrétaire à la défense des Etats-Unis pendant l'escalade de l'intervention américaine an Vietnam), la Banque mondiale a poussé dans la même direction : elle a décuplé ses prêts entre 1968 et 1973 et les a augmentés encore plus rapidement durant les cinq années sui-

La crise économique qui frappa de plein fouet les économies des pays les plus industrialisés à partir de 1973 relance en prêtant davantage de capitaux an Sud, à condition que celui-ci leur achète leurs marchandises. Envoyés de la Banque mondiale, banquiers et ministres de la coopération extérieure des pays du Nord firent le siège des gouvernants africains pour que ceux-ci connuntent et réalisent de grands projets d'infrastructure avec l'équipement et le savoir-faire des pays industrialisés. Ce qu'ils ont fait d'autant plus volontiers que les tanx d'intérêt étaient très bas, que les grands travanx ne pouvaient que renforcer leur pouvoir et qu'ils

s'accompagnaient de nom-breuses commissions versées par entreprises et gouvernements des paya industrialisés se disputant les elients. La corruption venne du Nord entretint celle existant an Sud et renforca clientélisme et kleotoeratie de beancoup de régimes. La dette de l'Afrique subsaharienne fut multipliée par douze entre 1970 et 1980.

La crise survient an début des années 80 quand, sous l'impulsion de la Réserve fédérale des Etats-Unis, les tanx d'intérêt connaissent une hausse très forte. Les pays de la zone, comme l'ensemble des pays en voie de développement, sont confrontés à des charges d'intérêts multipliées par trois an moment on les prix de leurs exportations commencent à baisser. Débute alors un cycle infernal: les pays empruntent pour rembourser et, bien qu'ils remboursent, leur

dette extérieure s'accroît. Au cours des dernières années, les banques privées se sont fait rembourser leurs créances par les pays endet-tés et par les gouvernements du Nord (6), qui détiennent près de la moitié de la dette des pays d'Afrique subsaharienne (hors Afrique du Sud), les institutions finan-

cières internationales (Banque mondiale, FMI, Banque africaine de développement) en détenant plus d'un tiers. grande est la part de sa dette détenue par les institutions financières internationales: 79 % pour le Burundi, 81 % pour le Rwanda, 77 % pour la République centraficaine, 61 % pour la Guinga Bissau, 77 % pour l'Ouganda. Au total, Banque mondiale et FMI recoivent des pays endettés plus qu'ils ne leur prêtent (7) et sont les premiers à être remboursés.

Une partie considérable de l'aide publique au développement octroyée par les pays du Nord est des lors utilisée par les pays endettés pour rémbourser

Misapart l'Afrique du Sud eva le de son économie) et le Standar. TOUR CORTACT AVEC CES TEST ist is governements du 1.104. tout sont linteralement south in 34 FML de la Banque mondiale. blade Paris, qui laisse aux rieras can le soin de mettre au perint ice ines que les gouvernements

tesimions financières unicomatico

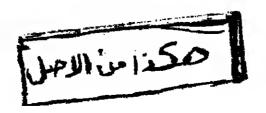
bas près de quinze aris, des plans senant somewell sont imposes a mandes pays d'Afrique subsahate Assonis d'un moyen de chan-Face: la ligne de crédit est sus ti les amorités refusent le plan. 4 s effets sociaux et économiques



#### UN SERVICE DE LA DETTE CINO FOIS SUPÉRIFUR AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANCERS

	1980	1990	1995	1996 235,4	
DETTE EXTÉRIEURE	84,3	186	228		
SERVICE DE LA BETTE	g	15.2	13,6	128	
BALANCE COMMERCIALE	2,2	-0,6	-11,4	- 11,5	
INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS (FLUX NETS)	G	0,9	22	2.6	
RAPATRIEMENT DE BÉNÉFICES DES SOCIÉTES TRANSNATIONALES	4	4,5	4,4	4,2	

res : Renome montfiele : World Debt Tables, Washington : Global Development Finance, Washington, 1997, vol. 1.



Migricolated Mil

White Mile Marie

de 14th may

. MANY . KIN

-Mylama : Es

to provide the

M. D.T. T

Months in t

AM THE THE LA

Mar of the state .

There is a state of the

Sec. 3.40 . 23.

and the particular of the

Appropriate to the

State of the state

Property of the second section

Ellips Letters State

.abs sa. frattgrapper

The statement with:

je. ve. **–39**000 å 145

الأجراب المقطابة فيها والمحاوة

are det 1989 \* -- 14

Sales and the sales

on the section of the

any comment the state of

والتعاروية والماء المستثب يتج

in parties.

gran, The

4.0

95 9° 10° A. 18

were stiff

the sale of the

A tri ...

garage (Section)

\$19.90 PM

أميمانها والمتريخ

grie Text

∸ه وفعد . . . . . .

Maria Car

أغيبوا بمعف

40

 $\xi_{\sqrt{2}} = \pi^{\alpha} : \underline{\mathcal{L}}^{\alpha}(\mathbf{y}) \cdot \mathbf{J}$ 4-4-50 B

المعاور يبهي pet 57 Po Page 2

No.

 $\lambda_{k} v_{\perp} = \rho v_{k}^{\frac{2}{3}} \cdot e^{-\lambda}$ 

-

. ...

200

gran article

سامع پر

1

أأأأ والمراسمين

p vige

e come out the set of

apper of a first same

Se Apple In

1 1 10 part

+ 1 44a

# DE L'ART DE FAIRLER LES STATISTIQUES à l'aune développement virtuel



ATT : Carnets de Segou > (1996)

ament fortement. Pour les femmes qui ont encore les moyens d'être suivies durant leur grossesse et d'accoucher en milieu hospitalier, les risques de complication sont effectivement en diminution. Pendant ce temps, on ne comptabilise pas le nombre croissant d'accouche-

ments extra-hospitaliers et la mortalité maternelle et infantile qui les

Enfin, à défaut de données statistiques, on élabore des instruments de mesure à fort contenu idéologique, mais dépourvus de toute pertinence scientifique. Le tout récent rapport de la Banque mondiale intitulé « L' Etat dans un monde en mutation » est un modèle du genre (10). Toute à sa préoccupation, non pas de réhabiliter l'Etat, comme l'ont prétendu quelques commentateurs presses, mais de justifier son cantonnement dans ses seules fonctions régaliennes de maintien de la loi et de l'ordre pour la sécurité prioritaire des capitaux étrangers, la Banque s'essouffle, à grand renfort de graphiques, à tenter de donner me légitimité statistique à ses positions ultra-libérales.

On y mesure de très subjectifs indices de corruption et de crédibilité des Etats. On y apprend sur des figures artificiellement fabriquées que les pays qui snivent la bonne politique économique, celle, bien sûr, préconisée par la Banque mondiale, ont une croissance plus rapide que les autres et d'autant plus rapide qu'ils la suivent sans écart. On encore comment devenir un Etat efficace en sautant par petits bonds de la zone 1, celle de l'Etat le moins capable qui vent tout faire avec peu de moyens, à la zone 3, celle du plus capable concentré sur un petit nombre de taches essentielles, après avoir abandonné, en zone 2, la plupart de ses activi-tés à la communauté du business.

On y trouve même un petit guide du propagandiste libéral: « Six objections aux privatisations et comment y répondre », et le pays modèle à suivre. Cette année, le meilleur élève de la classe africaine des « ajustés structurels » est sans conteste l'Ouganda - qui a succédé au Ghana dans le rôle de « miraculé » - félicité par ses maîtres pour son aptitude à « réaliser des réformes de grande envergure » co « comprimant très fortement les effectifs de la fonction publique » et en y « stimulant la compétition », en « sous-traitant les services sociaux à des organisations non gouvernementales » et en « s'ouvrant à la concurrence extérieure ». Car « la participation à l'économie mondiale est une

protection supplémentaire contre l'action arbitraire de l'Etat ; elle limite ses droits régaliens en matière d'imposition des capitaix et expose les politique monétaires et budgétaires aux regards attentifs des marchés financiers (11) ». On aura compris que l'intérêt des peuples n'était pas la première préoccupation des experts des institutions

financières internationales. Reste à trouver les motifs de cette « exubérance rationnelle » suscitée par une « Afrique en marche [vers] la prospérité et le bien-être » découverte par les vice-présidents de la Banque mondiale,

quand les propres statistiques fournies par leur organisme et confirmées par d'autres - en particulier le Rapport mondial sur le développement humain 1997 du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (12) - révèlent une tout antre réalité. Sur les 50 pays les plus panvres du monde, classés selon l'indice de panvreté humaine du PNUD, 33 sont situés en Afrique subsaharienne. « 45 % de sa population, soit 266 millions d'habitants sur 590 millions, souffrent de pauvreté. (...) L'acuité de cette pauvreté y est plus prononcée que partout ailleurs (13). »

#### Disneyland de la mondialisation

E T la situation ne fait que s'aggra-ver : la proportion des pauvres a augmenté et les personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour sont passées de 179 millions en 1987 à 218 millions en 1993, soit 85 % de la population en Zambie, 72 % à Madagascar, 65 % en Angola, 61 % au Niger, 50 % en Ouganda (14). « Entre 1981 et 1989, on a enregistré en Afrique subsaharienne une baisse cumulée de 21 % du PNB réel par habitant. Ce recul a touché à la fois les pays ayant entrepris des ajustements structurels et les autres (...). Les reculs les plus graves ont été observés au Gabon (58 %), au Nigeria (50 %), en Côte-d'Ivoire (42 %) (...). Même dans les années 90, près de 32 % des personnes vivant dans la région ne devraient pas atteindre l'âge de quarante ans (15). » On y compte un médecin pour 18 000 habitants (contre un pour 350 dans les pays industrialisés), les deux tiers des 23 millions de séropositifs, et le virus y progresse plus rapidement que partout ailleurs, moins d'une personne sur deux y dispose d'eau potable, une sur deux n'a pas accès aux services de santé, la production alimentaire par habitant a régressé depuis 1980, la population illettrée est passée de 125,9 millions en 1980 à 140,5 millions en 1995, etc. Pendant ce temps, les inégalités dans le monde ne cessent de s'accroître. « En 1994, le rapport de revenu entre les 20 % les plus riches et

contre un, nettement plus qu'en 1960 ; 30 contre un (16). »

Les anciens planificateurs socialistes cultivaient le mensonge statistique. Tandis que les unités de production, armées de la géniale pensée du camarade Staline, dépassaient allègrement en quelques mois les objectifs assignés pour un quinquennat, la pénurie s'installait partout. Il restait au petit père des peuples à expliquer l'échec par... « le vertige du succès » (17). C'était le temps des « hauteurs béantes » (18), Voici vemi celui de l'économie virtuelle, l'ouverture du gigantesque Disneyland de la globalisation. Visitez sa croissance enchantée, son monde merveilleux du développement, ses dragons émergents faiseurs de « miracles », ses petits nains, pays dociles de la bonne « gouvernance » guidés par les Blanche-Neige de Bretton Woods, Femilletez le magnifigue guide du développement mondial. fruit du travail de centaines de spécialistes à 100 000 dollars par an, ses jolis graphiques couleur pastel expliquant aux enfants à l'aide de petits cubes comment un pays peut grandir plus vite et plus fort en consommant la bonne politique économique du catalogue.

Toute cette mascarade tente vainement de camoufier l'échec patent des politiques d'ajustement structurel imposées depuis quinze aux pays du sons-continent africain dans le seul intéret des membres du club du G7 et les ravages opérés par le modèle économique de la mondialisation capitaliste. Plus l'écart grandit entre riches et panvres, plus la pauvreté s'étend dans les populations d'Afrique subsahatienne, plus il faut entretenir l'illusion. Celle du progrès, du développement et d'un prochain « miracle », image fétiche de néo-libéraux qu'on aurait cru plus attachés aux comportements rationnels et qui ne semblent plus compter que sur ces interventions divines bienveillantes, à l'égard desquelles les Eglises elles-mêmes gardent pourtant la plus grande méfiance.

En janvier 1949, dans le point 4 de son « discours sur l'état de l'Union », le président américain Harry Truman onvrait l'ère du « développement ». Désormais, il n'y aurait plus de Berbères, de Thais, d'Achantis ou de Guaranis, mais des « sous-développés », « en voie de développement » grâce à l'aide apportée par les pays « dévelop-pés », dont les Etats-Unis prenaient tout naturellement la tête d'un classement effectué à l'aide d'un nouvel indicateur: le produit national brut (PNB).

L'impérialisme avait trouvé une idéologie nouvelle pour légitimer l'expansion du capitalisme, un temps menacé au Sud par la revendication d'un nouvel ordre économique international (NOEI) et le « tiers-mondisme », avant que celui-ci, devenu une . bête à abattre » (19), ne laisse bientôt la place aux lois universelles du marché. Désormais, elles seraient seules chargées de régler les rapports entre forts et faibles, riches et pauvres, Nord et Sud. Aux bons docteurs libéraux le soin d'administrer aux laissés-pour-compte le traitement de choc, l'ajustement structurel, relevant de l'ingérence humanitaire. Le 25 septembre 1972, devant le conseil des gouverneurs de la Banque mondiale. son président, M. Robert McNamara, appelait à « se lancer à l'assant de la pauvreté » et des « conditions de dénuement qui défient la dignité humaine », Vingt-cinq ans après, au vu des résultats, il serait temps pour les pays d'Afrique subsaharienne de remettre en question un modèle de croissance occidental voué à couvrir l'injustice de la cape délabrée du développement (20).

## CHRISTIAN DE BRIE.

(1) International Herald Tribune, Paris, 21-22 juin 1997. (2) Selon M. Michel Camdessos, in Les Echos, rendredi 25 et samedi 26 avril 1997.

(3) Entretien de M. Evangelos A. Calamittis. FMI Bulletin, vol. 26, nº 13, 14 juillet 1997. (4) International Herald Tribune, op. cit. (5) Rapport sur les perspectives de l'économié mondiale, cité par le Financial Times, 14 mai 1997.

(6) Banque mondiale, World Development Indi-cators 1997, Oxford University Press, 1997. (7) Programme des Nations unies pour le déveain 1997, Economica, Paris, 1997.

(8) Catherine Caufield, "Masters of Illusion The World bank and the Poverty of nations ", cite in Bank Check Quaterly, n° 17 juin 1997. (9) Le progrès des nations, rapport Unices, Genève, 1997, p. 68.

(10) Rapport sur le développement 1997, Banque

(11) L'Etat dans un monde en muation, rapport de la Banque mondiale, 1997, résumé en français, pp. 11 et 13.

1(2) Lire Alain Gresh, « L'ombre des inégali-tés », Le Monde diplomatique, septembre 1997.
(13) Rapport du PNUD op. cit. pp. 23 et 37. (14) World Development Indicators, op. cit.,

(15) Rapport du PNUD, op. cit., pp. 35 ct 26.

(16) Idem, p. 27. (17) Titre d'un célèbre article de Staline, publié dans la Pravda du 2 mars 1930.

(18) Alexandre Zipoviev, Les Hauseurs béantes, Laffont, Paris, 1990.

(19) Voir le dossier publié sous ce titre dans Le fonde diplomatique, mai 1985.

(20) Sur ce point, lire Gilbert Rist, Le Déve-loppement, histoire d'une croyance occidentale, Presses de la Rondation nationale des sciences politiques, Paris 1996, et Serge Latouche. La Plat des naufragés, essai sur l'après-développem La Découverte, Paris, 1991.

# cle infernal a dette

The second secon

graduation to the matter office of the

A service of any or product a ser-

17、144、18、11.20 TO (學問題)

and the state of the processing the

and the second second second second

and the second of the second of the second

The second secon

les institutions financières internatio-nales. Mis à part l'Afrique du Sud (vu le p per kupera la and the state of the state of poids de son économie) et le Soudan e total free - Chieself un ep. happy there was a win (qui a rompu tout contact avec ces instiand the state of t EASTER OF . E. . tutions), les gouvernements du sons-Mariana Francisco Pares. continent sont littéralement sons la apart f Britania Barran coupe du FMI, de la Banque mondiale, et du Chib de Paris, qui laisse aux deux 9. 1 2.2 10. المارية والمناورة المناورة المناورة An action of the second of the 6 494 - 194 - ---- F S MAN THE BEST OF doivent appliquer. the manager time of the into proof to the فيعيب بدائد Service Co. America of the

premiers le soin de mettre au point les politiques que les gouvernements Depuis près de quinze ans, des plans d'ajustement structurel sont imposés à la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Assortis d'un moyen de chantage efficace : la ligne de crédit est sus-

pendue si les antorités refusent le plan,

dont les effets sociaux et économiques

sont souvent désastreux : abaissement du rôle redistributeur de l'Etat, baisse de la production nationale dans les secteurs agricole et semi-industriel, dégradation des conditions de vic de la majorité de la

Ainsi par exemple, en Zambie, entre 1990 et 1993, le gouvernement a dépensé 37 millions de dollars pour l'enseignement primaire, tandis qu'il remboursait 1,3 milliard de dollars en service de la dette (8). Autrement dit, pour l'dollar investi dans l'enseignement primaire, le gouvernement en paie 35 an elub des pays riches. En 1995, le gouvernement dépensait six fois moins pour l'éducation primaire par habitant que dix ans auparavant et 30 % de

moins pour la budget de la santé. Conséquence : 80 % des coûts de l'école primaire étaient pris en charge par les familles elles-mêmes et la mortalité infantile augmentait de 20 % au cours de la

Depuis 1994, le Club de Paris négocie des réductions de dette, au cas par cas, avec les pays africains désignés comme bons élèves par le FMI, et prociame son intention de réduire jusqu'à 67 % le stock de la dette bilatérale des pays les plus endettés. En réalité, les conditions d'accès sont tellement draconiennes que la réduction promise se réduit à très peu de choses. Le premier pays (l'Ouganda) à bénéficier des largesses du Club de Paris n'a obtenn que 3 % de réduction de sa dette extérieure, et l'ensemble des annulations et allégements accordés en 1995 à tous les pays de l'Afrique subsahacienne représente moins de 1 % du stock de leur

En 1996, la Banque mondiale, le FMI et le Club de Paris ont pris me nouvelle initiative, visant à rendre « soutenable » le paiement du service de la dette des plus panvres et des plus endettés dont le total représente plus de 200 milliards de dollars. Les premières

réductions sont attendues pour 1998, mais la plupart n'interviendront qu'après l'an 2000. Banque mondiale et FMI se déclarent prêts à réunir un maxinum de 7 milliards de dollars pour financer l'ensemble de l'initiative, soit « à peu près autant que la construction du parc d'attraction Eurodisney en France (10) », et trente fois moins que les 200 milliards de dollars volatilisés sur les places boursières asiatiques au cours du seul mois d'août 1997.

les 20 % les plus pauvres était de 78

La dette extérieure de l'Afrique subsaharienne où vivent plus de 10 % des habitants de la planète représente moins de 1 % des dettes libellées en dollars dans le monde. Vn son cofit social, refuser de l'annuler équivant à un refus de porter assistance à personne en danger de mort. Pour éviter qu'une telle annulation donne un ballon d'oxygène à des régimes corrompus, il faut également geler les avoirs que détiennent les gouvernants africains et leur entourage afin de permettre aux organisations démocratiques de chaque pays, avec l'aide des pouvoirs judiciaire et législatif, de procéder à un audit. S'il apparaît que ces avoirs ont été mai acquis, ils devraient être rétrocédés et financer un fonds de développement social sous contrôle public. Ces deux propositions que relaie le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde sont des conditions préalables nécessaires à un renouveau économique et démocratique en

ÉRIC TOUSSAINT.

(1) Deniel Commune et Éric Toussaint, La dene : ce nouvel esclavage de l'Afrique, dossier CADTM/GRESHA n' 15, Bruxelles, 1995, p. 91.
(2) Jacques Alibert, « La dette extérieure de l'Afrique », Marchés tropicaux et méditerranéens, 29 mars 1996, Paris.

9 mars 1990, Paris.

(3) Jacques Alibert, op. cit.

(4) D. Comanne et E. Toussaint, op. cit., p. 90.

(5) Le progrès des nations, rapport Unicef, senève 1997 et Alternatives économiques, u° 146,

mars 1997.

(5) Cela a pris plusieurs formes. Des pays du Nord out racheté aux banques privées certaines de leurs créances (en utilisent une partie du budget de la coopération entérieure). Les banques ont bénéficié de réductions d'impôts pour des créances qu'elles déclaraient nou recouvrables (même si au bout du compta les déclaraient out fini par payer). (7) PNUD, Rapport mondial sur le développe-nent humain, Editions Economics, Paris, 1994,

(8) Oxfam international, Multilateral Debt : the (8) Oxum moramonat, automated Deer i me Human Costa, Washington, février 1996, p. 11. (9) Banque mondiale, Global Development Finance, Washington, 1997, vol. 1, p. 203. (10) PNUD, Rapport sur la développement humain 1997, p. 103.

## magazine littéraire

N° 358 - Octobre 1997

DOSSIER

#### **CERVANTÈS** Don Quichotte ou i'invention du roman moderne

Le Goncourt des lycéens, par Erik Orsenna Le Temps des livres :

> entretien avec Catherine Trautmann INÉDIT

Quel Panama ! par John le Carré

Chez votre marchand de journaux : 32 F

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 132 F Cochez sur la fiste ci-après les numéros que vous choisissez

☐ Umberto Eco ☐ Uttératures allemandes ☐ Colette □ Litteratures alternance
□ Colette
□ Les Frères Goncourt
□ William Faurinor
□ Virginia Woolf
□ Abert Cerrus
□ Baccelone
□ Marguerite Duras
□ Jean Starobinsid
□ Marguerite Youcernar
□ Sacel
□ Retrur aux Latins

□ Jacques Derrida
□ Witold Gombrowicz
□ Les Enervis de la Belle
Epoque
□ Fernando Pessoa
□ Célina
□ Hegel
□ George Sand
□ 1492, l'invention d'une culture
□ Joseph Corrad
□ Tohekhov
□ L'Age du Baroque
□ Chagrins d'amour

LI Anthusser

André Gide

Rainer Maria Riike

Kant

Guy de Maupessant

Lévi-Strauee Lévi-Strauss
 Lévi-Strauss
 Jean Genet
 Rotand Barthes
 Jacques Lacan
 Georges Parec
 Céline, Voyage au bout
 de la nuit

Règiement par chèque bancaire ou postal magazine littéraire 40, rue des Sainte-Pères, 75007 Paris - Tél.: 01.45.44.14.51



## COMMENT SURVIVRE SANS LA « COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE »

## Somaliland, le pays qui n'existe pas

allèrent en Grande-Bretzene étudier à

NSTALLÉE dans les frontières de l'ancienne colonie britannique, la République du Somaliland, pour avoir quitté la Somalie et proclamé son indépendance en 1991, se trouve privée de toute reconnaissance et de toute aide. Pauvre et isolée, elle s'emploie à marier pacifiquement démocratie et traditions culturelles avec un succès que l'on ne rencontre guère dans les pays d'Afrique bénéficiaires de l'assistance internationale. Une expérience originale sinon un modèle pour le continent.

Par notre envoyé spécial GÉRARD PRUNIER \*

Après en avoir fait pendant plusieurs années le symbole de l'activisme charitable, les médias nnt cessé de s'intéresser à la Somalie, seul Etat au monde dont le siège à l'ONU soit vacant. En mars 1995, la fin de l'intervention des Nations unies (Onusom) a marqué l'entrée de cet ex-pays dans une de ces « zones grises » dont parle l'écrivain et essayiste Jean-Christophe Rufin (1). La Somalie n'est pas abolie mais, sur ses quelque 637 000 km², elle n'existe que de manière indéterminée.

Ce qui fut la République de Somalie peut être divisé en quatre zones. Au nord-est, autour de sa « capitale » Bossaso, le pays majertine connaît une paix presque complète depuis la fin de la guerre contre l'ancien dictateur Syaad Barré, en janvier 1991. Plus au sud, de Galkayo à Belet Weyn, une région char-nière peuplée de Marchans et de nombreux sous-clans hawiyes, moyennement trnublée, sert d'interface, notamment sur le plan commercial. entre le Nord-Est eo paix et le Sud en guerre. Car e'est au sud, du Bénadir (région de Mogadiscin) jusqu'à la frontière kenyane, que la guerre civile continue depuis six ans.

Six ou sept seigneurs de la guerre principaux s'y affrooteot au gré d'alliances fluctuantes mais toujours nrdonnées par la grande divisino binaire entre les deux principaux rivaux bawiyés, MM. Ali Mahdi Mohamed et Hussein Farah Aïdid. Ce dernier a succédé à son père, le général Mohamed Farah Aïdid, « tombeur » de l'armée américaine à Mogadiscio en 1993, tué Mahdi en anût 1996. Les seigneurs de la guerre ne sont oullement des chefs claniques traditionnels, mais des parvenus qui ont émergé au premier plan poli-tico-militaire pendant la guerre contre la dictature (1981-1991). Ils rassemblent des groupes d'hommes jeunes, pauvres et récemment urbanisés, appartenant à plusieurs fractions de clans et oe connaissant d'autre métier que la guerre.

C'est contre ce « système » que s'est déterminée la quatrième partie de l'ex-Snmalie, la République du Somaliland. A l'origine de ce phénomène, ce que l'on pourrait appeler le « différentiel de colonisation » entre l'ancien British Somaliland, an nord, et sa contrepartie au sud, la Somalia Italiana.

Dans le Nord, les Britanniques, qui n'avaient occupé le pays que pnur contrôler le détroit stratégique du Bab-el-Mandeb et accessoirement pour trouver un approvisionnement alimentaire à

Chercheur su CNRS, Paris, auteur notamment (en collaboration avec Bernard Lotas) de L'Ouganda concemporain, Karthala, Paris, 1994,

bas prix pour la garnison rocheuse et désolée d'Aden, se souciaient fort peu de « leur » Snmalie. Ils laissèrent donc les indigènes libres de vivre selon leurs enutumes et surtnut selnn le droit nomade typiquement somali du xeer.

Il en allait tout autrement de l'Italie, humiliée par la manière cavalière dont les grandes puissances la traitaient avant 1914, bumiliation renforcée par le « syndrome de Caporetto » (lieu de la désastreuse rupture du front italien face à l'offensive austro-allemande en octobre 1917) et par les traités de paix de 1919-1920. Pour cette Italie qui allait tenter de panser les plaies de son nationalisme blessé en se jetant dans les bras du fascisme, les colonies étaient une grande compensation (2).

Le traitement de la Somalie fut brutal. La colomie devait se plier à la volumé du vainqueur et subir son droit, ses usages et ses préférences économiques. Uo droit romain artificiel fut imposé, les pratiques sociales nomades, notamment dans la résolution des conflits, furent abolies, le xeer somali devint symbole d'inducilité. Des affrontements militaires se poursuivirent entre rebelles somalis et troupes italiennes jusqu'à la fin des années 20.

Par ailleurs, les Britanniques, plutôt que de promouvoir une scolarisation de masse, très aléatoire en milieu nomade, créèrent quelques rares écoles de bonne qualité, doot les meilleurs élèves l'université. Il en sortit une pente élite, bien formée, à partir des années 40. Dans le Sud au contraire, les Italiens poursuivirent une politique de scolarisation générale mais de bas niveau. abontissant à la emistitution d'un groupe important de demi-intellectuels partiellement prolétarisés et au natinnalisme exacerbé. Ainsi, malgré l'enthousiasme de l'indépendance, l'« unité » de juin 1960 fut un peu le mariage de la carpe et du lapin (3).

Cette différence de structures et de fonctionnement mina peu à peu l'unification. Tous les cadres techniques nu presque vinrent du Nord tandis que les postes politiques-clés passaient aux mains des sudistes, renforçant les tensions. Or il o'existait même pas de langue administrative commune, les uns parlant anglais et les autres italien tandis que le somali, que tous connaissaient, n'était pas encore une langue

Le désenchantement des nordistes se transforma en colère à partir de 1978. Vaincu dans sa guerre contre l'Ethiopie, le président Syaad Barré (5) entreprit de faire porter le fardeau économique de la défaite par les populations de l'ex-Somaliland. Trois ans plus tard, en 1981, les nordistes créaient, à Londres, le Somali National Movement (SNM). le premier des mouvements de guérilla

La guerre atteignit une vinlence extrême au nord, en 1988, avec la destruction totale de la capitale, Hargeisa, au prix de 50 000 morts. Puis elle s'étendit pen à peu à l'ensemble du territoire, où d'autres mouvements opposés à la dictature s'organisèrent en 1989, amenant la chote du régime en 1991. Mais, alors qu'air sud les organisations combattantes, qui correspondaient toutes à des clans ou à des fractions de clan, s'entre-déchiraient pour la conquête d'un pouvoir effondré, au nord, le SNM s'engageait dans une voie radicalement différente, de réconciliation nationale, jusqu'à la sécession.

## Après la guerre, le pardon

ORS du shir (conseil) de Berbera en février 1991, les clans issaks (80 % des 2,3 millions d'habitants de l'excolonie britannique) décidèrent de pardonner aux autres clans (Gaddaboursis. Dolbahantes, Warsangelis) bien que ceux-ci aieot combattu peodant la guerre aux côtés de l'armée sudiste. Les prisonniers de guerre furent échangés et il n'y eut pas de représailles. Quatre grand shir réuni cette fnis à Burao, la population fit pression sur la direction du SNM pour abroger l'acte d'union de juin 1960 et proclamer l'indépendance. Certains cadres SNM, dont le président Abd-er-Rahman Tnur (qui deviendra le premier président du Somaliland indépendant) étaient d'anciens membres du gouvernement de Mogadiscin et ne croyaient pas à la viabilité de la sécession (6).

L'indépendance est simplement venue d'un très profond sentiment de rejet des sudistes et de toute la politique « somalie » depuis 1960. Dû aux injustices de la paix et aux violences de la guerre, ce rejet s'est encore amplifié depuis 1991 devant l'anarchie persistante au sud. « La communauté internationale nous demande de nous réunir avec les gens du Sud, disait un politicien somalilandais, mais avec lesquels? Ils sont absolument incapables de s'entendre de manière durable (T). \*

Malgré ses efforts méritoires au début de 1991, le Somaliland a aussi connu la guerre des clans. Les Issaks. quasiment hégémoniques, se sont fragse dispoter les ma restes de l'économie monétarisée, essentiellement les rentes portuaires, routières et aéroportuaires (8). Il y ent deux guerres claniques, en 1992 puis de nouveau en 1994-1995. Mais les choses o'ant pas évolué comme au sud. Grâce à la survivance des structures du xeer permettant le règlement des conflits, des « conférences de paix à la somalienne » se réunirent et aboutirent à des formes de règlement adaptées à la culture nationale ; de vastes assemblées régionales parvenant à imposer le paiement du prix du sang (mag) qui seul permet de désamorcer une guerre clanique en combinant compensations matérielles et rétablissement symbolique de l'honneur.

Un tel processus peut être long (de deux à six mois) et assez pémble pour un observateur étranger. Mais il est adapté à la réalité sociale et culturelle du pays, ce qui o'était certainement pas le cas des « conférences de paix » à l'occidentale que l'ONU s'obstina à bricoler périodi-quement à Addis-Abeba, en 1993-1994, et qui n'aboutirent jamais à quoi que ce

L'idée même d'Etat est complètement étrangère à la culture somalie, qui n'en a comm aucune forme avant la période coloniale. Quant à la société nomade, elle est par essence anarchique car jamais un surplus économique suffisant n'a été développé pour permettre à des groupes humains d'une taille un tant soit peu importante de se sédentariser, conditinn favorable à toute forme d'Etat (9). Les grands shir successifs de Burao (1991), Borama (1993) et Hargeisa (1996-1997) sont appelés par les Somalilandais « conférences nationales » pour les distinguer des shir locaux qui ont servi à régler les conflits claniques. Dans chacune de ces trois « conférences nationales », ce qui s'est joné, au-delà de tel ou tel enjen de politique politicienne (et il y en avait !), e'était la forme même de l'Etat, les modalités de son existence.

Au lendemain de la troisième conférence nationale (octobre 1996-mars tion ou la guerre civile. Le résultat est paradoxal: un Etat sans doute phis légitime et mieux enraciné socialement que les trois quarts de ses homologues en Afrique, fonctionnant avec des moyens financiers infimes et ne bénéficiant d'aucune forme d'aide extérieure (10) parvient à vivoter et à maintenir une paix fragile en dépit de l'indifférence quasi totale de la communanté internationale. « Dieu nous préserve de la commu internationale, expliquait en mai demier un marchand somalilandais. Lorsqu'ils sont venus, c'était pour nous offrir la guerre civile qu'ils soutenaient au sud. »

l'asphyxie i

The state of the s A STATE OF A STATE OF

production is i seemed

4211

2 2 Tar. 1 73

7 Tr. C. C. S. C. S.

Share and a second

Sire water

TELL THE STATE OF THE STATE OF

The Walter Care and high to

The section of the se

Training and a second

STATE STATE OF THE STATE OF ST

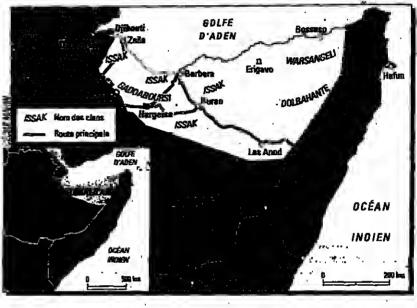
\*

THE TO THE THE THE TARK THE

and the difficulties de becommende de

PER MARCEL MAZOYER OF LANGE

Le Somaliland, étant resté à l'écart de l'intervention armée de l'Onusom, vit effectivement débarquer, à la mi-1993, M. Léonard Kapungu, représentant adjoint des Nations unies à Mogadiscio, porteur d'une carte géographique surprenante. Comme an bon vieux temps du congrès de Bertin, les étrangers avaient décidé d'une partition territoriale. L'ONU « offrait » au président Mohamed Ibrahim Egal, recemment thi; l'administration du pays issak, en « attribuant » les régions peuplées d'autres clans à diverses milices claniques sans existence sur le terrain mais dont les représentants exilés à Nairobi ou à Londres émient parvenus à convaincre l'organisation mondiale de leur repré-



1997), non sculement l'Etat o'est plus contesté par personne (même si son fonctionnement fait toujours l'objet de vifs débats) mais il y a maintenant deux assemblées élues, l'une de délégnés uples » et l'autre d'« anciens » ch sis non par les électeurs mais par les conseils des clans. Cette seconde Chambre, contrairement à la première, ne peut être dissoure par le président et chaque représentant d'un clan ou d'un sous-clan ne peut être remplacé en cas de décès, d'incapacité ou de rappel que par un autre représentant du même clau ou du même sous-clan. Ces mesures sont formalisées dans une Constitution approuvée en février 1997 par les deux tiers des représentants.

Les Somalis sont certes anarchiques, mais ils sont aussi des ultra-démocrates, l'un étant d'ailleurs la conséquence de l'autre. Pendant les dix années de guerre, le SNM a eu cinq présidents. Tous ont été démocratiquement élus par des Congrès, tous ont été pendant leur mandat les véritables chefs du mouvement et tous ont quitté leurs fonctions en vie et libres, une performance dans les mouvements de guérilla en Afrique.

Cette patiente construction d'un Etat bybride occidentalo-nomade a conduit pen à peu à un approfundissement démocratique, non pas, comme e'est le cas ailleurs sur le continent, pour faire plaisir aux bailleurs de fonds étrangers (il o'y en n pes), mais pour répondre à une véritable nécessité fonctionnelle : le choix étant entre une réelle démocratisa-

(1) Jean-Christophe Rufin, L'Empire et les Nouveaux Barbares, J.-C. Lattès, Paris, 1991. Line également, Philippe Leymanie, « La Somalie, nation éclatée ». Le Monde diplomatique, jauvier 1993, et « L'insconcevable avenglement de l'ONU en Somalie ». Le Monde diplomatique, novembre 1993.

(2) En 1926, Rome ira jusqu'à demander au; Anglais de lui rétrocéder le Jubaland (qui faisain alors partie du Keuya), genre de redécoupage des froatières coloniales qui semblait plants apparenir à l'époque, alors déjà révolue, du partuge de l'Afrique. Puis, en 1935, il y em l'invasion de l'Ethiopie.

(3) Après avoir occupé la Somalie italianne en 1941, les Britannisques avaient fini par en rendre le contrôle en 1948 à une administration italienne délégaée par l'ONU, l'Amministratione Fiduciaria Italiana in Somalia (AFIS), qui géra le pays jusqu'en 1960 en missant le plus souvent les vieux cadres coloniant de l'époque mussolinienne. Ce sost les mordistes qui vinrent volontairement se joinaire au Sud, quatre jones après que les Britanniques leur eurent accorde l'indépendance.

(4) Il ne le deviendra qu'en 1971, soit onze uns après l'unification des deux ex-colonies. (5) Syand Barré appartenait au clan sudiste des Marchans et détestait les clans istalis du Nord.

sentativité. Le résultat de cette étonnante idée ne pouvait être qu'un renouveau des affrontements claniques. M. Kapungu fut poliment remis dans son avion et prié d'aller exercer ailleurs n'en laissa pas moins à Hargeisa une solide méliance vis-à-vis des « bonnes intentions > internationales.

Le Somaliland est pauvre et isolé. Mais, an moment on l'Afrique se cherche à tâtons entre les vieux tyrans qui tombent et les jeunes démocraties qui trébuchent, il offre une expérience originale d'approfondissement démo-cratique réalisée en harmonie avec des traditions culturelles vieilles de plusieurs siècles dont on a patiemment tenté de préserver les atouts et d'élaguer les dangers. Signe parlant de maturité politique, les propos d'un opposant radical à l'actuel président Mohamed Ibrahim Egal, réélu en mans 1997.

Après avoir longuement expliqué pourquoi le président Egal ne mérinit pas son poste et comment il l'avait acquis en achetant les voix des grands électeurs, ce politicien conclut qu'il serait facile de le renverser car sa corcuption était de natoriété publique. « Mais, ajoute-t-il, ce serais une folie de te faire et nous ne le ferons pas. Nos ins-titutions sont bien trop jeunes et trop fragiles pour supporter le choc d'un coup d'Etat ou d'une insurrection. Dans quatre cas, il y aura d'autres élections. D'ici là, nous ferons beaucoup de shir. » Ce qu'ailleurs on appellerait des résnions electorales.

(6) A l'expiration de son mandet, M. Abd-et-Rahman Tour devair d'ailleurs rejointée la milion tudiste de M. Hussein Barah Abdid et se déclarer en faveur d'une bypochétique rémainement.

faveur d'une bypothétique résuffication.

(7) Il y a ex cinq ou six « accords de paix » signés entre les factions sotistes depuis 1992, successivement sous l'égide de Djibooni, de l'ONU, du Kenya et de l'Ethiopie. Aucun n'a duité plus de queiques semaines.

(8) La scule richeuse-marchandise est reputsus-tée par le bétail (ovins et chamiesto, éssentiellement exportés vers l'Arabie saondise et les pays du Golfe), qui a rapporté plus de 150 millions de dollars en 1996. La scule formé de ponction du profit par des enrinés « éntiques » se sime doné au nivesu des doumes et des barragues routiers, léganx si on contrôle le « gouvenneues », îllégant quaid on me le countile plus.

(9) Sauf évidenment sur la ofte, où des cités-lesses commençantes » "émient, organisées, du XIV siècle sous forme de micro-aitmant. Mais ces villes très commodes de micro-aitmant.

(10) Le programme de afhabilitation de Berbera, maconet à grand bruit par l'Un péenne, n'est absolument par visible sur après un an de « développement ».

## L'annuaire économique et géopolitique de référence L'ÉTAT DU MONDE 1998



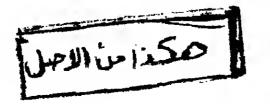
704 pages, 159 F

- 100 spécialistes
- 270 articles inédits
- 55 pages de carres • 90 bibliographies
- 100 pages de statistiques • 10 chronologies
- Un index
- de 2 000 entrées

## TEXTES ENTIÈREMENT NOUVEAUX

- Les grandes mutations internationales
- Le tableau de bord complet de l'économie mondiale
- Le point complet sur les 225 pays du monde





vail dans cette entreprise : il est aligné sur le prix de marché de la maind'œuvre locale et s'établit à moins de

l dollar par jour, soit trente à quarante fois moins que dans les pays dévelop-

Enfin, le très bas prix de la main-d'œuvre peu qualifiée réduit fortement les coûts de production et les prix des

biens et services produits et consommés

localement, entraînant à la baisse les

salaires des autres catégories

d'employés. C'est ainsi que, à qualifica-

tion et à travail égaux, l'expert ou l'interprète originaire d'un pays en développement, employé dans son pays par une firme ou per une organisation internationale, est payé jusqu'à dix fois moins que son homologue d'un pays dévelopé

En fin de compte, il faut des dizaines d'années de travail d'un paysan ou d'un

salarié d'un pays en développement

pour acheter le produit d'une année de

travail dans un pays développé; inver-

sement, quelques jours de travail d'un

salarié ou d'un agriculteur d'un pays

développé suffisent pour acheter le pro-

duit d'une année de travail dans un pays

Or, mis à part les rares pays dévelop-

pés déjà industrialisés au début du

XXº siècle et une poignée de nations en

voie de développement pourvues d'acti-

vités agricoles relativement perfor-

mantes ou de rentes commerciales ou

pétrolières importantes, la très grande

majorité des pays du monde n'ont hérité, en tout et pour tout, que d'un sec-

teur agricole très faiblement équipé, incapable de financer une modernisation

contense importée des pays développés.

d'échanges qui les a mis en concurrence

avec des pays disposant d'une agri-culture beaucoup plus productive, ces pays dits en voie de développement sont

en fait devenus des « pays agricoles appauvris », peu ou pas industrialisés,

produisant peu, disposant de très faibles

recettes publiques et de très faibles

recettes en devises; des pays endettés

n'ayant pas les moyens d'accumuler du

capital pour amorcer un réel développe-

ment, ni même les moyens de moderniser suffisamment leurs infrastructures

pour attirer les capitaux extérieurs : des

pays en crise depuis longtemps où la faim et les massacres ne sont pas rares,

où l'impuissance et l'effritement de

l'Esat sont de plus en plus manifestes.

des échanges empêche toute politique

économique et agricole nationale per-

mettant de sortir de la pauvreté. Pour

donner à ces pays appauvris une chance

d'accumuler quelque capital et de se

développer, il est nécessaire de rompre

avec un système dans lequel les prix

agricoles tendent à s'uniformiser et à

baisser en termes réels, réduisant leurs

revenus à la mesure de l'indigence de

leur héritage agraire. Il faudrait promou-

voir un modèle plus équitable, dans

lequel les prix seraient au contraire dif-

férenciés et relevés de manière à

compenser les formidables handicaps

d'équipement et de productivité dont

(1) La productivité nette du travail est égale à la

valeur de la production annuelle d'un travailleur, moins la valeur des arrorissements du matériel et celle des biens et services utilisés pour assurer cette

(2) Lire Karen Lehman, « Libre commerce ou sécurité alimentaire », Le Monde diplomotique, novembre 1996.

(3) Lire Jean-Louis Gombeaud, «La grande crise du commerce des produits tropicaux », Le Monde diplomatique, mars 1994.

(4) Lire Bernard Cassen, « Contre le désert et la jachère, un monde rural solidaire », Le Monde diplomatique, mars 1995.

souffre le Sud (4).

-Du studio au 6 pièces-

SAINT DOMINIQUE

PARIS, AU CŒUR DU 7<sup>ème</sup>

NEUFS ET RÉNOVÉS À PARTIR DE 34 000F/M°

POSSIBILITES "PÉRISSOL"

- SODEMI -CAÏXA BANK -

46, rue Jacques Dulud 92574 Neuilly sur Seine Cedex

Tel: 01 41 92 22 21 - Fax: 01 41 92 22 57

Visites uniquement our ROV

Livrables immediarement

Dans ces conditions, la libéralisation

Intégrés à un système international

en développement.

COURSE FOLLE À LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE

déduction de la valeur des amortisse-

ments et des biens et services utilisés, il

hui reste entre 400 000 F et 500 000 F.

une somme qu'il doit partager avec son propriétaire s'il est fermier, avec son

banquier s'il est endetté, et avec le fisc

s'il est soumis à l'impôt. Moyennant

quoi, il lmi reste entre 100 000 F et

250 000 F par an pour rémunérer son

Payé à la même aune (100 F le quin-

tal), un cultivateur manuel andin, sou-

danais ou indien, produisant 10 quin-taux nets de grain, recevrait 1 000 F s'il

vendait toute sa production. Mais il doit

nourrir, loi et sa famille: son revenu

monétaire ne peut guère dépasser 300 F

par an. A condition qu'il ne paie ni fer-

mage, ni intérêt d'emprunt, ni impôt.

Dans ces conditions, il lui faudrait une

vie de travail (trente-trois ans) pour

acquérir une paire de bœufs et un petit

matériel de culture attelée colitant

10 000 F. à supposer qu'il puisse consa-

crer tout son revenu monétaire à cet

achat : il lui faudrait trois cents années

pour acheter un tracteur à 100 000 F.

et... trois mille ans pour acquérir un

équipement complet de motomécanisa-

tion, d'une valeur de 1 million de

francs, comparable à celui d'un agri-

paysamerie faiblement équipée dans

une crise qui se manifeste par la décapi-

talisation (réduction du cheptel vif,

outillage de plus en plus réduit...), la

Mal outillés, mal nourris, mal soi-

gnés, ces paysans ont une capacité de travail réduite. Ils doivent donc concen-

trer leurs efforts sur les tâches les plus

immédiatement nécessaires à la survie

(préparer le terrain, semer, récolter...),

négligeant les travaux d'entretien, à

moyen et à long terme, de l'écosystème cultivé : ici, les aménagements hydrau-

liques mal entretems se dégradent ; là,

pour réduire la difficulté du défriche-

ment, les paysans s'attaquent à des

friches de plus en plus jeunes, ce qui accélère le déboisement et la dégrada-

tion de la fertilité; ailleurs, la réduction

da cheptel vif entraîne une diminution

La dégradation de l'écosystème cultivé et l'affaiblissement de la force de travail conduisent aussi les paysans à

simplifier leurs systèmes de culture, au

détriment de la diversité et de la qualité

des denrées végétales autoconsommées.

Ajouté à la quasi-disparition des pro-

duits animaux, cet enchaînement de causes et d'effets accroît les carences

alimentaires en protéines, en minéraux

Exploitant un milieu de plus en plus dégradé, ces paysans affaiblis sont, un jour ou l'autre, obligés de s'endetter

pour pouvoir subsister durant les mois

de soudure précédant la récolte suivante. Le plus souvent, après rembour-

sement, il leur reste à peine de quoi manger pendant quelques mois. Ils sont

alors contraints d'emprunter à nouveau, encore plus tôt, encore plus lourdement.

Leurs possibilités de remboursement se réduisent et il arrive un moment où ils

ne trouvent plus prêteur. Ils doivent

alors envoyer les membres encore

valides de leurs familles à la recherche de revenus extérieurs. Si ces revenus ne

suffisent pas, il ne reste qu'une issue,

l'exode vers les bidouvilles - à moins de

ponvoir se replier sur des cultures illé-

gales (pavot à opium, coca, chanvre

indien, etc.). Et à condition de ne pas

être condamné à la famme sur place par

et en vitamines.

de la fumure des terres de culture.

sous-consommation et la sous-alimenta-

culteur européen on américain.

Exode vers les bidonvilles

propre travail et pour investir.

LE MAIS AU TEMPS DES AZTÉQUES

(Codex Fierentino, Archives générales de la nation, Mexico)

quelque accident climatique (inonda-tion, sécheresse), biologique (maladie des plantes, des animaux ou des

hommes, invasion de prédateurs),

économique (mévente des produits, fluctuation à la baisse) ou politique

Dans les pays développés, les dizaines de millions de paysans exclus de l'agriculture depuis le début du siècle

ont été, sauf dans les périodes de crise des années 30 et depuis 1975, progres-

sivement absorbés par l'industrie et les

services, sans pour autant amoindrir la

capacité de production de l'agriculture,

part des pays en développement, en

revanche, cet exode massif n'a pas été

entièrement compensé par les gains de

productivité agricole, et les investisse-

ments venus du monde entier n'ont pas

suffi - et ne suffiront pas, tant s'en faut -

à absorber le flot ininterrompu de ruraux

à la recherche d'un nouveau moyen

Ces migrations ont entraîné, su cours

des demières décennies, un accroisse-

ment démesuré des villes d'Amérique

latine, d'Asic et d'Afrique, alors même

que celles-ci ne disposaient ni des

infrastructures nécessaires pour accueil-

lir les nouveaux venus ni des activités

industrielles et de service capables de

les employer. Dès lors, l'immense majo-

rité est vouée soit au chômage, soit aux

emplois précaires et sous-rémunérés des

entreprises du secteur dit informel, soit

encore aux petits métiers produits par le

foisonnement et par la subdivision à

l'infini des activités de service. Sans

parler de la prostitution, de la délin-

d'un manœuvre occasionnel est à peine

supérieur au prix de sa nominure quoti-

dienne ; le salaire annuel d'un employé

non qualifié avoisme la valeur d'une

dizaine de quintaux de céréales (une

centaine de francs par mois), soit de

quoi nourir très chichement une famille de quare à cinq personnes ; le salaire

annoel d'un employé peu qualifié couvre les besoins alimentaires d'une

famille sinsi qu'un minimum d'autres

C'est pourquoi le salaire de base payé

par une firme, nationale ou étrangère,

fut-elle la plus moderne du monde, est

sans rapport avec la productivité du tra-

Dans ce contexte, le salaire journalier

quance et de la mendicité.

besoins essentiels.

(guerre civile, passage de troupes).

L'asphyxie des économies paysannes du Sud

U fait de la révolution des transports et de la libéralisation des

Par MARCEL MAZOYER et LAURENCE ROUDART \*

réels (2).

Cette formidable avancée d'une cer-

taine forme d'agriculture « moderne » n'avait, en elle-même, aucune raison de nuire au développement des autres, et

elle ne saurait donc être incriminée à ce

titre. Mais la révolution des transports a

progressivement désenclavé et mis en

concurrence toutes les agricultures du

monde, de sorte que les moins produc-

tives se sont trouvées confrontées, l'une

après l'autre, aux bas prix des céréales

et des autres denrées de base provenant

des pays les mieux équipés. Avec le temps, et faute d'être suffisamment pro-

tégées, elles ont été sommises à la forte

baisse tendancielle des prix agricoles

concerné les céréales, elle a aussi tou-ché les cultures tropicales d'exporta-

tion, concurrencées soit par des cultures

motorisées et mécanisées des pays

développés (betterave contre canne à

sucre, soja contre arachide et autres

oléo-protéagineux tropicaux, coton du sud des Etats-Unis...), soit par des pro-duits industriels de remplacement (caourchoue synthétique contre hévéa-culture, textiles synthétiques contre

coton...) (3). Le prix réel du sucre, per

exemple, en tendance a été divisé par trois en un siècle, le prix du caoutchouc

l'étant par près de dix. Pour certaines

cultures tropicales d'exportation

(banane, ananas...), de nouveaux

moyens de production ont été mis au

point et adoptés par une minorité de

grandes exploitations capitalistes on

étatiques et d'exploitations de paysans

aisés; là encore, du fait des gains de

productivité, les prix agricoles réals ont

Ainsi, à raison de 100 F le quintal de

grain, un céréaliculteur bien équipé

d'Europe, produisant à lui seul

8 000 quintanx par an (100 hee-

tares × 80 quintaux à l'hectare), obtient un produit brut de 800 000 F. Après

'UNIFICATION du marché et la

Le baisse tendancielle des prix agri-

coles réels ne risquent donc pas de

conduire les agriculteurs manuels sur le

chemin des investissements productifs et des gains de productivité. De moins en moins capables d'investir dans un

matériel performant, oo même d'acheter

semences sélectionnées, engrais et

autres produits de traitement, ces pay-

sans appauvris ont été contraints, pour

renouveler au minimum l'outillage

indispensable, à de lourds sacrifices:

vente de bétail, réduction de leurs

maigres achats... Et ils ont di étendre le

plus possible les cultures destinées à la

vente; dès lors, la superficie qu'ils

penvent cultiver avec leur faible outil-

age étant strictement limitée, il leur a

falla réduire celle des cultures vivrières.

Autrement dit, le blocage du développe-ment et la baisse tendancielle des prix

agricoles se combinent pour entraîner la

Elena ARSENEVA

François GAULME

J. COSTA-LASCOUX

Rédacteur en chef :

Henri MADELIN

André Costes Joseph DOAN

Entre autres, dans le numéro d'octobre 1997 :

Figures libres, Choix de films, Chroniques de théâtre

Revue des livres, Choix de disques...

Pour recevoir ce numéro, tapez sur minitel 36 15 SJ\* ETUDES

(2.23 Fhain.) ou envoyez vos nom, adresse et règlement à l'ordre

d'Enudes : 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48

site internet : http://perso.wanadoo.fr/assas-editions

Cette baisse u'a pas seulement

échanges, la concurrence des agricultures les plus hautement capitalisées entraîne le blocage du développement et le marasme des économies

paysannes les moins performantes des pays en voie de développement : moindre productivité, baisse tendancielle des prix et donc des revenus,

sous-équipement, dégradation de l'écosystème cultivé, endettement,

migrations massives vers les villes, etc. Cette crise agraire étendue

explique, pour partie, les difficultés de beaucoup de ces pays.

Amorcé dès la première moitié du

siècle, s'accélérant à partir des années 50, un immense bouleversement

a transformé l'agriculture de l'ensemble des pays développés. Il a

reposé sur le développement des

moyens de production issus de la

seconde révolution industrielle : la

motorisation (moteurs à explosion ou

électriques, tracteurs et engins auto-

moteurs de plus en plus puissants), la

grande mécanisation (machines

complexes et performantes) et l'essor

de la chimie agricole (engrais minéraux

et produits de traitement). Il s'est égale-

ment appuyé sur la sélection de variétés

de plantes et de races d'animaux

domestiques à haut rendement tout à la

fois adaptées à ces moyens de produc-tion et capables de les rentabiliser, ainsi que sur la spécialisation des exploita-

tions et des régions, permise par les nouveaux moyens d'échange eux aussi d'origine industrielle.

En céréaliculture, par exemple, les

meilleurs rendements à l'hectare ont

presque décuplé grâce aux engrais et à

la sélection ; la soperficie cultivable par

un homme seul a été multipliée par plus

de dix grace à la motomécanisation. De

ce fait, la production maximale de grain d'un travailleur agricole a pu centupler,

et la productivité nette du travail (1) être

multipliée par cinquante. Ces énormes

progrès ont eu pour conséquences une importante diminution de la part des

ruraux dans la population active qu'une

forte baisse tendancielle des prix réels

des denrées agricoles - au premier rang.

desquelles les céréales. Aux Etats-Unis

le prix réel du blé a quasiment été divisé

par quatre, en tendance, depuis le début du siècle, alors que celui du maïs, tout

comme celui du riz, l'était par deux en

Or, malgré les milliards de francs

dépensés pour le promouvoir, ce

modèle agricole n'a pénétré que dans

quelques secteurs limités des pays en

développement : plus des trois quarts des agriculteurs d'Afrique et plus de la

moitié de ceux d'Amérique latine et d'Asie continuent de travailler avec des

outils manuels (machene, houe, beche,

faucille...), seuls 15 % à 30 % d'entre

cux disposant de la traction animale

En cette fin de XX siècle, les agri-

culteurs les mieux équipés des pays

développés et de quelques secreurs

réduits de l'agriculture du Sud penvent

atteindre un niveau de productivité nette de l'ordre de 5 000 quintaux

d'équivalent-céréale par travailleur ; au

même moment, dans les pays en déve-

loppement, la masse des cultivateurs

manuels produit toujours de l'ordre de

10 quintaux. Multiplié par cinquante en un peu moins d'un siècle, un rapport de

\* Enseignants-chercheurs à l'Institut natio-nal agronomique Paris-Grignon, aments de His-toire des agriculteurs du monde, à paraître aux éditions du Seuil en novembre 1997.

La patrie des éléphants

Les nouveaux dominos africains

Penser l'immigration autrement

L'avenir de l'Eglise au Viêt-Nam

Le nº (144 pages): 60 F - Etr.: 67 F

Abt (11 nº/an): 495 F - Etr.: 600 F

(araire ou charrue, charrette...).

cinquante ans.

1 contre 500!

في من المراجع المن الم

in the second

. . . .

ويتعمله والمسترا

 $= \frac{\pi}{\sqrt{2}} \sqrt{\frac{2}{2}}$ 

7.1 2 # F

- 150 - 150

agencies of the last















































## DERRIÈRE LA FAÇADE DES RÉFORMES

## Grande pauvreté à la chinoise

Vec le renforcement du pouvoir de son secrétaire général, M. Jiang Zeming, le XV Congrès du Parti communiste chinois s'est surtout soldé par une nouvelle avancée de la « réforme ». Les précautions de langage n'ont pas trompé le directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, qui a jugé « encourageant » le fait que les dirigeants de Pékin « mettent le doigt sur ce qui sera le principal défi des prochaines années : la transformation des sociétés d'Etat en sociétés efficaces ». Des privatisations qui ne peuvent qu'accroître les inégalités : entre individus et groupes sociaux, mais aussi entre provinces. A preuve le cas du Guizhou, typique de cette Chine pauvre oubliée par le Congrès.

- Par notre envoyé spéciał GUILHEM FABRE \*

Vu de Guiyang, la capitale provinciale, on scrait bien en mal de déceler les multiples handicaps qui frappent la province du Guizhou, enclavée entre le Sichuan, le Yunnan et le Guangxi. Les innombrables chantiers de construction, les grands magasins regorgeant de marchandises, l'animation des marchès et de la vie noctume témoigneraient plutôt d'une pénétration en douceur du mode de vie des riches régions côtières.

Mais les campagnes offrent un tout autre aspect. Sous la mer de nuages, qui enserrent la province l'hiver, des collines vertigineuses se succèdent, au milieu de cours d'eau aux méandres erratiques. Accrochés aux flancs des vallées ou dispersés dans les montagnes à plusieurs heures de marche, les villages des peuples miaos et dongs. Majoritaires dans certaines préfectures, ces « minorités », comme celle de Kaili, vivaient auparavant dans une économie d'autosubsistance peu à peu déséquilibrée par la densification du peuplement et l'application mécanique des directives du gouvernement central.

Historiquement, la région a été créée sous la dynastie des Ming en 1414, mais c'est avec le boom démographique du XVIII siècle que la colonisation des Hans, les Chinois de souche, a été privilégiée à des fins essentiellement militaires, non sans susciter des révoltes, notamment dans la seconde moitié du XIXº siècle. La Chine de Mao Zedong n'a pas rompu avec cette orientation : le gouvernement central a privilégié, dans le Guizhou, les investissements du complexe militaroindustriel sans retombée réelle sur l'économie locale, dans le cadre du repli programmé des installations stratégiques vers les régions de l'ouest. Le quadrillage administratif, des sous-préfectures jusqu'aux cantons et aux bourgs, a facilité la mise en œuvre de politiques écologiquement dévastatrices pour une agriculture qui occupe encore les trois quans de la population active et représente 38 % du produit intérieur brut de la province.

Pis: la priorité accordée à la production céréalière et l'absurde généralisation des petits hauts-fourneaux à l'époque du Grand Bond en avant (1953-1960) ont détruit irrémédiablement l'essentiel des forêts primaires et de la faune, accélérant l'érosion des sols et la diminution des ressources en eau. L'ère des réformes et de la décentralisation, amorée au début des années 80, s'est traduite ici par un décuplement en moyenne des effectifs de l'administration locale, sans rapport avec l'accroissement de ses tâches.

C'est dans ce contexte historique, culturel et institutionnel que s'inscrit le problème de la pauvreté au Guizhou. Malgré un taux de croissance moyen de plus de 9 % depuis quinze ans, le revenu par tête de la province est tombé de 50 % de la moyenne nationale à près du tiers.

\* Responsable du DESS commerce et échanges, université du Havre. Sur ses 35 millions d'habitants, 8 millions vivent dans une grande pauvreté et la sous-alimentation, avec des revenus annuels officiellement inférieurs à 530 yuans par tête (350 F).

Rien là d'une exception: avec la corruption, un des effets pervers les plus graves des réformes, c'est l'écart croissant des revenus entre les «gagnants» des provinces côtières et des grandes villes, et les « perdants » des campagnes du centre et de l'ouest du pays. Il est certes inévitable qu'un développement économique d'une telle rapidité – 9 % de croissance en 1996 – s'accompagne de disparités sociales à l'échelle d'un pays continent. Les écarts de revenus atteignaient dès 1994 une moyenne de 1 à 9 sur l'ensemble du territoire, soit des proportions égales à celles des Etats-Unis (1).

La province du Guizhon constitue l'exemple le plus parlant de cet écart, avec le revenu par tête le plus bas du pays, 11,5 fois inférieur à celui de la municipalité de Shanghaï. On peut, bien sûr, se contenter d'énumérer les handicaps, bien réels, de la province pour expliquer ce « phénomène du Guizhou », comme l'a qualifié l'économiste Hu Angang, dans un article qui a attiré l'attention de Pékin et alimenté le débar local (2). Cette succession sans fin de collines de karst de plus de 1 000 mètres d'altitude; paradis



des peintres et des visionnaires, représente un enfer pour les constructeurs de routes et d'infrastructures. L'absence de cours d'eau propice au transport de marchandises et de débouché sur la mer, comme au sud le Guangoi, on sur des pays limitrophes, comme à l'ouest le Yunnan, réduit les possibilités d'échanges. Enfin, l'importance des minorités (environ un tiers des habitants) ne facilite pas les tâches d'éducation et de formation technique, uniquement conçues en termes de sinisation. La langue chinoise est loin d'être maîtrisée à mesure qu'on s'éloigne des axes de communication, et les communaués locales sont structurées autour des cultures traditionnuelles.

Mais, tout bien pesé, la question de la parvreté reste essentiellement politique. La pénurie de capital, due à une spécialismon de la province dans les secteurs primaires à faible valeur ajounée (comme l'agriculture, les mines ou dans l'industrie lourde), ne peut être compensée que par un apport extérieur qui ne fait pas partie des priorités du gouvernement central. Après l'extension de la politique d'ouvernure vers le nord et l'ensemble des régions côtières, Pékin entend avant tout développer les provinces centrales, en se conformant au vieil adage; « Quand le centre est stable, l'univers le devient. »

## Une compassion très médiatisée

Le but essentiel des autorités est de garantir la stabilité sociale de cette région en subventionnant ses déficits et en luttant courre la grande pauvreté. Depuis 1995, le Guizhou bénéficie d'une allocation prioritaire de fonds dans le cadre de programmes d'aide, pourvus la même année de crédits de 12 millions de dollars de la Banque mondiale. Les dirigeants ont multiplié les tournées d'inspection pour manifester leur compassion – urès médiatisée – à l'égard des masses déshéritées.

Du coup, les cadres locaux, relayés par la propagande, se targuent, dans la luite courre la grande pauvreté, de résultats grossièrement falsifiés. Dans un canton d'altitude non loin de Guiyang, l'administration affiche un revenu amuel de 1 000 yuans (650 F) par tête, alors que les paysans — dont certains vivent dans des baraques de paille plus que sommaires — déclarent gagner la même somme par famille, soit cinq fois moins.

Cette parvreté absolue, avec son cortege de problèmes sanitaires, s'explique par une conjonction de facteurs assez représentatifs des problèmes de la province. Les arbres out pratiquement disparu à la fin des années 60, comme dans de nombreux villages du Guizhou, dont la couverture forestière (12,6 % du tentitoire) se situe au demier rang des neuf provinces du Sud. La croissance démographique, plus rapide que dans le reste du pays, a accéléré la dégradation de l'environgement et de la qualité des sols, tout en diminuant la surface cultivable par tête, inférieure de moitié à celle des provinces côtières. La nourriture quotidienne se réduit à une marmire de légumes avec un peu de riz et de la graisse de porc. Pour les hommes adultes, les stratégies de survie passent par la recherche difficile d'un travail en ville ou par des expédients, comme le colportage d'oiseaux capturés sur place, qui feront les délices des collectionneurs citadins.

Ailfeurs, le long des voies de communication, les villages peuvent bénéficier de la proximité des bourgs pour écouler une partie de leur production. Mais l'émigration vers les chantiers du Guangdong ou des provinces côtières mobilise souvent les trois quarts des hommes adultes, laissant les femmes vaquer aux travaux des champs. Les 1 000 à 2 000 yuans par an (650 à 1 300 F) que rapportent ces ouvriers sous contrat – quand ils ne sont pas escroqués – représentent un complément important pour ces familles en difficulté. Quant aux jeunes filles, elles se voient parfois proposer des offres de travail alléchantes par des rabatteurs professionnels, qui les vendent ensuite dans d'autres provinces, où elles doivent au mieux se marier, au pis se prostimer.

mieux se marier, au pis se prosimer.

Dans les villages plus éloignés des districts pauvres peuplés de minorités, l'environnement à été préservé, ce qui constitue un atout de taille pour les communautés locales. à la fois en matière d'habitat, de combustible et de ressources en eau. Mais, là encore, la moyenne des familles vit sur un budget annuel de 500 yuans (325 F). Un tiges d'entre elles survivent avec 100 yuans (65 F). Et les 10 % de ménages « aisés » peuvent espérer un revenu de

1 000 yuans par an. Pour comprendre le fossé entre les déclarations officielles et la réalité, il faut revenir sur le rôle de la bureaucratie locale. Les trois quarts des sous-préfec-tures du Guizhou restant déficitaires, l'administration est essentiellement soucieuse de maximiser ses revenus fiscaux pour assurer les salaires des fonctionnaires. Le moyen couramment choisi consiste à encourager la culture lucrative du tabac, qui représente 45 % des impôts locanx, en exerçant toutes sortes de pressions sur les foyers récalcitrants (3). Mais les branches locales de la Corporation générale du mbac, monopole d'Etat, sous-évaluent fréquemment les prix à la production, qui peuvent varier, en fonction de la qualité, de 1 à 6. Les autorités locales touchent une taxe de 31 % sur ces ventes, qui s'ajoute à celle sur les alcools, perçue dans tous les foyers, et à celle sur les plantes médicinales.

L'économie rurale reste donc largement monopolistique et administrée, contrairement au modèle qui prévant dans les antres provinces depuis la décollectivisation des campagnes dans les aunées 80. Ces ressources ne couvrant toujours pas leurs dépenses, les autorités locales détoument à leur profit la moitié de s fonds alloués pour la réduction de la pauvreté, et attribuent le reste des crédits aux foyers relativement aisés qui peuvent garantir leur remboursement (4). Cette sintation s'est généralisée dans toute la Chine, à en croire le gouverneur de la Banque de développement agricole. (5).

Le quadrillage administratif et politique se traduit par la redondance des fonctionnaires du parti et du gouvernement, l'entretien des « élus » des assemblées locales et des conférences consultatives jusqu'an niveau des bourgs et des cantons, les subventions aux partis satellites, aux syndicats, aux organisations de femmes et de jeunesse... Le cofit de ce quadrillage peut être supporté dans d'antres régions, et notamment sur la côte, par la reconversion managériale et relativement fonctionnelle de l'Etat local, qui se transforme en Etat entrepre-

dans l'encadrement local : des bureaux déserts ou soigneusement cadenassés, des fonctionnaires introuvables ou paressant au soleil... Un responsable explique qu'« un tiers des cadres fait de l'absentéisme, un tiers de la présence, le dernier tiers seulement étant actif ». La même situation semble régner au niveau du gonvernement provincial, dont dépendent, hormis les appareils du parti, de l'Assemblée et de la Conférence consultative, 58 offices et 485 bureaux régionaux (8)... Fait rarissime en Chine à ce niveau hiérarchique, la femme du premier secrétaire du parti a été condamnée à mort et exécutée, il y a quelques années, dans le cadre d'une série d'affaires de détoumements de fonds.

La corruption et l'inflation administratives pervent être envisagées soit comme les principales causes du retard économique du Guizhou, soit comme ses symptômes institutionnels les plus évidents. Si l'on s'en tient à la première idée, elles seraient l'héritage de tendances séculaires qui ne pourraient s'inverser qu'en accordant une autonomie réelle à des régions de minonies autonomes uniquement sur le papier. Dans le second cas de figure, elles ne seraient que le reflet de l'impuissance

AFFICHE PUBLICITAIRE A PÉRIN Chine de la consommation, Chine de la misè

neurial (6). Tel n'est pas le cas au Guizhou, spécialisé dans des activités à faible valeur ajoutée, et manquant d'opportunités et de débouchés du fait de son enclavemeur. Le contexte de pénurie accentine alors les tendances purement prédatrices de l'appareil, dont l'hypertrophie apparait ici dans toute sa violence.

De cette « politique du ventre » qui règne dans l'ensemble de la province, du sommer à la base de l'appareil, un bon exemple est fourni par la sous-préfecture de Changshun, décrite avec une ironie incisive par Snn Baolno (7). Cette ville, au sud de Guiyang, compte 220 000 habitams, dont 60 % vivent audessous du seuil de pauvreté et 35 % dans la pauvreté absolue. Or le nombre des cadres locaux atteint les 5 000... Les salaires et les primes des fonctionnaires dévorent 85 % d'un budget à moitié déficitaire, subventionné par le gouverne-ment central et par les fonds régionaux de lutte contre la parvreté. Le reste des fonds se répartit sur l'ensemble des offices locaux (éducation, santé, voirie, planification des naissances, forêts, police, agriculture...). Encore faut-il soustraire les frais de réception et de banquets de l'administration, qui engiou-tissent fréquentment 20 % de cette enveloppe. Dans ces conditions, toute politique de développement local est condamnée d'avance. Le principal souci de l'administration est d'assurer sa paye en procismant que « la garantie du salaire des cadres est une condition de la stabilité générale ».

Un simple coup d'œil sur l'ambiance des bourgs suffit à souligner la dynamique de recherche de rente qui prévant d'une économie locale monopolistique, qui, avec le poids démesuré de son secteur public, n'est pas encore entrée dans l'ère des réformes, près de deux décennies après leur lancement.

Mais cette impuissance renvoie à l'absence de politique effective du gouvernement central dans les domaines décisifs de l'infrastructure et de l'éducation. En définitive, le « phénomène du Guizhou » pose avec acuité l'un des enjeux décisifs de l'après-Deng Kiaoping, que le pouvoir ne pourra régler par une fuite en avant dans la croissance et l'extraversion économique, sous peine de nouveaux désordres ; celui de la répartition sociale et spatiale des révenus de l'extpansion, et donc de la capaciné redistributive d'un Etat-parti largement érodé par la corruption généralisée.

(1) Cf. Li Qiang, Xinhua Wenzhat, 1996 nº 12, e Paul Krugman, The New York Times Magazine 5 janvier 1997.

(4) Cf. Zhang, Sin. Coll. Record of Miles.

(4) Cf. Zhang, Sin. Coll. Record of Miles.

(5) Cf. Zhang, Sin. Coll. Record of Miles.

(6) Cf. Zhang, Nin. Coll. Record of Miles.

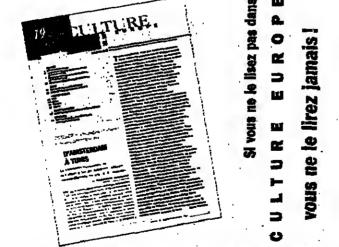
tet 1996.

(4) Cf. Zhang Xia, Call Hong et Wei Hookal, China Deally, 25 septembre 1996, 15 centime 1996 et 25 novembre 1996.

(5) Cf. Quantillen dis peuple, 28 octobre 1996, 9. 2.

Cf. les travaux de Jean C. Of, et notamment
 The role of the local state in China's transitional economy », The China Quarterly, nº 144, decembre 1995.

(7) Cf. San Baoluo, « Mettons les cadres qui se it voilent douce an chômage rechnique », Naufung Thoumo (L'Hebdomadaire du Sud), Canton, 4 septembre 1996.



Revue de presse internationale, donsiers thématiques, entretiens baidits....

Culture Europe est une publication culturelle européenne unique. Tous les deux mois,

32 pages par et pour ceux qui font l'actualité culturelle : professionnels de l'art

et de la médiation culturelle, étudiants...

Recevez um muméro gratuit : contactez Vancent Legardo CEFRIC, 30, rue Besé-Bonhages, 75010 Paris - Taliphone : 01 53 13 11 99

مكذا من الاصل

Typhon fi

The second of the part is designed to the second of th

Total Total Control of the Control o

## ise



territoria de la compania del compania de la compania del compania de la compania del la compania de la compania de la compania de la compania de la compania del la compania de la compania de la compania del la compania de la compania del la compania

Salar of Sal

and the second of the second o

## UN MODÈLE DE CROISSANCE EN ÉCHEC

## Typhon financier sur les tigres d'Asie

ien que le Fonds monétaire international (FMI) ait mobilisé 17 milliards de dollars pour venir au secours de la Thaïlande plongée dans une brutale crise sociale et économique, les conséquences financières du krach des Bourses asiatiques semblent loin d'être maîtrisées. A l'heure où les docteurs en certitude présentent les pays de l'Asean comme un modèle pour l'Afrique, les énormes sommes dilapidées en quelques semaines de crise et la fuite des investisseurs laissant une lourde facture témoignent de la volatilité des capitaux privés, plus intéressés par la spéculation que par le développement.

## Par FRÉDÈRIC F. CLAIRMONT \*

Depuis une trentaine d'années, l'Asie du Sud-Est est l'une des régions économiques les plus prospères de la planète. Et, de la Banque mondiale au Fonds monétaire international en passant par le département d'Etat américain, ou vénère ses performances.

Dans le bestiaire de l'économie mondiale, on a assimilé ces pays à des prédateurs, tigres ou dragons. Mais, avec le déclenchement de la tempête économique et financière la plus sérieuse de l'histoire récente de l'Asie, les tigres ont perdu leurs griffes. Et le retentissement de la crise s'étend à tout le continent, Japon compris.

An départ, il n'y avait rien en de très miraculeux dans le « miracle économique » que chacun célébrait. Les capitalistes nationaux et étrangers installés dans ces pays n'avaient cessé d'accroître leurs parts de marché en stiumlant les exportations, grace à la fois à une main-d'œnvre abondante et bon marché (parce que surexploitée), à l'intervention systématique de l'Etat, à la généralisation des subventions publiques, an mépris des institutions démocratiques, à une corruption poliniveaux de l'Etat et à la liquidation de toute résistance syndicale. L'Indonésie, régie depuis plus de trente ans par une dictature installée au pouvoir en 1965

grâce an massacre de 500 000 militants de gauche, alla simplement plus loin que d'autres. Avec l'essor des entreprises transna-

devinent de plus en plus imbriquées dans l'ordre mondial, Entre 1960 et 1996, ce monde a connu l'une des périodes de croissance les plus explosives de l'histoire. Non sans disparités entre les pays : Hongkong et Singapour ont des revenus par tête supérieurs à celui du Canada ; l'enrichissement de la Chine continue avec vigueur là où d'autres pays industrialisés montrent des signes de fatigue.

Le contraste est particulièrement net quand on compare la balance extérieure des nations les plus développées du Nord et celle de certains pays d'Asie du Sud-Est déjà cités, qui, tous, accumulent des excédents exceptionnels. Une fois encore, le cas de la Chine est remarquable. Ses réserves de devises, supérieures à 220 milliards de dollars si l'un y ajoote celles de Hongkong, sont les plus importantes du monde. L'augmentation de la part des exportations de biens et de services dans la production Hongkong et de Singapour : supérieures de 39 %, dans le premier cas, et de 79 %, dans le second, à leurs produits nationaux bruts respectifs.

## L'illusion d'une prospérité prolongée

CETTE montée en puissance de la machine exportairice est cependant très dépendante des trois grands marchés mondiaux: Japon, Etats-Unis et Uniun européeane, Mais le ralentissement de l'économie européeane et la résistance de certains Etats du Nord à la pénétration de leurs marchés nationaux par des productions asiatiques rendent plus difficile la perpénation des performances exportatrices de l'Asie du Snd-Est. L'impossibilité d'une prolongation indéfinie de l'euphorie boursière mondiale ne peut qu'assombrir un pen plus les perspectives financières de pays déjà déstabilisés par la bourrasque qui vient d'échater.

Quand la Thailande dévalua sa monnaie, le baht, le 2 juillet dernier, il n'était pas évident que cette décision provoquerait autant d'effets, et anssi considérables. Les tumultes qui seconèrent la Bonrse thailandaise se propagèrent très vite à tous les autres marchés financiers régionaux. Pourquoi la Thailande? Depuis quelques mois, les opérateurs financiers avaient décide de cibler ce pays, à la fois alertés par la dégradation de sa balance des paiements et conscients de l'incompétence ootoire de sa classe politique. Dans l'espoir de mettre un terme à l'effon-

drement monétaire et aux assants de la spéculation, les banques centrales sacrifièrent des milliards de dollars en pure perte. Aux Philippines, les taux d'intérêt atteignirent 39 % avant que les autorités ne se résignent à laisser flotter la monaie. Un pen à la manière de ce qui s'était passé an Japon à la fin des années 80, le marché de l'immobilier s'effondra. Après avoir bien profité du boom asiatique, les capitaux étrangers cherchèrent anssitôt d'antres refuges.

En dépit de leurs indicateurs économiques flatteurs (croissance, exportations, épargne et réserves de devises), les pays d'Asie du Sud-Est étaient fragiles à cause du déséquilibre de leurs comptes courants, particulièrement depuis le début des années 90. Les plus exposés éraient la Thaflande (- 8,2 % du PNB) et la Malaisie (- 7,5 %). Or ni l'un ni l'antre oe manifestait le moindre signe de redressement; leur endettement public et privé ne cessait de croître. Toutefois, l'illusion d'une prospérité prolongée était nourrie par le simple fait que... la prospérité se prolongeait.

La crise actuelle ne se manifeste pas partout de la même manière. Les capitaux étrangers ne se sont pas, par exemple, détournés de la Chine. Et les cas de Hongkong et de la Thallande sont assez distincts. La situation financière de Hongkong reste saine : pas de dette extérieure, et des réserves de devises pléthoriques gérées par une antorité monétaire connne pour sa rigueur. En revanche, la Thaïlande est fragilisée par son implosion politique et par l'épuisement du niveau de ses réserves. A Hongkong, la production industrielle ne représente que 16 % du PNB, la plupart des activités de ce secteur ayant déjà été transférées dans les régions côtières de Chine. L'économie est très largement dominée par les services financiers, même si, à Hongkong comme en Thailande, la spéculation immobilière a atteint une ampleur considérable.

Pékin s'est bien gardé de mettre en cause le comportement des investissents étrangers comme M. George Soros et les fonds de pension américains - dénoncés avec quelque virulence par le premier ministre malaisien, M. Mahathir Mohamad -, car ils détiennent en Chine des actifs considérables. Pékin s'est co que toute tentative de déstabiliser le dollar de Hongkong se beurterait à une riposte immédiate. Par ailleurs, le yuan chinois est une monnaie non convertible. On le voit, la Chine disposait d'arguments que ni la Thailande ni les autres Etats d'Asie du Sud-Est ne pouvaient opposer à la spéculation.

L'implosion financière qui vient de se produire n'est séparable ni de la situation générale de surproduction ni d'un endettement mondial qui atteint 32 000 milliards de dollars. Les économies de l'Association des nations de l'Asie dn Sud-Est (Asean), dominées par le capital financier, fonctionnent un peu comme le prolongement des deux cents grosses sociétés qui dominent la planète (1). Les principales décisions en matière d'investissement et de produc-

tion les concernant sont donc prises par les conseils d'administration des entreprises multinationales. Déréglementés, les flots de capitaux internationaux out déstabilisé les institutions monétaires des pays de l'Asean, quand elles ne les out pas détruites.

La puisssance de ce complexe transnational se manifeste en particulier à travers la présence des sociétés japonaises, elles-mêmes presque cotièrement sous le contrôle de quinze ou vingt conglomérats industrialo-bancaires. Les investissements japonais à l'étranger, qui se tournaient précédemment en priorité vers le secteur primaire (agriculture et matières premières), se sont récemment surtout intéressés à l'industrie et à l'immobilier. Les sous-traitants en Asie du Sud-Est des conglomérats japonais produisent à présent toute une gamme de biens manufacturés et emploient près d'un million de salariés. Les géants de l'automobile nippone, par exemple, contrôlent la quasi-totalité de cette industrie. Le célèbre Proton malaisien est tributaire de composants importés du Japon. Près de 6 % du produit oauonal brut de la Malaisie dépend des seules activités de la société Matsushita. La situation de surproduction est manifeste dans l'électronique, en particulier dans le secteur des semi-condocteurs, à la fois frappé par une demande anémique et par des prix qui ne cessent de baisser: ils ont déjà chuté de 80 % l'année dernière, et ce n'est pas fini.

Cet effondrement des prix a en un impact délétère sur l'ensemble du secteur. D'autant qu'il est survenn au moment où les capacités de production se multipliaient de manière spectaculaire. Pour se faire une idée assez précise de l'impact du choc créé par la coıncidence d'une chute des cours et d'une poussée de la production, il suffit de savoir que le quart des exportations de Hongkong, de Taïwan et de la Thaïlande et la moitié de celles de Singapour sont liées à l'électronique.

## Des contradictions explosives

'INDUSTRIE sud-coréenne a beau Letre l'une des plus puissantes du monde, elle est en train de connaître - et les banques sud-coréennes avec elle l'une des crises cycliques les plus sévères de son histoire. Trois des principaux conglomérats (chaebols) se sont déjà effondrés. La survie du groupe actomobile Kia n'est plus assurée. Or. dans les trois dernières décennies, les liens étroits entre ces chaebols et la caste politique au pouvoir leur avaient permis d'obtenir des dizaines de milliards de dollars en dons publics ou en prêts avantageux, parfois non remboursables. Il fallait en effet transformer au plus vite la nation en un atelier de taille

Et c'est à présent l'heure de vérité. Les chaebols, tout comme près de 75 % des industries exportatrices sud-coréennes, croulent sous les dettes. Huit des principales banques sont atteintes du syndrome japonais: les préts à haur risque, susceptibles de n'être jamais remboursés, représentent près de 40 % de leurs engagemeots financiers. Et, leur situation de trésorerie étant déjà précaire, on voit assez mal comment effes pourraient intervenir pour soulager l'endettement des chaebols. Or le pouvoir politique, affaibli et sonpçonné de corruption, oe peut guêre concevoir un plan de sanvetage qui exigerait des sommes supérieures aux 17 milliards de dollars récemment annoucés en Thailande. Pour presque tous les pays d'Asie du Sud-Est, le remboursement

des intérêts de la dette, publique et privée, absorbera chaque anuée des dizaines de milliards de dollars. Au moins jusqu'au début du siècle prochain.

La recherche de marchés du travail toujours plus « compétitifs », c'est-à-dire moins chers, explique pour une bonne part la situation actuelle. Les mouvements d'investissements ue se font plus seulement entre pays industrialisés et pays du Sud, mais de plus en plus souvent d'un pays du Sud à l'autre. La Malaisie est ainsi jugée « non compétitive », et Philips s'apprête à quitter le pays — y supprimant 1 500 emplois — en raison de ses coûts du travail trop élevés, surtout pour qui les compare à ceux de la Chine.

La Chine attire. Une fois achevées les privatisatioos massives qui sont en cours, la nécessité de se faire une place sur les marchés mondiaux devieudra encore plus pressante. Et la crise actuelle risque d'accélérer le rythme des restructurations et des concentrations, devenues un objectif stratégique majeur en Asie du Sud-Est et en Chine. Mais, en ajoutant le choc des restructurations et des délocalisations à celui des dévaluations compétitives et de la chasse aux marchés étrangers, la réponse à la crise risque d'aggraver la situation à laquelle elle prétend remédier. Désormais, l'ensemble de la région est confrontée au risque d'une déflatioo majeure. Même en admettant que les principales entreprises thailandaises retrouvent un rythme de croissance annuel de 6 %, cela ne leur permettrait pas de rembourser leurs dettes. Celle du pays atteint 100 milliards de dollars, dont une partie importante doit être remboursée l'année prochaine.

Les salariés de la région seront certainement appelés à faire de nouveaux sacrifices. Mais le mouvement ouvrier a déjà montré sa puissance, en Corée du Sud et ailleurs. Assurément, un réveil du militantisme syndical aurait de profondes implications politiques. Il rendrait encore plus explosives les contradictions d'un mode de développement présenté comme exemplaire... l'année dernière.

(1) Lire • Ces 200 sociétés qui contrôleut le monde •. Le Monde diplomatique, avril 1997.

(2) Cf. Laurent Carroué, « Les travailleurs coréens à l'assaut du dragon », Le Monde diplomatique, février 1997.

## UNE EXPANSION LIÉE AUX EXPORTATIONS

		OUIT NATION			EXPORTATIONS (biens et services) (en % du produit national brut)			
	1960-1970	1970-1980	1980-1990	1990-1996	1970	1980	1990	1994
PAYS-DÉVELOPPÉS	<b>51</b>	3.1	3,0	1,8	14	20	19	- 18
PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT	6,9	5,7	3,7	4,5	13	25	27	30
Chine	6,1	5,5	9,8	11,8	3	10	19	24
Corée du Sud	8,9	16,1	9,4	7,1	[ 14 [	34	30	36
Hongkong	13,7	9,1	6,9	5,4	93	89	135	139
Indonésie	5,2	7,8	5,2	7,2	13	33	27	25
Malaisia	5,9	7,9	5,3	8,7	42	57	77	90
Philippines	5,2	6,0	1,0	2,7	22	24	28	34
Singapour	9,4	8,3	6,4	6,2	101	207	185	179
Taiwan	9,9	9,4	6,3	6,2	30	53	48	44
Thailande	8,3	7,1	7,6	8,0	15	24	34	39

	Annual Property of the Control of th		10	<sup>o</sup> Bulletin d'abonnement
	TARIFS		Z ANS	Bulletin a abouttement
MANAGEZ-VOUS	France (y compris DOM-TOM, et pays à accords postaux*)	230 F	418 F	(à découper, à photocopier ou recopier sur papier libre)  Oui, je souhaite m'abonner au Monde diplomatique.
Tan Monde	Tarif spécial létudiants, lycéens, chômeurs, RMisses sur présentation d'un justificatif. France métropolitaine uniquement)	200 F	340 F	je vous indique la durée d'abonnement choisie :
	Etranger		*.1	🗘 2 ANS (24 NUMÈROS) 🔲 1 AN (12 NUMÈROS)
diplomatique /	Voie normale (y compris Union suropeenne per avion)	290 F	538 F	Je vous communique, ci-dessoue, mes coordonnées : 701 MD 004
	Voie aérienne Tunisie	285 F	528 F	Nom: Prénom:
Since contributes a l'indépendence du journal.  Thus se aumanées ancon monéro	Autres pays d'Europe (sauf Union européenne, Suisse) Algérie, Maroc	310 F	578 F	Code postel : Land La Localité :
Note profiler d'une économie par rapport	DOM. Atrique francophone	330 F	616 F	
A SERVICE DIRECTO	Etats-Unis, Canada, Moyen-Orient	350 F	658 F	Je joins mon règlement de : F. par :  ☐ Mendat International en F.F. ☐ Carte bencaire
LE MONDE Bolomatique	Amérique Centrale, Amérique du Sud, Mexique, Afrique anglophone, Japon, Chine, surres pays d'Asio	395 F	748 F	☐ Eurochèque libellé en F.F. ☐ Carte American Express (les viraments ne sont pas acceptés)
LE MONDmatique	TOM	410 F	778 F	Nº Carte bancaire : 11_1 1 1 1 1 1 1
LE MONDE diplomatique Con deux controllers le mande	Oceanie, Australie, Nouvelle-Zelande	435 F	828 F	Nº cans A.E.: [] [] [] [] [] [
Apoculyme médias	Barin, Burking Piess, Cornerdon, Map. pagnali Che d'Arries, Djibpett, Gubon, Guidde, Madagaige Sandrel, Johist, Topo, Junios.	ikame, Cori er, Mes, Mes	orus, Congo ritante, Migac	LE MONDE  Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :  Le Monde diplometique, Service abonnements  24, avenue du Géneral-Leclerc - 60646 Chantilly Codex France
热凝。 重新 经第一年 2000年 5月20	and the second s		<del></del>	

## FACE-À-FACE AMÉRICANO-RUSSE

# « Grand jeu » pétrolier

IGNÉ le 9 septembre 1997, un accord entre la Russie et la Tchétchénie permettra au pétrole azerbaïdjanais de se déverser sur le marché mondial via le port russe de Novorossiisk. D'autres oléoducs sont envisagés, aboutissant l'un à un port géorgien, l'autre à un port turc. Les immenses convoitises liées aux hydrocarbures ont contribué à un calme relatif dans ce Caucase en proje à de nombreux conflits. Mais l'or noir fournira-t-il la base d'une stabilité régionale durable? Pour les pays riverains de la Caspienne et de la mer Noire, mais aussi pour la Russie et les Etats-Unis, l'enjeu est considérable.

Par VICKEN CHETERIAN \*

Des côtes de la mer Noire à la frontière chinoise, une zone grise a émergé au cœur de l'Asie. Les fragiles Etats de la Transcaucasie et de l'Asie centrale font l'objet d'une féroce compétition. Une multimide d'hommes d'affaires, de diplomates, de conseillers et, surtout, de magnats du pétrole sont attirés par les possibilités de gloire et de richesse rapides. Objets des convoitises, le pétrole de la mer Caspienne, le gaz du Turk-ménistan, le coton de l'Ouzbékistan, l'or du Kirghizstan... Les parts de marché et les zones d'influence mal définies, ainsi que les alliances changeantes, ajoutent à l'incertitude. Et les médias de qualifier la confrontation entre intérêts occidentaux grandissants et traditionnels intérêts russes de « Grand jeu » - par référence à la rivalité qui, au XIX siècle, opposa l'Empire britannique et la Russie tsariste pour la domination de l'Asie centrale.

L'émergence de la Transcaucasie est d'une importance géopolitique capitale (1). Pour les compagnies occiden tales, elle représente un pont qui relie la mer Caspienne, l'Asie centrale et les mers ouvertes, permettant du même coup de contourner l'Iran et la Russie. Pour Moscou, confrontée aux pressions expansionnistes de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), la région constitue à la fois une des portes du Proche-Orient et une protection contre la propagation de l'influence occidentale on turque vers ses frontières méridionales. Quant à la Turquie et à l'Iran, tous deux veulent mettre à profit la chance historique qui s'offre d'étendre

Les sommes immenses investies dans le pétrole de la Caspienne et son transport créeront-elles les conditions manérielles de la stabilité et de la coopération régionales? Les Etats enclavés ont besoin de leurs voisins pour acheminer leurs matières premières jusqu'aux mers ouvertes. Les revenus des hydrocarbures pourraient contribuer à transformer les ocules et, en premier ne reconstruire les zones ravagées par les récents conflits. Or c'est l'inverse qui se produit : une polarisation s'affirme, mais autour des lignes de fracture des dernières années, au cours desquelles les enjeux économiques sont venus confir-

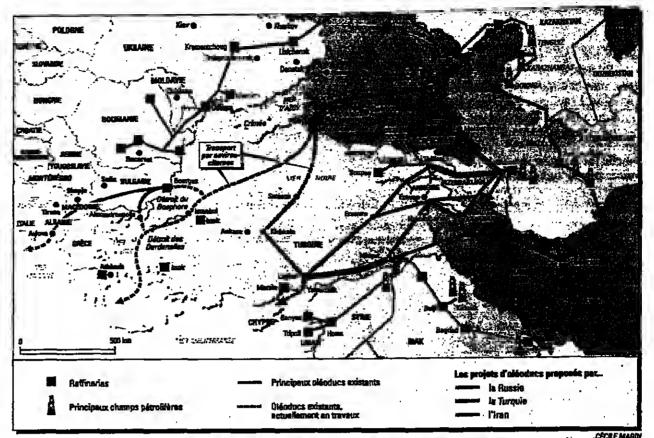
\* Journaliste, Genève.

mer les rapports de force, en faveur de certains Etats et au détriment d'autres.

Les compagnies pétrolières améri-caines se sont intéressées à la mer Cas-pienne bien avant que le département d'Etat soit à même d'articuler une politique cohérente dans cette région. Après l'effondrement de l'Union soviétique, Washington avait misé sur l'exportation du « modèle ture » afin de bloquer la possible expansion de l'influence iranienne. Mais il est vite apparu évident que la puissance russe ne refluerait pas si rapidement, d'autant qu'Ankara se montrait incapable de présenter la moindre solution aux problèmes des nouvelles Républiques indépendantes. Avec la négociation de contrats pétroliers, Washington a pu manifester un intérêt direct

Le gouvernement américain y voit une source supplémentaire d'énergie, au cas où le pétrole du golfe Persique serait menacé. Il entend également détacher - sur le plan tant économique que politique - les anciennes Républiques soviétiques de la Russie afin de rendre impossible la formation d'une union dirigée par Moscou. Dans un article publié an printemps, l'ancien ministre de la défense Caspar Weinberger écrivait : « Si Moscou réussit [à dominer la Caspienne], cette victoire pourrait être plus importante que, pour l'Ouest, l'étargis-sement de l'OTAN (2). » Autre priorité américaine: stopper l'expansion de l'influence iranienne.

Pour contrebalancer le lobby proarménien à Washington, un groupe de pression pro-azén s'organise à son tour, avec plusieurs anciens haurs responsables de l'administration qui travaillent simultanément comme conseillers politiques et « consultants » anprès de compagnies pétrolières américaines actives en Azerbaïdjan (3). Néanmoins, une disposition du Freedom Support Act de 1992, qui interdit toute aide américaine directe au gouvernement azerbaidl'Arménie, reste toujours en vigueur. Résultat : la politique américaine ressemble à un patchwork entre les priorités traditionnelles de politique intérieure qui poussent les membres du Congrès à courtiser les électeurs américano-arméniens (après Israël, l'Arménie reçoit le plus fort montant per capita d'aide amé-



LE TRACÉ DES OLÉODUCS, UN ENJEU GÉOPOLITIQUE

ricaine) et les impératifs de politique extérieure, avec l'engagement croissant de Washington dans le pétrole d'Azer-

L'intérêt de l'Union européenne (UE) pour la région s'est, lui aussi, accru : emre 1993 et 1995, le tiers de son aide humanitaire est allé aux trois Républiques transcancasiennes. L'Union est active par l'intermédiaire du projet Tra-seca, qui vise à établir des liens maritimes et ferroviaires entre les côtes géorgiennes de la mer Noire et l'Asie centrale. Ce qui fait défaut à l'Europe, comme souvent, c'est une vision poli-tique cohérente. L'Allemagne est surtout préoccupée par la Géorgie en raison du rôle joué par le président Edouard Chevardnadze, alors ministre soviétique des affaires étrangères, lors de l'unification allemande. La France se sent plus proche d'Erevan, en raison de son importante communauté arménienne. Et le Royaume-Uni donne la priorité à l'Azerbandian, où la British Petroleum est très engagée. Curieusement d'ailleurs, les intérêt actuels des pays européens resaunées 1918-1920, lors de l'éphémère indépendance des trois Etats transcauca-

Malgré leur importante présence économique, les États curopéens ne jouent aucun rôle dans les décisions stratégiques relatives aux questions énergétiques. C'est Washington qui a exclu l'iran de la liste des tracés d'oléoducs « possibles », bien que cette solution apparaisse comme une des plus courtes et des plus sûres. La Maison Blanche entérine l'exportation du pétrole en provenance de Bakou via le port russe de Novorossiisk - cet oléoduc devrait fonctionner avant la fin de l'année. Mais elle préconise aussi un tracé alternatif via le port géorgien de Soupsa, réalisable d'ici la fin 1998. Elle appuie enfin, à plus long

terme, un tracé reliant la Caspienne au port turc de Ceyhan, pour des raisons écologiques (lire page suivante « Eldo-rado ou mirage ? ») et suntont straté-

Dans l'affaire tchétchène, le pétrole a joué un rôle décisif : il a provoqué à la fois le début et la fin des hostilités. En décembre 1994, l'armée russe a entamé sa marche sur Grozny afin de démontrer qu'elle contrôlait bien les seuls oléoducs opérationnels permettant d'exporter la production de la mer Caspienne, et de renforcer ainsi la position de Moscou dans les négociations en cours sur les contrats pétroliers. De même, au mois d'août 1996, Moscou a dû mettre fin à ce « conflit de basse intensité » pour que le tracé Bakon-Novorossiisk ne soit pas exclu du « Grand jeu ». Cependant, l'humiliation subie en Tebérchénie, l'absence grandissante de pouvoir au Daghestan et l'accroissement des intérêts occidentatox en Azerbaldjan ont sérieusement limité l'emprise de Moscou sur le Caucase. Les dirigeants russes réalisent que, en perdant de l'influence en une opposition en Tchétchénie, voire dans d'autres « Républiques autonomes » du nord du Caucase.

L'énergie fait figure de colonne vertébrale des projets d'intégration renforcée dont - au-delà de la Communanté des Erats indépendants (CEI) - on rêve à Moscou. Non sculement la Russic est le principal pays producteur de pétrole et de gaz, mais les exportations pétrolières en provenance du Kazakhstan ou du Turkménistan vers l'Ukraine ou la Géorgie traversent son territoire. Kiev doit importer 90 % de son pétrole et 80 % de son gaz, principalement de Russie (4). Des exportations directes de la région de la mer Caspienne vers l'Ukraine ou d'autres membres de la CEI diminneraient leur dépendance.

## Dilemme à Ankara

I E secteur de l'énergie tient une place prédominante dans l'économie de la Russie et la formation de son élite. Gazprom – le géant du gaz natu-rel – est la plus riche compagnie du pays et la plus importante source de devises fortes pour l'Etat. D'où l'inquiétude de Moscou devant les investissements occidentaux massifs dans l'exploration et l'exploitation du pétrole en mer Caspienne: ceux-ci pourraient avoir pour conséquence l'émergence, dans quelques années, de rivaux redoutables pour la Russie le long de ses frontières méridionales. Voilà qui éclaire les débats en cours au Kremlin: faut-il préserver les coûteuses bases militaires en Géorgie et en Arménie alors que, partout, l'armée russe manque cruellement de fonds?

La réponse est sans doute dans la modification, obtenue par Moscon en mai 1997, du traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE): la Russie a réussi, par ce biais, à « légali-ser » la présence de forces armées additionnelles dans le Caucase (tout comme dans la région de Saint-Pétersbourg), signe qu'elle est décidée à ne pas évacuer la Transcaucasie. Mais comment fera-t-elle pour y conserver une influence déclinante? Si elle est en mesure de créer des obstacles pour les projets occidentaux et pour les Etats transcaucasiens, elle est incapable de proposer un système économique et

politique sous sa direction.

Malgré ses atouts, la Turquie n'est pas parvenne jusqu'ici à jouer un rôle majeur dans la région de la mer Caspienne. Ankara a tout d'abord donné la priorité à l'Azerbaidian, République turcophone la plus proche et porte d'entrée de l'Asic centrale, mais sans résultats tangibles. Pourtant, la Turquie s'est rangée du côté de Bakon dans le conflit du Haut-Karabakh, ne lui ménageant sou soutien ni sur le plan diplomatique ni sur celui du matériel de guerre et des instructeurs militaires. Les relations entre les deux capitales se sont tendues après le coup d'Etat contre le président pro-nurc Aboulfaz Eltchibey et son remplacement par l'ex-membre du Politburo du Parti communiste soviétique, M. Gueïdar Aliev, en join 1993. Lors d'une récente visite à Ankara, ce dernier expliqua à ses interlocuteurs à quel point il était insatis-fait de leur faible aide économique, accusant même certains d'entre oux d'avoir été dernière la tentative de coup d'Etat avortée perpétrée contre lui en mai 1995 (5).

Maigré quelques efforts récents, la Turquie a accordé peu d'attention à la Géorgie, dont l'importance, avec les pro-jets d'oléoducs, ne saurait pourtant échapper à personne. Elle a également sieurs occasions d'améliorer ses relations avec Erevan. Pourtant, l'Arménie, devenue indépendante, était prête à entretenir des relations normales avec sa voisine sens poser en préalable la reconnaissance par celle-ci de sa responsabilité dans le génocide des Arméniens au cours de la première guerre mondiale. Mais la Tempuie a tonjours refusé de nouer des liens diplomatiques et même. économiques. A l'exemple de Bakou, elle a imposé un bloms à Erevan et lui a demandé : de . « metires sess troupes . du. Karabakh » . Le dilemme d'Ankara est le spivant : comment jouer un'able géopolitique en Transcancasie et au-delà, en concurrence avec la Russie, alors que ses intérêts économiques se développent non avec les Républiques suporphones de l'ex-URSS mais avec. la Rossie elle-même ? En 1995, les échanges commerciaux d'Ankara avec Moscou - d'une valeur de 3,5 milliards de dollars représentaient en effet 6,% de ses torques avaient des contrats d'une valeur de plus de 10 milliards de dollars avec la Russie (6).

L'han a négocié d'une façon prag-matique et non idéologique avec ses voi-sins du Nord. Principal partenaire commercial de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, la République islamique a réussi, de la sorte, à briser le mur derrière lequel les Etats-Unis tentaient de l'isoler. En outre, le Turkménistan a signé un accord aux termes duquel il foumira du gaz naturel au nord-est de l'Iran, qui, en échange, expostera 8 milliards de mètres cubes de gaz en Turquie. Les 287 kilomètres d'oléoduc entre le Turkménistan et l'Iran coliterent 160 millions de dollars à ce dernier, et devraient être prêts fin 1997. De surcroft, l'Iran a construit des lignes de chemin de fer qui relient, par le Turkménistan, son réseau à toute l'Asie centrale - les derniers troncons ont été officiellement inaugurés en mass 1996 (7).

Si les pressions américaines sur Téhéran out poussé l'Iran à rechercher l'alliance de la Russie, la République islamaque constitue, géographiquement, la meuleure solution de rechange à la Russie pour désenclaver les Etats riverains de la Caspicame. Mais nome la géo-politique régionale pourrait être boule-versée si un dialogue s'engageant entre Washington et Téhéran, comme le sug-

(i) Line Nor Dolay, « Grandes maneuvers pero-fières dans le Cancase » Le Monde diplometique, juillet 1995.

Æ.

juillet 1995.

(2) International Herald Tribune, Zanich, 10-11 mai 1997.

(3) On astrouve parmi ces congulants M. Zhigniew Benesimaki, ex-maistant du président James Carter pour les questions de sécurisé-mationale, MM. John Suman, Richard Chetter, Brent Scowcroft et James Baker (respectivement ex-assistant pour les questions de sécurisé mationale et ex-securitar d'East de président Bush) et M. Lloyd Benaten (commissue des finances du président Cinton). Voir International Herald Tribune, Zanich, 7 juillet 1997.

(4) Lune's Intellieune Region Lordon intelligence (control tentellique des parties des finances des président Cinton). (4) Jane's Intelligence Review, Londres, janvier 1997.

(5) Thekish Daily Niews, Ankam, 8 mai 1997 : svodnie, Mosson, 12 mai 1997. (6) Suim Bolokhusi. «Anloun's Balm-Centered Consumusis Bolicy: Has it fulled? ». Middle Bast Journal, Washington, vol. 51, tr 1, hiver 1997.

(7) Par Eastern Economic Review, Hongkong. 10 avril 1997. International Herald Tribune, Zurch, 28 Juillet 1997.

Retirage: Le temps des religions sans Dieu.

Octobre 1997

Les élites de la République sur la sellette

Michel Bauer, Bénédicte Bertin-Mourot, Daniel Cohn-Bendit, Laurence Engel, Antoine Garapon, Jérôme Marchand, Olivier Mongin, Jean Picq, Lucile Schmid, · Jean-Pierre Rioux, Pierre Rosanvallon, Nicolas Tenzer, Sylvie Vidal

Le contrat d'union sociale en question Irène Théry et Marianne Schulz

Le numéro : 85 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 570 FF 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - 2 01 48 04 08 33 - www.oda.fr/as/revue-esprit

E description of the second SHITTANGE TO THE STATE OF STAT The Tailing State of State mie product 4. SIZTERI des arrive. PERENT BANK The state of the state of MATER MATERIAL heritanine permitter in the em in a valu de tettade partie

Man her pa State Living SEESTS. Braga an press. Inc. manuel same a Pake at a service अञ्चा क्रिक्ट (257 de | 1 -: - - - - . . . med minutes and the second abbe de un italientalia. sept. pendire ser distant in and m, min cuptor automobiles a ame Han-Karatankii TEM IS THE hindred ses trues distance at M Gueidar Aliera at his ; for many and side cannot dura le ; and dangements the prose to be des annu de la activa de la companya months M. Alter of the Control of th the homelation alternation the means permitted the west to the second is dies. Parviendre i en

Dilliame behavior of the con-

More alors quien terr de le

or sensuel movem produces.

Sans outler | ... Ca

diameter all la factions

CHEST & N. CA. PROPERTY.

44-10-4 BANK

... acc. o through these

And of the Party

THE TOTAL

puese des

Tay Francis

to India

KT C MAN

per M

a de la a persona d'a

THE RE PURY OF SALES ... - 1.

SAPARMOURAD MAZOL F POPPLE is journalistes occurred that the first The me cause pour occitte is this in the interest of the inter States man proprie norm Green vi (10, 2 9 - 11 2 ) se genen a 29Aou 3 der bieb Blitte beite w in Lanecdote a do Gira action de males des compagness que l'extre de San M. Nezov, l'Azerbaidiar a servici à lame secondariales le droit d'existin (et l'ant citat tien

and apparenant. By These commencers have the Care et de Cirag (2) - Commonte par man de Brittlands de doilors (1770). Man Yearne en commands de doillais immente frances de production occidental. The application for particular frances de pa table a last pression - ever tutor reie levilles russes avac i Azerbara a second indicated reversions of the control The Rich Bulle Le Kazakhstan is the same the best dagos glass Logico bressinges pin. 19 miles dagos glass Logico bressing in an analysis pe de la Camita de Caracterista de la Caracterista

eff a castiente de la coustant de la castiente State des contrats of schools there against a search de la mer Cooperation et la comme tipe. A from or the Funktive from the second second Hamme garden des destres es es estates de la marchia de la Some contrate characteristic to a contrate contrate characteristic contrate uple de la Caspienne 2011 d'Arite a some of mountaining states to see

l'Abkhazie pour plusieurs années, pen-

dant lesquelles les relations économiques

entre les deux parties se normaliseront. Mais Tbilissi e refusé l'idée.

En attendant, depuis un an, un groupe de guérilla appelé « Légion blanche » multiplie les attaques contre des cibles

abkhazes et contre les forces russes de

maintien de la paix. Selon les officiels de

Tbilissi, ce groupe serait constitué de réfugiés géorgiens d'Abkhazie. Du côté

abkhaze, en revanche, on accuse les services secrets géorgiens d'être dernière ce

groupe anné. En Géorgie, l'exigence a

grandi, cet été, d'un remplacement des

forces de Moscou par des « casques

bleus » des Nations unies. Mais un tel

retrait risque de provoquer un affronte-

ment entre forces géorgieones et

A l'occasion d'un voyage surprise, le

14 août 1997, le ministre russe des affaires étrangères, M. Evgueni Prima-

kov, s'est rendu à Tbilissi avec le diri-geant abkhaze, M. Vladislav Ardzinba. Sans entrer dans le vif des questions du

statut politique de l'Abkhazie et du retour

des réfugiés, MM. Chevardnadze et Ard-

zinba se sont engagés à rechercher des

solutions pacifiques au conflit. Reste à savoir s'il s'agit d'une nouvelle page

dans l'histoire des relations entre la Géor-

gie et l'Abkhazie, ou simplement d'un

geste spectaculaire de M. Primakov pour

signifier le rôle que la Russie continue à

Depuis la fin de la guerre de Tchétché-

nie, le Caucase vit une chance unique de

calme relatif, où la diplomatie e pris le

pas sur la violence comme moyen de

régler les différends. Toutefois, tourner la

page des conflits ethnico-territoriaux ne

signific pas pour autant ouvrir celle d'une

ère de stabilité durable. L'amélioration

jouer dans la région.

relative des conditions de vie en Armé-

nie, eo Azerbaidjan et en Géorgie ne

résulte pas, jusqu'ici, de l'arrivée massive

d'investissements étrangers, mais de

l'impact positif de la fin des guerres. Le

pétrole n'est d'ailleurs pas perçu par les

dirigeants transcaucasiens comme fonde-

ment de la prospérité régionale: pour eux, c'est d'abord une arme. C'est que,

dans leur esprit, la sécurité dépend non

d'un système régional solide, mais des

Jamais les puissances étrangères n'ont

eu autant de responsabilités dans le règle-

ment des conflits caucasiens. Les média-

teurs internationaux ont beaucoup insisté

sur le principe de l'intégrité territoriale

des Etats, s'aliénant les régions sépara-

tistes du Haut-Karabakh, de l'Abkhazie

et de la Tchétchénie, qui insistent sur un

autre principe : l'autodétermination des

groupes nationaux. Comme Joseph Sta-line l'avait jadis compris, les «demi-

solutions » représentent la meilleure

manière de maintenir la tension et de

faire exploser le Caucase au moment cri-

tique, L'apparition des nouveaux Etats

indépendants s'est produite au détriment

d'autres groupes minoritaires, comme les

Ossètes ou les Lesghines. Mais on ima-

gine mal les grandes puissances, dont l'intérêt pour le Caucase se concentre sur

le pétrole, accorder suffisamment d'atten-

tion à ces « détails » que sont les

Autre aspect préoccupant : l'augmen-

tation des forces militaires dans la région.

Cette année, un scandale a éclaté à Mos-cou : entre 1992 et 1996, la Russie aurait

fourni pour 1 milliard de dollars d'armes

à l'Arménie. Réfutant cette affirmation,

Erevan a fait observer que l'Azerbaïdjan

achetait des chars et de l'artillerie à

l'Ukraine et à la Turquie. Pour sa part, la

Géorgie attend avec impatience que les

Etats-Unis rebâtissent son armée. L'Iran

En cette période d'après-conflit, le

Caucase a les allures d'une étonnante

mosaïque d'alliances, où chacun

recherche le patronage d'une ou plusieurs

puissances étrangères. Nouveaux arri-

vants, les Etats-Unis tentent de s'y assu-

rer une place de taille, réduisant d'autant

la présence russe et les ambitions traniennes. La Russie, jalouse de ces dévo-

loppements dans ces zones nouvellement

étrangères, reste sous le choc de sa

défaite en Tchétchénie. Bref, c'est entre

le montée en puissance américaine et la

résistance russe que se jouera la pro-

181 Zhigniew Brzezinski, Brent Scowcroft et Richard Murphy, • Differentiated Containment », Foreign Affairs, New York, mai-juin 1997.

(9) Lire « Réactions en chaîne dans le Caucase ».

(11) Les revenus des obéoducs sont évalués, pour la Géorgie, à sculement 8 millions de dollars par an. Voir Transition, Prague, 14 jain 1996.

Le Monde diplomatique, octobre 1996.

Des négociations sont en cours pour le construc-

tion d'un oléoduc entre le Kazakhstan et la Chine,

estimé è 3,5 millierds de dollars (9). Simultanément,

on envisaga une solution moins coûtause permet-

tant au Kazakhstan d'exporter son pétrole vers l'Asia

Des compagnies françaises ont eussi place laurs pions sur le carte de le Caspienne. Total e obtenu

20 % du champ pétrolifère off-ahore d'Absheron,

dont le propriété n'est pas contestée et dont le déve-

loppement reviandre à 15 millisrds de francs fran-

çais. A le fin de l'ennée demiàre, Total avait décro-

ché 10 % du champ da Lenkoran-Sheh Deniz, revenu

Outre le pétrole, le nom de la mer Caspienne e

égelemant été associé au cavier. Depuis l'effondre-

ment de l'URSS, le commerce de ce produit n'est

plua contrôle, et plusieurs groupes e'edonnent sans

aucune restriction à le pêche à l'esturgeon. D'où une

réduction da 80 % de la production officielle. Et cer-

tains craignent que le pollution engendrée par une

production pétrolière à plein régime ne condemne à

(2) United Press International, Ashkabad, 8 juillet 1997.

(3) Inside Central Asia, 6BC Monitoring, Londres, 28 juillet-

(4) Radio Free Europe/Radio Liberty News Line, Washington. 28 ann 1997.

(5) Lire - Quel statut pour la Caspienne? - Le Monde diplo-tatique, juillet 1995.

(6) John Roberts, Caspian Pipelines, The Royal Institute of ternational Affairs, Londres, 1996.

(8) James Watson. « Foreign investment in Russin: The Case of the Oil Industry ». Europe Asia Studies, Glasgow, vol. 48, nº 3. International Herald Tribune, Zurich, 10 juin 1997.

(9) Business Week, Londres, 15 septembre 1997.

(10) Etellaar, Téhéran, 3 septembre 1997.

(11) Lo Tribune, Paris, 3 septembre 1997.

(1) Financial Times, Londres, 23 janvier 1997.

(7) New Times, Moscou, apul 1996.

oriantale, via l'Iran (10).

pour 40 % à Elf Aquitaine (11).

mort l'industrie du caviar.

(10) Armenpress, Erevan, 17 juillet 1997.

VICKEN CHETERIAN.

chaine étape de l'histoire caucasienne.

a fermement rejeté l'idée de l'envoi des

« troupes etra

en cas d'accord de paix...

garanties étrangères...

AUTOUR DE LA CASPIENNE

gèrent plusieurs hommes politiques américains influents (8). Or Washington

ne s'est pas opposé à un contrat de 1,6 milliard de dollars entre le Turkmé-

nistan et la Turquie pour la construction d'un oléoduc de 3 200 kilomètres pas-

sam par l'Iran. N'est-ce pas là un signe

de bonnes intentions à l'endroit du nou-

veau président iranien. M. Mohamad

Il y a quelques années, les médias

occidentaux qualifiaient les habitants du

Cancase de « sanvages » et les nouvelles Républiques d'« Etats ratés ». Depuis

deux ans, ils présentent au contraire

l'Azerbaïdjan comme un « nouvean

Koweit », applaudissent à la stabilisation

de la Géorgie et aux réformes écono-

miques de l'Arménie. Les projets petro-

ORS de ses récentes visites à Mos-

Locon et à Washington - ses premières comme président de l'Azerbaïdjan -, M. Gneidar Aliev a mis en avant deux

sujets: le pétrole de la Caspienne et le

conflit du Haut-Karabakh. Avec les

compagnies américaines, il a signé, aux Erats-Unis, pour 10 milliards de dollars

de contrats. En Russie, M. Aliev a dis-

cuté - sans parvenir à un accord - avec le

général Igor Sergueiev, le ministre de la défense, du statut de la station russe de

radars de détection avancée située à

Gaballa – il s'agit, avec 400 experts, de la

dernière présence militaire russe en Azer-

baïdjan. Le président Aliev a reproché à

Moscou de fournir des armes à l'Arméoie

et de ne pas avoir livré à Bakou les dissi-

dents azerbaïdianais, à l'instar de l'ancien

La « diplomatie pétrolière » du pré-sident Aliev lui a valu de remarquables

succès: elle lui a permis d'accroître

l'influence de son pays en échange des

sances intéressées. Jusqu'en 1994, date

du premier accord signé à Bakou, l'Azer-

baldian était ignoré tant de l'Europe que

des Etats-Unis. Désormais, il peut se fixer

des objectifs ambitieux : faire des pétro-

dollars la base de son indépendance

économique ; prendre ses distances avec

Moscou; enfin capter suffisamment.

l'intérêt du monde pour être en mesure de récupérer le Haut-Karabakh, par la négo-

Atteindra-t-il ses buts ? Jusqu'à l'arri-

vée de M. Gueïdar Aliev à la présidence,

l'instabilité régnait dans le pays, avec de

constants changements de pouvoir. En combinant « main de fer » et promesses

de prospérité, M. Aliev pourrait réussir à

stabiliser l'Azerbaidian. Mais il faudra

attendre que la production atteigne son

maximum - soit dix à quinze ans - pour

que les revenus pétroliers fassent sentir

leurs effets. Parviendra-t-on à contenir

jusque-là l'attente populaire d'un « eve-

nir meilleur » alors qu'un tiers de la

main-d'œuvre n'e pas de travail et que le

salaire mensuel moyen plafonne à 30 dollars? Sans oublier l'âge du pré-

sident : soixante-quatorze aus - la plupart

SAPARMOURAD NIAZOV, le président

SAPARMOUTEN un crayon et, devant turkmène, prend un crayon et, devant les journalistes occidentaux, raye un les journalistes occidentaux, raye un les journalistes occidentaux, raye un les journalistes occidentaux.

nom sur une carte pour écrire le sien à le place. « Je

vais mettre mon propre nom dassus pour qu'il n'y

ait pas d'erreur à savoir è qui elle appartient »,

biague t-il (1]. L'enecdote e de quoi alimenter les

embitione rivales des compagnies petrolières en

Selon M. Niazov, l'Azerbaidjan a vendu à des

firmes occidentales le droit d'exploiter des champa

pétrolifères eppartenent... eu Turkménistan. Ash-

kabed réclame einsi deux des troie gisements

- ceux d'Azeri et de Cirag (2) - concernés per la contrat de 8 milliards de dollars conclu par Bakou

avec un consortium occidental. Toutefois, le pré-

sident turkmène ne se contente pas d'emuser le

gelerie : Il a fait pression - avec succès - pour que

Moscou annule le contrat eigné par deux compa-

gnies pétrolières russes evec l'Azerbaidjen pour

l'exploitation du champ pétrolifère de Kyapaz, dont

le Turkménistan revendique la propriété (3). La

controverse entre Turkmanes et Azerbaidjanais

n'est pas la seule. Le Kazakhstan e fait part de ses

préoccupations après l'offre présantée par la Rus-

sie, le 27 eoût, pour développer l'exploitation d'une région de le Caspienne qu'il considère comme

L'incertitude des contrats en cours tient égale-

ment au statut de la mer Caspienne elle-même (5).

La Russia, l'Iran et le Turkménistan se sont mis

d'accord pour fixer la limite de leurs eaux territo-

riales à 45 milles, evec des droits exclusifs d'exploi-

tation, la zone centrale étant gérée en commun par

les cinq Etats littoraux. Mais l'Azerbaidjan et le

Kazakhstan rejettent cette proposition, exigeant

que l'ensemble de la Caspienne soit divisé entre les

Il faut dire que les quantités exactes de pétrole et

de gaz receiées par cette mer sont inconnues. Selon

certaines sources, elles se situere ient entre 10 mil-

mer Caspienne.

sienne (4).

ciarion ou par les armes.

sés avec les poncid

président Ayaz Moutalibov.

contrats to

en Transcaucasie

Une mosaïque d'alliances

liers, à commencer par les oléodues, apparaissent comme des Eldorados, qui

transfigureroot le paysage régional.

Cependant, quatre Etats cancasiens auto-

proclamés n'ont, malgré une indépen-dance de facto, pas été reconnus inter-netionalement. Or il est difficile

d'imaginer que le Heut-Karabakh, l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et la Tché-

tchénie renonceront à une indépendance

si durement acquise. On, à l'inverse, que

l'Azerbaïdjan, la Géorgie ou la Russie soient prêts à reconnaître la perte de ces

tecritoires (9). Dans cette situation de

« mi guerre ni paix », la pression écono-

mique s'intègre à la logique des conflits.

Et la question du pétrole se présente

donc aussi, voire surtout, sous un angle

des diplomates en poste à Bakou estiment

que la lutte pour sa succession pourrait

Erevan, à l'inverse de Bakou, est le

grand perdant des changements géopoli-

tiques. Des pressions internationales de

plus en plus fortes s'exercent sur l'Armé-

me pour qu'elle reconnaisse l'intégrité

territoriale de l'Azerbaïdjan - autrement

dit qu'elle renonce au Hant-Karabakh.

Ou plus exactement qu'elle entérine le

compromis proposé par les diplomates représentant les Etats-Unis, la France et la

Russie, qui sont à la tête du groupe de

Minsk de l'Organisation pour la sécurité

et la coopération en Europe (OSCE), en charge de la médiation dans ce conflit.

Leur suggestion: le Hant-Karabakh

demeurerait au sein de l'Azerbaïdjan,

mais conserverait son système écono-

mique et ses propres forces de police;

quant au corridor de Latchine, qui relie le

« L'Azen

Haut-Karabakh à l'Armé-

nie, il resterait sous contrôle

jun dit qu'il est prêt à don-

ner ou Karabakh la phis

grande autonomie possible.

confiait au printemps der-

mer le conseiller présiden-

tiel arménien Jirayr Libari-

dian. Nous avons demandé

à nos interlocuteurs de

mettre sur papier ce qu'ils voulaient dire par là, mais,

un an plus tard, nous

n'avons toujours pas reçu

Il est vrai que la dyna-

mique de la politique inté-

rieure arménienne ne va

guère dans le eens des

concessions. Après l'élec-tion de septembre 1996, la

victoire du président Levon Ter-Petrossian a été contes-

tée par l'opposition, en point de déclencher des

émeutes réprimées par

l'armée. Pour recouvrer sa

légitimité dans son propre

pays, M. Ter-Petrossian a

nommé le préeident du

liards et 40 millierds da barils de pétrola, soit entre

1% et 4% des réserves mondieles - contre 65%

dans le golfe Persique (6). En revanche, à en croire

le secrétaire d'Etat adjoint eméricain Strobe Talbott,

les réserves de la mer Caspienne se montereient à

« 200 milliards de barils » - d'où son affirmation à

Radio Free Europe, le 22 juillet dernier, selon

laquelle la région sereit « stratégiquement vitale ».

Les seule gisements d'Azeri, da Gunesil et de Cirag

représentereient de 3 millierds à 5 millierde de

barils. Celui de Tenguiz, eu Kazakhstan, une entre-

prise mixte (joint venture) entre le gouvernement et

la compegnie américaine Chevron, contiendreit

pour sa part de 6 milliards à 9 milliards de banis.

Des sources russes doutent qu'il y eit ancore beau-

coup de pétrola dens le mar Caspienne, faieant

valoir que les chiffres actuels, datant des ennées 80,

sont en fait axagérés (7). Une eutre différence avac

le golfe Pereique est le coût da production du baril

de pétrole : 4 à 5 dollars contre moins de 1 dollar au

Loin de toute mer ouverte

PRINCIPAUX obstacles pour l'exportation du

pétrolifères sont situés loin de toute mer ouverte, et

les systèmes d'oléoducs na sont pas adaptés. Le

contrat de 20 millierds de dollere conclu par Chevron avec la Kazakhstan pour l'exploitation du

champ pétrolifère de Tenguiz l'a blan montré. Les

premières livraisons de pétrole 180 000 barils par

jour) sulvront deux traces : de Bakou au port russe

de Novorossiisk, vie les zones peuplées de Lesq-hines da l'Azerbaïdjen et du Daghestan ainsi qua

Grozny; de 8akou au port géorgian de Soupsa, en

passant également par des zones de conflits, tout

d'abord en Azerbaïdjan, non loin de la ligne de feu

avec le Karebakh, et ensuite dans l'ouest de le Géor-

gia, pres de l'Abkhazie et de l'Adjarie, deux régione

pétrola da la mer Caspienne : les gisements

de réponse: »

être mouvementée,..

Karabakh, M. Robert Kocbarian, au

poste de premier ministre d'Arménie. La question du Haut-Karabakh est une des

rares raisons d'être du Mouvement natio-

nal arménien, actuellement au pouvoir, et

deux institutions qui garantissent la sur-

vie du régime - les politiciens du Haut-

Karabakh et l'armée - accepteraient diffi-

cilement le compromis proposé par les Occidentaux. Et le ministre arménien de

le défense, M. Vazgen Sarkissian, a

déclaré: « Aucun Etat ne réussira à

subordonner les intérêts du Haut-Kara-

Pour la Géorgie aussi, l'enjeu géopoli-

tique de l'or noir est considérable. Certes,

le transit du pétrole sur son territoire ne

hii apportera pas de substantiels reve-nus (11), mais Tbilissi espère qu'il mettra

l'Occident en confiance et accélérera

l'arrivée d'investissements étrangers.

L'intérêt économique, espère-t-on, pour-rait aller de pair avec l'intérêt politique

qui contrebalancerait la traditionnelle

hégémonie russe. Le président Edouard

Chevardnadze subit la pression de

l'opposition nationaliste et des groupes

de réfugiés qui le poussent à reprendre

l'Abkhazie par des moyens diploma-

tiques, voire par la force. Selon M. Giorgi

Gogsadze, analyste à Tbilissi, « ici, les

partis politiques ne sont pas fondés sur

des intérêts socio-économiques. La ques-

tion nationale est donc le seul moyen de

« En dépit des négociations, les diri-

geants géorgiens continuent de nous

menacer d'une autre invasion », affirme

M. Sergei Shamba, ministre abkhaze des

affaires étrangères. M. Vladislav Ard-

zinba, le président autoproclamé de

l'Abkhazie, a proposé d'appliquer un

accord inspiré de celui intervenu entre la

Russie et la Tchétchénie : reporter la dis-

cussion sur la question du statut légal de

TRAVAILLEURS DU PÉTROLE, BAKOU

pétrole non compétitif...

qui écheppent au contrôle de Tbilissi. Une fois par-

venu à le mer Noire, le pétrole doit être ambarque

afin de franchir les détroits de Turquie, déjà saturés

de bateaux et menacés de catastrophe écologique.

Le problàma eera encore plus elgu quand le produc-

tion pétroliàre azarbaidjeneise atteindre eon mexi-

mum, soit 700 000 banis per jour. Sane oubliar les

répercussions des conflits, qui pourraient rendre ce

Si l'or noir de le mer Caspienne devensit trop coû-

teux et trop incertain, les contrats d'investissements

aignée pourraient êtra retardas, voire oublies.

L'industrie pétrolière russe a besoin d'énormes

investissements – évalués entre 50 et 70 millierds de dollare – pour stabiliser sa production eu coure des

prochaines décennies (8). Pour cela, Moscou devra,

lorsqu'elle sere prête à ouvrir son industrie pétro-

lière, trouver des investisseure intamationaux. Le

retour possible de l'Irek eur le merché modifiara

également les ressources pétrolières, mala auesi la

Mais l'économie compte moins que le géopoli-

tiqua dans la décision d'exploiter le petrola du

Kazakhstan et da l'Azerbaidjen et da l'amanar, per

oléoduc et batesu, jusqu'à la Méditerranée, pour

qu'il se déverse aur les merches européene. D'eil-

leurs, la plupart des experts pensent que, au cours

dea deux procheines décennies, le consommation

européenne de pétrole sera stable et que les fournis-

seurs traditionnels du Golfe et de l'Afriqua du Nord

suffiront. En revencha, l'Europe eura besoin de

quentités eupplémentaires de gaz naturel, qui pour-

raient provenir de Russia, d'Iren ou du Turkmenis-

tan. Par ellleurs, l'Asia du Sud représentare un client

de tailla pour le pétrole de le mer Casplenne. L'incer-

titude qui règne en Afghanistan bloque enfin un pro-

jet d'oléoduc des autorités turkmanes avec les

compagnies Unocal (Etats-Unis) et Delta (Arabic

saoudite), concernant un clécduc qui rellereit le

Turkménistan eu Pakistan per l'Afghanistan.

destination des investissements occidantaux.

Eldorado ou mirage?

renforcer sa popularité ».

bakh aux profits pétroliers (101. »



WE OF CATTORY

self-person and the first fact a folia-THE RESERVE OF THE PARTY OF THE and the second of the second THE RESERVE OF THE PARTY OF THE PARTY. The second of the second second The second secon and the second s the control of the alle The second of the second second of the secon A commence of the commence of 

A Alaston Par

10.00

The second secon

10 mm and 15 mm

100

11

. . .

jr.≎

Same year

man for an experience and the second COMPANY WE THE RE in the second of A No Cape of The The same of The second of

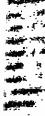
of 191 wife, white-----STATE OF THE STATE print the way was Angelon (Nr. 1997)

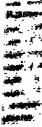
and the same of the same of No. of Concession, Name of Street, or other party of the Street, o

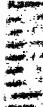
A VANCOUS CONTRACTOR

Mary Mary 19 18

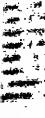
Service Consumer

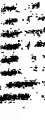


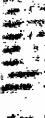


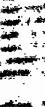


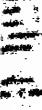


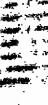




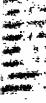




















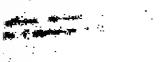








































LLES sont bien loin les formidables espérances suscitées par l'élection du Père Aristide à la présidence d'Haïti en décembre 1990. Non seulement les trois années de dictature militaire consécutives au coup d'Etat de 1991 ont littéralement « cassé » une économie déjà branlante, mais le retour à la démocratie, en octobre 1994, n'a aucunement amélioré la situation des populations. Au lieu de faire front commun, les forces de l'ancienne coalition Lavalas sont engagées dans des combats fratricides pour un « pouvoir » dépourvu de toute substance.

Par notre envoyé spécial BERNARD CASSEN

« Le tableau est déprimant et fait peur. La nation est malade. Haïti est abattue et semble se résigner à mourir après avoir nourri tant d'espoir (1). » Ce constat, dressé par la Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti, fait l'unanimité à Port-au-Prince, en ce début d'automne 1997. Même chez les politiques où l'on se soucie prioritairement de tactique.

De tactique et pas de stratégie. De la tactique de préservation, de conquête ou de reconquête d'un « pouvoir » politique pourtant vidé de toute substance, la stratégie restant l'apanage de Washington, où se trouvent les véritables maîtres du jeu : le gouvernement des Etats-Unis et les institutions financières internationales - Fonds monétaire international (FMI) et Banque mondiale - qui font cause commune avec lui. Une situation que l'on pourrait qualifier de surréaliste si elle o'était aussi tragique ; celle où le pot de terre, confronté à un pot de fer résolument néolibéral, multiplie les discours sans prise sur la réalité. Devant un peuple

D'abord le pot de fer. C'est la CIA, dans la capitale fédérale américaine, qui, en septembre 1991, donna implicitement le « feu vert » à son protégé et salarié, le général Raoul Cédras, pour son coup d'Etat contre le président Jean-Bertrand Aristide entré en fonctions sept mois auparavant. Avec le Père Aristide, premier chef d'Etat haitien élu démocratiquement, une ère nouvelle semblait s'être ouverte, irréductible aux schémas,

éprouvés depuis des décennies, de domination et de manipulation des « élites » locales: l'inruption, pour la première fois depuis l'indépendance (1804), du peuple - en l'occumence des masses rurales et des habitants des bidonvilles - dans le jeu politique. Avec le mouvement Lava-las (le « torrent »), l'entrée du « pays en dehors » (2) dans le périmètre jusqu'alors interdit de la citoyenneté. Un outrage, un véritable traumatisme pour les nantis et leurs protecteurs américains, et un fâcheux exemple pour le sous-

Les « officiers traitants » de Washington réagirent alors avec les réflexes acquis pendant une guerre froide qui venait pourtant de s'achever. Comme, en d'autres temps, ils avaient agi au Guate-mala, à la baie des Cochons, à Saint-Domingue, au Chili, à la Grenade, etc. Ils curent terriblement peur, explique le sociologue Laënnec Hurbon, tout comme l'armée et la bourgeoisie, « qui semblent avoir compris le vote populaire en faveur d'Aristide comme une sorte de . fin des temps » ou de « fin de leur temps ». Il n'y aurait pas d'antre explication à l'intensité de la répression sans précédent qui s'est abattue sur le peuple pendant les trois années du coup d'Etat (3). « La bourgeoisie payait les soldats pour qu'ils cassent l'épine dorsale du 16 décembre. Sa complicité et sa coopération ont été totales avec les forces de répression, à quelques exceptions près », témoigne le journaliste politique Jean Dominique, dans son bureau de Radio-Haiti Inter.



HERVÉ TÉLÉMAQUE. - « La Tache blene » (1983)

Pour ce faire, la diplomatie améri-

caine jona pendant plus de deux ans les

bons offices entre la dictature militaire -

ses alliés et complices des grandes

familles haltiennes - et un président

isolé parce qu'exilé. La solution qu'elle

s'évertuait à mettre en place à Port-au-

Prince était une cohabitation respectant

le formalisme démocratique, tout en

préservant à la fois les intérêts de la

hante bourgeoisie locale et la capacité dissuasive de l'appareil de répression,

promis à une généreuse amnistie. Le socle de cette cohabitation serait une

politique économique et sociale clas-

sique d'« ajustement structurel », placée

sous la tutelle directe d'un FMI jouant

un rôle de cerbère : les futurs dirigeants

Avec l'arrivée au pouvoir de M. William Clinton, en janvier 1993, et alors que le Père Aristide, exilé à Washington, continuait à être universellement reconnu comme le seul représentant légitime de son pays, la nouvelle administration démocrate se donna un double objectif : remporter un succès de politique intérieure et internationale, en « rétablissant la démocratie en Haiti » - que ses prédécesseurs républicains avaient contri-bué à détruire -, et, simultanément, veil-ler à ce que cette démocratie soit calibrée aux normes traditionnelles, c'est-à-dire hors de toute participation authentique du « pays en dehors ». Il s'agissait de faire rentrer le « torrent » populaire dans le lit dont il n'aurait jamais du sortir.

« conditionnalités » pour recevoir le moindre dollar des antres bailleurs de fonds nationaux et internationaux. Tel fut, en gros, le marché, à prendre ou à laisser, proposé au Père Aristide

devraient strictement se plier à ses

pour prix de son retour en Haîti avant que n'expire son mandat de cinq ans (février 1996). Un mandat qu'il s'enga-geait, par ailleurs, à ne pas tenter de prolonger des trois ans pendant lesquels la dictature militaire l'avait tenu éloigné de son pays.

Ces conditions léonines, le président n'avair, à ce stade, d'antre choix que de les accepter. Sa réinstallation au Palais national, le 19 septembre 1994, sous la protection des marines, ne signifiait donc nullement le retour à la case départ du 30 septembre 1991. M. Jean-Ber-trand Aristide – il avait abandonné la prêtrise pour se marier - entendait cependant rectifier au maximum les termes du diktat en utilisant sa popularité et sa fine connaissance des pendant son exil forcé dans la capitale fédérale. « entrailles du monstre (4) » acquise

C'est ainsi qu'il réussit à prendre en défaut la vigilance des nombreux « conseillers » et autres « experts » américains - « ils ont eu la surprise de leur vie », commente un diplomate - en procédant au limogeage de tous les offi-ciers, prélude au démantèlement définitif de l'armée, consommé en avril 1995, alors que Washington avait seulement prévu une épuration limitée à quelques têtes trop voyantes... De même, tout en ayant signé un accord de « stand-by » avec le FMI en février 1995, le gouver-

Déclaration de la chambre de commerce et d'industrie d'Hafti publiée dans La Nouvelliste (Port-en-Prince), 7 juillet 1997.

(2) L'expression est utilisée depuis deux siècles par les « élites » haltiennes pour désigner le reste - 99 % « de la population. Lire Gérard Barthéleuy, Le Pays en dehors, Editions Heuri Deschamps, Portan-Prince, 1987.

(3) Labonec Horbon, « Hotti entre la guerre froide et le nouvel ordre mondial » in Les Transitions démocratiques, sous la direction de Lucimec Hur-

(4) La formule est de José Marti, « père de la patrie » cubaine,

## A Jérémie, si loin

**WARGNY\*** ES 250 kilomètres qui séparent Port-au-Prince de Jérémie, chef-lieu de la Grande Anse -c'est le nom du dapertement -, se font en une huitaine d'heures de voiture... quand les qués sont franchissables. Les transports en commun sont incertains. Un bateau chaque semaine, plus lent encore, du genre redeau de le Méduse : Le Neptune, prévu pour 300 passagers, coule en 1993, et 1 200 personnes périrent noyées. Et, le 8 septembre dernier, la Fierté-Gonevienne coula dans le détroit de Saint-Marc avec plusieurs centaines de personnes à bord. Reste l'avion. Treize personnes maximum atterrissent tous les deux jours entre les nids de poules de la piste. Le prix, de toute façon, n'est pas adapté eux

Trente mille Jérémiens, un demi-million d'hebitants dans la Grande Anse, une pression démographique lancinante - sujet presque tabou -, des cetestrophes màtéorogiques, les cyclones, qui enfoncent ou isolent un peu plus, depuis quatre

\* Ecrivain, auteur de plusieurs ouvrages sur Haiti.

Diffusion

de l'information

sur l'Amérique latine

Tous les quinze jours

trois ou quatre dossiers

sur des réalités majeures

de l'Amérique latine

Abonnement France: 410 F

DIAL

38 rue du Doyenné - 69005 Lyon

Tel: 04 72 77 00 26

Fax: 04 72 40 96 70

décennies, la « cité des poètes ». La pire tornade fut pourtant politique. Et décisive dans le déclin économique de la vieille cité coloniale, dont les produits agricoles - café, cacao, bananes plantain, mangues, tates et ignames - s'exportaient bien au-delà de Port-au-Prince et faisaient la richesse d'une bourgeoisie mulâtre, soucieuse de profits rapides et plus habile à l'import-export qu'au développement d'une industrie locale de transformation. François Duvalier (1), pour mieux contrôler le populetion, commença per interdire le commerce international, le réservant exclusivement à Port-au-Prince. Puis, en 1964, il fit massacrer l'élite métisse : un commando macoute, venu per mer, extermina plusieurs dizalnes de Jérémiens. Pour mieux intimider la bourgeoisie commerçante de l'île et promouvoir le « noirisme ». Jameis la région n'e retrouvé le relative prospérité

Les peintures des meisons à arcades sont un peu délavées. Soleil et pluie sont ici prodiques. Mais la ville, trop tranquille, assoupie même, eppareît proprette - il y e même quelques égouts, à ciel ouvert, meis cimentés - et s'anime en milieu de journée, quend s'àbrouent les bataillons d'écoliers en uniforme. Le bord de mer sert de réceptacla eux déjections et accueille sous quelques tôles brûlantes les plus démunis. Au bleu caraïbe se mêle la boue des rivières de la Vodroque et de la Grande Anse, précieux limons arrachés aux montagnes dénudées, agents destructeurs du plancton littoral.

On ne se plaint pas trop lci de la « situation électrique », éternel sujet de conversation des familles haïtiennes, car la ville est mieux lotie que les bourgades environnantes. Sans perier des mornes, les collines, où l'électricité reste à l'état de revendication... cinquantenaire. Les élèves s'agglutinent donc le soir sous les quelques réverbères, pselmodient les leçons en français couchées sur leurs cahiers d'écoller. Des heures durant, ils nourrissent à voix haute une cacophonie de résumés d'histoire ou de biologie, appris par cœur dans una langue qu'ils comprennent mal et qu'ils ne maîtriseront jamais. Car l'école secondaire est en français, langue officielle, mais non utilisée dans la vie quotidienne et réservée eux livres et à une « élite » réduite. Le parler de tous, c'est le

Jour ou nuit, la rue est d'abord aux piétons. Et parfois aux gamins qui rêvent à Cantona en courant derrière une boule de chiffons. Trente mille citadins, mais combien de voitures ? Quelques dizaines, la moitià appertenant aux organisations internationales. La rue est aussi, certains soirs, à l'Eglise catholique. Deux longues files de pénitents, femmes et enfants surtout, descendent en procession de l'évêché vers la cathédrate. Mgr Willy Romélus ferme le marche, précédant une image de la Sainte Vierge. L'homélie commence

avec une définition de l'Esprit saint, mais glisse vers une mise en garde aux « citayens qui se laissent acheter et qui ne devront paa a'étonner d'être demain vandus ».

Figure emblématique de la résistanca au macoutisme, l'évaqua de Jaramie est d'abord un pieux personnage. Messes et prières requièrent quatre heures de son emploi du temps quotidien, rappelle un de ses proches. L'homma est accueillant, mais réservé, voire timide, le regard pénétrent derriàra de grosses lunettes. Rien à voir avec les transports d'affection, plus ou moins sincères, si habituels en Haiti. Avant le retour à la démocratie, il faisait face aux manaces at aux attentats, et banales péripéties qui ialonnent toute existence. Il est aujourd'hui sur tous les fronts, mais réaliste quant aux attantes raalles de ses ouailles: « Qu'il s'agissa de problèmes individuels ou collectifs, quand on ne peut payer l'écolage (frais de scolarité) ou que les pluies tropicales arrachent les vagues

remperts du quartier, on vient ici. Voir l'évêque. Les gens n'ont personne d'autre à qui demander... On ne peut que poser quelques rustines sur un corps social troué de toutes perts. Les gens sevent qu'il n'y a pas

Mgr Roméfus est l'acteur principal sur la scène locale... et au-delà. Certains ont proposé sa candidature eu Nobel de la paix. Depuis 1977, le prélat e été de toutes les batailles contre les dictatures successives Prenant au mot Jean-Paul II et son « fok sa chanj (2) », il s'est progressivement isolé d'un épiscopat haltien ultraconservateur. Après la chute de M. Jean-Claude Duvaller, en 1986, il lance la campagne « Raché maniok » (arrachons le manioc), prélude au succès de Lavalas : « Prendre vos responsabilités, être acteur du changement, arracher les racines de l'injustice », martèle l'homme qui prie. Toute son énergie, tous les moyens collectés euprès des amis européens débouchent sur des réalisations : création de la radio Tet ansamn, mitraillée plus tard par les militaires, lancement d'un projet régional de développement, construction de nombreuses écoles... Quand se déchaîne le coup d'Etat du général Cédras, en septembre 1991, il préside la commission Justice et Paix qui enquêtera sur les tortures, les disparitions et les meurtres. Il s'en faudra de peu, en 1993 - seconde tentative - qu'il ne soit assassiné à la sortie de la cathédrale de Port-au-Prince.

#### En trois ans. pas de changement

ROIS ans après le retour du président Aristide et après plus d'un an et demi de mandat de son successeur René Préval, rien n'a vraiment changé. Les revendications restant entières. On a bien nommé un délégué départemental, mais il paraît consacrer son énergie à quémander d'improbables aides dans les labyrinthes de la bureeucratie port-eu-princienne. Les 12 000 habitants d'Anse-d'Hainault, la beurgade la plus à l'ouest, eux, attendent l'eau. Depuis si longtemps. Les pirogues à voile font 20 kilomètres pour la quérir, les poids lourds ne se hasardant plus sur les fondrières boueuses de la route côtière. L'isolement est pire encore pour les villes du littoral. Rejoindre Jérémie, c'est traverser une chaîne de montagnes. La route, emplemée lors de l'occupation américaine (1915-1934), n'a jamais été entretenue. Là aussi, les tap-taps, les transports en commun, ont renoncé.

La sait-on, à Port-au-Prince où résident le majorité des agronomes ? Quelqu'un croit-il qu'un jour puisse exister un Etat un tant soit pau décembralisé ? Des mili-

(1) Elu président de la République en 1957 après avoir obligé le président Magloire à démissionner, François Duvalier établit un régime discasorial et, appayé sur les ainistres « tousous macoures », se proclama président à vie. Son file, Jean-Chaude, bu sincesta à sa sport, en 1971. A la suite de forts mouvements populaires, il dut s'exiler en 1986.

(2) « E four que les choses changes: », toute dit Jose Paul II, moc-vant une délégation d'évêques et de laies luitiens lors de sa visite en République dominicaine en octobre 1992.

irla Grande Anse, on character no pilote. En vair: Ou pressure Total politic

CHRISTOPHE

futuribles Revue mensuelle de prospective de prospective

Octobre 1997, n°224

De Rio à Kyoto : les enjeux des négociations sur le climat, Olivier Godard L'effet de serre est-il politiquement gérable,

Philippe Raquepla

Partager le coût de l'enfant, Jonathan Bradshaw Mondialisation et inégalités, Jean-Paul Fitousi

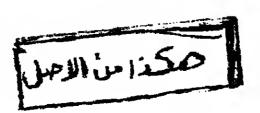
Septembre 1997, nº223

Génétique : craintes et espoirs, Axel Kahn

L'Europe en quête de sens, Éric Dacheux

Universalisme moral et ségrégation économique, Richard Rorry

Futuribles - 55, rue de Varenne - 75341 Paris cedex 07 - France Tel : (33) 01 42 22 63 10 • Fax : (33) 01 42 22 65 54 • revue@futuribles.com Prix du numéro France : 70FF (port inclus) - Autres pays : 75FF (port inclus) Abonnement 1 an (11 nº) France : 640FF - Autres pays : 690FF



All the second of the second o Date 1911 American Constitution of the Constitution of t State in the state of the state

Cream was to do to 100 mm Parish and the property of the the service of the se the street of the street tate to promise the same state of the same state The second secon The same of the sa and it is not read the series A STATE OF THE PARTY OF THE PAR 

10 to 2017 1772 A Committee of the Comm serve of the serve and at About en dan 4 out frefrættagt A Company and the second of the second There is a live of the same and the second second second and the second second second Applicate plants 1198. 424 4 LA

the second of the second of the second

. . .

1 Table 1 Tabl

**≸**1 91

100

4 7.

e ---

The second

and a

10 THE

家. 天际 \*\*

CARCIOCI STO

The state of the state of the state of

HART TO ME STORE TO THE TO STORE THE feterem we exceed to the first the first to Markey to a construction of the construction o \* \*\* \*\*\*\*\* The state of the s The state of the s The second of th and the second s Control of the contro The street of th And the second s THE STATE OF THE S The second secon

Sugar Sa the second second 

tants lavalassiens, regroupés dens la coalition Rendévou bo tab la (3) en 1995 le répétaient. Ils sont aujourd'hui divisés entre partisans de la Famille Lavalas, créée par l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, et ceux du mouvement rival, l'Organisation politique Lavalas (OPL). Et les ministres successifs de la cultura savent-ils dans quel état sa trouve la seul équipement de la ville, du département : la « bibliothèque nationale » de Jérémie, construite il y a plus de vingt

Sur une table, impeccablement alignés, mais un brin poussiéraux, les journaux et revues, principalement français, datent du milieu des années 80. Il reste aussi cinq mille à six mille livres, alignés sur les rayonnages en un ordre alphabétique plain de fantai dans une arrière-boutique aux fenêtres volées. Meis la bătiment prend l'eau. Sur l'étagère supérieure, les pages egglutinées ne forment plus qu'un bloc compact. La moisissure ronge le reste et, tout en bas, les rats s'en donnent à cœur joie.

A percourir la Grande Ansa, on cherche un chantier, une expérience pilote. En vain. Ou presque. Tout juste une réhabilitation partielle da l'hôpital, qui ne dispose pas, de toute manière, du personnel compétent pour les cas graves. Quelques menues réparatione de route, qui ne résisteront pas à la prochaine seison des pluies. Et la construction, par le Mission des Nations unies pour Haiti (Minhua) (4), et principalement pour sas besoins propres, d'un « terminel » pour l'aéroport de Jérémia, avec une salle d'attente et des tollettes. Trafic habdomadaire actuel, rappelons-le: moins d'une centaine de pessagers. Reste un capital d'enthousiasme chez les ti-legliz, les journelistes

En fait, ici, le délégué (préfet), c'est l'évêque, avec son équipe. Porte-perole, principal employeur, eménageur en chef, défenseur des plus démunis, c'est-àdira de pratiquement tout le monde. L'éveché est d'ailleurs presque le seul édifice à étages. Il domine la ville, la beie, et ces quartiers du bord de mer, haite provisoira des braceros (coupeurs de canne) qui n'ont trouve là qu'un autre enfer, et révent de Port-au-Prince

## UN BATEAU QUI COULE

# du désespoir

nement du premier ministre désigné par M. Aristide, M. Smarck Michel, refusa - sous la pression populaire, il est vrai - d'entreprendre les privatisations exigées par les Etats-Unis et démissionna en octobre 1995. Avec une équipe de gestion des affaires courantes, dirigée par Me Claudette Werleigh, et deux mois avant l'élection présidentielle de décembre destinée à désigner le successenr de M. Aristide, il n'était plus question de procéder aux « réformes » structurelles. Néanmoins, avant de quitter le Palais national, le président fit un ultime pied de nez à Washington en reconnaissant Cuba.

C'est à partir de ce moment qu'apparaissent les fortes ambiguités du comportement de M. Aristide. Des ambiguités qui ont dégénéré en crise ouverte, voire en affrontements, au sein du monvement Lavalas, et qui hypothèquent gravement la capacité de résis-tance d'Haîti à la normalisation voulue par Washington. L'implosion du pot de tecre... « Aristide a vécu l'amputation de son mandat comme une spoliation, un drame personnel », explique Jean Dominique, ee qui l'a conduit, consciemment ou pas, à délégitmer son successeur et fidèle entre les fidèles, son « jumeau », M. René Préval : « Pendant la campagne de décembre 1996, il est resté derrière lui, mais très loin derrière, jusqu'au dernier moment. Ce qui revenait à justifier par avance l'abstention massive lors du scrutin : 72 %. » Et c'est ce président affaibli qui héritait des inévitables renégociations avec le FMI et les bailleurs de fonds. M. Aristide pouvait ainsi entamer, les mains redevenues propres de toute compromission, une « traversée du désert » dont, à certains moments, on a pu penser qu'elle pourrait être abrégée - la prochaine présidentielle étant normalement prévue en décembre 2000 - par une opportune démission de son successeur...

A cette frustration personnelle s'ajoutait un conflit de fond avec le noyau dur de la coalition Lavalas : l'Organisation politique Lavalas (OPL). Ce groupe, fédérant cinq courants - de la « petite Eglise » au mouvement paysan, en pas-

sant par des « aristidiens » en quête de structuration -. B'était constitué en parti, sous l'impulsion, entre sutres. d'intellectuels marxistes exilés en Amérique latine pendant le divaliérisme, tels M. Gérard Pierre-Charles, M Suzy Castor et M. Rosny Smarth. Et ce, à la faveur du formidable mouvement de masse qu'avait constitué le · phénomène · Aristide, avant et immédiatement après le coup d'Etat. D'un côté, un dirigeant charismatique, en prise directe avec le people, viscéralement hostile à tout « appareil » intermédiaire, et tenant l'OPL pour une sorte de coucon qui aurait fait son nid sous sa bannière. De l'autre, un groupe numériquement pen important, mais organisé, avec militants, cadres, congrès, programme et direction collégiale. Donc réfractaire à toute personnalisation du pouvoir.

Dès la prise de fonctions de M. René

Préval, dont l'entourage était constitué d'anciens « aristidiens », une partie de bras de fer s'engagea entre le nouveau président et l'OPL, majoritaire au Parlement, appelée à ratifier le choix présidentiel L'enjen: la nomination du premier ministre, auquel la Constitution de 1987 donne des pouvoirs propres. M. Préval voulait désigner M. Éricq Pierre, hant fonctionnaire de la Banque interaméricaine de développement (BID), que M. Aristide avait connu à Washington et qui affiche sans complexe ses convictions néolibérales. L'OPL réussit néanmoins à imposer I'un des siens, M. Rosny Smarth, les autres postes-clés du gouvernement lui étant cependant refusés. « Nous avons dù porier le chapeau de la succession, sans avoir les moyens politiques d'appliquer notre programme », explique M. Gérard Pierre-Charles, coordinateur de l'OPL

## Sous la tutelle des bailleurs de fonds

partir de ce moment, chacun des A deux camps en présence - les autres formations politiques étant trop atomisées, et certaines d'entre elles discréditées par leurs compromissions avec la dictature militaire - commença à jouer à contre-emploi. L'OPL, dont ses adversaires critiquaient pourtant volontiers l'organisation « stalinienne », s'était donné comme priorité l'institutionnalisation démocratique, la création et le rodage de structures décentralisées dans lesquelles la paysannerie poisse s'exprimer, et donc la réhabilitation d'un État qui, historiquement, avait tonjours été oppresseur, prédateur et corrompu. Un objectif évidenment partagé par M. Préval, qui insiste devant nous sur le « pas énorme » que constitua le passage de témoin entre deux présidents élus démocratiquement et sur la situation inédite ts 1997) d'un Patler cause un gouvernement : « Avant, cela se faisait par les armes... » Mais, en misant sur le moyen et le long terme, l'OPL dut cautionner, dans l'immédiat, un projet économique imposé de l'extérieur, et

déià partiellement mis en œuvre, en

s'efforçant, revendique M. Pierre-Charles, d'y ménager des « espaces alternatifs ».

De son côté, M. Aristide commença à se désolidariser avec un gouvernement et une administration où il comptait pourtant nombre de ses partisans. En premier lien, le tout-puissant M. Leslie Delatour, on Chicago boy disposant de la confiance des bailleurs de fonds, qu'il avait nommé gouverneur de le Banque centrale. En proclamant, contre toute évidence, que, tant à Washington qu'après son retour, il « n'avait rien signé avec le FMI », et en dénonçant la « politique néolibérale » du gouvernement, il encouragea diverses organisations popu-laires à réclamer le départ de M. Smarth. En mars demier, il s'en fallut de peu qu'une interpellation parlementaire, activée par les amis de l'ancien président, n'aboutisse à ce résultat et ne permette deuxième tentative - la désignation de M. Ericq Pierre.

La troisième allait-elle être la bonne ? Le 9 juin 1997, M. Smarth présenta sa démission en invoquant les graves irrégularités - relevées, entre autres, par une mission d'observation de l'Organisation des Erats américains (OEA) - lors des élections sénatoriales partielles du 9 juin - marquées par un abstentionnisme de 95 % - au profit des candidats du nouveau perti créé en novembre 1996 par M. Aristide : la Famille Lavalas. L'OPL, qui avait jusque-là évité de critiquer publiquement M. Préval - lui-même parfois indirectement visé par les attaques de M. Aristide -, l'accusa cette fois de cautionner un e coup d'Etat électoral e et de « graviter autour des projets de pouvoir de l'ex-président Aristide ». Le départ de M. Smarth permettait à M. Préval de nommer au poste de premier ministre M. Ericq Pietre, le 28 juillet. Un homme acquis au programme d'ajustement structurel du FML. Mais l'Assemblée nationale ne l'entendait pas ainsi qui, le 26 août, refusa de ratifier le choix présidentiel. Les choses en sont

Ces querelles fratricides ont un impact désastreux sur une population en passe de désespérer de la démocratie. Par sa volonté de reconquête immédiate du pouvoir de fait, car mul ne donte de son succès en cas d'élection présidentielle, M. Aristide s'est aliéné un grand nombre de ses anciens partisans. Ainsi M. Paul Dejean, levalassien « historique » et ministre des Haltiens de l'étranger dans le gouvernement de M. Smarth, u'a pas hésité à déclarer que « l'ancien président, mu par une ambition démesurée de pouvoir, est le principal responsable de la situation politique actuelle, faite de tension, d'insécurité, de crime et de désordre », et qu'il constitue actuellement « le plus grand obstacle à la démo-cratie qu'il avait contribué à ramener dans le pays (5) ».

Quant à M. Camille Chalmers, chef du cabinet de M. Aristide en exil, et actuellement professeur à l'université natio-nale d'Haïti, il incrimine « la faiblesse organique du mouvement Lavalas, très flou, reposant sur une personne et pas sur un projet, sans qu'il y ait jamais eu débat de fond sur les options économiques », et il éclaire ainsi la contradiction entre les déclarations amilibérales de l'ancien président et sa propension à confier on faire confier les postes-clés à des néolibéraux confirmés : « Pendant leur séjour forcé à Washington, beau-coup de cadres ont été fascinés par la façon de faire américaine.»

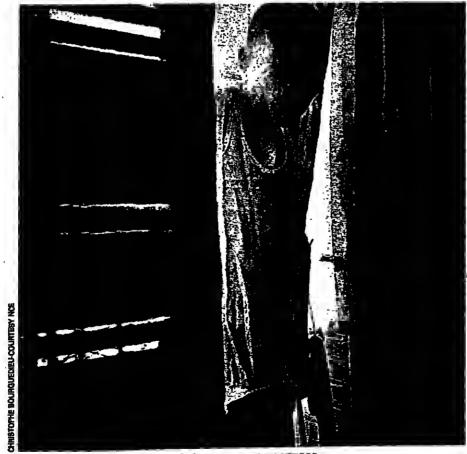
La confusion est désormais totale. M. Aristide entend retrouver au plus vite le Palais national, mais pour y faire quoi et avec qui? Pour un grand nombre d'Haîtiens, notamment dans les milieux populaires, il est resté « Titid », celui qui a supprimé l'armée, celui qui sait trouver les mots exprimant leurs aspirations. Mais pour d'autres, les plus politisés, il est devenu un simple professionnel de la politique. Un responsable d'une association de base opérant en milieu rural affirme que les militants sont « très remontés contre lui ». Ce qui ne semble plus être le cas de plusieurs des grandes familles de Port-au-Prince - les Bigio, Brandt, Madsen, Mews, Boulos, Accra, Nadal, Moscoso et autres Deschamps - anxquelles l'ancien président, dont elles avaient été les ennemis jurés, avait eccordé des faveurs au nom de la « réconciliation ». Pour Jean Dominique, « elles sont contre tout gouvernement constitutionnel, elles piaffent » et peuvent tactiquement être amenées à soutenir M. Aristide si elles voient en lui un facteur de déstabilisation de la démocratie. L'intéressé se refuse à répondre directement aux attaques dont il est l'objet et proclame : « Du fond de nousmême, nous appelons à l'unité, à la nonviolence, au respect (6). .

Quant aux dirigeants américains, qui n'ont jamais considéré l'ancien curé de Saint-Jean-Bosco comme une personnalité fiable, ils ont cependant de quoi se ressurer : les hommes que M. Aristide a mis en place offrent toutes les garanties d'onhodoxie économique. Reste à savoir si, dans l'état de misère et de désespérance où il se trouve, le peuple haitien

BERNARD CASSEN.

(5) Propos reproduits dans Le Nouvelliste, 27 mai (6) Déclaration à l'agence Reuter reprise dans Dial, dossier 2168, 16-31 juillet 1997.

## de Port-au-Prince...



A JÉRÉMIE, « LE PAYS EN DEBORS »

locaux, dépourvus de moyens logistiques, et chez une

pincée de fonctionnaires décidés, meis sans budget. où nen ne les attend, meis dont ils espèrent tout,

L'Eglise s'est dotée d'un vasta centre pour stages de moyenne durée. Elle y forme agents de santé, d'éducation, d'egricultura... pour chaque communauté rurale. Caux qui pourront lire les directives, informer un minimum la population, faira appel à l'infirmière ou à l'agronome, si nécessaire. A la ferme modèle, on encourage les paysans à se regrouper. En fournissant à bas prix (mais jamais gratuitement), à de petites communeutés, des semences ou des couples de porcs - le cochon est la caisse d'épargne du paysan. En expliquant le rôle du compost et des greffes. Surtout en liant les aides à l'obligation de reboisement. Dûment contrôle.

L'Eglisa se substitue ainsi à l'Etat défallant. Depuis si longtemps, L'école, dans 90 % des cas, est payante, les parents étant disposés à consentir de gros sacrifices pour que leurs enfants, au moins, sortent de l'extrême pauvreté. Meis, dans la plupart des cas, il s'agit d'un véritable abus de confiance, le niveau des établissements étant quasi nul. Des écoles borlette, dit-on ici, du nom de la loterie nationale. Dens chaque paroisse, cependant, une ou plusieurs écoles ont été construites par l'Eglise : « Le fonctionnement eurait dû être financé par l'écolage, même réduit à quelques dizaines de gourdes (5) par en dans le primeire. Même cela, les gens ne peuvent pas. Bien sûr, on ne renvole personne. L'argent « perdu » nous contraint à ralentir les investissements... », explique Mgr Romé-

Autre préoccupation : faire que les jeunes restent au pays. Après una école d'infirmières, l'Eglise a construit une école des arts et métiers. Y a-t-il, sur le terrain, d'eutres agronomes que ceux qu'ella eppointe? Bien peu... Si partisans qu'ils soient du principe de la décentralisation - d'eilleurs inscrite dans tous les programmes et jusque dans la Constitution de 1987 -, les fonctionnaires heitiens détestent le province. Nommés ici, ils se trouvent toutes les raisons pour séjourner dans le capitale, puisque tout s'y

décide! Les organisations populaires de Marché-Léon dénoncent « l'irresponsabilité la mépris, la mensonge » du gouvernement et de ses agents, incapebles de mesurar l'enclavement, ne serait-ce que perce qu'ils ne le vivent pas. Un seul dingeant échappe à la critique, parce qu'il laur a dormé ca qu'ile tiennent pour essentiel, la sécurité : « A son retour, Aristide nous e débarrassés des voyous. Il n'a pas réformé l'ermée : il n'y e plus d'ermée, plus de chefs de section. Je vis ici depuis quarante-cinq ans, je sais

« Titid, c'est nous, nous, c'est lui », entend-on encore dans le bouche des ti legliz. Même s'ils se déplacent de moins en moins pour voter : 15 % pour álira René Préval président, le tiers (5 %) pour arbitrer, au printemps 1997, entre les frères ennemis de Lavalas. Les électeurs sont las d'une démocratie politique ressentie comma formelle et opaque et favorable, elle aussi, aux *« grands mangeurs* (6) ». La Grande Anse, peut-être moins touchée que d'eutres par le répression, grâce, en particulier, à la stature de son évêque, compte d'abord sur Aristide. Car la théocratie accidentelle a ses limites, économiques notamment. Mar Roméius et l'Ealise n'ant pas l'intention de créer des usines. Et quel investisseur serait assez fou pour venir s'installer ici, quend personne na se soucie des routes, des ports, de l'électricité... et du reste?

(3) En créole: ressembler tout le monde autour de la table.
(4) La Minhua est ensuire devenue Mission d'appui des Nations unies en Haiti (Manuch) puis, le 30 juillet 1997, Mission de transition des Nations unies en Haiti (Mitanih) dont le mandat est limité à une période unique de quatre mois qui se terminera le 30 novembre 1997.

(5) Trois gourdes valent environ I franc. (6) Expression populaire désignant les officiels qui, depuis le retour à la démocracie, ont surtout œuvré à leur enrichissement per-sonnel. C'ésait le thème du carnaval de février demier dans toutes les villes d'Hafti.

## Points de repère

Février 1986 : Départ forcé du pouvoir du « président à vie » Jean-Claude Duvalier, dit « Baby Doc », fils du dictateur François Duvalier (« Papa Doc »), mort en 1971.

1986-1990 : Directement ou par civils interposés, l'armée est au pouvoir et s'en partage les prébendes.

16 décembre 1990 : Election triomphale (68 % des suffrages exprimés et seulement 20 % d'abstentions) du Père Jean-Bertrand Aristide à la présidence de la République d'Haîti.

30 septembre 1991 : Coup d'Etat militaire, dirigé par le général Raoul Cédras. C'est le début d'une des plus féroces répressions de l'histoire du pays : 4 000 personnes assassinées, 350 000 déplacées. Octobre 1991 : Début d'un embargo international.

3 juillet 1993 : Sous l'égide du gouvernement de M. William Clinton, accord de Governors Island entre le président Aristide et le général Cédras, qui prévoit un retour pacifique à l'ordre constitutionnel. Les militaires renient rapide-

19 septembre 1994 : Débarquement de 20 000 soldats américains à Port-au-Prince pour rétablir le président Aristide

AVIII 1995 : Suppression définitive de l'armée baltienne et création d'une police nationale.

25 juin et 15 juillet 1995 : Elections locales et législatives marquées par une très forte abstention. 17 décembre 1995 : Election de M. René Préval à la présidence de la République, avec 88 % des suffrages exprimés. mais 72 % d'abstentions.

NTERNET est en train de bouleverser la pratique du journalisme. Pour séduire un public jeune, qui a de plus en plus tendance à délaisser les kiosques, la plupart des grands quotidiens du monde se sont lancés en force sur le réseau. Afin de ne pas diffuser de simples répliques des journaux imprimés, ils y font preuve d'imagination et découvrent une autre logique, de nouvelles structures qui transforment en profondeur tout le champ de l'information.

#### Par ANGELO AGOSTINI \*

Pour le journalisme anssi, Internet représente on défi. Les nouveaux réseaux de la communication modifient en profondeur la recherche, la production et la diffusion de l'information. En fait, la révolution numérique a déjà transformé la réalité. Mais, paradoxalement, au beau milieu d'un tournant historique, nous ne parvenons pas à en prévoir les effes. Pis : entrepreneurs, professionnels et formateurs mettent en œuvre des stratégies dont les présupposés ne sont peut-être pas avérés. Et nous allons vers une révolution dans la pratique journalistique sans disposer de la moindre analyse commune.

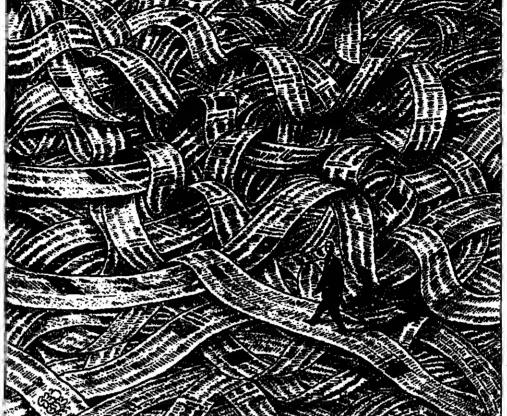
D'un côté, les adorateurs de l'innovation sont prêts à ériger un monument à l'information numérisée et à enterrer journaux et journalistes. Indépendamment des techniques, il faudra toujours des professionnels pour vérifier les nouvelles, rétorquent, de l'autre, les sceptiques obstinés. Imagine-t-on, ajourentilus, des vacanciers allant sur la plage avec leur ordinateur portable pour s'informer? Posée dans ces termes, l'alternative paraît banale. Elle l'est moins dès qu'on examine l'environnement social et

culturel qu'impliquent les deux options.
Surtout si l'nn entend l'avertissement
d'Umberto Eco qui, sans préjugé à
l'égard de la technologie, met en garde
cantre l'aggravation des inégalités
d'accès à l'information. Si la lecture

\* Journaliste, directeur de l'Institut de formation au journalisme, Bologne. d'un quotidien est la prière laïque de l'homme moderne, seuls s'y adonnent ceux qui ont appris à lire le journal – et ils sont de moins en moins nombreux. Qu'on imagine le gigantesque travail d'alphabénsation nécessaire si les réseaux informatiques deviennent le principal vecteur d'information. Sans aucune garantie contre la création de nouveaux fossés culturels...

Pourtant, il faut le rappeler, dans l'histoire de la communication, jamais une
imovation n'a chassé les technologies
antérieures. Ce qui a disparu, ce sont des
modes de production et des instruments:
il n'y a plus de linotypes dans les ateliers
de presse; seuls les journalistes rétifs à
l'ordinateur utilisent encore la machine à
écrire. Cette évolution a influé sur la profession et sa culture, mais sans rendre
caduque la presse écrire. De même, la
radio n'a pas éliminé les journaux, m la
télévision la radio. La vidéo et le Minitel
n'ont pas enterré les médias antérieurs.

Non seulement les différents moyens d'information n'ont pas subi la mort amoncée, mais ils ont appris à vivre les uns avec les autres et conquis des publics distincts. Le journalisme multimédia prendra donc sa place aux côtés des journalismes traditionnels. L'information du futur sera l'œuvre de médias proposant chacun une information différenciée. Bref, il est temps de renoncer à cette ennité presque mythologique qu'on appelait le journalisme et d'admeure l'existence de journalismes différenciés en



fonction des publics, des contenus, des formes, des modes de production, de diffusion et de consommation de l'informa-

Iou.

Il y a quelques années, Tom Koch, on reporter canadien free-lance, apprend par le New York Times la mort d'un enfant de six ans, à New York, pendant une opération de chirurgie dentaire sous anesthésie. Le juge chargé de l'affaire la classe comme « accident ». Les sources médicales évoquent un risque de un pour mille, mais Tom Koch, qui enquête sur

on cas similaire à Vancouver, refuse de les prendre pour argent comptant. En ligne, il interroge des banques de données scientifiques, consulte les archives des principants quotidiens nord-américains et, via les listes de discussion (newsgroups) auxquelles il est abonné, demande l'aide de journalistes spécialisés. En vingt-quatre heures, il apprend que le type d'anesthésic utilisé provoque des problèmes respiratoires chez les personnes âgées et les enfants en cas de contrôle insuffisant, que le risque est

bien supérieur à un pour mille et que de nombreux cas ont été recensés. Les questions qu'il peut ainsi poser dans ses articles contraignent le juge à revoir ses conclusions. Victoire pour la justice... et pour le journal, qui bat tous ses records de vente. Paite « à la main », la même enquête aurait coûté cher et surtout duré beauenup trop lang-temps. Grâce an x réseaux, en vingt-quatre heures et pour 50 dollars, le tour était joué (1).

Mais il ne faut pas perdre de vue une vérité importante, confirmée par l'histoire de Tom Koch: les archives deviennent une source ntéressante pour le journaliste s'il pent les exploiter à une vitesse compatible avec la production d'un quotidien Remarque essentielle, si l'on repense aux débats sur la difficulté de prendre le terros de la réflexion, de la conceptualisation, de l'approfondissement, de la recherche et de la vérification des informations dans cette tempête qu'est

la fabrication d'un quotidien. On ne saurait sous-estimer l'apport de l'informatique au travail du journaliste – sous réserve qu'il y soit préparé. Selon toutes les enquêtes, moins de

liste — sons réserve qu'il y soit préparé.

Selon toutes les enquêtes, moins de 10 % des informations diffusées par les agences de presse sont reprises par les journaux, la radio et la télévision : 90 % sont écartées par manque de place ou

(1) Lire « Tom Koch. The Reporter in the Information Age », dans « Computer Assisted Research and Reporting », sous la direction de Perter Vesterman et Peter Verwey, called Journalistiek en Communicatie, nº 11, Culemborg, Pays-Bas, 1994.

#### Par BRUNO GIUSSANI \*

Europe, la plupart des journaux étaient encore composés au plomb. On rédigeait sur de vicilles machines à écrire électriques. Les dépêches d'agence crépitaient sur les téléscripteurs et, à tour de rôle, les journalistes allaient « déchirer les rouleaux » pour les « cui-

Dans certains bureaux trônait un fax qui ressemblait plus à un radiateur qu'à une machine à transmettre des informations. La salle des linotypistes jouxtait celle où les correcteurs se penchaient sur des morasses intégulières, chargés de réduire le texte au nombre exact de lignes requises pour être casé dans la forme en acier de la page. Seules la comptabilité et la gestion des abonnements étaient, parfois, confiées aux premiers ordinateurs.

"Inters ordinateurs.

"Iournaliste foruno@giussani.com), tient
une chronique hebdomadaire dans l'édition
électronique du New York Times (http://
www.nytimes.com).

Cette période paraît préhistorique lorsqu'on la compare aux prouesses de l'ère Internet. On s'en rend mieux compte quand on a passé vingt mois à concevoir, puis à développer, et finalement à gérer, entre septembre 1995 et février 1997, la partie éditoriale du premier journal suisse sur Internet: le Webdo (1), un jeu de mois à partir du nom du magazine dont il est issu, L'Hebdo, publié à Lausanne par le groupe Ringier.

On savait qu'un service d'information en ligne devait être conçu selon
d'autres mécanismes éditoriaux que
ceux d'un journal imprimé; il ne
s'agissait pas de mettre un nouvel
emballage autour d'un vieux contenu.
Seule l'exploitatinn pertinente des
caractérisinques propres à cet outil
-l'interactivité, l'hypertexte et le multimédia notamment - permettrait de
réussir. Car Internet n'est pas un phénomène de substitution mais un canal de
communication supplémentaire. Les
jnumalistes nnt un rôle essentiel à jouer
dans la « société interactive » de
demain.

Trois concepts dessinent les contours

de ce «journalisme en ligne»: la diversité, la communauté et le mouvement.

Lorsqu'on écrit pour un journal imprimé, un même problème se manifeste: il y a soit trop, soit trop peu de place pour raconter une histnire. Puisque la presse vit d'équilibre entre espaces rédactionnels et publicitaires, de formats fixes, de tarifs postaux dépendant du poids, et de mille autres limitatines, le métier de journaliste consiste souvent à condenser une histoire dans un espace inextensible.

toire dans un espace inextensible.

Un article est donc toujours le fruit d'un compromis entre ces règles et l'intérêt supposé du public, que le journaliste cherchera à satisfaire de la meilleure manière possible. Il se fondera sur son expérience, ses compétences et sur ce qu'il imagine être l'intérêt général

pour arrêter ses choix.

Le problème est qu'il n'y a pas un public – et qu'on ne peut systématiquement satisfaire tous les lecteurs. C'est plutôt le contraire qui est vrai. Il y a des publics, qui lisent le même journal, mais qui ne sont en rien homogènes. En bref: comment mettre en forme, dans on nombre de lignes déterminé, assez d'informations pour satisfaire le lecteur très intéressé par ce sujet, tout en évinant de décourager celui que le thème ne passionne point?

Comme le dirait George Gilder (2), en posant l'existence d'une audience de masse, donc homogène, les médias nient la première propriété de leurs utilisateurs : leur diversité, la variété de leurs intérêts et de leurs passions.

En permettant la création de journaux à plusieurs dimensions, la Toile d'Internet peut constituer une réponse à ce phénnmènc. En explnitant l'espace virtuellement illimité qu'on appelle cyberespace, il est possible de satisfaire de multiples niveaux d'intérêt : autant de niveaux qu'il y a de lecteurs. Le spécialiste descendra assez profondément dans les ramifications du « papier » pour satisfaire son besoin d'information, alors que d'autres se contenteront de la surface.

L'hypertexte est le moteur de cette diversification de l'information. La possibilité de créer une véritable « toile » informationnelle, faisant appel à différents types d'approches, de sources et de médias, tous liés entre eux par un réseau de références, change la perspective du journaliste autant que celle du lecteur. La photo, le graphique, l'image animée, la modélisation en

trois dimensions ont chacun leur logique propre, autant que l'écrit, et ils patient aussi bien à l'affectif qu'à la raison et à l'intelligence.

Ici, tous les médias n'en forment désormais qu'un seul – des séquences de 0 et de 1, ce que l'on appelle le numérique. D'où une démultiplication des points de vue, une pression accrue de la technique, et surtout – vu les capacités virtuellement illimitées du support – un renversement de la nature du jugement journalistique. Les maîtres dans l'exercice de tirer l'essentiel d'une histoire devront apprendre à l'Clargir et à la développer de la façon la plus imaginative et la plus complète.

Il y a aussi d'autres phénomènes dont le « jnurnaliste en ligne » devra apprendre à tenir compte. Premièrement, les comportements des utilisateurs en ligne varient énormément : les « surfeurs » se contentent de voir ce qu'il y a, leurs priorités sont la surprise et le plaisir ; les « chercheurs » sont en quête d'une information précise et leurs priorités sont la rapidité et la précision.

Ensuite, la relation à la géographie n'est plus la même. Du fait de l'extension mondiale du réseau, aux audiences de type géographique penvent se superposer des audiences ethniques (les Suisses établis à l'étranger qui lisent le Webdo) ou thématiques (les passionnés de course automobile qui font appel aux informations du journal d'Indianapolis).

Révolution

Troisièmement: le développement de mutiples formes d'agents intelligents double le public « humain » d'un public « artificiel ». Il faudra penser les articles autant pour des gens que pour des machines: des systèmes logiciels qui opéreront les choix en fonction des commandes.

Il fandra aussi tenir compte de nombreux types d'informations qui ne correspondent pas à la définition de la « nouvelle » : des communiqués de service (météo, trafic, résultats sportifs, marché immobilier), des documents en version intégrale, des textes à la limite de la communication publicitaire, etc.

Cinquièmement: on va voir apparatire de nouveaux concurrents venant de l'extérieur du monde des médias, utilisant d'antres approches journalistiques. Le nom qui vient immédiatement à l'esprit est ceini de Microsoft, avec son magazine Slate, sa chaîne télésite Web MSNBC, ses projets de sites web locaux Sidewalk, dont le premier a été récemment lancé à Seantle (3). Mais ils sont des centaines à faire de même...

## Découvrir et apprivoiser l'interactivité

E NFIN, on va assister à un éclatement des supports. La révolution numérique est en train de donner naissance à de nombreux types de machines qui associent la qualité des images de télévision, la force communicative du téléphone, la mémoire et la vitesse de l'ordinateur, la sélectivité et la maniabilité des journaux – et qui les déploient dans les formes et les lieux les plus divers : des téléphones cellulaires avec courrier électronique au terminal de réseau, du vidéotex au papier électronique en passant par le porte-momasie électronique, de la reconnaissance vocale à l'audiotex, bref, une informatique omniprésente.

Ce demier concept, que l'on pent résumer par la formule « une personne, plusieurs terminaux », montre bien la direction du développement. Le défi des chercheurs de Palo Alto, en Californie, est d'extraire l'informatique des ordinateurs et de la disperser dans la société (4). D'éliminer l'ordinateur tel que nous le comaissons, boîte en plastique avec écran, clavier et cœur en silicium. De l'ouvrir comme une huitre, d'en retirer l'élément vital, le micro-processeur, pour le fondre dans les portes, les murs, les lampes, les bureaux, les porte-monnaie, les chaussures, les grille-pain... L'ordinateur, affirment ces chercheurs, doit devenir « fonctionnellement invisible » comme l'est le téléphone. Pour Mark Weiser, responsable du projet, « un nutil de poche doit suffire pour nous insérer dans le grand courant informatif mondial, à tout moment, où que nous nous

Comme l'écrit Katherine Fulton dans la Columbia Journalism Review, « les journalistes étaient habitués à travalller dans un média, et passaient leur vie à en maîtriser toutes les nuances. A

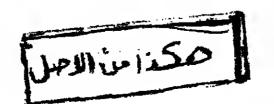
(1) http://www.webdo.ch/ (2) George Gilder, Y a-t-il zene vie après le 1886 ?, Editions Degenno, Paris, 1994, (3) http://www.teles.com.

(2) George Gilder, Y a-t-il was vie a title?, Editions Degamo, Paris, 1994. (3) http://www.mathe.com http://www.mathe.com http://www.mathe.com

(4) Xerux Palo Alto Research Conner, http:// www.tubiq.com/hyperexu/wolsen/UbiHome.html

de neur les professions







## COMMUNICATION

# ialisme au



the same is 1. 1. 1. 10 March ಗಳನ್ನು ನ್ಯಾಚಿಕ್ಕಾಗಿ 17501.04 ・ 一丁 いており感 1 9 ETTE

The second of th The second secon a decidence of the second the same to the same Control to Harry 202 The second second agents of the period the experience and water and a few transfer of the and the second of the The second secon

## ATOUT OU MENACE POUR LA PRESSE ? défi d'Internet

d'intérêt, voire par routine. Or, selon les chercheurs, on ne mémorise en moyenne que 10 % des informations reçues. Un lecteur (ou un auditeur ou un téléspectateur) moyen ne retient donc que 1 % de l'information disponible.

Il y a quelques années, les chercheurs de Sony avaient étudié la mémorisation des informations par une personne de culture moyenne en fonction du média. Les nouvelles sont retenues à 18 % quand elles sont entendues à la radio, à 19 % si elles sont lues dans les journaix, à 52 % lorsqu'elles sont vues à la télévision. Mais le pourcentage atteint 75 % si à la vision, à l'écoute et à la lecture s'ajoute une activité physique et intellec-melle liée à l'information. Ainsi, avec un ordinateur, il faut effectuer plusieurs opérations pour obtenir les nouvelles; connexion en ligne, ouverture d'on cédérom, lecture, vision, écoute, sélection des thèmes, utilisation des liens en hyper-

Même interprétées avec les précautions d'usage, ces données esquissent un scénario radicalement différent de l'actuel mode de communication. Quel sera le rapport entre le journaliste et ses «lecteurs» lorsque ceux-ci pourroot choisir (lire, sur le site Internet du

Monde diplomatique l'étude de Valérie leanne, Le cyberjournal et son public : le cas du Moode diplomatique) la manière de lire les informations? Avec ses connexions électroniques permettant de « sauter » librement d'un document à l'autre, la liaison hypertexte rend le lecteur libre, soit d'opter pour une lecture linéaire classique, soit d'effectuer un par-cours individualisé, en fonction de ses

Bref, l'hypertexte bouleverse les données spatiales et temporelles de la production et de l'exploitation de l'information. Rien n'empêche de produire, via Internet, un bulletin de l'étranger avec les oouvelles du jour, mais également les archives historiques s'y rapportant et l'ensemble des textes déjà publiés sur le sujet traité, et ce de manière virtuellement illimitée. Professionnel ou passionné, le lecteur peut exiger de son journal télématique ce qu'il ne pouvait pas attendre de la presse écrite ou audiovisuelle: l'insertion d'une information dans son contexte historique, géogra-phique, économique, idéologique... Chacun est à même d'approfondir seul un sujet, en faisant appel aux connexions nécessaires, services d'information quo-tidienne ou banques de données.

## Quelle stratégie pour les entreprises?

FINE l'unicité des sources d'information : Internet permet de croiser quotidiens, radios, télévisions, agences de presse et archives. Fime aussi, la linéarité de la lecture : mul ne peut garantir à un journaliste écrivant en hypertexte que le lecteur suivra son «article» de l'attaque à la chute, sans obliquer yers un autre document. Or ces deux données ont fondé des règles d'écriture qui conditionnent la tions. Les fameux « cinq w » (2), la loi . du « message essentiel » (3), la technique anglo-saxonne de la « pyramide inversée » (4), les techniques de synthèse de l'entretien oo d'intégration de

déclarations dans un texte font partie du bagage des journalistes depuis plus d'un siècle. Valables pour les journaux, ces règles le sont restées dans l'audiovisuel. Mais le mode de consommation des informations « électroniques » n'implique-t-il pas de nouvelles techniques journalistiques ? Les moyens d'information et les

canaux de diffusion disponibles dans le monde occidental constituent une véritable galaxie. Des banques de do aux journaux, des télévisions à Internet, des radios aux cédéroms, en passant par les câbles, les satellites, mais aussi les kiosques et le téléphone, tout cela dessine comme une constellation d'une

extrême complexité. Si les premières éditions des quotidiens sur les réseaux ont décu, c'est qu'elles se contentaieot d'adapter la page écrite à l'écran de l'ordinateur. Elles ont, depuis, bien changé: les journaux proposent aux internautes des services exclusifs, donnent (ou vendent) l'accès à leurs archives, mettent en ligne leurs éditions locales (ce qui permet aux lecteurs se trouvant loin de leur ville de savoir ce qui s'y passe). Souvent, ils offrent aussi à leurs lecteurs la possibilité de débattre avec la rédaction et entre eux.

Pour les périodiques spécialisés, Internet réduit également de manière sensible les coûts d'impression et de distribution tout eo multipliant le oombre de lecteurs. Les agences réalisent, en ligne, des services à usage pro-fessionnel fondés sur le même principe : alors que la connexion télégraphique revenait très cher à l'utilisateur privé, l'accès à Internet o'implique pas de gros frais. A l'offre des médias traditionnels s'ajoutent une foule de nouveaux services, souvent iotéressaots. Les « moteurs de recherche » deviennent plus « intelligents » ; Pointcast ou Fishwrap, par exemple, sélectionnent les informations, articles et images de nature à intéresser l'utilisateur, et les installent sur son ordinateur...

Derrière la profusion de ces services, dont la rentabilité n'est pas encore assurée, on ne voit pas encore se dessiner clairement de stratégie des entreprises. Et pourtant, les évolutions intervenues ces demières années dans le monde des médias confirment les prévisions de Nicholas Negroponte. Dans un livre coosacré au Media Lab par Stuart Brand (5), le « gourou » estimait que les vingt années à venir verraient se multiplier les fusions entre entreprises travaillant dans le domaine des technologies numériques. C'est bien ce qui s'est passé. Le multimédia ne représente donc pas seulement une révolution de l'information et des loisirs, mais aussi et peut-être surtout - une perspective de développement industriel et commercial. De la superposition confuse des secteurs et des services naît, progressivement, un ordre nouveau : l'interpénétration et la fusion des industries de la presse, de la télévision et de l'électro-

Trois facteurs convergent:

- I'évolution technologique, qui
accroît les possibilités techniques des oouveaux médias et leur permet de mettre en place des services d'information créatifs dans la forme comme dans le contenu:

- la différenciation et l'individualisation des modes de consommation des nouveaux médias par leurs utilisateurs ;

- l'interpénétration des intérêts et des stratégies des entreprises dans le domaine de la communicacioo. Au cours du dernier demi-siècle, le journalisme occidental a déjà vecu un changement majeur : autrefois destiné à l'élite, il s'est progressivement inséré dans la communication de masse, Mais cela n'a pas modifié les critères, les valeurs, les techniques sur lesquels la profession se fondait. La révolution oumérique, elle, bouscule les bases mêmes de l'activité journalistique. Qu'il s'agisse des tech-niques de recherche et de présectation de l'information, de l'évolution du rapport eotre journaliste et lecteur ou encore de la restructuration industrielle et commerciale. l'avenir comporte encore bien des incertitudes.

## L'indispensable exigence éthique

P LUS encore que dans les médias traditionnels, l'activité journalistique devient, avec l'informatique, ce qu'elle est réellement : un travail intellectuel collectif, une interaction entre professions différentes. Et, bien sûr, un mode de productioo pris en étau entre la loi du marché, qui régit toute activité industrielle et commerciale, et la responsabilité sociale à laquelle le journalisme ne saurait renoncer sans perdre son identité, qui le distingue des mille métiers de la communication.

Dès janvier 1994, lors d'un séminaire organisé par l'Ecole supérieure de journalisme (ESJ) de Lille, M. Patrick Pépin, le directeur de l'ESJ, posait la question des mutations qu'imposent les nouveaux médias au métier de journaliste: « Demain, le journaliste ne pourra plus n'être qu'un journaliste. Il devra avoir au moins deux compétences différentes. » Et de citer par exemple : « journaliste spécialisé en systèmes informatiques, Journaliste spécialisé en système documentaire, journaliste-éditeur, journaliste-visuel, journaliste-infographe, etc. (7) ».

Ainsi la complexité des modes de production engendrera une différenciation des profils et des compétences professionnels, qu'uniront toujours néan-moins non seulement leur responsabilité sociale commune, mais aussi l'obligation de travailler en équipe, dans l'interactioo de toutes les spécialisations. Nous voilà à cent lieues des horizons fumeux des futurologues; le changemeot radical ainsi esquissé s'enracine dans la volonté de faire coexister le journalisme en ligne et le journalisme traditionnel, intègre les évolutions de la technologie comme celles du marché et appelle évidemment une exigence éthique et déontologique plus forte que jamais.

ANGELO AGOSTINI.

(2) Un article doit répondre à cinq questions : what when, where, why et how (que), quand, ob, pourquoi et comment). (3) La principale nouvelle doit se trouver des

(4) Un article don développer progressivemen information, en donnant de plus en plus de détails de façon à pouvoir, en cas de manque de place, ent

(5) Swent Brand, Media Lab. Il futuro della icacione Baskerville, Bologne, 1993. (6) Lire Dan Schiller. « Les marchands à l'assaut d'Internet », Le Monde diplomatique, mars 1997. (7) « Journaliste en 2010, Nouvelles technologies et nouveaux métiers dans la presse écrite », Cahiers de l'École supérieure de journalisme de Lille, n° 6, 1994.

## Révolution

MARY W IN

\*\*\*\*\*\*\*\*

THE WARE SHOWN

int. Bu Propri

A STATE NO.

military to probe

4 . . .

Mary Mary

a de la companya de l

paint in Applying ... war

-

The State of the S

The second of the second

A second reserve

processor appropriately

-

A Property of the Party of the

of the street of

Marie of the second

A Section 1

Can Partie of the Control of the Con

Mile Market Contract

- Andrews - The san

Marie - marie (Charles - 2 - marie )

AND ALL PROPERTY OF THE PARTY O

---

Zam Hillion

And the second s

The state of the s

## dans l'information



« LA PRIÈRE LAÏQUE DE L'HOMME MODERNE »

l'avenir, quand l'écrit, le son, les images et la vidéo ne seront plus que des simples bits, ils passeront plutôt leur temps à se demander quels outils sont les plus adaptés pour quelle infor-

mation (5) ». Tenir compte de ces éléments, de la diversification des publics, des cultures, des moyens d'expression, des supports, et les conjuguer dans un cadre cohérent avec le rôle social et politique de l'information sera le grand défi des dix prochaines années pour les professionnels des médias.

La deuxième tendance est celle de communanté. Nooobstant le flot de paroles qu'on lui consacre. l'interacti-vité o'est pas une notion bien comprise dans les milieux de la presse. Elle oe se limite pas à la possibilité de cliquer sur une icône pour déclencher une réaction de la machine. C'est avant tout une communicatioo ioterpersonnelle. Souvent, les lecteurs qui envoient un message électronique à un journal en ligne reçoivent une réponse générée sutomatiquement par l'ordinateur. D'autres attendent des semaines avant

que quelqu'un leur envoie une réponse. Autrement dit, le lecteur est là-bas et le journaliste ici, en haut, en train de raconter ce qu'il a découvert et de dire ce qui est important.

C'est oublier que l'environnement électronique écrase cette hiérarchie en conférant le même pouvoir communicationnel à chacun. Le rôle du journaliste en tant qu'expert décline. Uo des phénomènes marquants que l'on observe dans un environnement numérique interactif est la progressive disparition de la séparation entre producteur et consommateur d'information. Dans le cyberespace, chacun est simultanément écrivain et journaliste, éditeur et lecteur, vendeur et acheteur.

Répondre au courrier des lecteurs, ouvrir des forums ou des espaces de discussion « en temps réel » sur la Toile, sont les premiers pas vers le développement d'une « communauté » : ce groupe de personnes qui s'identifieot à un titre non pas uniquement parce qu'il constitue une source d'information, mais surtout parce qu'il propose des connexions, un espace public, des formes d'agrégation collective, un lieu de productioo d'idées et de solutions.

de discussions.

« Un journaliste avec peu d'expérience en ligne tend à réfléchir en termes d'histoires, de valeur journalistique, de service public, de style », remarque Melinda McAdams dans son récii sur le naissance du service en ligne du Washington Post (6). . Un journaliste avec une grande expérience en ligne, en revanche, poursuit-elle, pense plus en termes de connexions, d'organisation, de mouvement entre et à travers de grandes quantités d'informations, et de communication entre les gens. » Le journal o'est plus un produit, il devient un lieu où des gens, la « communauté », passent du temps, nouent des relations, reviennent régulièrement, et bâtissent

## Comme aux débuts de la télévision

T ROISIÈME et dernier point : la ootjon de mouvement, on plutôt de flux. Les journalistes sont hablmés à écrire en suivant une forme primaire d'organisation du texte, qui comporte une progressioo linéaire du début à la fin. Sur internet, cette structure est cassée. La page d'accueil de leur publication est au sommet d'une arborescence, dont les éléments correspondent aux différentes branches, aux cheminements que le lecteur peut parcourir à sa guise. Plus « bas » dans l'arborescence, des chemins de traverse permettent de passer d'une branche à une autre.

Cette structure non linéaire est un défi majeur pour le journaliste. On navigue dans un univers qui s'apparente au collage, à une evancée par fragments successifs (le « texte brisé » dont parlait Roland Barthes), fragments qui ne sont pas nécessairement composés de texte et qui sont appelés à se recomposer selon les désirs, les intérêts, les besoins ou les intuitions do lecteur.

En redessinant les formes du raisonnement et de l'argumentation, la non-

linéarité redéfinit la culture tout entière. Les nouvelles technologies modifient aussi la relation au temps. Uo journal se construit sur une succession de délais :

Dans ce contexte, les faits et les informations circulent souvent sans médiation du journalisse, amené à renoucer à une partie de son pouvoir traditionnel pour devenir animateur. C'est tantôt un agent qui dirige le trafic, parfois un explorateur, souvent un «facilitateur»

livraison des articles, correction, mise en page, bouclage, impression, distribution, etc. Si l'un de ces délais est dépassé, le journal perd de sa valeur. L'information est figée autour de ces délais, et elle vieillit avec le papier qui la porte. Sur la Toile le journal reste, en revanche, un média fluide, mouvant. Il ne connaît pas de délais de livraison, ni de lecture, des articles. Le « en ligne » casse la chronologie et permet de réutiliser à l'infini des informations, de les

réactualiser, de les corriger, de les

compléter. Uo article devient une « his-

toire eo progressioo», pouvant puiser dans une série d'autres histoires, grâce à l'hypertexte, et peut faire l'objet d'une recomposition constante.

Diversité, communauté et mouvement sont donc trois concepts autour desquels il devrait être possible de développer une théorie et une pratique du « journalisme en ligne ». Il a fallu des lustres pour développer une esthétique du langage télévisuel. Nous en sommes, avec Internet, un peu comme aux débuts de la télévision, quand on plaçait les gens de radio devant une

Pour le moment, nous n'avons qu'un glossaire d'emprunt, avec des coocepts comme « journal « , « magazine », « site », « page », « lecteur », « usager », « oeviguer », « surfer », « se brancher », « téléshopping ». Ces termes sont imparfaits, issus d'autres réalités. Nous faisons violence à leur étymologie.

La première et plus urgente missico pour les journalistes est de créer le langage de la « société de l'information », créer les mots pour dire la révolution numérique, et donc pour la comprendre. En recounaissant que la révolution de l'information o'est pas uniquement une questioo de microprocesseurs ou de fibre optique, mais avant tout une question de cerveaux connectés à d'autres

BRUNO GIUSSANI,

(5) Katherine Putton, • A Tour of our Incertain Future •. Columbia Journalism Review, New York, mars-avril 1996. http://www.cjr.org 16) Melinda McAdams, Inventing an Online Newspaper, Center for Teaching and Technology, Georgetown University, Washington DC, 1996, http://www.settex.net/\_mmcadams/invent.html

## « Le Monde diplomatique » sur Internet

Ce mois-ci, La Monde diplomatique propose sur son site las résultats d'une enquête sur son lectorat « an ligne ». Vous y trouverez égalament nos articles récents, des débats, des colloques at un éventail da revues. Des dossiers thématiques offrent une sélaction d'articles et da sites, affichant notre manière da voir l'actualité. Ces dossiers, alnsi que les sommaires de nos publications, peuvent vous être envoyés régulièrement par courrier électronique, sur simple inscription.

Notre adresse :

http://www.monde-diplomatique.fr/

Hébergé, dapuls février 1995, par l'Institut netional da l'eudiovisuel, notre site ast égalemant accessible par Minitel :

3616 ALTERN\*DIPLO (1,29 F/min).

## LES AMIS DU « MONDE DIPLOMATIQUE »

E premier objectif que s'étaient assigné Les Amis du Monde diplometique est atteint : nos lecteurs et l'équipe du journel - par le biais de l'association Gunter Holzmann - détiennent aujourd'hul, conjointement, eu aein de le eoclété Le Monde diplomatique SA, le minorité de blocage (33,34 % des parts du capital). Ainsi, lecteurs et rédacteurs disposent désormels d'un pouvoir de contrôle décisif, garantissant l'indépendance de la ligne rédactionnelle de notre men-suel. C'est, il faut en être consciant, une situation d'une extrême rareté dene l'univers de la presse. En nous donnant les moyens de rester fidèles à une certaine « menière de voir » et aux valeurs démocratiques que vous partagez avec nous, voue avez, chars amis lecteurs, servi le pluralisme de l'information.

C'est un signal – certes bien modeste – d'une volonté de résistanca qui as manifeste dane bian d'autres domaines, comme La Monde diplomatique e'en feit régulièrement l'écho, an particulier dans ce numéro (lire pages 4 à 7). Un tout petit « grein de sable » dans les mécaniemes bien huilés qui, partout dans le monde, réduisent la liberté de l'information à l'apologie de le liberté du commerce et du profit.

## Appel

A la date de sortie de ce ouméro, près de 5 800 amis, sur les 8 745 ayant adhéré à l'association co 1996, ont renouvelé leur cotisatioo pour 1997. A trois mois de la fin de l'année, un peu moins de 3 000 d'eotre eux oe sont donc pas encore à jour. Nous sommes persuadés que, dans la plupart des cas, il s'agit d'un simple oubli. Pour l'association, dont le fonctionnement ordinaire repose exclusivement sur les cotisations de ses membres, cela équivant à uo défaut de reotrées de 3 000 x 100 F. soit 300 000 F. Et ce dans un budget déjà très serré.

Nous comptons done sur ces 3 000 amis pour que, sans trop tarder, ils fassent parvenir à la délégation générale le montant de leur cotisation. Loin d'être une simple formalité, ce geste témoignera de leur solidarité eovers l'association, et donc envers le journal.

## Une étape vers l'indépendance

Déjà peu fiable, le systèms d'informetion se trouve, on la sait, au sauil d'une révolution radicale evec l'avènement d'Internet et du muitimédie que certaine n'hésitent pas à comparer, par les chamboulements induits, à l'invantion de l'imprimerie par Gutenberg. L'erticulation du téléviseur, de l'ordinateur et du téléphona crée une nouvelle machine à communiquar, interactive, fondéa sur les performances du traitement numérique. En assemblent les talents multiples de médias disperses (euxqueis s'ejoutent le télécopia, le télématique et la monétique), le multimédia merque une rupture et pourrait bouleverser le champ de la communication.

De gigantesques concentrations sa poursulvent entre les mestodontes du téléphone, du câble, da l'informatique, de le publicité, de l'édition, da la télévision, de la vidéo et du cinéma. Rachets at fueions se auccèdant, mobilisent des dizaines da millierds de frencs... Certains rêvent d'un merché parfait de l'information et de la communication, totalement intégré grâce aux réseaux électroniques et satellitaires, sans frontières, fonctionnent an temps réal et an permanence ; îla l'imaginant construit sur le modèla du merché des capitaux et des flux financiers ininterrompus...

OURTANT, dens ce grand schéma industrial, checun constate que l'information est evant tout considérée comme une marchendise ; et que ce caractère l'emporte, de loin, sur le mission fondementala des médias : éclairer et enrichir le débat démocratique. A cet égerd, on peut se souvenir des mises an gerde lencées naguère per George Orwell et Aldous Huxley contre la faux progrès d'un monde administré par una police de la pensée.

En ce qui nous concerne, noue voici désormeis préservés de ce maelström et de ces meneces parce que nous disposons, lecteurs et équipe de notre mensuel réunis, de nouveaux pouvoirs jundiques au eein de l'entreprise Le Monde diplomatique SA. Mals aussi, ne l'oublions pas, parce que notre actionneire mejoritaire, Le Monde SA, eppartient égelement, comme nous, en premier lieu à ses rédacteurs et à ses lecteurs (actionnaires principaux) et demaure dépositaira des principes humanistes de notre fondateur commun; Hubert Beuve-Méry. Après avoir rappelé, lors de l'essemblée générale des Amis, la 3 mel demier, que, à certains égards, « Le Monde est un journel d'opinions, eu pluriel, et le « Diplo » un journel d'opinion, eu einguliar », Jeen-Marie Colombani e affirmé avec force : « Nous sommes là, bien sûr, an soutien. »

Ce qui est Important pour Le Monde diplometique, dans cette étape de le vie du journal, c'est qua l'association des Amis continua à col-

lecter de l'argent pour arriver, avec l'association Gunter Hoizmann, à détenir, comme le permettent les statuts, 49 % des actions du Monde diplomatique SA. Le conseil d'edministration de l'association, qui se réunit le 15 octobre, prendra sane eucun doute les initiatives eppropriées en ce sens, meie développera aussi d'eutres initiatives dont nous rendrone compte le mois prochein. Son président, Riccardo Petreile, écrivait dans le dernière Lettre des Amis : « La collecte des apports finenciers indiapensables à l'indépendance du Diplo est sans doute un objectif nécessaire, meie nullement suffisant. » L'équipe du journal partage ce point de vue.

Les multiples rencontres-débats euxqualles nous participons ne sont pas seulement l'occasion de fructueux échanges de points de vue sur les grendes questione de l'ectualité. Elles constituent eussi un puissant stimulent pour notre travail. Elles confirment l'exigence d'una Information fiable et d'analyses qui rompent evec le consensus embiant. C'est pourquoi noue souhaitons que, en bian plua grend nombra, nos lecteurs rejoignent les rangs des Amis. Le Monde diplomatique a besoin d'aux.

EMBERTER OF BURNE

22 A 17 (8 27 W) 95

Er Miller, Sea bein

CHANGE AND TO SE

FEIDST INDICTION ATAMAS martin meet. 19 pre-met William France

DESCRIPTION OF THE PARTY OF THE

Amer W. meneni "# 1

SENTE THE DEAL PRINTS · Marie Comment

関節による しょうこう マール Personal Control of Control of the phece-

南京さい いいしょ ひいんかいか

Labery Progue la Franci ME MILLION . - II

Section and the section of - KS 41 4 4 25 4

MA TONETTO PAR ARE AR \$ ... Salarie, Salarie

Complete both or stall for a few Dort (112-112 th. ) and the said

State of the state of section of the state o

State Philips or in the last regard of petit der in (7, 40' mong only

estate the contract in the in-

worth &

mu an, beis der inne

#### Conférences et débats

■ NÎMES. Le jeudi 2 octobre à 20 h 45, au cinéma Le Sérraphore, 25, rue Porte de France, réunion des amis de la région. (Consact : Alain Pinol. Tel. : 04-66-26-53-04.)

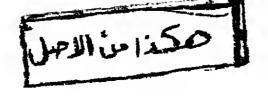
● GENÈVE. Le vendredi 3 octobre à 20 h 30, à l'ania de l'université, rue de Candolle, conférence débat « L'universités médias et le détournament du langage ». Avec Serge Halimi. Ce sera la première manifestation publique de l'Association suisse des amis du Monde diplomarique récemment créée. (Connect et adhésions : Adrierne Sautier, prédicte de la Sociation (Contact de la Contact de la Cont présidente, 4, rue Saint-Victor, 1206 Genève. Tel. et fix : 346 69 40.)

 MONTPELLIER. Le vendredi 10 octobre, à pentir de 19 heures, salle Rabeleis, boulevard Sarrail, soirée organisée par le collectif de solidarité avec les dockers de Liverpool, par le collectif de solutarue avec en un A 20 h 30, projec-avec le soutien des Amis de Montpellier, A 20 h 30, projec-avec le soutien des Amis de Montpellier, A 20 h 30, projection du film de Ken Losch Les Dockers de Liverpoo d'un débat (Contact : Jean-Jacques Gandini, Tel : 04-67-66-32-49.-Fax: 04-67-60-90-81, Il s'agis de nouvelles coorNIORT. Le jeudi 16 octobre à 20 h 30, salle polyvalente, 1, place Jacques-de-Liniers, réunion des amis et des lecteurs du Monde diplomatique pour une réflexion sur le travail. (Contact : Jacques Duhurt. Tél.: 05-49-28-54-96.)

■ NANTES. Le mercredi 5 novembre, à la Manufacture des tabacs, 10 bis, boulevard de Stalingrad, conférence-débat « La « bullo » du commerce international et le rôle de l'OMC ». Avec Bernard Cassen. (Contacts: Bertrand Cha-teigner, Guy Goureaux, Tél.: 02-20-15-87-45.)

● TOULOUSE. Les Amis de Toulouse préparent un cycle de rencoures-débats sur quelques grands problèmes, notamment les mutations de l'emploi, les inégalités dans la répartition de la richesse créée, l'articulation entre les poucoirs international, national et local. Pour la recherche des intervenants et la conception de ces réunions, ils souhaites s'associer avec d'antres correspondants locaux des Amis susceptibles de reprendre les mêmes thèmes. (Contact : Monique Baboulène, Tel.: 05-61-08-28-72.





KIENCES DE LA nº 42 tootobre LE SERVICE PUBLI (1) Questions of

Concurrence - Modernization Innovation organisationnalle. nujou entobeeune Telecourante

Preses Universitaires du Mirail 56, rue du Taur 31000 TOULOUSE 161.: (33) 05-61-22-58-31 fax: (33) 05-61-21-84-20

RIDUSTRIES CULTURELLES! SOCIETE DE L'INFORMATION LA MEDIATISATION DE 1 100 SCIENTIFIQUE : Le can de le 1

## Quels sacrifices pour le temps libéré?

Dans un ouvrage qui paraît ce mois-ci et dont on lira ci-dessous des extraits (1), Michel Beaud propose une réflexion sur les rapports entre l'économie et la société, entre la Terre et les hommes, entre ceux-ci, leurs œuvres et leurs déprédations. Face aux signes de la fin d'un monde, il esquisse des perspectives et des propositions d'action.

Contract on the state of the st

Separation of the second

the to the a property of the Property of

The street of th

Marine and the second

The Party of the 12 The Party of the Party o

Anna Land Cold Oct 12:00-15

White winds And of Street a sale of the sale of

AND THE PROPERTY OF THE PARTY O

Marie Barrier St. Co. Co. Co. Co.

Apply good to have a first out to the following

designations of the second second

Management of the second second second second

Medical Services and the Services

Charles and the second second

America Car City of Control State

ndez-vous

iplomatique.

The second of th

as he have to Manual or market

P. Bagainer J. Land M. S. Commission of the Comm

The state of the s

ONDE

AND THE PARTY OF T

(...) Toute mutation économique signifie, sauf pour les pays qui se résignent an déclin, non seulement destruction, mais aussi création d'emplois. De même, l'émergence de nouvelles technologies s'est toujours accompagnée d'une accentuation de la division de travail, qui engendre de nouvelles activités et de nouveaux emplois. Rien, 12, qui permette d'entrevoir la fin du travail. A l'inverse, il y a au moins trois raisons déterminantes pour que le travail demeure, encore pendant des décennies et probablement des générations, une composante majeure de nos sociétés.

D'abord, la généralisation des rapports monétaires et marchands implique, pour chacun, l'obtention d'un revenn monétaire. Or aucun pays riche n'est en mesure d'assurer à l'ensemble (on à une très large part) de sa population une rente monétaire ou un revenu garanti à la hauteur des aspirations à consommer. Le travail demeure donc la principale source de revenu. Et, si les emplois offerts dans les

secteurs officiellement patentés ne suffisent pas à accueillir tous ceux qui souhaitent l'être, ce sont les secteurs « informels » qui se développent, de la zone grise de la débrouille individuelle on familiale à la zone ooire où prédominent matias et trafics criminels.

Ensuite, plusieurs phénomènes, liés pour partie anx transformations de modes de vie, et pour partie aux dynamiques de la marchandise et do capitalisme, concourent au foisonnement des besoins : besoins solvables dès aujourd'hui, auxquels ce sont hien des emplois et des activités qui vont répondre ; et, engendrés par les précédeots, besoins qui voot dementer non satisfaits parce que non solvables, mais dont certains se traduiront un iour, sur la base de la formation de nouveaux pouvoirs d'achat, par des demandes mooétaires anxquelles répondront encore travail et activités. L'immense masse actuelle de besoins oon solvables non satisfaits et l'incessante croissance de tootes les catégories de besoins interdisent pour longtemps d'eovisager la fin du travail.

Enfin, les pays, les continents qui sont en train d'émerger ou de réémerger dans le champ de l'économie, de s'industrialiser, de se moderniser, le font en mobilisant des travailleurs par dizaines on centaines de millions. La plupart de ces travailleurs n'ont guère le choix, mais beaucoup acceptent de sacrifier une large part de leur vie pour atteindre -enxmêmes on leurs enfants - de meilleures conditions de vie (...).

Certes, ils out en un sens raison ceux qui disent qu'avec les moyens technologiques doot nous disposons nous pour rions, dans les pays riches, sans travailler beaucoup, satisfaire tous les besoins essectiels. Mais, dans oo moode où l'achat de marchandise est devenu la principale manière de répondre à chaque besoin et où le ponvoir d'achat monétaire est la coodition ooo sculement du « vivre » mais encore du « subsister », la croissance multiforme des besoins renouvelle sans cesse et renforce la soumission des hommes et des sociétés à l'économie.

Alors que s'élargit l'empire de la marchandise et de l'argent, alors que rien o'est fait pour limiter la destruction des ressources essentielles et des productions oon marchandes, alors que se poursuit la multiplication des périls et des besoins dans un monde de plus en plus complexe, il y a grand danger à remettre en selle l'utopie de la fin du travail (2). Car nos sociétés sont aujourd'hui intégrées dans la machinerie économique, hétérogène et mouvante, du capitalisme national/mondial; e'est dans cette machinerie que se créent et se distribuent emplois et reveous, insertion ou exclusion, besoins, chômage, opuleoces el pauvreiés. Les hommes et les sociétés conservent des marges de manœuvre et des possibilités de choix : mais, dans les engrenages où ils sont pris, la plupert des changements qui font reculer les besoins de travail, loin 'apparaître libérateurs, acceotucos l'emprise de la nécessité économique.

Pour parier sérieusement de la fin du travail, il ne suffit pas de dire qu'avec les

moyeos techniques disponibles une manière d'abondance est à portée de main, sur la base d'une très faible durée de travail. Il conviendrait aussi de dire qu'il faudra oon seulement modérer nos besoins, mais tailler très vigoureusement dans leur foisonnement : et qu'il faudra anssi engager un processus durable de réduction des inégalités sur une base qui assure la satisfaction des besoins fondamentaux : ce qui implique de se dégager de l'emprise quasi totale de la marchandise, des rapports d'argeot et de la logique du profit. On mesure l'ampleur des remises eo canse que de tels choix

Les classes riches et très riches bénéficient de l'abondance, une abondance fondée sur l'inégal partage des ressources, mais aussi du travail, do chômage, de l'exclusion, du bien-être et de la sécurité. Pour elles, il o'y a rico à gagner, mais beaucoup à perdre, à s'engager dans une telle voie

Cependant, la bifurcation existe. Sur la lancée acmelle, avec les dynamiques de l'inégalité et de la création de besoins pour les détenteurs de pouvoir d'achat, on va vers un monde et des sociétés profondément fracturés, avec la perspective ultime d'un nouvel apartheid. L'autre voie est celle d'un moode plus humain, noo dominé par l'argent et la marchandise : le temps consacré au travail contraint et à tout ce qui l'environne pourrait encore se réduire fortement, laissant du temps pour les autres ordres d'activité. Mais, redisoos-le, cela implique une très forte réduction des inégalités, l'arrêt de la prolifération des besoins, le renoocement à un certain nombre de besoins superflus, l'arrêt des gaspillages, des destructions et dégradations de ressources et de la multiplication des menaces et périls liés à la fuite en avant techno-industrielle.

Il est donc faux de penser que la voie d'une société où le temps consacré au travail aurait fortement reculé pour laisser plus de place au temps de vivre est parsemée de pétales de roses. Cette voie, si elle existe, sera difficile. A supposer qo'on sache l'ouvrir et qu'oo s'y eogage, elle sera ardue, oe serait-ce que parce que le monde dans lequel oous sommes est un monde dur, et qui va encore se dureir. En outre, elle impliquera plusieurs décennies de sacrifices et de désintoxication pour ceux (individus, groupes, sociétés) qui viveot pour consommer (au lieu de consommer pour vivre).

Mais elle offrirait, comme première perspective, un monde moins déchiré, moins inégal, donc moins agressif et moins violent; et, comme perspective ultime, les chances d'accéder à un couvel épanouissement des hommes et de l'humanité. Dividendes certes bieo lointains pour des pouvoirs myopes et timorés, placés devant des décisions difficiles

(1) Michel Beaud, Le Basculement du monde. De la Terre, des hommes et du capitalisme, La Découverte, Paris, 1997, 293 pages, 145 F. (2) Lire, par exemple, Jeremy Rificin, La Fin du pravail, La Découverte, Paris, 1996, et Viviane Forrestet, L'Horreur économique, Fayard, Paris, 1996.

O NEW YORK REVIEW OF BOOKS. Theodor Draper: « La CIA est-elle nécessaire? » ; Jeffrey Madrick : « L'illusion de la prospérité (suz États-Unis) » ; Timothy Garton Ash: «Les difficultés de la reconstruc Afrique du Sud ». (Nº 13, 14 soût 1997, 20 numéres par an, 3,50 dollars. -1755 Broadway, 5th Floor, New York, NY 10019-3780.)

O REVUE INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE. Uo dossier consacré à la convention sur les armes bactériologiques (et biologiques), vingt-cinq ans après, avec ses forces et ses faiblesses. Pour qu'on ne l'oublie pas, alors que tous les regards sou tournés vers la convention sur les armes chimiques... (N° 825, mai-juin 1997, bimestriel; abonnement un an : 30 francs suisses. - 19, avenue de la Paix, CH 1202 Genève, Suisse.) " FUTURIBLES. Une émde sur l'échec de la

politique de communication de l'Union euro-pécune, impomble à l'absence de projet susceptible de provoquer l'adhésion des citoyens. (N° 223, septembre 1997, mensuel, 70 F. – 55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07.) o BALKANOLOGIE. Pour soo premier numéro, la revue propose sept articles (en français et en anglais) sur les sociétés balkaniques, autour des thèmes du nationalisme, de la xénophobie, de la citoyennené – on ootera en particulier celui du professeur Glenn Bowman sur la lectione de la violence actionale dans «La logique de la violence nationale dans l'ancieune Yougoslavie ». (Nº 1, vol. I, juillet 1997, semestriel, 60 F. - C/o Patrick Michels, 18, rue de la Guesle, 78125 Poigny-la-Foret.) PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX. Sur le thème « Les capitalistes nusses », des extraits d'articles sur les sources du capitalisme, la formation des empires, le capital et l'Etzt, avec une bibliographie et un glossaire. (N° 789, 18 numéros par au, 45 F. –

station française, Paris.) O POINTS CRITTQUES. Pour sa reparation. après un an d'absence, la revue de l'Union pro-gressisse des juits de Belgique propose notam-ment trois articles sur le Proche-Orient : une sualyse du débat politique en Israël, un repor-tage en Cisjordanie, et une étude historique sur le «séisme» de juin 1967. (Nº 60, août-septembre 1997, quadrimestriel; abonnement

3 numéros : 3 000 francs belges. - Rue de la

Victoire, 61, 1060 Bruxelles, Belgique.) o MIDDLE EAST REPORT. Lire, eu particulier, deux articles sur les changements en Syrie : la prodente réforme de l'économie et les relations entre capital privé et Enst. (Nº 203, printemps, trimestriel, 8,25 dollars. – MERIP, soite 119, 1500 Massachusetts Ave-nue, NW, Washington DC 20 805.)

CHRONIQUES YEMENITES. Une mine d'informations sur le Yémen grâce aux études et aux brefs comptes rendus de mission des chercheurs français. Lire, en outre, l'article sur le quartier colonial de Djiboun, écrit par Eric Mercier, assassiné en Ethiopie en 1996. (Nº 96-97, pas de périodicité ni de prix indi-qués. - Centre français d'études yéménites, gues. – Cemre tranças o centembre, Sama, Beit Al Ajami, rue du 26-Septembre, Sama,

UVIVANT UNIVERS. Une présentation de l'islam et de ses multiples facettes sous le titre « Le péril vert, mythe ou réalité ? ». (Nº 430-431, juillet-septembre 1997, bimestriel, 350 francs belges. – Chaussé de Dinant, 115, 5000 Namur, Belgique.)

LA REVUE NOIRE. Ce trimestriel de avait déjà publié l'an dernier un numéro remarquable sur l'Ethiopie et Djiboun. Il consacre l'ensemble de sa vingt-sixième livraison à Madagascar, une île-conment dont la culture contemporaine est largement méconnuc. L'équipe animée par Jean-Loup Pivin a « découvert » des dizaines d'artistes, le plus souvent jeunes, ignorés des circuis habituels, et a « ressuscité » les plus agés, qui ont souffert longtemps de manque d'espaces pour s'exprimer. La revue, d'une centaine de pages, somptuen-sement illustrée, fera figure d'anthologie sur une capitale vivant « d'élections en désillusions, saturée de silences et d'embouteillages, au rythme de ses misères et de ses désirs », qui est loin d'être on « désert culturel » mais ne se livre qu'avec pudeur. (Nº 26, septembre-covembre 1997, trimestriel, 120 F. - 8, rue Ceis,

O L'AUTRE AFRIQUE. Ce jeune bebdomadaire publié à Paris s'affirme comme une excellente source d'information et d'analyse sur le continent poir, dans toutes ses dimensions. Au sommaire de ce numéro : « Pourquoi l'ajustement structurel ne marche pas . on dossier su la renuée scolaire, une enquête sur le taba-gisme. (N° 17, 17 septembre 1997, hebdoma-

daire, 15 F. - 6, rue de Berri, 75008 Paris.) o LES NOUVELLES D'ADDIS. Un nouveau bimestriel francophone d'informations sur l'Ethiopie. (N° 1, septembre 1997; abon-nement un an : 180 F. – 24, Le Moulin du Pout, 77320 Saint-Rémy-de-La Vanne.)

O ESPACES LATINOS. Un dossier très complet sur « la terre » en Amérique latine, dans l'espace et le temps : depuis l'encomiendo des conquérants espagnols, les heurs et malbeurs des réformes et tentatives de réformes agraires, jusqu'au mouvement des sans-terre au sil (Nº 145, septembre 1997, mensuel 25 K - 10, rue Lanterne, 69001 Lyon.)

MULTINATIONAL MONITOR. Un numéro presque entièrement consucré à la Chine analyse la naissance d'un mouvement syndical indépendant, la mondialisation du plexe militaro-carcéral mis en place par les dirigeants de Pékin et la campagne du lobby chinois aux Etats-Unis pour une libéralisation encore plus poussée des échanges. (Vol. 18, nº 6, juin 1997, 10 numéros par an. 3 dollars. - 1530 P. Street, NW, Washington DC 20 005, Etats-Unis.)

CERONIQUES VIETNAMIENNES. Un bilan des élections législatives : plusieurs éclairages sur l'histoire du communisme vietna-mien. (Numéro spécial, aotomne 1997, 20 F. - BP 246, 75224 Paris Cedex IL)

CULTURES & CONFLITS. Au moment où le gouvernement de la gauche » plurielle » disoute d'un simple retoileusge des lois Pas-qua-Debré, un indispensable numéro sur » Le contrôle de l'immigration : mythes et réalités ». On lira également le document rédigé par Amnesty International et France Terre d'asile sur le droit d'astle en France. (N° 26-27, été-automne 1997, trimestriel ; abonnement un an : 360 R. – L'Harmattan, Paris.)

- HOMMES ET MIGRATIONS. L'Alsace : approches statistique et historique de l'immigration ; l'immigration alsacienne dans le bassin rhéman ; l'Alsace, terre d'élection du Front national. (Nº 1209, septembre octobre 1997, bimestriel, 70 R. - 40, rue de la Doée, 75020 Paris.)

o NON AUX MOTS QUI TUENT. Uo numero spécial réalisé et édité par la Cimade, pour répondre sux affirmations de l'extrême

droite et du Front national concernant les étrangers et l'immigration. Sont ainsi dévaoptés une série de contre-vérisés, de « fausses évidence et de chiffres faussement évidents » que l'on ne peut laisser passer. (Brochure de 28 pages, offerte sur demande. - Cimade Rhône, 14 bis, montée Saint-Sebastien, 69001 Lyon.)

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES. Une livraison qui pose une excellente question : faut-il supprimer le prix Nobel d'économie ? La liste des lauréats depuis 1969 fournit des éléments de réponse... (N° 2534, 17 septembre 1997, hebdomadaire, 16 F. - La Documenta-

tion française, Paris.) D PROJET. Dix-buit - trente ans, les aventures de la mobilité : itinéraires et stratégies entre héritage et invention. (N° 251, septembre 1997, trimestriel, 65 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris

D REGARDS. Dans le mensuel communiste. sous le titre « Aux actes, citoyens ! », un déba sur la politique de l'emploi avec Jean-Paul Fitoussi, Thomas Coutrot, économiste, Houng-Ngoc Liem, animateur de l'Appel des écono mistes coure la pensée unique, et Jean-Chris-tophe Le Duigou, dirigeant de la CGT. (N° 27, septembre 1997, mensuel, 30 F. – 15, rue Montmartre, 75001 Paris

CAHIERS FRANÇAIS. Citoyenneté et société e, avec des contributions, entre autres, de Dominique Schnapper, Dominique Wolton. Pierre-André Taguieff. (N° 281, mai-juin 1997. 5 numéros par an. 57 F. - La Documentation

D LA REVUE NOUVELLE. Daos ce oaméro de rentrée, un dossier sur « Sciences : Refictions démocratiques », avec trois articles : « Démocratisation de la culture technologique », « L'enseignement des sciences promeut-il la démocratie ? », « Gablée, mon ou vivant? La fin de la science? . (Nº 9. vol. CVI, septembre 1997, mensuel; abon-nement 10 numéros: 2 800 francs beiges. -Bullevard Géoérai-Jacques, 126, 1050 Bruxelles, Belgique.)

□ LE FRANÇAIS DANS LE MONDE. Pour éviter de parier franglais, comme croit devoir le faire M. Claude Allègre, lorsqu'on évoque Internet, un recensement des moteurs français de recherche sur la Toile et une liste de sites

francophones d'intérêt général et éducatif. (Nº 291, 8 numéros par an, août-septembre, Cedex 9.)

o M. Une livraison consacrée à la télévision. avec des entretiens utiles (Murcel Trillat) et de vraies enquêtes, dont une éclairante sur l'on présence de M. Alain Tournine dans les médias au moment du mouvement social de povembredécembre 1995. (N° 1, septembre-décembre 1997, bimestriel ; abonnement un an : 370 F. - 17-19, rpe des Envierges, 75020 Paris.)

O COMMENT TÉLEZ-VOUS? Cette publication belge destinée aux « téléspecta-teurs actifs » analyse le livre de Pierre Péan et de Christopher Nick sur TF1 et consacre un dossier au componement des médias belges pendant la « marche blanche ». (Nº 35, septembre 1997, mensuel, prix non indiqué. --Roe américaine, 106, 1050 Bruxelles, Bel-

- HOMMES ET LIBERTÉS. Un dossier sur les libertés individuelles et la vie privée : la télésurveillance, l'interconnexion des fichiers sociaux, l'informatisation de la médecine sont de puissants leviers de contrôle social. (Nº 94, mars, 6 numéros par an. 35 F. - Ligue des droits de l'homme. 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.)

DEDANS DEHORS. Accès aux soins et rôle du médecin en milieu carcéral. Pourquoi les prisons ne devraient pas contenir plus de 10 000 à 15 000 personnes. (N° 3, septembre-octobre 1997, bimestriei, 25 F. – 25, rue Henri-Monnier, 75009 Paris.)

□ TERRAIN. Une belle réflexion sur « Vivre le temps », introduite par un texte d'Alban Bensa sur » Iranges et usages du temps », avec des textes sur Port-Moresby, Berlin, les prisons portugaise, ainsi que sur l'expérience de l'histoire chez les livaros. (N° 29, septembre 1997, semestriel, 90 F. – CID, 131, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.)

LE GENRE HUMAIN. . Juger en Algérie: 1944-1962 \*, un retour sur un aspect méconnu de l'histoire colnoiale. (Elé-antonne 1997, trimestriel, 95 K. – Le Seuil,

EDITIONS

Udations de l'Escale des Phones Étaile

## SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ

n° 42 (octobre 1997) LE SERVICE PUBLIC EN CRISE (1) Questions en débat

Concurrence - Modernisetion - Légitimité - Privatisations Innovation organisationnelle - Service Universel Union européenne - Télécommunications - Audiovisuel Culture

Presses Universitaires du Mirail 56, rue du Taur 31000 TOULOUSE tél.: (33) 05-61-22-58-31

fax: (33) 05-61-21-84-20

Prix au numéro 110 F + 15 F (port) Abonnement (3 numéros) Particuliers: 300 F (port inclus) Institutions: 340 F (port inclus)

nº 40 - INDUSTRIES CULTURELLES ET SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION - LA MÉDIATISATION DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE : Le cas de la météo

## Calendrier des fêtes nationales

17-31 octobre 1997 1" CHINE Fête de l'Indép. CHYPRE Fête de l'indép. Fête de l'indép. 2 GUINÉE 3 ALLEMAGNE Fire nationale CORRE Fete untionale 4 LESOTHO Fête de l'indép. 9 OUGANDA 12 ESPAGNE Pete de l'Indép Pête nationale GUINÉE ÉQUATORIALE Fête de l'indép.

Fête national 22 SAINT-STÈCE Pête nationale 23 HONGRIE Fête nationale Pête pationale Fête de l'indép. 24 ZAMBIE 25 RAZAKHSTAN 26 AUTRICHE 27 TURKMÉNISTAN Fête de l'indép.

LES-CRENADINES Fête de l'indép. 28 RÉPUBLIQUE 29 TUROUIE

Rete nationale

VIENT DE PARAÎTRE ALTERITÉ ET IDENTITÉ

atalogue

Islam et christianisme en Inde JACKIE ASSAYAG & GILLES TARABOUT 888 pages, 195 F

HISTOIRE D'HOMME : JEAN POUILLON L'HOMME. REVUE FRANCAISE D'ANTHROPOLOGIE

1143, 273 pages, 100 F

ATLAS DE LA REVOLUTION FRANÇAISE Volume 10. Economie GERARD BEAUR, PHILIPPE MINARD ALEXANDRA LACLAU 128 pages 126 F

## À PARAÎTRE EN OCTOBRE :

of demands **OUVRIÈRES PARISIENNES** 21.65 Sy Michal Marchés du travail et trajectoires professionnelles CATHERINE OMNES

## MUTATIONS DE LA PALESTINE

## Les leviers secrets de l'émancipation

LE ROCHER ET LA PEINE (Mémoires I), de Fadwa Touqan. Traduit de l'arabe par Joséphine Lama et Benoît Tadié. L'Asiathèque, coll. « Langues et mondes », Paris, 1997, 292 pages, 98 F.

OUR les intellectuels arabes, l'heure semble être au bilan. Jamais les Mémoires n'ont autant proliféré. Le sentiment qu'une période historique est désormais révolue serait à l'origine du phénomène. C'est particulièrement vrai pour la Palestine, qui a subi des transformations dramatiques bien connues. Là réside tout l'intérêt des Mémoires de Fadwa Touqan, poétesse bien connue dans le monde arabe, mais surtout figure exemplaire d'une femme qui s'est émancipée grâce à la culture et à l'engagement politique, à un moment où la Palestine émergeant à peine d'un Moyen Âge tardif faisait face à une rupture des plus marquantes du siècle.

La société palestinienne, qui sort de la domination ottomane pour passer sous le mandat britannique, y apparaît régie par un système traditionnel, dont la bourgeoisie se fait gardienne. Celui-ci est peu tendre pour la petite Fadwa, née avec la déclaration Balfour (1917): enfant non désire, interdite d'école, père despotique bien que militant patriotique, mère soumise... L'auteur en démonte le mécanisme sans concession, au mépris des tabous et des interdits sociaux, et diagnostique lucidement son maletre. Son itinéraire est fait de souffrance et de vertige. « Mon histoire, c'est l'histoire de la lutte d'une graine aux prises avec la terre rocsilleuse et dure. C'est l'histoire d'un combat contre la séchereise et la roche », dit-elle en conclusion. Elle précise que son temps « était celai de l'asservissement » et son espace « celai de la prison domestique ». Mais la victoire est au

Une arme décisive dans cette lutte : l'amour de la poésie. Pour le meilleur et pour le pire, celle-ci fair partie de l'âme populaire arabe. Levier de créativité et de libération, elle peut constituer aussi une échappatoire, loin des contraintes du réel. Et il o'est pas faux de dire que les Arabes sont les gens de la parole, celle donnée et celle bien dite. Sauvée par la poésie, l'auteur la façonne à son tour en cootribuant à la naissance de cette poésie moderne qui a donné un Mahmoud Darwich.

M AIS la société elle-même ne manque pas de leviers secrets favorisant l'émancipa-tion. Les fêtes populaires, comme celle du - Prophète Moëte - instituée par Saladin, qui rassemblait à Jérusalem, pendant la Pâque chrétienne, une bonne partie de la population musulmane de Palestine. L'action des communautés soufies actives parmi les femmes. Certaines figures sortant du lot, comme cette Chaikha en rupture de ban avec la société mais qui a réussi à s'y imposer. Et, bien sûr, ces écoles chrétiennes de Jérusalem et

L'image de la Palestine d'alors apparaît contrastée : strictement codifiée, déchirée entre bourgeoisie et milieu populaire, ville et campagne, monde masculin et monde féminin..., elle est aussi conviviale (différentes tommunautés), traversée par des forces sonterraines - que la morale bourgeoise tente de réprimer - et soulevée par une grande

Paradoxalement, la tragédie de l'occupation britannique puis sioniste semble contribuer à cette teuvre d'émancipation. Elle oblige la société à accélérer sa modernisation. Le rejet du voile et la mixité se font jour à Naplouse « deux ans après la cataurophe [1948] », souligne l'aureur. Certes, le défi peur susciter un sursaut ; mais, devenu trop lourd, il écrase. La Palestine d'aujourd'hui en témoigne.

Ces Mémoires — dont nous espérons que les traducteurs éviteront dans le second tome certaines platitudes de style — sont aussi une belle profession de foi dans l'homme : « Qu'elles soient d'ordre religieux, social on politique, les forces du mal se dressent toujours contre l'homme, pour essayer de le détruire. Le destin de l'homme, si faible soit-il, est de relever le défi sans faillir. - Or ce défi palestinien, dont il est question ces derniers temps dans deux autres ouvrages (1), parus à l'occasion du « Printem peine d'êrre relevé et gagné, et ce au nom des valeurs humaines universelles.

BOUTROS HALLAO.

(1) Jabra Ibrahim Jabra, Le Navire, Arcantères-Unesco, 1997, 220 pages, 120 F; traduir par Michel Burési et Jamel Chhayed, Ghassan Kanafani, Retour à Haïfa, Sindbad - Actes Sud, 1997, 126 pages, 80 F; traduit pur Jocelyne et Abdellarif Laabi.

## Manière de voir LE BIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE MONDE DIPLOMATIQUE



Une autre manière de voir la politique internationale et d'aborder les grands problèmes de notre temps. Des dossiers étoffés. rigoureux sur des sujets d'actualité. Dans chaque numéro, un point complet sur une grande crise sociale, morale, économique, écologique ou culturelle. **ABONNEZ-VOUS** 

## **BULLETIN D'ABONNEMENT**

A renvoyer à : Manière de voir - Service abonnements - 24, av. du Général-Leclent, 50645 Crantiliy Cedex VALABLE UNIQUEMENT POUR LA FRANCE MÉTROPOLITAINE ET POUR UN PREMIER ABONNEMENT OUI je m'abonne à Manière de voir :

☐ 2 ans (12 numéros) : 425 F au lieu da 540 F (prix d'echat au numéro) Tarif spécial pour les abonnés du Monde diplomatique? : 367 F

C 1 an (6 numéros) : 225 F au liau de 270 F (prix d'achat au numéro)
Tarif spécial pour les abonnés du *Monde diplomatique*\* : 202 F

Notaz votre numéro d'abonné su Monde diplomatique :

J'ei bien noté que les six dossiers paraitront dens l'ennée, en janvier, mers, mei, juillet, septembre, no Pour les tarifs étrangers, nous consulter au : (33) 1.42.17.32.90 de 8 h 30 a 17 heures. \_\_ Prénom \_

Code postal Lill Ville.

Mode de règlement : 

Chèque bancaire

Expire fin

Signature 701 MW 004

#### PROCHE-ORIENT

RUBBER BULLETS. Power and Conscience in Modern Israel. - Yaron Ezrahi

\* Farrar, Straus and Giroux, New York, 197, 308 pages, 25 dollars.

«Les balles en caouachouc étaient-elles destinées à épargner ceux sur qui elles étaient
tirées, ou à protéger l'ême tendre des soldats
israéliens, dont on attendait qu'ils utilisent
leurs armes pour matriser l'intifada? »

L'humour grinçant de Yaron Exahi n'explique
pas seulement le tine de son livre. Il en éclaire
aussi la démarche. Pour ce professeur de
sciences politiques de l'Université hébraique
de Jérusalem, la contradiction motrice d'Ismaël
réside dans le conflit entre d'un côté le « collectivisme » caractéristique des premières
décennies de l'Etat juif, de l'autre l'« individualisme » qui s'y fraye progressivement un
chemin, sur le modèle des démocraties dites
ilbérales. Chapitre après chapitre et sur un ton
très personnel, l'auteur analyse la lente affirmation d'un « moi » longtemps écrasé par le
« nous » de la religion, du sionisme, de l'Etat,
bref d'un peuple nouveau et fort constimé à
partir de vieilles communautés dispersées,
faibles et persécutées. La lutte pour la paix
avec les Palestiniens, montre-t-il, est douc inséparable de l'action pour la démocratisation et la
laïcisation d'Ismêl, Etat de tous ses citoyens,
juifs et Arabes. « Et ce n'est pas du tou un
hasard conclut-il notamment xi au cours des taicisation d'israél, titat de tous ses citoyens, juifs et Arabes. « Et ce n'est pas du tout un hasard, conclut-il notamment, si. au cours des arnées 90, beaucoup de Juifs israéliens ont commencé à se sentir assez forts et en sécurité non seulement pour passer de la confrontation à la négociation avec les Palestiniens, mais quisi pour commencer à recorder leur passé aussi pour commencer à regarder leur passe en face, de manière critique, et à exprimer leur ambivalence grandissante à l'égard de la mys-tique du pouvoir et du sacrifice juifs. »

#### **ASIE**

L'ASIE CENTRALE: HISTOIRE ET CIVILISATIONS. Jean-Paul Roux

\* Fayard, Paris, 1997, 528 pages, 180 F.

L'Asie centrale (Ouzbékistan, Kirghizstan, Turkménistan et Kazakhstan turcophones et Tadjikistan iranophone) émerge comme une région énergétique à la fois potentiellement très région énergétique à la fois potentiellement très riche (du moins certaines de ses républiques) et une possible « zone des tempéres » simée entre Russie, mer Caspienne, Sinkiang chinois, Iran-Afghanistan et monde indo-pakistanais. L'actualité qui prévant en Asie centrale est relativement comme. Mais que sait-on du substrat culturel et historique d'un monde où se rencontrèrent peodant des siècles peoples « altaïques » turco-mongols des steppes, iraniers gracs d'Alexandre et de ses successeurs niens, grecs d'Alexandre et de ses successeurs hellènes, chinois, mongols, arabes, slaves, et nontes les grandes religions universelles véhiculées sur la Route de la soie par la conversion ou la conquête (mazdéisme, chamanisme, manichéisme, christianisme, bouddhisme et islam)? La synthèse impressionname de Jean-Paul Roux répond à toutes ces questions à trarain koux repond a toutes ces questions à tra-vers de courts chapitres aérés qui passent en revue jusqo'à nos jours près de quante millé-naires de civilisation (s) centre-assintique (s) sous tous teurs aspects: historique, géogra-phique, économique et politique mais aussi ethnique, linguistique, religieux et artistique.

YVES THORAVAL.

## MONDIALISATION

● MONDIALISATION AU-DELÀ DES MYTHES. - (La Découverte, coll. « Les dos-siers de l'Etat du monde », Paris, 1997, 174 pages, 85 F.) En une douzaine d'essais, des essentielles que pose la containes questions essentielles que pose la mondialisation : les mots qui la définissent et les réalités qu'elle recouvre : les tendances ; les enjeux politiques.

● L'EUROPE ET LA MONDIALISA-TION. - Frédérique Sachwald. (Flammarion, coll. - Dominos », Paris, 1997, 127 pages, 39 F). Un rappel de l'histoire de l'intégration économique de l'Europe sous la coupe de la libéralisation et de l'ouverture à la concurrence extérieure. Ce qui laisse les Européens sans politique.

• DÉMYSTIFIER LA MONDIALISA-TION DE L'ÉCONOMIE. - Sous la direction d'Amie Fouquet et Frédéric Lemaître. |Les Editions d'organisation, Paris, 1997, 1992 pages, 12 F. Une présentation (plundt optimiste de l'impact de la mondialisation, en particulier sur l'emploi. Egalement un passage en revue des ripostes possibles.

● ENTRE MONDIALISATION ET NATIONS, QUELLE EUROPE? - Semaines sociales de France. (Bayard Editions/ Centu-rion. Paris, 1997. 220 pages, 120 F.) Retrans-cription des conférences et intriventions proooocées lors des Semaines sociales de novembre 1996, avec un éclairage sur le rôle que peuvent jouer, dans cette perspective, l'Eglise et les cinétiens, Avec, notamment, des textes de Jean-Louis Bourlanges, Krzysztof Pomian, Jacques Delors et Henri Madelin.

● INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES. - Michel Bélanger. (Economica, coll. « Droit international », 6 édition refondue, Paris, 1997, 218 pages. 125 F.) Une présentation très pédagogique des acteurs multilatéraux (FMI, OMC, OCDE, etc.) et privés (firmes transnationales) qui

#### **EUROPE**

LES INSTITUTIONS FONDAMENTALES DE LA **BELGIQUE.** - Marc Uyttendaele

★ Bruylant, Bruxelles, 1997, 184 pages, 1 250 francs beiges.

Depuis l'affaire Duroux, la Belgique o'est plus tour à fait terre incomme et son système politique complexe est sans doute devenu plus familier aux Belges eux-mêmes, vissés devant leurs écrans de télévision pour suivre en détail les travaux de la commission parlementaire d'enquête sur les disparitions d'enfants. Manquair-il un ouvrage décrivant les institutions de la Belgique, y compris la crise du régime parlementaire et du monde judiciaire? Depuis que la Belgique est fédérale, nombre d'anteurs se sont efforcés d'expliquer le plus clairement possible un « fédéralisme du possible », forcément commitque. Depuis l'affaire Durroux, la Belgique o'est

Marc Uyttendacie, chargé de cours à l'Université libre de Bruxelles, a ajouté sa pierre à cet édifice. L'onvrage recèle quelques cet édifice. L'onvrage recèle quelques réflexions intéressantes, noramment sur les péripéties qui ont amené feu le roi Bandoin, se refusant à senctionner une loi qui dépénalisait l'avortement, à se trouver pendant quelques jours — avec l'aval du gouvernement de l'époque — dans « l'impossibilité de régner ». Il ne tranche guère sur l'ensemble de la production de ses confrères. Pas de surprise : c'est d'un cours qu'il s'agit, l'auteur o'en fait pas mystère. Le lecteur le prendra donc comme tel, en regrettant que ce didactisme o'empêche pas quelques fantes d'orinographe ou même purment factuelles (les rémions de commissions de la Chambre des représentants de Belgique sont désormais, sanf exception, toujours publiques).

SERGE GOVAERT.

HISTOIRE POLITIQUE DE LA BELGIQUE. Facteurs et acteurs de changement. - Xavier Mabille ★ Editions du CRISP, Bruxelles, 1997, 474 pages, 960 francs belges.

L'historien et politologue Xavier Mabille o est pas coutumer des jugements hâtifs. On o en appréciera que plus son estimation selon laquelle « l'année 1996 a marqué l'entrée [de la Belgique] dans une période d'étrantement profond des structures ». Une crise est née, « politique au sens le plus large du terme » et d'une « extrême gravité ». Elle est ici resituée dans sa perspective historique. L'originalité de la démarche de l'auteur teit à son analyse des clivaces de la société belse dans leurs englela dénuarche de l'anteur tietit à son analyse des clivages de la société belge dans leurs enchevêtrements, leurs interactions, leur manière d'être souvent transcendes par les enjeux qui mobilisent cette société. Une référence première, désormais classique, et néanmoins projetée an cœur de l'actualité récente. Dans un autre livre, Belgique, la force de la désunion (Complexe, Bruxelles, 1996), Xavier Mabille entre en débat avec d'autres auteurs sur les hypothèses de dévelopment et d'a felute. hypothèses de développement et d'« éclate-ment » de l'Etat belge. Une éventualité qu'il o exclut pas, mais qu'il ne tient pas pour « la plus probable ».

## POLITICUE À L'ITALIENNE. - Svo Diamanti et

191

--:-

....

5 5 a 5 a

ALC: NOTE:

....

**⊒:=**:- · ·

eren :

AT DESIGNATION OF P

4750 m

. و يود 

er Erigi , c ---T. ...

. . ----

-

el Cerro

S4. . . . . .

....

A ....

7.1-Z 1.2:- .

 $\geq_{1_{2}}$ 

, ....

 $u_{\mathcal{O}_{2,2,1}, \ldots}$ 

\* PUF, Paris, 1997, 230 pages, 128 F,

Les treize chercheurs italiens et français ras-semblés par les coanteurs de ce livre proposent une analyse sociologique et politique de l'Italie contemporaine, depuis les élections de 1994. Leur approche est à la fois scientifique et acces-Leur approche est à la fois scientrique et accessible au grand public. La comparaison entre les résultats électoraux de 1994 (victoire du centre-droit) et de 1996 (victoire du centre-gauche) sontigne blen les anomalies des institutions du pays, qu'il s'agisse de la loi électorale ou du système des partis. Particulièrement intéressant est le point de vue de Marc Lazar, selon qui l'Italie constitue un vérinable laboratoire polil'inne consine un vocantient tous les problèmes européens. On appréciera également les considérations de Mauro Calise sur « le long adieu des partis politiques » ainsi que les conclusions d'Ivo Diamant en forme d'hypothèmes de l'Unité et de l'Entre de l'Entre de l'Unité et de l'Entre de l'Unité et de l'Entre de l' inèses pour l'avenir de l'Italie et de l'Europe. PAOLO RAFFONE.

AMÉRIQUES

LOCKED IN THE CARINET. - Robert Reich

\* Alfred A. Knopf, New York, 1997, 338 pages, 25 dollars.

Principal conseiller économique du candidat William Clinton et membre de son premier cercle d'amis, Robert Reich est devenu ministre du travail en 1992. Après quatre années d'« enfermement dans le cabinet », il choisit de contre ses forestient de ministre du travail en 1992. Apres quaire années d'« enferuement dans le cabinet », il choisit de quitter ses fonctions et de reprendre sa liberté. Il avant tenu un journal : il le publie. C'est une sorte de « comédie du pouvoir » à l'américaine. Il y retrace sa découverte, tour à tour anaisée et horrifiée, du microcosme politique : conseils des ministres inotiles et ennayenx au court desquels son esprit vagabonde, solitude de l'homane de gauche dans une équipe qui poursoit son inexorable virage à droite, frustration du militant dont les grandes causes — réducison des écaits de salaires, augmentation des dépenses de formation — sont perdues d'avance, « éccurrement » enfin en 1996 lors de la signature par le président Clinton de la loi régrétaire sur la « réforme » de l'aide sociale. L'antien universataire fustige les conseillent de la Maison Blanche — « blancs becs d'anne, vingtaine, d'années » — mais il réserve ses flèches les plus actifies à M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale et gardién de la rigueur, pour qui toute amélioration des conditious de travail setait génératire d'inflation et semerait le trouble au sein des non des conditions de travail schaf genérative d'inflation et sèmerair le trouble au sein des marchés. Tout au long de l'ouvrage, on ressont la déception de l'allié de la première heure face à un président pour qui « le désir de satisfaire l'autre camp est devenu si fort qu'il en est venu à oublier ce qu'il est venu faire à Washing-

## PORTO, VILLE MOITE

## Un polar mélancolique

LA TÊTE PERDUE DE DAMASCENO MONTEIRO. d'Antonio Tabucchi. Traduit de l'italien par Bernard Comment. Christian Bourgois, Paris, 1997, 246 pages,

ES problèmes de la justice - ses abus, ses limites et ses illusions - sont au centre du débat politique dans de nombreux pays. C'est aussi le thème qu'a choisi le romancier italien Antonio Tabucchi pour son nouveau livre, en nous rappelant que le droit peut être basoné et vidé de sens. Et que c'est une tâche collective de le faire respecter, en évitant les bavures et les défants de la justice à deux vitesses, forte avec les faibles, faible avec les forts.

Pour cette invitation à la vigilance, l'écrivain italien - qui, défà, avec Pareirs présent son précédent livre, avait proposé une version tout à fait personnelle du roman à thèse – a écrit un étrange roman noir, un faux polar aux allures de roman philosophique baignant dans une atmosphère inflancolique et nostalgique.

Le Portugal étant pour lui une seconde parrie, Tabucchi a utilisé Porto comme fascinante toile de fond de son récit. Mais, dernière le climat moite, les vieux monumenes et la bonne cuisine de la ville du nord du Portugal, il a est pas difficile de re-trouver les échos de l'actuelle réalité indienne et de ses contradictions irrésolues.

La The perdus de Damasone Monteire tourne aurour d'un banal fair divers qui, peu à peu, se transforme en affaire judiciaire dévoilant une sale affaire de corruption et de violence policière. Le tout à partir du cadavre décapité dudit Damasceno Monteiro, un jeune homme qui avait, par hasard, découvert un trafic de drogue et tenté d'en profiter. Ingénuité qu'il paiers très cher, puisque les criminels à l'origine du trafic ne sont que des policiers corrompus de la Guarda civil.

OUT en respectant les écapes nécessaires du toman nout, l'éctivain s'innéresse sur-tout aux personnages qui, avec obstination et parfois inconscience, voir dévoller l'affaire : un jeune journalisse passionné de littérature et fin connaisseur dischéon Georges Lukacs, une vieille dame propriécuire d'une perite pension, et un avoir obèse pratiquant la bonne cable, la théorie du droit et la défense des passvers. Ce bizaire trio de déterrives improvisés mène l'enquête et découvre le véciré, mais il auta bien du man à démontrer la culpabilité des responsables dans une saile de tribunal, les policiers circ rompus disposent évidemment de bonnes protections.

La « conjuration des bonnées » (selon la formule d'un critique iralien) se heurises sinsi à la résistance d'une justice pas toujours impartiale et préoccupée avant cour de protéger le pouvoir. La fin du roman est ouverne et incertaine, peur être parce due. Tabucchi veur éviter le cliché trop édifiant d'un heuseux dénouement.

Toutefois la quête du jeune journaliste n'ann pas été immile, puisque, dans l'optique de l'éctivain italien, elle devient une some d'initiation à la complexité de la réalité. Grâce à l'aide de ses deux alliés - qui sont en même temps ses guides et ses maîtres -, le jeune journaliste avance dans le labyrinche du monde, en essayant sans cesse d'en trouver la sortie. C'est la leçon de ce polar stypique qui, grâce à son art didectique, se révèle un esprivant conte philosophique.

صكذا من الاصل

ETUDES EN SUIS · Stillerast frames e Digitaries: CHARLES AN AREAST s Argun estead Kal e forças interior (AMI) CONTRACTOR OF STATES ASMITTE FIRST TANADAMANE AN A COLUMN ASSESSMENT AND

Ecolo Linguism Ich de Proposite - Can Mi 不及6.27.125 持种·

LE MONDE DIPLOMATIQUE - OCTOBRE 1997 - 31



EUROPE

ASSURED A LTTALENCE - No Same 4 St. C Saria 1987, 230 pages, 227 Section 2.

The state of the state of Fig. 1. . . . Contract 1 ---THE PERSON NAMED IN The state of the s ----THE PERSON The amount of office of the state of the stat -Later or the Contract 1.00

AMERICUES

7 2 2 2 2

- - -

A ALMA R AC ARE

-, .· , E.F.

the second section

STATE OF THE PERSONS ASSESSED. A delay & Entre bene bet m Fill pages, 25 Artist

- - - 4" x 200' i THE RESERVE - The lease the state of the state of And the second of the second o .... TEL! Marie and the second of the second 2 600 and the second second Not the second of the second of the second The second second second 21 E The second second to the second A SECONDARY SECTION The second secon عصر مین در در

4 4 4.00

olar mélancolique EN PERSON PRESENT TO LATER TO THE PERSON NAMED IN COLUMN TO THE PE

A STATE OF THE STA

STRATÉGIE

L'OTAN DANS L'APRÈS-GUERRE FROME - Remy Hyppia

★ L'Harmattan, Montréal et Paris, 1997, 105 pages, 70 F

Permetire, en une centaine de pages, au lec-Permetre, en une centame de pages, au lec-teur non spécialiste de comprendre les enjeux de sécurité auxquels s'est retrouvé confrontée l'OTAN au lendemain de la guerre froide et de la dissolution du pacte de Varsovie : c'était le part lancé par Rémi Hyppia. Pari réussi. Avec besnoup de secul et parfois une certaine dose d'immour, ce spécialiste canadien des questions russe et est-européenne entraîne le lecteur dans les coulisses de l'OTAN et de diverses ciations internationales. Il garde à chaque fois à l'esprit le sonci de souligner la complexité des situations et d'étayer ses analyses en prenant appui sur des sources irréfu-sables: Au cœur de l'ouvrage : le dossier de l'élargissement de l'OTAN aux pays est-européens et la façon dont tout s'est accéléré à par-tir de 1995. On mesure comment les Etats-Unis, l'Allemagne et la France, chacun sur la base de ses imérêts propres, ont pesé sur cette évolution. L'auteur exprime, en termes mancés, ses inquiétudes pour le fatur, en particulier sur la façon dout l'élargissement a été imposé aux Russes. Pour lui, l'avenir d'une sécurité collective couvrant les régions euro-atlantiques et emasiennes nécessite une organisation dans Inquelle la Russie surait sa place.

MICHEL ROGALSKI

LE CHANTER STRATEGIQUE. - Lucien Poiner, entretiens avec Gerard Challand \* Hachette, a coll. Pluriel », Paris, 1997,

C'est à Lucien Poirier que l'on doit l'élabo-ration de la stratégie nucléaire française. Stra-tégie du faible au fort, elle exploitait au mieux le pouvoir égalisateur de l'anome et permettait au peut (la France), par quelques messages claus adressés au puissant (l'URSS), de dissuader celui-ci de lui chercher noise. Docume strictement négative, elle se fut pas facilement se sont longtemps refusés à admettre le bien-fondé des « stratégies de suffisance » ; fin de la guerre fiedde aidem, e'est chose faite. Mais Lucien Poirier, stratège occasionnel, est d'abond « saratégiste ». Il a décidé de prendre la stratégie elle-même pour objet de ses méditatimes. Des formes diverses qu'elle a tevêmes dans dissoure, il dresse la généalogie. Il scrute In façor qu'out les grands esprits qui s'y sont appliqués de discipliner l'étrange objet. 
\*Comment fait-on pour faire? », telle est la question qui le passionne. Gérard Challand. 
dans ce livre-entreien, donne à l'expert l'occaus de livre-carretien, donne à l'expert l'occanonde s'expliquer et de présenter sous un tour abordable une ceuvre essentielle, qui compte sept livres publics.

CLAUDE LE BORGNE

SOCIÉTÉ

FEMMES PUBLIQUES. - Michelle Perrot \* Textuel, Paris, 1997, 159 pages, 159 F.

Dans la langue française, un « homme public » est un éminent sujet de la Cité, alors qu'une « femme publique », elle, n'est tradi-tionnellement qu'une prostimée : cette dissymétrie des mots et des images est le point de départ du parcours proposé par l'historienne Michelle Perrot, dans un livre remarquable-ment écrit et illustré. Quelle avancée, en à peine deux siècles, pour les femmes européennes! Longremps confinées à des espaces propres - la maison, le lavoir, le boudair -, seupropies – la massul, le lavoir, le couusir –, sen-lement tolérées dans les lieux mixtes de la ville, elles conquièrent peu à peu la spière publique. L'éducation, la santé, le droit puis le journa-lisme s'ouvrent à elles. Mais le véritable enjeu reste la circulation de la parole qui modèle l'espace matériel : de la materise de la conver-sation, idéal des salons aristocratiques du XVII siècle, au gouvernement de l'« opinion » dans une société démocratisée, la route est longue, notamment en France. Car le paradoxe du modèle républicain universaliste prôné par la Révolution est qu'il reposait sur l'exclusion des fermnes, subordonnées au mari par le code civil et réputées infinençables par les prêtres. Ainsi la ganche radical-socialiste s'opposera-t-elle jusqu'en 1945 au vote féminin. Si désor-mais l'égalité hommes-femmes semble faire consensus, les divergences se cristallisent aunour de la question de l'identité sexuelle, entre un féminisme « différencialiste » et un courant « universaliste » qui vent achever les idéanx révolutionnaires en transformant, de l'intérieur, la citoyenneté.

JOELLE STOLZ

## **OUVRAGES DE RÉFÉRENCE**

ATLAS MONDIAL DES DROGUES. - Observatoire géopolitique des drogues

\* PUE Paris, 1997, 250 pages, 248 F.

Parce que les drogues sont intimement liées à peuples et aux réseaux d'échanges entre les sociétés, un atlas des drogues, tout à la fois his-torique, économique, sociologique, culturel, traçant les circuits de l'argent et les fillères commerciales, suivant les conflits qu'elles génèrent et financent est un outil sans équivalent pour découvrir la dimension géopoli-tique de la quession. Celle-ci est traitée ici par les meilleurs spécialistes français, s'appuyant sur une centaine de cartes remplies d'informaoons et d'une grande lisibilité, assorties d'un index et d'une bibliographie sélectionnée. Scule réserve : la place un peu courte laissée au financement, an blanchiment, aux réseaux des banques et paradis fiscaux et à la corruption hés au trafic des drogues.

## CULTURE

COBRA AU CYEUR DU XX. SIÈCLE - Edouard Jaguer \* Geliée, Paris, 1997, 204 pages, 96 F.

Il y cut d'abord le groupe expérimental nécrlandais Reflex, avec les peintres Appel, Cor-acille, Constant. Et. au début de novembre 1948, à Paris mais anssi contre Paris, naît Cobra. Christian Dotremont est l'inventeur du sigle. Cobra, parce que le nouveau collectif ras-semble le danois Asger Iorn (COpenhague), les belges Dotremont et Noiret (BRuxelles), et les membres de Reflex (Amsterdam).

Critique d'art, Edouard Jaguer fut le rédac-Critique d'art, Edouard Jaguer fut le rédac-teur français de la revue publiée par Cobra. Ce qu'il propose dans la première partie d'un livre passionné, c'est donc, de l'insérieur même, une chronique du collectif jusqu'à sa disparitiou en 1951. Il apporte d'atiles précisions sur les ori-gines de celui-ci. Sans négliger Constant, il moutre l'importance prépondérante qu'ont prise Dotremont et Jorn. Retraçant les polé-miques, particulièrement parmi les proches du surfailisme, il émaille son récit d'anecdotes et met les choses au point avec humour.

Dans une deuxième partie, Edouard laguer a réuni quelques-uns de ses articles de 1944 à 1989. Il consacre d'excellentes pages, notamment à l'artiste britannique Stephen Gilbert, dans lequel il voit un précunseur de Cobra, et qui, vers 1949, passa du côté de l'abstraction, unit abandones la maintenant la conference. puis abandonna la peinture pour la sculpure. LIONEL RICHARD.

IMAGERIES POPULAIRES EN ISLAM. - Pierte Centlivres et Geneviève Centlivres-Demont ★ Editions Georg, Paris, 1997, 106 pages,

Dans cet ouvrage sont présentées quelques-unes des estampes (chromolithographies sur papier) les plus significatives de la collection de Pierre et Micheline Cendivres. Produites en masse dans le monde musulman et vendues à bas prix, ces images sout destinées à une vie éphémère, car elles sont punaisées ou collées par leurs achereurs. Les symboles ou les per-sonnages réels et sacrés qu'elles reproduisent occupent me place importante dans l'univers des représentations et des croyances des pays islamiques. Apparoes à la fin du XIX siècle en Turquie et au Caire, elles ont joué et jouent encore un rôle important dans des sociétés où les analphabètes sont nombreux. Leur acquisition est un acte de piété. Actuellement, on assiste à un éclatement des normes rigides concernant ces images colorées, parfois concernant des normes rigides concernant des normes rigides concernant des normes rigides concernant des normes parfois des pouvelles techniques de la concernant des normes des normes de la concernant des normes des normes des normes de la concernant des normes des normes de la concernant de la concernant de la concernant des normes de la concernant de la concernation de la concernant de la concernant de la concernation de la concernati criardes. Multipliées par les nouvelles tech-niques industrielles, la photo tend à y remplacer le dessin. Très populaires mais rarement émdiées, parfois occultées, elles comportent souvent in texte. Leurs motifs sont profanes ou religieux. On y voit Allah, représenté par les religieux. On y voit Allah, représenté par les lettres de son nom, Mahomet, sa famille, les montures sacrées (Al Buraq), des saints et soufis, des mosquées, Adam et Eve...

ODILE FELGINE



CITOYENNETÉ EN FRANCE

## La pluralité des appartenances

ÉFLEXION sur le pluralisme des R notions de citoyenneté en France, l'ouvrage de Sophie Duchesne Citoyenneté à la française (1) distingue deux modèles. Celui de l'héritage, reposant sur l'équivalence entre la citoyenneté. l'identité nationale et la nationalité, caractérisé par le partage d'une histoire, d'une terre et de valeurs familiales. Celui des scrupules, qui dissocie citoyenneté et nationalité, fondé sur des choix supposés libres d'individus vivant en des sociétés diverses, mais partageant tous on fund commun l'emportant sur les appartenances particulières. Catégories connnes.

Mais l'originalité de ce livre repose d'abord sur sa méthndolngie. Il est construit à partir d'une quarantaine d'entretiens pon directifs et nons restitue les représentations de la citoyerneté vécue

'Al toujours pensé que la vie, c'est 777 histoires en même

dans la vie ordinaire, plus que les débats entre intellectuels. D'autre part, il montre clairement que ces modèles s'entrecroisent dans les discours ici présentés : on n'appartient jamais totalement à un seul des deux; de plus, chaque modèle comprend des sous-modèles. Tous se rejoignent cependant sur un point: la condamnation de l'individualisme égoïste, assimilé à l'incivisme.

Mais l'incompatibilité logique des deux modèles, conjuguée au désir de leur association, produit une tension qui paraît à l'auteur caractéristique de la citoyenneté à la française : on veut être quelqu'un, mais de quelque part. Tension contrôlée par l'insistance sur la définition du citoyen par ses droits et ses devoirs, l'assimilation de la citoyenneté au vote, la réduction de l'héritage à la Déclaration de 1789. Au-

suivre le thème du « voir et du non-voir,

me un lieu traversé par divers conti-

neuts, et un tribalisme préservé dans les

différentes communantés qui l'habitent.

Les cérémonies funéraires africaines, les

écoles chinoises, les rites encore vivants

au cœur de la ville, devenue le lieu de

tous. - Je pense que, si l'on peut vivre

côte à côte, c'est déjà quelque chose,

déclare-t-il. L'intégration se joue sur plu-

sieurs générations. La ville est un carre-

L'auteur, dont la plupart des réalisa-

tions ont trait an voyage, explique l'ori-

gine de son film: « Je me promenais en

bicyclette par une belle soirée d'été en

1993, et je suis arrivé dans un quartier

que je ne connaissais pas trop. Taut le monde était dehors, il faisait chaud, et je

suis entré dans un autre continent. Ce

moment de dépaysement était choquant et

excitant, et je me suis dit : il faut faire le

lien avec l'ailleurs à partir d'ici. Ça o été

DOMINIOUE GODRECHE.

une prise de conscience. »

delà, et on partagera cette conviction, la spécificité française réside moins dans l'existence de deux modèles dominants que dans une difficulté particulière à penser le pluralisme des systèmes d'appartenance autres que la nation. Les critères la définissant peuvent varier, elle seule est en cause. Les aures collectivités (famille, classe sociale, ville, région, etc.), même dans le modèle de l'héritage, ne sont que des degrés qui y conduisent. La force uni-taire du modèle français semble done bien résister, au moins dans les représentations, aux complexifications de la modernité.

l'uniformité. D'une autre manière, l'nuvrage de Mohamed Hassini (2) démontre aussi la difficulté de certaines catégories sociales - ici les enfants d'immigrés - à vivre des appartenances multiples. La réussite des filles d'immigrés maghrébins paraît contraster avec le stéréotype communément admis suivant lequel un fort pourcentage d'élèves maghrébins est un facteur global d'échec on de retard scolaires. En fait, l'auteur démootre qu'à milieu social égal, les taux d'échec et de réussite soot les mêmes suivant les groupes d'appartenance.

même si celle-ci ne se confond plus avec

A supériorité des performances scolaires des filles sur celles des garçons est par ailleurs un phénomène général, englobant donc les Maghrébines. Mais, dans leur cas, certains facteurs spécifiques interviennent. Le caractère strict de leur éducation au sein de leur famille les prédispose à accepter plus facilement les contraintes de la vie scolaire. Mais surtout le contraste entre leur encadrement familial, beaucoup plus fort par rapport à la liberté relative des autres filles, incite à valoriser plus que leurs frères l'institution scolaire, gage de libération. La culture traditionnelle ne sort pas indemne de ces évolutions: la religion est intériorisée, voire abandonnée. Mais dans l'immédiat, cette culture fait moins l'objet d'un rejet que de « bricolages » : le plus grand prix amché à la virginité en témoigne.

A long terme, cependant, on peut douter de la survie des traditions. Ce qui incline à penser que l'intégration à la française - définie comme un processus d'osmose entre plusieurs cultures - ne scrait pas vraiment distincte de l'assimilation, mais constituerait sculement un passage en sa direction. Car les cultures ne sont pas sur un pied d'égalité. Certaines sont donc mortelles.

NORBERT ROULAND.

(1) Sophie Duchesne, Citoyenneté à la française. Presses de Science Po. Paris, 1997, 330 pages, 148 F. (2) Moharaed Hassini, L'Ecole: une chance pour les filles de parents maghrébins, Ciemi-L'Harmastan, Paris, 1997, 271 pages, 140 F.

ce gouffre qui nous sépare du réel, et le fait qu'un n'arrive pas à voir ce qui est perçu par l'autre, parce qu'on est limité à temps. » Cette phrase de l'écrivain hollandais Bert Shierbeek figure au ses propres conditionnements, culturels, et émotionnels ». Le réalisateur décrit la ville à travers son espace géographique et humain, dans sa multiplicité culturelle. Il la dépeint

Amsterdam, mémoires d'exil

UN FILM DE JOHAN VAN DER KEUKEN

générique d'Amsterdam global village, de Johan van der Kenken (1). Et pour cause : ce film, présenté au huitième Postival international du documentaire de Marseille, dépeint la capitale nécriandaise à travers ses minorités ethniques. Mais il le fait en s'amachant à l'histoire de chacun de ses personnages, que le réalisateur suit d'Amsterdam vers leur pays d'origine -Bolivie, Thailande et Tchétchénie pour évoquer le retour de la mémoire vers son lien d'origine. Comme Roberto, le Bulivien, filmé dans sa maison natale, en compagnie de sa mère dont il recueille les

C'est dire qu'Amsterdam global village est un film sur l'enfance, le retour et l'exil dans lequel « resourner au pays, c'est renouer avec l'enfance. D'où la position des mères dans mon film », explique van der Kenken. L'exilé fait fonction de mémoire en revenant dans son village, comme Roberto, qui encourage les siens à conserver leurs traditions « parce que l'exilé vit la fragilité de cette mémoire », explique le réalisateur.

Van der Keuken, dont c'est le quaranteseptième film, développe dans ce docu-mentaire un de ses thèmes de prédilection : la visibilité et l'invisibilité. Déjà, es 1964, dans son film L'Enfant aveugle, il abordait la question de la cécité. Il s'agit, dans ce nouveau documentaire, de pour-

(1) Amsterdam global village sera diffusé durant cinq semaines, à parir da 8 octobre, au Studio des Ursulines, à Paris.

• THE LEAST DEVELOPED COUNTRIES 1997 REPORT. - Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement. (Publica-tions de l'ONU, New York, 1997, 192 pages, sons de l'Orto, tres l'orte, l'orte l'Arges.

55 dollars.) Les résultats en matière de développement s'améliorent nettement dans un
nombre croissant de pays les moins avancés,
mais... les populations de la moité de caux-ci out moins à manger qu'il y a dix ans ! (Cette publica-tion sera prochainement disponible en français : service des ventes, Palais des Nations, CH-1211 Genève IOL

RAPPORT CYCLOPE - (Editions Economica, Paris, 1997. 656 pages, 500 F.) La version 1997 de l'indispensable annuaire des marchés internationaire contient l'analyse des grands mar-chés internationaire contient l'analyse des grands marchés de matères premières, momaies, ser-vices, agriculture, énergie, finance, industrie. Il propose en outre une interprétation très élaborée de la mondialisation, de ses développements

régionaire et des perspectives à court terme.

• RECYCLING ORGANIC WASTE: FROM URBAN POLLUTANT TO FARM RESOURCE - Gary Gardner (Worldward)
Paper, Washington, aoist 1997, prix non indiqué.)
D'après l'auteur, dans les pays industrialisés, les
déchers organiques d'origine humaine pourraient
remplacer 15 % des fertilisants chimiques.

MATRISE DE L'ÉNERGIE POUR UN MONDE VIVABLE, - Bernard Laponche, Bernard James, Michel Colombier, Sophie Annii. nard James, Nuchet Coommer, Sopaie Amin. (ICE, Paris, 1997, 325 pages, 145 F.) La maîtrise des consommations d'Énergie et les bénéfices qui en résoluent pour la qualité de l'environnement constituent l'un des rares moyens réalistes de

constituent | In the services requests remaine to conjure les crises vers lesquelles nous entraîne le gaspillage des ressources naturelles.

• L'AVENIR STATU! AIRE DE LA NOU-VELLS-CALÉDONIE - Sous in direction de Jean-Yves Faberon. (La Documentation française, Paris, 1997, 278 pages, 120 F.) Parmi les auteurs de ces contributions, différents universi-taires de métropole comme de Nouméa, ainsi que des bommes politiques appartenant aux deux grandes sensibilités en présence.

• GUIDE DU LIVRE ORIENTALISTE:

LEVANT, ÉLÉMENTS POUR UNE BIBLIO-GRAPHIE. - Carlos et Nevine Hage Chahino. (Paris, 30. rue Jacob, 1996, 339 pages, 900 F.) Cer ouvrage recense tous les livres d'expression française, anglaise et latine parus, dans tous les domaines, sur le Proche et le Moyen-Orient depuis le début de l'imprimerie.

• Edgar Morin : Réformons la pensée • Edgar, Allègrement : débat entre Edgar Morin et Claude Allègre • Christophe Charle: Des modèles, pas de solutions • Alain Renaut: L'exception française • Luc Cédelle: Noyés dans la masse • Jacques Lagroye: La loi du nombre • Laurent Batsch: A chacun son métier • Alain Garrigou : Vanitas vanitatum • S.O.S. pour la recherche • Basarab

Nicolescu : Transdisciplinarité cherche disciple • René Passet: L'autre mondialisation • Georges Haddad: Un audit mondial • Henri de Bres-



son: Viadrina l'européenne Bernard Soubrier: Junior de l'université • Hervé Hamon: Lettre ouverte à ceux qui n'aiment pas l'université...

## **VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR**

Et aussi:

• Michel Serres: Polythéisme contemporain • Jean-Michel Gaillard: Enseigner la morale à l'école • Macha Séry : Itinéraires d'apprentis artistes • Luc Cédelle : L'école au bord du cyber-vertige • La République malade de ses élites, débat avec Pascal Perrineau, Michel Crozier, Jean-Pierre Boucher...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## LE MONDE DIPLOMATIQUE

N a comparé l'événement à l'assassinat de John Kennedy, aux funérailles de Winston Churchill, ou même aux indescriptibles scènes de deuil survenues en Iran. entourées d'hystérie, à la suite de la mort de l'ayatollah Khomeiny... Quand Lady Di a trouvé la mort brutalement dans un accident d'automobile à Paris, à l'anbe du 31 août 1997, le monde entier a été comme pétrifié, non pas tant par l'annonce de la nouvelle elle-même, totalement inattendue, que par l'inimaginable explo-sion de douleur qui s'est aussitôt ensuivie, et n'est toujours pas terminée

Il n'est pas nécessaire de rappeler les multi-ples manifestations d'émotion, toutes massives et spontanées, aussi bien en Grande-Bretagne que partout dans le monde. D'innombrables peronnes out tenu, en effet, à participer à ce deuil

Devant un pareil phénomène, chacun a admis que quelque chose d'extraordinaire était en train de se produire, mais nul n'a été pour l'instant capable de l'expliquer. Certes, des commenta-teurs et des intellectuels ont rivalisé d'autorité pour avancer dans les journaux les plus sérieux du monde les interprétations les plus variées, les plus contradictoires. Et pourtant, rien n'y a fait ; « l'homme de la rue » a continué de communier dans la même ferveur collective, d'une façon qu'on pourrait dire quasiment biblique. Loin d'être un phénomène contemporain, ce torrent d'émotion à l'état pur rappelle étrangement un épisode qui remonte à l'an 40 de notre ère (1) et concernait déjà une certaine Diane, promue au

En quelques jours, la princesse de Galles avait ehangé de statut : de personnage ambivalent, cri-tiqué pour son comportement instable aussi bien que loué pour sa campagne contre les mines antipersonnel, elle s'était transformée en une « sainte laïque ». Le culte d'une nouvelle déesse venait de voir le jour, et il promettait d'être

Si l'on peut se permettre de dresser un sem-blable parallèle, e'est que, à l'instar des dieux de l'Antiquité, Lady Diana Spencer existait avant tout dans l'imaginaire de ses admirateurs. La princesse n'avait pas accompli de grandes ceuvres en son nom propre. Elle n'était même plus membre de la famille royale. Pourtant, on la compara à d'autres icones du XX siècle, ce qui ne fit que l'élever encore un peu plus hant, au sommet de l'invraisemblable piédestal sur lequel elle trônait déjà.

#### Un gouffre entre le rêve et la réalité

L A princesse de Galles n'était pourtant ni une figure politique comme John F. Kennedy, ni une star de cinéma comme Marilyn Monroe, ni l'idole d'une jeune génération comme Elvis Presley. Elle n'était pas non plus une intellectuelle comme Jean-Paul Sartre, ni une missiontoutefois, des millinns de personnes se sant retrouvées, du jour au lendemain, plungées dans la plus grande afflictinn. Comme si elles venaient de perdre l'un de leurs dirigeants, ou leur guide spirituel, ou leur maître à penser, quelqu'un qui constituait en tout cas, et de façon paradoxale, un ami très proche.

Dans l'atmosphère d'hystérie grandissante des journées précédant les funérailles, nul (y compris parmi les intellectuels) n'a osé poser

\* Journaliste et écrivain. Auteur, notamment, de Dif-ferent for Girls: How Cultures Creates Women, Chatto et Windus, Londres, 1997.

## « Diana » une femme du passé

Par JOAN SMITH \*

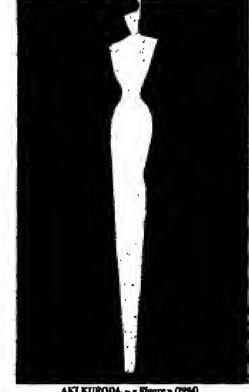
tout hant la question : pourquoi elle ? Pourquoi cette femme ? Pourquoi cette canonisation virtuelle de quelqu'un qui, au moment de sa mort, n'était même pas en train d'accomplir une mis-sion caritative à l'autre bout du monde, mais se trouvait tout simplement en compagnie de son

Car, en dépit de la tendance générale à l'hagiographie, on trébuchait bien vite sur le gouffre séparant le rêve de la réalité. La princesse était encensée pour sa bonté et sa compassion - des qualités authentiques, mais qu'on anrait pn anssi bien attribuer à d'antres membres de la famille royale. La princesse Anne, par exemple, n'a jamais cessé de se dévouer pour l'organisation humanitaire Save the Children. De plus, la princesse de Galles avait considérablement réduit ses activités charitables il y a quatre ans, et elle envisageait, an moment de sa disparition, de les restreindre davantage encore.

Il est clair que le phénomène Diana - bien vite surnommée Dianita en référence à Evita Peron – ne peut se limiter à des visites d'hôpitaux, ni à des déplacements dans des pays ravagés par la guerre, tels que l'Angola ou la Bosnie. Et si l'une des raisons essentielles de cette popularité stipéfiante tenait, tout simplement, à la vulnéra-bilité de la princesse de Galles? On a pu se poser la question le jour où ses plus fervents adorateurs ont commencé à évoquer sa fragilité et sa faculté à évoquer ouvertement les avatars malheureux de sa vie privée. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les médias, juste après sa mort, ont rediffusé sans arrêt des extraits de son fameux entretien accordé à la chaîne de télévision BBC, il y a presque deux ans.

La décision de Diana de placer sa vie privée sous le feu des projecteurs constitua un coup de génie en matière de relations publiques. A une époque où un nombre croissant de mariages se termine en divorces, en Europe de l'Onest comme aux Etats-Unis, l'histoire que la princesse de Galles dévoila sans fard à la télévisinn n'était rien d'autre que tristement banale. Cela commençait par nn conte de fées et se terminait par un échec. D'abord une jeune mariée pleine d'espoir, et puis une épouse décue... Un nombre incalculable de femmes, de New York à Calcutta, s'identifièrent ainsi à la princesse de

La liberté de ton de Diana constitua indiscutablement une sérieuse brêche dans la tradition. La maison des Windsor était en effet connue pour être particulièrement « coincée » dans un domaine: l'expression publique des sentiments. Mais la jeune femme méritait-elle pour autant l'étiquette de « rebelle » dont on l'a affublée? Cela ne fit, en tout cas, qu'alimenter le mythe de cette princesse symbole de la modernité, baptisée par M. Anthony Blair, le premier ministre britannique, princesse du peuple », sans que personne y trouve à redire...



AKI KURODA ~ « Figure » (1994)

Si la princesse de Galles rénssit à acquérir un tel prestige, il convient peut-être de mettre cela sur le compte du hasard et du timing. La jeune Lady Diana Spencer avait en effet épousé une dynastie, mais surtout une époque. Elle s'était fondue dans l'air du temps, à l'heure même où ses contemporains étaient en quête de jenness et de beauté. Sa silhouette élancée avait su focaliser l'attentinn du monde en 1981, de la même façon que Jackie Kennedy l'avait fait vingt et un ans ans plus tôt, quand son époux était entré dans la course à la Maison Blanche. Lady Di apportait en outre un éclat, une fraîcheur revigorante dans une famille où les femmes, y compris la reine, étaient réputées pour leur aspect teme...

royale, Diana avait appris à jouer de ce contraste et à se transformer en gravare de mode internationale. Elle y parvint avec un tel talent que peu de gens se rendirent compte que cette transformation était superficielle pour l'essentiel. Après son divorce, la princesse continua de s'habiller chez de grands couturiers et de côtoyer des vedettes de la chanson ou du cinéma, tout en menant la vie quotidienne de toute Anglaise de la upper middle class. Elle aimait ses fils, bien entendn, mais, comme des milliers d'autres parents membres de l'aristocratie britannique, elle les avait placés dans des écoles prestigieuses, ce qui fait qu'elle leur

consacrait plutôt moins de temps que la moyenne des mèxes. Elle s'occupant d'œuvres moyenne des meres. Elle s'occupant d'anvres charitables, on le sait, et rendait visite aux démunis et aux malades, mais un peu à la façon des hérolnes de roman de Jane Austen (2). Elle prenaît davantage de vacances que personne aurait osé rêver d'en prendre. Elle se déplaçait en jets privés, fournis par des hommes d'affaires fortunés tels que M. Mohammed Al Fayed. Ce nivean de vie alle le devoir à l'héri. Fayed. Ce niveau de vie, elle le devait à l'héritage qu'elle avait reçu de son père, le défunt Earl Spencer, et des compensations obtenues lors de son divorce.

Il ne s'agit pas, en soulignant tout cela, de rabaisser la princesse de Galles, mais simplement de corriger l'idée selon laquelle elle aurait été la pionnière d'une nouvelle « race » de femmes. C'est le contraire qui est vrai. Son vernis de modernité masque difficilement une appartenance à un type de féminité dépassé. Diana ne travaillait pas. Elle n'était pas à la tête d'un pays, comme l'ont été Mª Margaret Thatcher ou Indira Gandhi. Elle n'avait pas entrepris de combattre certaines idéologies, comme Simone de Beauvoir ou Germaine Greer (3)...

#### Elle ne faisait peur à personne

ANS un siècle marqué par une véritable révolution - celle qui a trait au rôle des femmes et à leur émergence sur la scène publique, après des siècles de confinement dans la sphère privée—, la princesse de Galles était en fait une femme du passé. Elle ne faisait pour à personne – et surtout pas aux hommes –, elle ne suscitait ni l'envie ni la jalousie, et c'est sans donte pour cette raison que tant de gens l'ado-

C'est l'une des explications plausibles à l'asymétrie surprenante entre l'immense émotion provoquée par la mort de Diana et l'indé-niable manque de substance du personnage. Il n'est pas exclu que la princesse elle-même ait eu conscience de ce décalage. D'un côté, elle se dévalorisait volontiers (il lui est arrivé de parler d'elle en disant qu'elle se trouvait à finitée »). De l'autre, elle prenait un certain plazair, peutêtre précisément à cause de son peu d'assurance, à être le point de mire du monde entier. Son drame aura été de deviner infinitivement le pouvoir de l'image, gans, jamais être capable d'en élargir les limités.

Le fait qu'on ait porté aux nues ja princesse de Galles depuis sa mort repose sur un malen-tendu profond. Si fant de gens se sentaient si proches d'elle, ce a est pas qu'elle était extra-ordinaire, au seus proprie du ferme, ni qu'elle ctutante, au seus propie de la terme, in qu'elle avait accompli des choses éponstoufiantes, mais justement perce qu'elle n'avait rien fait de jout cela, parce qu'elle n'était pas tout cela, rên ce seus, cette vénération, loin d'être un hommage à des qualités exceptionnelles, pourrait bien n'être qu'ince conte d'hymne de la chempe (minière », è sinne conte d'hymne de la chempe (minière », è sinne conte d'hymne de la chempe (minière »). sorte d'hymne à la « femme ordin d'une nostalgie envers un modèle féminin d'autrefois, non menaçant. L'indice aussi de la crainte qu'inspirent, en cette fin de XX siècle, les femmes de pouvoir...

(1) Allusion à un épisode relaté dans le Nouveau Testa-ment. L'spôtre Paul se beurta un jour violemment à la popu-lation d'Ephèse, en Asie mineure, alors qu'il tentait de la christianiser, Celle-ci vousit un culte sans parell à la décase

(2) Romancière anglaise de la fin du XVIII siècle. (3) Philosophe et féministe réputée, de unionalité sustra-licane, Germaine Greer enseigne à l'université de Cam-bridge, en Grando-Bretsgue.

## Dans ce numéro

PAGE 2: Courrier des lecteurs

PAGE 3: Ainsi était le « Che », par Ahmed Ben Bella,

PAGES 4 à 7 :

RÉSISTANCES OUVRIÈRES: Spectaculaire victoire des camion-neurs américains, par Rick Fantasia. – Les interrogations du syndica-



**ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES POLITIQUES** ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES Établissements libres d'enseignement supérieur fondés en 1899 3º cycles spécialisés en

SCIENCES POLITIQUES

■ ÉTUDES STRATÉGIQUES ET POLITIQUES DE DÉFENSE AFFAIRES INTERNATIONALES

Formations réservées aux tituleires d'une maîtrise ou d'un diplôme équi-valent (instituts d'études politiques et écoles de commerce notamment). Formations 1" et 2º cycles

de sciences politiques et de relations internationales

**RENSEIGNEMENTS:** 

54, avenue Marceau 75008 PARIS - Tél. : (1) 47-20-57-47 107, rua da Tolbiac 75013 PARIS - Tél. : (1) 45-70-73-37

lisme français, par Serge Depaquit. - Offensives du mouvement social, par Annick Coupé. - Amère normalisation en Lonaine, par Pierre Rimbert et Rafael Trapet. - La Commune de Longwy.

PAGES 8 et 9:

BELGIQUE: L'« aonée blanche » vire au gris, par Jean-Marie

PAGE 10:

Le « miracle tchèque » sauvé par les eaux, par Marie Lavigne.

**PAGE 11:** 

ISRAEL: «Bibi, qu'as-tu fait?», un témoignage de Nourit

L'ALGÉRIE SOUS LA TERREUR : Les luttes de clans exacerbent la guerre civile, suite de l'article de Bruno Callies de Salies. – Jours ordinaires à Annaba, par Nadjia Bouzeghrane. – Illusions perdues et espoirs des femmes, par Baya Gacemi.

PAGES 16 à 18 :

AFRIQUE: Un continent à l'aume du développement virtuel, par Christian de Brie. — Sortir du cycle infernal de la dette, par Eric Toussaint. — Somaliland, le pays qui n'existe pas, par Gérard

**PAGE 19:** 

AGRICULTURE : L'asphyxie des économies paysannes du Sud, par Marcel Mazoyer et Laurence Roudart.

Grande pauvreté à la chinoise, par Guilhem Fabre. Typhon financier sur les « tigres » d'Asie, par Frédéric F. Clairmont. PAGES 22 et 23:

« Grand jeu » pérrolier en Transcancasie, par Vicken Cheterian. -Eldorado on mirage ? (V. C.).

PAGES 24 et 25:

HAITI : Dans la spirale du désespoir, par Bernard Cassen. — A lérémie, si loin de Post-an-Prince, par Christophe Wargny.

PAGES 26 et 27 :

MÉDIAS : Le journalisme au défi d'Internet, par Angelo Agostini. – Révolution dans l'information, per Bruno Ginesani.

**PAGE 28:** 

Une étape vers l'indépendance (L.R.).

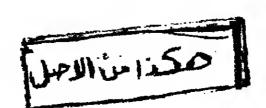
«Le Basculement du monde », un livre de Michel Beaud.

Dans les revues. PAGES 30 et 31 :.

LES LIVRES DU MOIS: « Le Rocher et la Peine », de Fadwa Tou-qan, par Boutros Hallaq. — « La Tête perdue de Damissoeno Mon-teiro », d'Antonio Tabucchi, par Fabio Gambaro. — Le piuralité des appartenances, par Norbert Rouland. — « Amsterdam global vil-lage », un film de Johan van der Ksuken, par Dominique Godrèche.

Le Monde diplomatique du mois de septembre 1997 a été tiré à 262 500 exemplaires. La numéro d'août a été interdit de vente en Tunisia. Les numéros de juin et de septembre ont été « confisquée » en Arabie Saoud

Octobre 1997



Soulager la planète Parignatio Paracratic 

71.75

See her said

Market . . RECEIPT THE PARTY OF THE PARTY 100 E : Training 1 TO 1 With I SPECE Assa Lai 1: er Bran I 43 To Mark Trans. About Spiller Marie 2 2

. Lander

A .. 14 946 30

---

in interes 🌬 🖠

The state of the s

----- Health

Transfer grain & &

The same being

Will be at the best of

fin it in etr unber &

TO A MA PROPERTY

tres es 🚜 🐔

Till a state

400

\*

Charles and

-

the party of THERE が出来るでします。 migra: Sacret le ··· II 5 I . . . . 302 à 370 million Transfer of the contract of The state of the s ويولاء فوليه العادية The state of the s

Sign of the second The same of the sa 2-227 ... 1 The same 352 J. - Table 1 3m ---der ...

Maria ... 

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY